AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL52_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°52/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 59
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 13
Nombre de délégués absents : 3

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint-Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Catherine LAVIOS, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Francine JULLIEN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Vincent POUTIER à Jean Christian REY, Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Aziza GRINE à Catherine LAVIOS, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE.

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET, Alexandre PISSAS.

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL52_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Objet : Installation de deux nouvelles Conseillères communautaires.

Vu l'article L.273-10 du Code Electoral,
Vu la lettre de démission du poste de conseillère communautaire de Mme JULLIEN Francine en date du 26 mai 2015,
Vu la lettre de démission du poste de conseillère communautaire de Mme AKCHAINI Mina en date du 13 juin 2015,

Le Conseil Communautaire prend acte de l'installation :

- de Mme DE VERDUZAN Ghislaine en remplacement de Mme JULLIEN Francine,
- de Mme VOIGNIER Laurence en remplacement de Mme AKCHAINI Mina.

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL53_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°53/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 59
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 13
Nombre de délégués absents : 3

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Catherine LAVIOS, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Francine JULLIEN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Vincent POUTIER à Jean Christian REY, Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Aziza GRINE à Catherine LAVIOS, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE.

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET, Alexandre PISSAS.

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL53_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Objet : Approbation du procès-verbal du Conseil communautaire.

Vu les procès-verbaux des conseils communautaires des 2 février 2015 et 7 avril 2015,

Le Conseil Communautaire décide, à l'unanimité (3 abstentions),

- d'approuver les procès-verbaux des conseils communautaires des 2 février 2015 et 7 avril 2015.

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL54_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°54/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 59
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 13
Nombre de délégués absents : 3

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Catherine LAVIOS, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Francine JULLIEN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Vincent POUTIER à Jean Christian REY, Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Aziza GRINE à Catherine LAVIOS, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE.

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET, Alexandre PISSAS.

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL54_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

<u>Objet</u> : Désignation d'un nouveau représentant au sein de la MLJ et MDE.

Le Conseil communautaire décide, à l'unanimité (3 abstentions),

- de désigner M. Jean-Marie DAVER comme représentant au sein de la Maison De l'Emploi et de la Mission Locale Jeunes en remplacement de Mme Catherine CHANTRY.

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
<u>Jean Christian REY</u>

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL55_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°55/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 59
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 13
Nombre de délégués absents : 3

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Catherine LAVIOS, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Francine JULLIEN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Vincent POUTIER à Jean Christian REY, Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Aziza GRINE à Catherine LAVIOS, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE.

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET, Alexandre PISSAS.

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL55_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Objet : Elections des représentants au sein des comités des divers syndicats.

Le Conseil communautaire décide,

- de désigner au scrutin secret des représentants appelés à siéger au sein des divers organismes, comme suit :

  - **Syndicats d'ordures ménagères Sitdom, à la majorité (3 blancs) :**

    Mme LOUCHE Josée comme suppléante en remplacement de Mme THIBON Géraldine pour la commune de Saint-Etienne des Sorts.

  - **Syndicat Mixte d'Ardèche Claire, à la majorité (3 blancs) :**

    M. BENOIT Cyril en remplacement de Mme JULLIEN Francine,
    M. CHEVALIER Lionel en remplacement de M. ANGELI Marc.

  - **Syndicat AB Cèze, à la majorité (3 blancs) :**

    M. IMBERT Laurent comme suppléant en remplacement de Mme NICOLLE Sylvie.

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL56_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°56/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 59
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 13
Nombre de délégués absents : 3

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Catherine LAVIOS, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Francine JULLIEN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Vincent POUTIER à Jean Christian REY, Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Aziza GRINE à Catherine LAVIOS, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE.

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET, Alexandre PISSAS.

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL56_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Objet : Approbation des statuts du Syndicat Mixte de Coordination des Transports Publics du Gard.

Vu la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains,
Vu les articles L5721-1 à L5722-10 du Code général des collectivités territoriales,
Vu les articles L3111-1 et suivants du Code des transports,
Considérant qu'il convient à l'échelle d'un bassin de vie d'offrir aux habitants une offre de mobilité conforme à leurs attentes,
Considérant que Nîmes Métropole, le Département du Gard, le Syndicat Mixte des Transports du Bassin Alésien ainsi que la Communauté d'Agglomération du Gard rhodanien ont identifié le besoin de mieux coordonner leurs politiques de transports et services qu'ils organisent et gèrent en tant qu'autorités organisatrices de transport,
Considérant qu'une meilleure coordination doit permettre à la fois une plus grande efficience des politiques publiques de mobilité ainsi qu'un meilleur service rendu aux usagers,
Considérant que cette coordination est appelée à favoriser et développer l'usage des transports publics,
Considérant qu'il convient dans un premier temps de concentrer un travail collaboratif sur l'offre offerte aux usagers, l'information à destination de tous les publics, la tarification adaptée aux besoins de mobilité et enfin le déploiement du système billettique,
Considérant que pour répondre au mieux à ces objectifs, les Autorités Organisatrices de Transport gardoises ont identifié la nécessité d'une structure spécifique pour assurer l'exercice de ces missions,
Considérant que les objectifs ainsi exprimés correspondent aux compétences pouvant justifier la création d'un syndicat mixte de coordination des transports publics du Gard tel que défini par la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains,
Considérant que cette structure favorisera l'émergence d'une stratégie départementale des besoins de mobilité tous modes et que cette stratégie sera ensuite potentiellement assimilable à l'échelle régionale ou inter-régionale,
Considérant le courrier en date du 13 mars 2015 de Monsieur le Préfet du Gard, invitant les collectivités à délibérer de façon concordante sur l'approbation des statuts,

Le Conseil communautaire décide, à l'unanimité (1 abstention) ;

- d'approuver le projet de statuts du syndicat mixte de coordination des transports publics du Gard annexé au présent rapport,
- d'autoriser M. le Président de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien à solliciter Monsieur le Préfet du Gard pour la création d'un syndicat mixte des transports (syndicat mixte dit « SRU »), tel que défini par la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains, à l'échelle du département du Gard, intégrant en tant que membres l'agglomération du Gard rhodanien, Nîmes Métropole, le Département du Gard et le Syndicat Mixte des Transports du Bassin Alésien.
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tous documents nécessaires à la création dudit syndicat.

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL56_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Projet de statuts

Syndicat Mixte de Coordination des Transports Publics du Gard

En application des articles L. 5721-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales (CGCT), il est constitué entres les membres désignés à l'article 1 ci-après un syndicat mixte dont les statuts sont les suivants :

ARTICLE 1 - Composition
Sont membres du syndicat mixte en tant qu'autorité organisatrice :

- Le département du Gard ;
- La communauté d'agglomération de Nîmes Métropole ;
- La communauté d'agglomération du Gard Rhodanien ;
- Le syndicat mixte des transports du Bassin d'Alès.

D'autres autorités organisatrices pourront à tout moment adhérer au syndicat mixte selon les modalités prévues à l'article 6 des présents statuts, pourvu qu'ils en respectent l'objet.

ARTICLE 2 - Dénomination
Le syndicat mixte est dénommé : « syndicat mixte de coordination des transports publics du Gard »
Dans la suite des présents statuts, le syndicat mixte est désigné par le terme « le syndicat mixte ».

ARTICLE 3 - Siège
Le siège du syndicat mixte est situé à l'Hôtel du Département du Gard, 3 rue Guillemette 30044 Nîmes Cedex 9.

ARTICLE 4 - Objet
Le syndicat mixte a pour objet de favoriser la cohérence, la complémentarité et l'intermodalité des services de transports sur le territoire duquel il est compétent, d'accompagner les différentes autorités organisatrices afin d'optimiser les services de transports dans une perspective d'efficience des politiques publiques et à terme de viser la mise en place d'une tarification unique sur l'ensemble du territoire gardois et d'une information voyageurs multimodale.

Les compétences du syndicat mixte sont exposées à l'article 7 ci-après. Elles peuvent être modifiées dans les conditions statutaires exposées à l'article 10.

ARTICLE 5 - Durée
Le syndicat mixte est institué pour une durée illimitée. Il peut toutefois être dissout selon les dispositions prévues à l'article 11.

ARTICLE 6 - Procédures d'adhésion ou de retrait du syndicat mixte
L'adhésion d'une nouvelle autorité organisatrice et, a contrario, le retrait d'un membre du syndicat mixte, sont autorisés après réalisation des conditions cumulatives suivantes :

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL56_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

- exposé des motivations justifiant l'entrée ou le départ du syndicat mixte en comité syndical ;
- adoption de la décision à la majorité du comité syndical ;
- notification de la décision du comité syndical aux exécutifs des organismes membres du syndicat mixte.

Les décisions d'admission et de retrait sont adoptées selon l'article L5721-6-2 du Code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 7- Missions et compétences

7-1 -Compétence territoriale

La compétence territoriale du syndicat mixte recouvre les zones géographiques pour lesquelles chacun des membres possède la qualité d'autorité organisatrice de transports ou d'autorité organisatrice de la mobilité.

7-2- Compétences obligatoires du syndicat mixte

En vertu de la loi SRU du 13 décembre 2000, il incombe au syndicat mixte de :
-de coordonner les services de transports ;
- mettre en place un système d'information multimodale à l'intention des usagers;
- rechercher la création d'une tarification coordonnée et de titres uniques ou unifiés;

7-2 -1 - Coordination des services de transports

Le syndicat mixte coordonne les services de transports dans un climat partenarial et non concurrentiel. Il favorise l'adéquation entre les horaires, la fréquence des dessertes et des tarifs intermodaux incitatifs.

Cette offre globale de transports doit permettre à un usager d'utiliser successivement ou alternativement plusieurs modes de transports fournis par des opérateurs différents avec des temps d'attente relativement courts.
En outre, dans le cadre de cette mission de coordination, le syndicat mixte pourra conduire des actions conjointes, complémentaires et temporaires, afin de favoriser, de développer ou de stimuler l'utilisation des transports en commun, et tout modes de déplacement alternatif au tout voiture (covoiturage, ...).

7-2-2- Mise en place d'un système d'information voyageur multimodal

Destiné à la fois aux voyageurs, aux exploitants et aux autorités organisatrices, le système d'information voyageur multimodal (SIV) constitue un outil de développement des déplacements intermodaux.
Son objectif est double : éclairer le choix modal et faciliter l'usage des réseaux.
Ce système permet la mise en commun d'informations liées aux transports et à d'autres secteurs qui leur sont liés (touristiques, culturels notamment) sur le territoire d'intervention du syndicat mixte par les autorités organisatrices et les exploitants.

En outre, le syndicat mixte doit fournir par le biais de différents médias une information globale et accessible pour les usagers des transports et les autorités organisatrices, intégrant les correspondances, les horaires et les tarifs sur l'ensemble des réseaux et partenaires.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL56_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

7-2-3 - Recherche de la création d'une tarification coordonnée et de titres uniques ou unifiés

Le syndicat mixte a pour mission de coordonner les actions tarifaires intermodales et de conduire les opérations matérielles correspondantes. A terme, il a pour objectif de définir une tarification unique sur l'ensemble des réseaux.

L'objectif, via une tarification attractive et une coordination optimisée, est de permettre à l'ensemble des publics une utilisation la plus large possible des réseaux mis à sa disposition.

Le syndicat mixte veille à préserver la cohérence des tarifs intermodaux avec les tarifs propres des réseaux associés. Si nécessaire, il formule des propositions de coordination et de modification de ces tarifs propres.
Il n'a cependant pas de compétence pour fixer ou homologuer ces tarifs propres, qui relèvent des seules décisions de leurs autorités organisatrices respectives.

7-3 - Compétences facultatives du syndicat mixte

Le syndicat mixte pourra prendre en charge d'autres compétences, sous réserve de leur délégation par les autorités organisatrices, qui sont :

- l'organisation de services publics réguliers et de services à la demande,
- la réalisation et la gestion d'équipements et d'infrastructures,
- la conduite d'actions de développement de l'intermodalité, que les liaisons proposées soient routières, navigables ou ferroviaires de transport,
- la gestion et le suivi du marché billettique,
- la gestion et l'exploitation des gares routières situées sur le territoire de compétence du syndicat mixte.

D'autres compétences facultatives pourront être attribuées au syndicat mixte.

Les compétences facultatives pourront concerner tout ou partie des autorités organisatrices membres du syndicat mixte.

ARTICLE 8 - Organisation générale

8-1 - Composition du comité syndical

Le syndicat mixte est administré par un comité syndical composé de délégués désignés par les collectivités et les établissements publics adhérents à raison de :

- 3 membres et leur suppléant respectif pour chaque collectivité membre ;

Soit, au moment des sessions du comité syndical :

- 3 membres pour le département du Gard ;
- 3 membres pour la communauté d'agglomération de Nîmes Métropole ;
- 3 membres pour le syndicat mixte des transports du Bassin d'Alès;
- 3 membres pour la communauté d'agglomération du Gard Rhodanien.

Le ou les délégués au comité syndical sont désignés en leur sein par chacune des assemblées délibérantes des collectivités et des établissements publics cités.
En cas de vacance des sièges réservés à une collectivité ou un établissement public, l'assemblée délibérante procède au remplacement dans un délai de trois mois suivant la date à laquelle la vacance a été constatée.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL56_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

En aucun cas le nombre de sièges détenus par une autorité organisatrice au sein du comité syndical ne peut excéder la majorité absolue du nombre total de sièges.

8-2 - Fonctionnement du comité syndical

8-2-1 -Modalités de réunion au sein du comité syndical

La durée du mandat de chaque délégué suit celle du mandat au titre duquel il siège.
Le comité syndical se réunit en session ordinaire au moins une fois par semestre sur convocation du président adressée à chacun des membres avec un préavis minimal de 15 jours francs, la date d'expédition faisant foi.
Un ordre du jour relatif aux affaires soumises au votre ainsi que les délibérations à prendre doivent être adressés avec la convocation aux membres du comité syndical.

Le comité syndical se réunit en session extraordinaire à la demande du tiers au moins de ses membres lorsque cela semble utile.

8-2-2 - Modalités de délibération au sein du comité syndical

Le comité syndical ne délibère valablement que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente. Toutefois, si le quorum n'est pas atteint, le comité syndical est convoqué à au moins 15 jours d'intervalle. Il délibère alors valablement sans condition de quorum. Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.
Au début de chaque séance, le comité syndical nomme un secrétaire de séance.
Les votes se prennent au sein du comité syndical à raison d'une voix par membre.
En cas de partage des votes, le président a voix prépondérante.
Les membres suppléants peuvent assister aux sessions du comité syndical, en même temps que leurs titulaires respectifs. Ils n'ont dans ce cas que voix consultative.
Le vote a lieu au scrutin public. Le registre des délibérations comporte le nom des votants et l'indication du sens de leur vote.

Mais il est voté au scrutin secret :

- soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame ;
- soit lorsqu'il y a lieu de procéder à l'élection du bureau.

Les délibérations sont inscrites par ordre d'importance. Elles sont signées par le président ou son représentant, puis notifiées et publiées.
Le compte rendu de la séance est mis à la disposition de tous et envoyé aux membres du syndicat mixte.

Les délibérations sont adoptées à la majorité simple à l'exception des délibérations portant sur le budget du Syndicat et des modifications de statuts adoptées à la majorité qualifiée des 3/4 des membres du syndicat.

8-2-3 - Dispositions particulières

Un membre titulaire empêché d'assister à une séance peut :

- soit être représenté par son suppléant ;
- soit donner à son suppléant ou à un collègue de l'assemblée syndicale de son choix pouvoir écrit de voter en son nom.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL56_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Un même membre ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Le pouvoir est toujours révocable.

8-3 - Exécutif syndical

Le comité syndical doit élire en son sein, au scrutin secret et à raison d'une voix par membre, un président ainsi qu'un vice-président.

Pour chaque élection, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue à la fin du premier tour de scrutin, il est procédé à un deuxième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative.
Le président et son vice-président sont élus pour un mandat de deux ans renouvelables.

8-3-1 - Missions du président

Le président convoque les différentes sessions du comité syndical.
Il ouvre la séance, dirige les débats, contrôle les votes et les déclare clos lorsque l'ordre du jour est épuisé.
Le président a seul la police de l'assemblée. Il peut, à ce titre, faire expulser de l'auditoire tout individu qui trouble l'ordre.
Il reçoit délégation du comité syndical pour assumer les tâches exécutives.

8-3-2 - Missions du vice-président

En cas d'indisponibilité du président, le vice-président le remplace dans ses fonctions.

8-4 Règlement Intérieur du Syndicat

Le comité syndical vote un règlement intérieur qui précise les règles de fonctionnement du syndicat.

8-5- Hypothèses non envisagées

Toute circonstance non envisagée statutairement par le présent article est régie par les dispositions du Code général des collectivités territoriales relatives au fonctionnement d'un conseil municipal de communes de 3 500 habitants et plus.

Chaque catégorie de représentants siège au sein de ce Comité des partenaires du transport public suivant une répartition paritaire des sièges.

ARTICLE 9 - MODIFICATIONS STATUTAIRES

Toute décision de modification statuaire, autre que celle prévue à l'article 6, doit être votée à la majorité qualifiée des 3/4 des membres du comité syndical.

ARTICLE 10 - DISPOSITIONS FINANCIERES

10-1 - Comptable compétent
Le comptable du syndicat mixte est le Payeur départemental.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL56_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

10-2 - Dépenses

10-2-1 - Dépenses d'investissement

Ces dépenses comprennent le cas échéant :

- les frais d'investissement (acquisition de matériels et d'équipements) et de recherche,
- les frais d'études relatives aux investissements.

10-2-2- Dépenses de fonctionnement

Le syndicat mixte supporte le cas échéant :

- les charges à caractère général (location immobilière et fournitures) ;
- les charges du personnel et les frais assimilés (salaires) ;
- les autres charges de gestion courante.

10-3 - Recettes

Les recettes du syndicat mixte comprennent :

- le Versement Transport Additionnel,
- le revenu des biens meubles ou immeubles appartenant au syndicat mixte ;
- les subventions ;
- les dons et legs ;
- le produit des emprunts que le syndicat mixte sera autorisé à contracter ;
- la dotation éventuelle des membres au titre du transfert d'une compétence facultative.

ARTICLE 11 - Dissolution

11-1 -Conditions de dissolution

Le syndicat mixte peut être dissout d'office ou à la demande des personnes morales qui le composent, par décret sur l'avis conforme du Conseil d'Etat.
Toutefois, lorsque la demande de dissolution du syndicat mixte est présentée à l'unanimité de ses membres et qu'elle prévoit, sous la réserve des droits des tiers,

les conditions dans lesquelles le syndicat mixte est liquidé, la dissolution du syndicat mixte est prononcée par arrêté du préfet du Gard.
Le décret ou l'arrêté détermine, dans le respect du droit des tiers et des dispositions des articles L5721-7 et L5721-7-1 du Code général des collectivités territoriales, les conditions de liquidation du syndicat mixte.

11-2- Modalités de dissolution

La dissolution du syndicat mixte est organisée par les articles L5721-7 et L5721-7-1 du Code général des collectivités territoriales.
Dès lors, les biens du syndicat mixte sont restitués aux collectivités qui les ont apportés. Les reliquats financiers sont partagés au prorata des apports.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL57_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°57/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 59
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 13
Nombre de délégués absents : 3

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Catherine LAVIOS, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Francine JULLIEN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Vincent POUTIER à Jean Christian REY, Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Aziza GRINE à Catherine LAVIOS, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE.

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET, Alexandre PISSAS.

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL57_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Objet : Délibération sollicitant l'aide financière de la Caisse d'Allocations Familiales du Gard pour la réalisation d'une étude sur les besoins en matière d'accueil des jeunes enfants (0-6 ans) en vue de l'élaboration d'un schéma Petite Enfance

Vu la nécessité de réaliser une étude sur les besoins en matière d'accueil des jeunes enfants (0-6 ans) en vue de l'élaboration d'un schéma Petite Enfance,

Considérant que cette question a été présentée à la commission Petite Enfance du 2 juin 2015,

Le Conseil communautaire décide, à l'unanimité,

d'autoriser Monsieur le Président à :

- lancer l'étude sur les besoins en matière d'accueil des jeunes enfants (0-6 ans) en vue de l'élaboration d'un schéma Petite Enfance,
- solliciter l'aide financière de la Caisse d'Allocations Familiales du Gard à hauteur de 5 500 €,
- signer tous les documents se rapportant à ce dossier.

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL58_2015_1-DE
Reçu le 29/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°58-1/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 61
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 12
Nombre de délégués absents : 2

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Catherine LAVIOS, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Francine JULLIEN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Aziza GRINE à Catherine LAVIOS, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE.

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET.

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL58_2015_1-DE
Reçu le 29/07/2015

Objet : vote du compte administratif 2014 du budget principal

Après les votes successifs du budget primitif 2014 et des décisions modificatives de l'exercice considéré,
Après avoir entendu le compte administratif de l'exercice 2014,
Constatant que le compte administratif présente les résultats qui annexés,

Considérant que cette question a été présentée à la Commission des moyens généraux du 23 juin 2015,

Le Conseil communautaire décide, à la majorité (4 oppositions et 11 abstentions) :
(Le président, Jean Christian REY, ne participe pas au vote)

- De constater, pour la comptabilité, les identités de valeur avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement, du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes,
- De reconnaitre la sincérité des restes à réaliser,
- De voter et arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-après :

BUDGET PRINCIPAL		**Investissement**	**Fonctionnement**	**Total cumulé**
RECETTES	Prévisions budgétaires totales	6 825 057,00	50 167 713,00	56 992 770,00
	Titres de recettes émis	1 923 618,17	50 161 390,63	52 085 008,80
	Restes à réaliser	1 197 856,37		1 197 856,37
DEPENSES	Autorisations budgétaires totales	6 825 057,00	50 167 713,00	56 992 770,00
	Mandats émis	1 589 030,80	49 283 780,12	50 872 810,92
	Restes à réaliser	2 850 760,17	32 417,92	2 883 178,09
RESULTAT DE L'EXERCICE	*Solde d'exécution (sur les mandats et titres émis)* Excédent	334 587,37	877 610,51	1 212 197,88
	Déficit			
	Solde des restes à réaliser Excédent			
	Déficit	1 652 903,80	32 417,92	1 685 321,72
	Résultat TOTAL (Solde d'exécution + Solde Restes à réaliser) **Excédent**		**845 192,59**	
	Déficit	**1 318 316,43**		**473.123,84**
RESULTAT EXERCICE N-1	Excédent	247 457,00	1 143 272,60	1 390 729,60
	Déficit			
RESULTAT CUMULE	**Excédent**		**1 988 465,19**	917 605,76
	Déficit	**1 070 859,43**		

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL58_2015_1-DE
Reçu le 29/07/2015

A ce résultat du budget principal, il convient d'ajouter le résultat de clôture 2014 du SCOT :

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent
INVESTISSEMENT	14 915,55
FONCTIONNEMENT	31 550,85

Lors du vote du BP 2015, dans le cadre de la procédure de reprise anticipée des résultats, seul le résultat de du budget principal de 917.605,76 € a été repris.
Le résultat antérieur du SCOT fera l'objet d'une reprise dans le cadre d'une prochaine Décision modificative.

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL58_2015_2-DE
Reçu le 29/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°58-2/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 61
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 12
Nombre de délégués absents : 2

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Catherine LAVIOS, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Francine JULLIEN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Aziza GRINE à Catherine LAVIOS, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE.

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET.

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL58_2015_2-DE
Reçu le 29/07/2015

Objet : vote du compte administratif 2014 du budget annexe Aire d'Accueil des gens du voyage.

Après avoir entendu le compte administratif de l'exercice 2014,
Constatant que le compte administratif présente les résultats qui annexés,

Considérant que cette question a été présentée à la Commission des moyens généraux du 23 juin 2015,

Le Conseil communautaire décide, à la majorité (4 oppositions) :
(Le président, Jean Christian REY, ne participe pas au vote)

- De constater, pour la comptabilité, les identités de valeur avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement, du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes,
- De reconnaitre la sincérité des restes à réaliser,
- De voter et arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-après :

AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

		Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
RECETTES	Prévisions budgétaires totales	2 012 254,00	127 000,00	2 139 254,00
	Titres de recettes émis	1 859 300,00	98 387,80	1 957 687,80
	Restes à réaliser			
DEPENSES	Autorisations budgétaires totales	2 012 254,00	127 000,00	2 139 254,00
	Mandats émis	17 000,00	98 387,80	115 387,80
	Restes à réaliser			
RESULTAT DE L'EXERCICE	*Solde d'exécution (sur les mandats et titres émis)* Excédent	1 842 300,00	0,00	
	Déficit			0,00
	Solde des restes à réaliser Excédent			
	Déficit			
	Résultat TOTAL (Solde d'exécution + Solde Restes à réaliser) **Excédent**	**1 842 300,00**	**0,00**	**1 842 300,00**
	Déficit	**0,00**		**0,00**
RESULTAT EXERCICE N-1	Excédent		0,01	0,01
	Déficit	662 253,58		662 253,58
RESULTAT CUMULE	**Excédent**	**1 180 046,42**	**0,01**	**1 180 046,43**
	Déficit			

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL58_2015_2-DE
Reçu le 29/07/2015

Résultat d'exécution du budget (hors restes à réaliser)

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent	Part affectée à l'investissement	Solde d'exécution	Résultat de clôture
INVESTISSEMENT	-662 253,58		1 842 300,00	1 180 046,42
FONCTIONNEMENT	0,01		0,00	0,01
TOTAL	-662 253,57	0,00	1 842 300,00	1 180 046,43

Lors du vote du BP 2015, ce résultat a été repris dans le cadre de la procédure de reprise anticipée.

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL58_2015_3-DE
Reçu le 29/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°58-3/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 61
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 12
Nombre de délégués absents : 2

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Catherine LAVIOS, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Francine JULLIEN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Aziza GRINE à Catherine LAVIOS, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE.

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET.

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL58_2015_3-DE
Reçu le 29/07/2015

Objet : vote du compte administratif 2014 du budget annexe Zone de Bernon

Après avoir entendu le compte administratif de l'exercice 2014,
Constatant que le compte administratif présente les résultats qui annexés,

Considérant que cette question a été présentée à la Commission des moyens généraux du 23 juin 2015,

Le Conseil communautaire décide, à la majorité (4 oppositions et 12 abstentions) :
(Le président, Jean Christian REY, ne participe pas au vote)

- De constater, pour la comptabilité, les identités de valeur avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement, du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes,
- De reconnaitre la sincérité des restes à réaliser,
- De voter et arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-après :

ZONE DE BERNON

		Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
RECETTES	Prévisions budgétaires totales	2 371 268,00	1 516 982,00	3 888 250,00
	Titres de recettes émis	1 360 479,21	1 451 230,43	2 811 709,64
	Restes à réaliser			
DEPENSES	Autorisations budgétaires totales	2 371 268,00	1 516 982,00	3 888 250,00
	Mandats émis	1 796 879,50	1 408 453,38	3 205 332,88
	Restes à réaliser			
RESULTAT DE L'EXERCICE	*Solde d'exécution (sur les mandats et titres émis)* Excédent		42 777,05	
	Déficit	436 400,29		393.623,24
	Solde des restes à réaliser Excédent			
	Déficit			
	Résultat TOTAL (Solde d'exécution + Solde Restes à réaliser) **Excédent**		**42 777,05**	
	Déficit	**436 400,29**		**393 623,24**
RESULTAT EXERCICE N-1	Excédent			
	Déficit	309 485,99	12 880,87	322 366,86
RESULTAT CUMULE	**Excédent**		**29 896,18**	
	Déficit	**745 886,28**		**715 990,10**

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL58_2015_3-DE
Reçu le 29/07/2015

Résultat d'exécution du budget (hors restes à réaliser)

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent	Part affectée à l'investissement	Solde d'exécution	Résultat de clôture
INVESTISSEMENT	-309 485,99		-436 400,29	-745 886,28
FONCTIONNEMENT	-12 880,87		+42 777,05	+29 896,18
TOTAL	-322 366,86	0,00	-393.623,24	-715.990,10

Lors du vote du BP 2015, ce résultat a été repris dans le cadre de la procédure de reprise anticipée.

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL58_2015_4-DE
Reçu le 29/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°58-4/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 61
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 12
Nombre de délégués absents : 2

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Catherine LAVIOS, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Francine JULLIEN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Aziza GRINE à Catherine LAVIOS, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE.

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET.

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL58_2015_4-DE
Reçu le 29/07/2015

Objet : vote du compte administratif 2014 du budget annexe Zone René Dumont (l'espérant)

Après avoir entendu le compte administratif de l'exercice 2014,
Constatant que le compte administratif présente les résultats qui annexés,

Considérant que cette question a été présentée à la Commission des moyens généraux du 23 juin 2015,

Le Conseil communautaire décide, à la majorité (4 oppositions et 12 abstentions) :
(Le président, Jean Christian REY, ne participe pas au vote)

- De constater, pour la comptabilité, les identités de valeur avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement, du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes,
- De reconnaitre la sincérité des restes à réaliser,
- De voter et arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-après :

ZONE RENE-DUMONT

		Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
RECETTES	Prévisions budgétaires totales	2 617 144,00	1 885 895,00	4 503 039,00
	Titres de recettes émis	1 448 954,04	1 610 548,41	3 059 502,45
	Restes à réaliser			
DEPENSES	Autorisations budgétaires totales	2 617 144,00	1 885 895,00	4 503 039,00
	Mandats émis	1 610 548,41	1 610 548,41	3 221 096,82
	Restes à réaliser			
RESULTAT DE L'EXERCICE	*Solde d'exécution (sur les mandats et titres émis)*			
	Excédent			
	Déficit	161 594,37		161 594,37
	Solde des restes à réaliser			
	Excédent			
	Déficit	0,00		
	Résultat TOTAL (Solde d'exécution + Solde Restes à réaliser)			
	Excédent			
	Déficit	**161 594,37**		**161 594,37**
RESULTAT EXERCICE N-1	Excédent			
	Déficit	821 248,02	53 750,14	874 998,16
RESULTAT CUMULE	**Excédent**			
	Déficit	**982 842,39**	**53 750,14**	**1 036 592,53**

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL58_2015_4-DE
Reçu le 29/07/2015

Résultat d'exécution du budget (hors restes à réaliser)

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent	Part affectée à l'investissement	Solde d'exécution	Résultat de clôture
INVESTISSEMENT	-821 248,02		-161 594,37	-982 842,39
FONCTIONNEMENT	-53 750,14		0,00	-53 750,14
TOTAL	-874 998,16	0,00	-161 594,37	-1 036 592,53

Lors du vote du BP 2015, ce résultat a été repris dans le cadre de la procédure de reprise anticipée.

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL58_2015_5-DE
Reçu le 29/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°58-5/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 61
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 12
Nombre de délégués absents : 2

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Catherine LAVIOS, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Francine JULLIEN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Aziza GRINE à Catherine LAVIOS, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE.

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET.

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL58_2015_5-DE
Reçu le 29/07/2015

Objet : vote du compte administratif 2014 du budget annexe Zone de Sarcin

Après avoir entendu le compte administratif de l'exercice 2014,
Constatant que le compte administratif présente les résultats qui annexés,

Considérant que cette question a été présentée à la Commission des moyens généraux du 23 juin 2015,

Le Conseil communautaire décide, à la majorité (4 oppositions et 12 abstentions) :
(Le président, Jean Christian REY, ne participe pas au vote)

- De constater, pour la comptabilité, les identités de valeur avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement, du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes,
- De reconnaitre la sincérité des restes à réaliser,
- De voter et arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-après :

BUDGET ANNEXE SARCIN		Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
RECETTES	Prévisions budgétaires totales	927 576,54	442 230,00	1 369 806,54
	Titres de recettes émis	407 936,30	421 794,12	829 730,42
	Restes à réaliser			
DEPENSES	Autorisations budgétaires totales	927 576,54	442 230,00	1 369 806,54
	Mandats émis	424 402,64	416 002,10	840 404,74
	Restes à réaliser			
RESULTAT DE L'EXERCICE	*Solde d'exécution (sur les mandats et titres émis)* Excédent		5 792,02	
	Déficit	16 466,34		10 674,32
	Solde des restes à réaliser Excédent			
	Déficit			
	Résultat TOTAL (Solde d'exécution + Solde Restes à réaliser) Excédent		**5 792,02**	
	Déficit	**16 466,34**		**10 674,32**
RESULTAT EXERCICE N-1	Excédent	77 409,54		
	Déficit		5 792,02	
RESULTAT CUMULE	Excédent	**60 943,20**	**0,00**	60 943,20
	Déficit			

Résultat d'exécution du budget (hors restes à réaliser)

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent	Part affectée à l'investissement	Solde d'exécution	Résultat de clôture
INVESTISSEMENT	77 409,54		-16 466,34	60 943,20
FONCTIONNEMENT	-5 792,02		5 792,02	0,00
TOTAL	71 617,52	0,00	-10 674,32	60 943,20

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL58_2015_5-DE
Reçu le 29/07/2015

Lors du vote du BP 2015, ce résultat a été repris dans le cadre de la procédure de reprise anticipée.

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL59_2015_1-BF
Reçu le 01/09/2015

GED

030004
TRES. BAGNOLS-SUR-CEZE

Helios
Le Trésor Public au Service du Secteur Local

II-1
Exercice 2014

80000 – CA GARD RHODANIEN

RÉSULTATS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE

	SECTION D'INVESTISSEMENT	*SECTION DE FONCTIONNEMENT*	*TOTAL DES SECTIONS*
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	6 825 057,00	50 167 713,00	56 992 770,00
Titres de recettes émis (b)	1 923 618,17	59 033 043,93	60 956 662,10
Réductions de titres (c)	0,00	8 871 653,30	8 871 653,30
Recettes nettes (d = b – c)	1 923 618,17	50 161 390,63	52 085 008,80
DÉPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	6 825 057,00	50 167 713,00	56 992 770,00
Mandats émis (f)	1 589 030,80	60 819 258,17	62 408 288,97
Annulations de mandats (g)	0,00	11 535 478,05	11 535 478,05
Dépenses nettes (h = f – g)	1 589 030,80	49 283 780,12	50 872 810,92
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
(d – h) Excédent	334 587,37	877 610,51	1 212 197,88
(h – d) Déficit			

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL59_2015_1-BF
Reçu le 01/09/2015

80000 – CA GARD RHODANIEN

RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT: 2013	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT: EXERCICE 2014	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2014	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2014
I - Budget principal					
Investissement	258 556,56	0,00	334 587,37	14 915,55	608 059,48
Fonctionnement	1 864 801,26	727 721,92	877 610,51	31 550,85	2 046 240,70
TOTAL I	2 123 357,82	727 721,92	1 212 197,88	46 466,40	2 654 300,18
II - Budgets des services à					
caractère administratif					
.					
.					
CA ZA DE SARCIN					
Investissement	77 409,54	0,00	-16 466,34	0,00	60 943,20
Fonctionnement	-5 792,02	0,00	5 792,02	0,00	0,00
Sous-Total	71 617,52	0,00	-10 674,32	0,00	60 943,20
.					
.					
CA ZA DE BERNON					
Investissement	-309 485,99	0,00	-436 400,29	0,00	-745 886,28

Intégration du SCOT Gard Rhôdanien par opérations non budgétaires

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL59_2015_1-BF
Reçu le 01/09/2015

030004
TRES. BAGNOLS-SUR-CEZE

Helios
Le Trésor Public au Service du Secteur Local

Etat II-2
Exercice 2014

80000 –CA GARD RHODANIEN

RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2013	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT: EXERCICE 2014	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2014	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2014
Fonctionnement	-12 880,87	0,00	42 777,05	0,00	29 896,18
Sous-Total	-322 366,86	0,00	-393 623,24	0,00	-715 990,10
CA ZA LESPERANT					
Investissement	-821 248,02	0,00	-161 594,37	0,00	-982 842,39
Fonctionnement	-53 750,14	0,00	0,00	0,00	-53 750,14
Sous-Total	-874 998,16	0,00	-161 594,37	0,00	-1 036 592,53
TOTAL II	-1 125 747,50	0,00	-565 891,93	0,00	-1 691 639,43
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
.					
CA AIRES ACCUEIL					
Investissement	-662 253,58	0,00	1 842 300,00	0,00	1 180 046,42
Fonctionnement	0,01	0,00	0,00	0,00	0,01
Sous-Total	-662 253,57	0,00	1 842 300,00	0,00	1 180 046,43
CA RED OM					

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL59_2015_1-BF
Reçu le 01/09/2015

GED

030004
TRES. BAGNOLS-SUR-CEZE

Helios
Le Trésor Public au Service du Secteur Local

Etat II-2
Exercice 2014

80000 – CA GARD RHODANIEN

RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2013	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT: EXERCICE 2014	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2014	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2014
Investissement					
Fonctionnement					
Sous-Total					
TOTAL III	-662 253,57	0,00	1 842 300,00	0,00	1 180 046,43
TOTAL I + II + III	335 356,75	727 721,92	2 488 605,95	46 466,40	2 142 707,18

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL59_2015_1-DE
Reçu le 29/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°59-1/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 61
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 12
Nombre de délégués absents : 2

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Catherine LAVIOS, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Francine JULLIEN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Aziza GRINE à Catherine LAVIOS, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE.

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET.

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL59_2015_1-DE
Reçu le 29/07/2015

Objet : vote du compte de gestion 2014 du budget principal

Après s'être fait présenter le budget primitif 2014 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux des titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Trésorier principal accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2014,

Le compte de gestion, dressé pour l'exercice 2014 par le Trésorier principal, présente les résultats d'un budget annexe d'une Communauté de Communes. Les résultats de ce budget annexe n'ont pas été comptabilisés dans la reprise des résultats de la Communauté d'Agglomération car ce budget a été transféré à un syndicat au 1er janvier 2013, date de la création de l'agglomération.

Considérant que cette question a été présentée à la Commission des moyens généraux du 23 juin 2015,

Le Conseil communautaire décidé, à l'unanimité (4 abstentions) :

- D'approuver le compte de gestion 2014 (sous réserve de la différence concernant le budget SPANC non transféré à l'Agglomération).

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL59_2015_2-BF
Reçu le 01/09/2015

030004
TRES. BAGNOLS-SUR-CEZE

Helios
Le Trésor Public au Service du Secteur Local

II-1
Exercice 2014

80003 – CA AIRES ACCUEIL

RÉSULTATS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE

	SECTION D'INVESTISSEMENT	*SECTION DE FONCTIONNEMENT*	*TOTAL DES SECTIONS*
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	2 012 254,00	127 000,00	2 139 254,00
Titres de recettes émis (b)	1 859 300,00	98 387,80	1 957 687,80
Réductions de titres (c)	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (d = b – c)	1 859 300,00	98 387,80	1 957 687,80
DÉPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	2 012 254,00	127 000,00	2 139 254,00
Mandats émis (f)	17 880,00	98 387,80	116 267,80
Annulations de mandats (g)	880,00	0,00	880,00
Dépenses nettes (h = f – g)	17 000,00	98 387,80	115 387,80
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
(d – h) Excédent	1 842 300,00	0,00	1 842 300,00
(h – d) Déficit		0,00	

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL59_2015_2-BF
Reçu le 01/09/2015

030004
TRES. BAGNOLS-SUR-CEZE

GED

Etat II-2
Exercice 2014

80003 – CA AIRES ACCUEIL

RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2013	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT: EXERCICE 2014	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2014	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2014
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à					
caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à					
caractère industriel					
et commercial					
CA AIRES ACCUEIL					
Investissement	-662 253,58	0,00	1 842 300,00	0,00	1 180 046,42
Fonctionnement	0,01	0,00	0,00	0,00	0,01
Sous-Total	-662 253,57	0,00	1 842 300,00	0,00	1 180 046,43
TOTAL III	-662 253,57	0,00	1 842 300,00	0,00	1 180 046,43
TOTAL I + II + III	-662 253,57	0,00	1 842 300,00	0,00	1 180 046,43

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL59_2015_2-DE
Reçu le 29/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°59-2/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 61
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 12
Nombre de délégués absents : 2

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Catherine LAVIOS, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Francine JULLIEN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Aziza GRINE à Catherine LAVIOS, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE.

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET.

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL59_2015_2-DE
Reçu le 29/07/2015

Objet : vote du compte de gestion 2014 du annexe Aire d'Accueil des gens du voyage

Après s'être fait présenter le budget primitif 2014 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux des titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Trésorier principal accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2014,

Le compte de gestion, dressé pour l'exercice 2014 par le Trésorier principal, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle aucune observation,

Considérant que cette question a été présentée à la Commission des moyens généraux du 23 juin 2015,

Le Conseil communautaire décidé, à l'unanimité (4 abstentions) :

- D'approuver le compte de gestion 2014

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL59_2015_3-BF
Reçu le 01/09/2015

GED

030004
TRES. BAGNOLS-SUR-CEZE

Helios
Le Trésor Public au Service du Secteur Local

II-1
Exercice 2014

80005 – CA ZA DE BERNON

RÉSULTATS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE

	SECTION D'INVESTISSEMENT	*SECTION DE FONCTIONNEMENT*	*TOTAL DES SECTIONS*
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	2 371 268,00	1 516 982,00	3 888 250,00
Titres de recettes émis (b)	1 360 479,21	1 451 230,43	2 811 709,64
Réductions de titres (c)	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (d = b – c)	1 360 479,21	1 451 230,43	2 811 709,64
DÉPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	2 371 268,00	1 516 982,00	3 888 250,00
Mandats émis (f)	1 799 488,02	1 408 700,98	3 208 189,00
Annulations de mandats (g)	2 608,52	247,60	2 856,12
Dépenses nettes (h = f – g)	1 796 879,50	1 408 453,38	3 205 332,88
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
(d – h) Excédent		42 777,05	
(h – d) Déficit	436 400,29		393 623,24

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL59_2015_3-BF
Reçu le 01/09/2015

030004
TRES. BAGNOLS-SUR-CEZE

GED

Etat II-2
Exercice 2014

80005 - CA ZA DE BERNON

RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2013	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT: EXERCICE 2014	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2014	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2014
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à					
caractère administratif					
CA ZA DE BERNON					
Investissement	-309 485,99	0,00	-436 400,29	0,00	-745 886,28
Fonctionnement	-12 880,87	0,00	42 777,05	0,00	29 896,18
Sous-Total	-322 366,86	0,00	-393 623,24	0,00	-715 990,10
TOTAL II	-322 366,86	0,00	-393 623,24	0,00	-715 990,10
III - Budgets des services à					
caractère industriel					
et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	-322 366,86	0,00	-393 623,24	0,00	-715 990,10

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL59_2015_3-DE
Reçu le 29/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°59-3/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 61
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 12
Nombre de délégués absents : 2

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Catherine LAVIOS, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Francine JULLIEN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Aziza GRINE à Catherine LAVIOS, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE.

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET.

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL59_2015_3-DE
Reçu le 29/07/2015

Objet : vote du compte de gestion 2014 du budget annexe Zone de Bernon

Après s'être fait présenter le budget primitif 2014 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux des titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Trésorier principal accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2014,

Le compte de gestion, dressé pour l'exercice 2014 par le Trésorier principal, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle aucune observation,

Considérant que cette question a été présentée à la Commission des moyens généraux du 23 juin 2015,

Le Conseil communautaire décidé, à l'unanimité (4 abstentions) :

- D'approuver le compte de gestion 2014

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN (CA)

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL59_2015_4-BF
Reçu le 01/09/2015

030004
TRES. BAGNOLS-SUR-CEZE

Helios
Le Trésor Public au Service du Secteur Local

II-1
Exercice 2014

80001 -CA ZA LESPERANT

RÉSULTATS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE

	SECTION D'INVESTISSEMENT	*SECTION DE FONCTIONNEMENT*	*TOTAL DES SECTIONS*
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	2 617 144,00	1 885 895,00	4 503 039,00
Titres de recettes émis (b)	1 448 954,04	1 610 548,41	3 059 502,45
Réductions de titres (c)	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (d = b -c)	1 448 954,04	1 610 548,41	3 059 502,45
DÉPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	2 617 144,00	1 885 895,00	4 503 039,00
Mandats émis (f)	1 610 548,41	1 610 548,41	3 221 096,82
Annulations de mandats (g)	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (h = f -g)	1 610 548,41	1 610 548,41	3 221 096,82
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
(d -h) Excédent		0,00	
(h -d) Déficit	161 594,37	0,00	161 594,37

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL59_2015_4-BF
Reçu le 01/09/2015

030004
TRES. BAGNOLS-SUR-CEZE

Helios
Le Trésor Public au Service du Secteur Local

Etat II-2
Exercice 2014

80001 -CA ZA LESPERANT

RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT: 2013	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT: EXERCICE 2014	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2014	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2014
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à					
caractère administratif					
CA ZA LESPERANT					
Investissement	-821 248,02	0,00	-161 594,37	0,00	-982 842,39
Fonctionnement	-53 750,14	0,00	0,00	0,00	-53 750,14
Sous-Total	-874 998,16	0,00	-161 594,37	0,00	-1 036 592,53
TOTAL II	-874 998,16	0,00	-161 594,37	0,00	-1 036 592,53
III - Budgets des services à					
caractère industriel					
et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	-874 998,16	0,00	-161 594,37	0,00	-1 036 592,53

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL59_2015_4-DE
Reçu le 29/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°59-4/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 61
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 12
Nombre de délégués absents : 2

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Catherine LAVIOS, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Francine JULLIEN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Aziza GRINE à Catherine LAVIOS, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE.

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET.

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL59_2015_4-DE
Reçu le 29/07/2015

Objet : vote du compte de gestion 2014 du budget annexe Zone de René dumont (L'Espérant)

Après s'être fait présenter le budget primitif 2014 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux des titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Trésorier principal accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2014,

Le compte de gestion, dressé pour l'exercice 2014 par le Trésorier principal, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle aucune observation,

Considérant que cette question a été présentée à la Commission des moyens généraux du 23 juin 2015,

Le Conseil communautaire décidé, à l'unanimité (4 abstentions) :

- D'approuver le compte de gestion 2014

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL59_2015_5-BF
Reçu le 01/09/2015

GED

030004
TRES. BAGNOLS-SUR-CEZE

Helios
Le Trésor Public au Service du Secteur Local

II-1
Exercice 2014

80004 – CA ZA DE SARCIN

RÉSULTATS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE

	SECTION D'INVESTISSEMENT	*SECTION DE FONCTIONNEMENT*	*TOTAL DES SECTIONS*
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	927 576,54	442 230,00	1 369 806,54
Titres de recettes émis (b)	407 936,30	421 794,12	829 730,42
Réductions de titres (c)	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (d = b – c)	407 936,30	421 794,12	829 730,42
DÉPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	927 576,54	442 230,00	1 369 806,54
Mandats émis (f)	424 402,64	416 002,10	840 404,74
Annulations de mandats (g)	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (h = f – g)	424 402,64	416 002,10	840 404,74
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
(d – h) Excédent		5 792,02	
(h – d) Déficit	16 466,34		10 674,32

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL59_2015_5-BF
Reçu le 01/09/2015

030004
TRES. BAGNOLS-SUR-CEZE

GED

Etat II-2
Exercice 2014

80004 – CA ZA DE SARCIN

RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT: 2013	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT: EXERCICE 2014	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2014	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2014
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à					
caractère administratif					
CA ZA DE SARCIN					
Investissement	77 409,54	0,00	-16 466,34	0,00	60 943,20
Fonctionnement	-5 792,02	0,00	5 792,02	0,00	0,00
Sous-Total	71 617,52	0,00	-10 674,32	0,00	60 943,20
TOTAL II	71 617,52	0,00	-10 674,32	0,00	60 943,20
III - Budgets des services à					
caractère industriel					
et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	71 617,52	0,00	-10 674,32	0,00	60 943,20

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL59_2015_5-DE
Reçu le 29/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°59-5/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 61
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 12
Nombre de délégués absents : 2

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Catherine LAVIOS, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Francine JULLIEN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Aziza GRINE à Catherine LAVIOS, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE.

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET.

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL59_2015_5-DE
Reçu le 29/07/2015

Objet : vote du compte de gestion 2014 du budget annexe Zone de sarcin

Après s'être fait présenter le budget primitif 2014 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux des titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Trésorier principal accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2014,

Le compte de gestion, dressé pour l'exercice 2014 par le Trésorier principal, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle aucune observation,

Considérant que cette question a été présentée à la Commission des moyens généraux du 23 juin 2015,

Le Conseil communautaire décidé, à l'unanimité (4 abstentions) :

- D'approuver le compte de gestion 2014

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL60_2015_1_1-DE
Reçu le 01/09/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°60-1/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 61
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 12
Nombre de délégués absents : 2

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Catherine LAVIOS, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Francine JULLIEN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Aziza GRINE à Catherine LAVIOS, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE.

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET.

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL60_2015_1_1-DE
Reçu le 01/09/2015

Objet : affectation du résultat 2014 du budget principal

Considérant le compte administratif 2014 de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien,
Considérant que les différents résultats ont été repris dans le cadre de la procédure de reprise anticipée lors du vote du budget 2015,
Considérant qu'une décision modificative sera prise ultérieurement pour inclure les résultats supplémentaires dus à la dissolution et l'intégration du SCOT,
Considérant que le seul résultat de la section de fonctionnement doit faire l'objet de la délibération d'affectation du résultat, le résultat d'investissement reste toujours en investissement et doit en priorité couvrir le besoin de financement (déficit) de la section d'investissement,
Considérant que cette question a été présentée à la Commission des moyens généraux du 23 juin 2015,

Le conseil communautaire décide, à l'unanimité (4 abstentions) :

- D'affecter le résultat comme suit :

Le résultat de fonctionnement reste pour sa globalité dans la section de fonctionnement, permettant de dégager un autofinancement de la section d'investissement de 1.500.000 € sur le BP 2015.

	RESULTAT CA N-1	VIREMENT A LA SF 1068	RESULTAT DE L'EXERCICE **N**	RESTES A REALISER **N**	SOLDE DES RESTES A REALISER	CHIFFRES A PRENDRE EN COMPTE POUR L'AFFECTATION DE RESULTAT
				Dépenses		
INVEST	**247 457,00 €**		**334 587,37 €**	**2 850 760,17 €**	**-1 652 903,80 €**	**-1 070 859,43 €**
				1 197 856,37 € Recettes		
FONCT	**1 870 994,52 €**	**-727 721,92 €**	**877 610,51 €**			**2 020 883,11 €**
				Dépenses		
				32 417,92 €	**-32 417,92 €**	
				0,00 € Recettes		

- Décide d'affecter le résultat comme suit :

EXCEDENT GLOBAL CUMULE AU 31/12 /2014	**2 020 883,11 €**
Affectation obligatoire : A la couverture d'autofinancement et/ou exécuter le virement prévu au BP (c/1068)	**1 070 859,43 €**
Solde disponible affecté comme suit : Affectation complémentaire en réserves (c/ 1068) Affectation à l'excédent reporté de fonctionnement (ligne 002)	**950 023,68 €**
Total affecté au c/ 1068 :	**1 070 859,43 €**
DEFICIT GLOBAL CUMULE AU 31/12 /2014 Déficit à reporter (ligne 002)	**0,00 €**

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL60_2015_1_1-DE
Reçu le 01/09/2015

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN (CA)

Acte rendu exécutoire après dépôt électronique
en Préfecture et publié le 02 septembre 2015

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL60_2015_1-DE
Reçu le 29/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°60-1/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 61
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 12
Nombre de délégués absents : 2

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Catherine LAVIOS, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Francine JULLIEN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Aziza GRINE à Catherine LAVIOS, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE.

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET.

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL60_2015_1-DE
Reçu le 29/07/2015

Objet : affectation du résultat 2014 du budget principal

Considérant le compte administratif 2014 de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien,
Considérant que les différents résultats ont été repris dans le cadre de la procédure de reprise anticipée lors du vote du budget 2015,
Considérant qu'une décision modificative sera prise ultérieurement pour inclure les résultats supplémentaires dus à la dissolution et l'intégration du SCOT,
Considérant que le seul résultat de la section de fonctionnement doit faire l'objet de la délibération d'affectation du résultat, le résultat d'investissement reste toujours en investissement et doit en priorité couvrir le besoin de financement (déficit) de la section d'investissement,
Considérant que cette question a été présentée à la Commission des moyens généraux du 23 juin 2015,

Le conseil communautaire décide, à l'unanimité (4 abstentions) :

- D'affecter le résultat comme suit :

Le résultat de fonctionnement reste pour sa globalité dans la section de fonctionnement, permettant de dégager un autofinancement de la section d'investissement de 1.500.000 € sur le BP 2015.

	RESULTAT CA N-1	VIREMENT A LA SF 1068	RESULTAT DE L'EXERCICE **N**	RESTES A REALISER **N**	SOLDE DES RESTES A REALISER	CHIFFRES A PRENDRE EN COMPTE POUR L'AFFECTATION DE RESULTAT
				Dépenses		
INVEST	**247 457,00 €**		**334 587,37 €**	**2 850 760,17 €**	**-1 652 903,80 €**	**-1 070 859,43 €**
				1 197 856,37 € Recettes		
FONCT	**1 870 994,52 €**	**-727 721,92 €**	**877 610,51 €**			**2 020 883,11 €**
				Dépenses		
				32 417,92 €	**-32 417,92 €**	
				0,00 € Recettes		

- Décide d'affecter le résultat comme suit :

EXCEDENT GLOBAL CUMULE AU 31/12 /2014	**2 020 883,11 €**
Affectation obligatoire : A la couverture d'autofinancement et/ou exécuter le virement prévu au BP (c/1068)	**1 070 859,43 €**
Solde disponible affecté comme suit : Affectation complémentaire en réserves (c/ 1068) Affectation à l'excédent reporté de fonctionnement (ligne 002)	**2 020 883,11 €**
Total affecté au c/ 1068 :	**1 070 859,43 €**
DEFICIT GLOBAL CUMULE AU 31/12 /2014 Déficit à reporter (ligne 002)	**0,00 €**

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL60_2015_1-DE
Reçu le 29/07/2015

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL60_2015_2-DE
Reçu le 29/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°60-2/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 61
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 12
Nombre de délégués absents : 2

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Catherine LAVIOS, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Francine JULLIEN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Aziza GRINE à Catherine LAVIOS, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE.

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET.

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL60_2015_2-DE
Reçu le 29/07/2015

Objet : Affectation du résultat 2014 du budget annexe Aire d'Accueil des gens du voyage.

Considérant le compte administratif 2014,

Constatant qu'il présente les résultats suivants :

- 002 Résultat de fonctionnement : 0,01 €
- 001 Résultat d'investissement : 1 180 046,42 €

Considérant que cette question a été présentée à la Commission des moyens généraux du 23 juin 2015,

Le conseil communautaire décide, à l'unanimité (4 abstentions) :

- De ne pas affecter le résultat de fonctionnement : 0,01
- De reprendre ces résultats aux comptes 001 et 002.

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL60_2015_3-DE
Reçu le 29/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°60-3/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 61
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 12
Nombre de délégués absents : 2

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Catherine LAVIOS, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Francine JULLIEN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Aziza GRINE à Catherine LAVIOS, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE.

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET.

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL60_2015_3-DE
Reçu le 29/07/2015

Objet : affectation du résultat 2014 du budget annexe zone d'activité de Bernon

Considérant le compte administratif 2014,

Constatant qu'il présente les résultats suivants :

- 002 Résultat de fonctionnement : + 29.896,05 €
- 001 Résultat d'investissement : - 745 886,28€

Considérant que cette question a été présentée à la Commission des moyens généraux du 23 juin 2015,

Le conseil communautaire décide, à l'unanimité (4 abstentions) :

- De reprendre ces résultats aux comptes 001 et 002.

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN (CA)

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL60_2015_4-DE
Reçu le 29/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°60-4/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 61
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 12
Nombre de délégués absents : 2

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Catherine LAVIOS, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Francine JULLIEN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Aziza GRINE à Catherine LAVIOS, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE.

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET.

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL60_2015_4-DE
Reçu le 29/07/2015

Objet : Affectation du résultat 2014 du budget annexe zone d'activité de L'Espérant – René Dumont

Considérant le compte administratif 2014,

Constatant qu'il présente les résultats suivants :

- 002 Résultat de fonctionnement : -53 750,14 €
- 001 Résultat d'investissement : - 982 842,39 €

Considérant que cette question a été présentée à la Commission des moyens généraux du 23 juin 2015,

Le conseil communautaire décide, à l'unanimité (4 abstentions) :

- De reprendre ces résultats aux comptes 001 et 002.

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL60_2015_5-DE
Reçu le 29/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°60-5/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 61
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 12
Nombre de délégués absents : 2

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Catherine LAVIOS, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Francine JULLIEN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Aziza GRINE à Catherine LAVIOS, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE.

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET.

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL60_2015_5-DE
Reçu le 29/07/2015

Objet : Affectation du résultat 2014 du budget annexe zone d'activité de Sarcin

Considérant le compte administratif 2014,

Constatant qu'il présente les résultats suivants :

- 002 Résultat de fonctionnement : 0 €
- 001 Résultat d'investissement : 60 943,20 €

Considérant que cette question a été présentée à la Commission des moyens généraux du 23 juin 2015,

Le conseil communautaire décide, à l'unanimité (4 abstentions) :

- De reprendre ces résultats aux comptes 001 et 002.

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL61_2015-DE
Reçu le 29/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°61/2015
du Conseil communautaire
Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 61
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 12
Nombre de délégués absents : 2

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Catherine LAVIOS, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Francine JULLIEN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Aziza GRINE à Catherine LAVIOS, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE.

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET.

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL61_2015-DE
Reçu le 29/07/2015

Objet : Décision modificative n°1/2015 - Budget principal et Budget Aire d'Accueil des gens du voyage

Vu les articles L 2121 – 29 et L 2312-2 du code général des collectivités territoriales,

Considérant une erreur matérielle lors de la saisie des chiffres au Budget primitif,
Considérant que cette question a été présentée à la Commission des moyens généraux du 23 juin 2015,

Le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- D'approuver les décisions budgétaires modificatives ci-dessous :

Budget Principal
Section Investissement

Chapitre 21 - Article 2135 - Installations générales, agencements	-800 000,00
Chapitre 23 – Article 2313 – Immobilisations en cours	+800 000,00
Total	0,00

Budget Aire d'Accueil des gens du voyage
Section Investissement

Chapitre 21 - Article 2135 - Installations générales, agencements	- 15 000,00
Chapitre 16 – Article 165 – Dépôts et cautionnements	+15 000,00
Total	0,00

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL62_2015-DE
Reçu le 30/06/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°62/2015
du Conseil communautaire
Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 61
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 12
Nombre de délégués absents : 2

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, , Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, , Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Catherine LAVIOS, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Francine JULLIEN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Aziza GRINE à Catherine LAVIOS, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE,

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL62_2015-DE
Reçu le 30/06/2015

Objet : Vote du taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères 2015 par zone de perception – Modification pour certaines communes

Considérant que cette question a été présentée à la commission des moyens généraux du 23 juin 2015,

Vu la délibération fixant les différents zonages à prendre en compte pour la fixation de la TEOM,

Considérant que la délibération n° 32/2015 concernant le vote du taux de taxe d'enlèvement des ordures ménagères 2015 par zone de perception, comporte deux erreurs matérielles.

Considérant que les communes qui faisaient parties des Communautés de Communes Val de Tave et Cèze Sud, doivent avoir un taux unique de TEOM,
Considérant que ces Communautés représentent une seule zone de perception,

Le Conseil communautaire décide, à la majorité (3 contres, 2 absentions) :

- De modifier la délibération n° 32/2015 fixant le taux de Taxe d'enlèvement des ordures ménagères 2015, pour, et seulement pour les communes suivantes :

Communes	Taux en %
Ex Cèze Sud	
Chusclan	9,27 %
Codolet	
Orsan	
Ex Val de Tave	
Cavillargues	13,49 %
Connaux	
Gaujac	
Le Pin	
Saint Paul les Fonts	
Saint Pons la Calm	
Tresques	

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL63_2015-DE
Reçu le 29/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°63/2015
du Conseil communautaire
Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 61
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 12
Nombre de délégués absents : 2

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Catherine LAVIOS, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Francine JULLIEN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Aziza GRINE à Catherine LAVIOS, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE.

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET.

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL63_2015-DE
Reçu le 29/07/2015

Objet : FPIC – Instauration du régime de droit commun

Le Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales a été notifié le 27 mai 2015.

3 modes de répartition entre l'EPCI et ses communes membres sont possibles :

- Conserver la répartition de « droit commun » : voir détail fiche ci-après. Il suffit dans ce cas de retourner la fiche annexée et d'y recopier les montants de répartition du FPIC de « droit commun » dans les colonnes « montants définitifs ». aucune délibération n'est nécessaire dans ce cas.

- Opter pour une répartition « à la majorité des 2/3 » : cette répartition doit être adoptée à la majorité des 2/3 de l'organe délibérant de l'EPCI avant le 30 juin de l'année de répartition. Dans ce cas, le prélèvement et/ou le reversement sont dans un premier temps répartis entre l'EPCI, d'une part, et ses communes membres, d'autre part, en fonction du CIF de l'EPCI comme pour la répartition de droit commun. Dans un second temps la répartition du FPIC entre les communes membres peut être établie en fonction de leur population, de l'écart entre le revenu par habitant de ces communes et le revenu moyen par habitant de l'ensemble intercommunal et du potentiel fiscal ou financier par habitant (ou insuffisance s'il s'agit d'un reversement) de ces communes au regard du potentiel fiscal ou financier moyen par habitant sur le territoire de l'EPCI, ainsi que d'autres critères de ressources ou de charges qui peuvent être choisis par le conseil de l'EPCI. Le choix de la pondération de ces critères appartient au conseil. Toutefois, ces modalités ne peuvent avoir pour effet ni de majorer de plus de 20% la contribution d'une commune par rapport à celle calculée selon le droit commun ; ni de minorer de plus de 20% l'attribution d'une commune par rapport à celle calculée selon le droit commun.

- Opter pour une répartition « dérogation libre » : il appartient à l'EPCI de définir totalement la nouvelle répartition du prélèvement et/ou reversement, selon des critères qui lui sont propres. Aucune règle particulière n'est prescrite. Cependant une délibération adoptée à l'unanimité de l'organe délibérant de l'EPCI avant le 30 juin 2014, est nécessaire.

Considérant que cette question a été présentée à la Commission des moyens généraux du 23 juin 2015,

Le Conseil communautaire décide, à l'unanimité (3 abstentions) :

- De fixer pour 2015 la répartition du FPIC en conservant le calcul de droit commun.

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL64_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°64/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 61
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 12
Nombre de délégués absents : 2

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, , Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Catherine LAVIOS, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Ghislaine DE VERDUZAN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Aziza GRINE à Catherine LAVIOS, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE,

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL64_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Objet : Signature d'une Convention spécifique de Revitalisation des Centres-Bourgs, valant Opération Programmée pour l'Amélioration de l'Habitat (OPAH).

Vu la loi 95.115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire portant création du Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT), modifiée par la loi n°99-553 du 25 juin 1999 ;
Vu le décret n° 2014-394 du 31 mars 2014 portant création du Commissariat général à l'égalité des territoires
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
Vu le dossier de candidature à l'appel à manifestation d'intérêt Centres-Bourgs déposé le 12 septembre 2014 par la commune de Pont-Saint-Esprit et la commune d'agglomération du Gard Rhodanien ;
Vu le courrier des Ministres Sylvia Pinel, Marylise Lebranchu en date du 20 novembre 2014, déclarant la commune de Pont-Saint-Esprit lauréate de l'appel à manifestation d'intérêt Centres-Bourgs ;
Vu la délibération n°121-2014 du 6 octobre 2014 de la Communauté d'agglomération du Gard Rhodanien portant sur le projet de partenariat pour la candidature de Pont-Saint-Esprit à l'Appel à Manifestation d'Intérêt pour la revitalisation des Centres Bourgs.

Considérant que le projet de revitalisation et de réinvestissement de la commune de Pont-Saint-Esprit s'inscrit dans le projet de territoire de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien.
Considérant que dans le cadre du programme retenu pour l'AMI, il est nécessaire de signer une convention pour l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat & Renouvellement Urbain.

Le Conseil communautaire décide, à l'unanimité (1 abstention) :

- D'autoriser le Président, ou son représentant, à signer la présente Convention spécifique de Revitalisation des Centres-Bourgs, valant Opération Programmée pour l'Amélioration de l'Habitat (OPAH), jointe en annexe.

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL64_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Opération de revitalisation du centre bourg et de développement du territoire (valant OPAH)

DE LA COMMUNE DE PONT-SAINT-ESPRIT

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL64_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

La présente convention est établie :

Entre la commune de Pont-Saint-Esprit, maître d'ouvrage de l'opération de revitalisation du centre bourg, représenté par Roger CASTILLON, Maire en exercice

La communauté d'agglomération du Gard Rhodanien en charge du projet de développement territorial**,** représenté par Jean-Christian REY, Président de l'Agglomération, en exercice

l'État, représenté par M. le préfet du département du Gard, Didier MARTIN,

l'Agence nationale de l'habitat, établissement public à caractère administratif, sis 8 avenue de l'Opéra 75001 Paris, représenté par Didier MARTIN, délégué de l'Anah dans le département, agissant dans le cadre des articles R. 321-1 et suivants du code de la construction de l'habitation et dénommée ci-après « Anah »

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 303-1, L. 321-1 et suivants, R. 321-1 et suivants,

Vu le règlement général de l'Agence nationale de l'habitat,

Vu la circulaire n°2002-68/UHC/IUH4/26 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général, en date du 8 novembre 2002,

Vu le plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD), adopté par le Conseil départemental du Gard et l'Etat, le 03 juin 2013,

Vu le Programme Départemental de l'Habitat, adopté par le Conseil départemental du Gard et l'Etat, le 17 juin 2013,

Vu le Plan Local de l'Urbanisme, adopté par …, le ….,

Vu le Schéma de Cohérence Territorial, adopté par …, le ….,

Vu la (les) délibération(s) de l'assemblée délibérante de la (des) collectivité(s) maître(s) d'ouvrages de l'opération, en date du …, autorisant la signature de la présente convention,

Vu l'avis de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat du Gard, en application de l'article R. 321-10 du code de la construction et de l'habitation, en date du 27 mai 2015,

Vu l'avis du délégué de l'Anah dans la Région en date du 19 mai 2015,

Vu la mise à disposition du public du projet de convention du … au … à …

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL64_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Table des matières :

Préambule 6
Article 1 – Dénomination, périmètres 7
1.1. Dénomination 7
1.2. Périmètres 7
Article 2 – Enjeux, objectifs et stratégie 7
2.1 Enjeux 7
2.2 Objectifs et stratégie 9
Article 3 – Le projet de revitalisation du centre bourg 10
3.1 Volet urbain 10
3.1.1 Description du projet urbain (aménagements de proximité, accessibilité, intervention foncière…) 10
3.1.2 Objectifs du volet urbain 11
3.2 Volet habitat (habitat privé et social) 12
3.2.1 Description du volet amélioration et requalification de l'habitat privé 12
3.2.1.1 Lutte contre l'habitat indigne et très dégradé 12
3.2.1.2 Traitement des copropriétés fragiles et/ou en difficulté (optionnel) 13
3.2.1.3 Maîtrise de l'énergie et lutte contre la précarité énergétique, mise en œuvre du programme Habiter Mieux 13
3.2.1.4 Lutte contre la perte d'autonomie dans l'habitat 15
3.2.1.5 autres volets relatifs à l'habitat privé 16
3.2.2 Description des opérations concernant l'habitat social public 17
3.2.3 Action sociale en matière d'habitat, de relogement ou d'hébergement 17
3.2.5 - Les objectifs quantitatifs globaux du volet habitat 17
3.3 Volet patrimoine 18
3.3.1 Description du volet patrimoine 18
3.3.2 Objectifs quantitatifs globaux du volet patrimoine 18
3.4 Volet services, commerces et équipements de proximité 19
3.4.1 Description du volet services, commerces et équipements de proximité 19
Le centre ancien se désertifie, peu de commerces de proximité sont présents au cœur de la ville. La majorité se concentrant sur les abords. 19
3.4.2 Objectifs quantitatifs globaux du volet services, commerces et équipements de proximité 19
3.5 Volet environnement 19
3.5.1 Description du volet environnement 19
3.5.2 Objectifs quantitatifs globaux du volet environnement 20
Article 4 – Description du projet de développement du territoire 20
4.1 Volet de développement territorial 20
4.2 Objectifs quantitatifs au niveau du territoire 20
Article 5 – Financements de l'opération 20
5.1 Financements de l'Anah (pour le projet de revitalisation du bourg) 21
5.2 Financements de l'État au titre du programme « Habiter Mieux » 22
5.3 Financements de l'Etat pour le logement social 22
5.4 Financements du (des) maître(s) d'ouvrage [distinguer le cas échéant] 22
5.5 Financements des autres partenaires 23
Article 6 – Engagements complémentaires 24
Article 7 – Pilotage, animation et évaluation de l'opération de revitalisation du centre bourg et de développement du territoire 24
7.1 Pilotage de l'opération 24
7.1.1 Mission du maître d'ouvrage 24
7.1.2 Instances de pilotage 24
7.2 Suivi-animation de l'opération de revitalisation du centre-bourg 24
7.2.1 Équipe de suivi-animation (échelle du centre bourg) 24
7.2.2 Contenu des missions de suivi-animation (échelle du centre bourg) 25
7.2.3 Modalités de coordination opérationnelle (échelle du centre bourg) 25

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL64_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

7.3 Suivi-animation de l'opération de développement du territoire (à adapter en fonction du projet) 25
7.3.1 Équipe de suivi-animation (échelle du territoire) 25
7.3.2 Contenu des missions de suivi-animation (échelle du territoire) 25
7.3.3 Modalités de coordination opérationnelle (échelle du territoire) 26
La fréquence de ce COPRO sera d'au moins 2 par an. 26
7.4 Évaluation de l'opération de revitalisation de centre bourg et de développement du territoire, et suivi des actions engagées 26
7.4.1 Indicateurs de suivi des objectifs 26
7.4.2 Bilans et évaluation finale 26
Article 8 – Communication et concertation 26
Article 9 - Durée de la convention 27
Article 10 – Révision et/ou résiliation de la convention 27
Article 11 – Transmission de la convention 28
Annexes 29
Annexe 1. Périmètres de l'opération et/ ou liste des immeubles adressés 29
Annexe 2. Tableau récapitulatif des actions et financements (à titre indicatif à la date de conclusion de la convention) de l'ensemble des partenaires 29
Annexe 3 : Tableau récapitulatif des objectifs quantitatif en matière d'habitat 29
Annexe 4. Tableau de suivi des objectifs et indicateurs de la convention 29
Annexe 5. (Optionnel) Liste des immeubles prioritaires faisant l'objet du volet copropriété 29
Annexe 6. Liste des immeubles ou ilots nécessitant un recyclage foncier via des opérations de restructuration foncière ou immobilière 29

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL64_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Préambule

La présente convention s'inscrit dans le cadre du Programme national expérimental en faveur de la revitalisation des centres-bourgs annoncé à l'automne 2013 par le premier ministre et au cours duquel les collectivités sélectionnées au niveau régional ont été invitées à candidater à l'appel à manifestation d'intérêt par la Ministre du Logement de l'Egalité des Territoires et de la Ruralité.

Le dossier de la commune de Pont-Saint-Esprit, constitué à partir d'un diagnostic de territoire - mettant en évidence les problèmes de dévitalisation du territoire d'une part et du bourg d'autre part - et d'études préalables ou pré-opérationnelles, a été retenu par le Jury national à l'automne 2014.

Ce projet donne aujourd'hui lieu à la signature de la présente convention.

Porte d'entrée du Département du Gard, la commune de Pont-Saint-Esprit est définie par le projet de SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale) comme étant un pôle principal sur le plan des équipements et des services. Située à équidistance entre deux pôles d'activités nucléaires d'importance (Marcoule au Sud et Tricastin au Nord), elle jouxte trois départements limitrophes (l'Ardèche, La Drôme et le Vaucluse), ainsi que deux Régions (Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur).

Egalement porte touristique du territoire, elle s'avère être le passage obligé vers les gorges de l'Ardèche (ouverture de la Grotte Chauvet en 2015) et la vallée de la Cèze, tout en bénéficiant de la proximité de sites remarquables tels que le Pont du Gard, Uzès, Avignon ou Orange. Elle seule dispose par ailleurs d'un secteur sauvegardé, parmi les 42 communes qui composent le territoire du Gard rhodanien. Enfin, elle ne totalise pas moins de 16 monuments inscrits ou classés à l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques (MH), parmi les 50 qui sont répertoriés sur l'Agglomération du Gard rhodanien.

Pour autant, la Commune n'est pas exempte de problématiques diverses, identifiées à l'occasion des travaux et études (PLU, SCOT, étude pré-opérationnelle d'OPAH) réalisés récemment. Le constat actuel est le suivant : les opportunités de développement ne concernent pas le centre ancien, qui, de ce fait, se trouve exposé à des phénomènes alarmants de dépréciation de son patrimoine privé et de l'espace public. Le centre historique enregistre des taux record de logements désaffectés (plus de 300 logements) ou indignes (plus de 200 logements). Ainsi, en centre-ville, se concentrent depuis plusieurs décennies les situations sociales les plus précaires et les plus fragiles (taux de chômage supérieur à la moyenne locale déjà élevée, habitat insalubre, difficultés sociales et familiales, etc.). Pour effets corollaires, l'ensemble du tissu commercial et de service connaît une certaine instabilité et fragilité.

Enfin, et plus largement, il s'agit du « vivre ensemble » qui *in fine* semble affecté : espaces publics souvent à l'abandon, lieux de vie dépréciés, patrimoine souvent altéré car délaissé depuis trop longtemps.

Les propositions :

Devant ces potentialités indéniables, la Municipalité de Pont-Saint-Esprit, en étroite collaboration avec les instances communautaires, a souhaité relever le défi : agir dans le centre-bourg, secteur où les difficultés sont les plus prégnantes, conforter le rôle de la cité et enfin améliorer l'image de la Commune pour assurer son rayonnement à l'échelle du Gard rhodanien.

C'est dans ce contexte que la ville de Pont-Saint-Esprit a souhaité mettre en œuvre une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat sur son centre ancien aggloméré.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL64_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Elle a lancé pour cela une étude pré-opérationnelle d'OPAH qui s'est déroulé d'octobre 2012 à juillet 2013.

Les objectifs fixés dans l'étude pré-opérationnelle consistaient à :

1- définir les problématiques et le périmètre d'une opération,
2- proposer une stratégie d'intervention en termes d'objectifs (objectifs stratégiques à la fois quantitatifs et qualitatifs, en matière d'habitat) et de moyens à utiliser (montages financiers, actions d'accompagnement social, urbain, etc.),
3- mettre en évidence les expertises ou études (juridiques, foncières, etc.) complémentaires à réaliser.

Au-delà du programme de réhabilitation du parc privé, il s'agissait – plus largement – de définir une stratégie de redynamisation du centre ancien en termes de fonctionnement urbain, de réinvestissement du parc immobilier délaissé et de mise en valeur du patrimoine architectural vernaculaire.

Ces études ont débouché sur la mise en œuvre d'une OPAH portant sur le centre-ville de la commune et qui court sur la période 2014-2019.
Le présent dispositif de revitalisation du centre-bourg vient donc en remplacement de cette OPAH.

À l'issu de ce constat il a été convenu ce qui suit :

Article 1 – Dénomination, périmètres

1.1. Dénomination

L'Agglomération du Gard Rhodanien, la commune de Pont-Saint-Esprit, l'État et l'Anah décident de réaliser l'opération de développement du territoire et de revitalisation du centre bourg de Pont-Saint-Esprit.

1.2. Périmètres

Deux périmètres géographiques sont définis :
- le périmètre de l'opération de développement du territoire dans son ensemble,
- le périmètre de revitalisation du centre bourg intégré à ce dernier.

Cf annexe jointe avec la liste des rues concernées par le programme du centre bourg.

Article 2 – Enjeux, objectifs et stratégie

2.1 Enjeux

Au-delà des indicateurs nationaux (PPPi et Filocom), l'étude pré-opérationnelle d'OPAH a permis d'identifier le parc présumé vacant, indécent ou insalubre.

Concernant la vacance structurelle, 151 immeubles ont été identifiés comme totalement ou partiellement vacants (soit un potentiel estimé de plus de 300 logements).

Très largement, il s'agit de biens totalement désaffectés, de longue date, suite à des difficultés juridiques (indivisions), techniques (biens très dégradés) ou d'inadéquation avec le marché local (ne trouvant pas «preneur»).

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL64_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Avec près d'un logement sur trois vacants, aucun secteur du centre ancien ne semble épargné.

Certains îlots néanmoins se manifestent par une concentration des phénomènes de vacance : l'îlot Bruguier Roure et le secteur du Boulevard Carnot - rue du Fossé. L'Hôtel Dieu constitue l'opportunité la plus importante avec une superficie de 18 118 m2 de parcelle vacante.

En croissance continue depuis 20 ans, la vacance tend à se stabiliser autour de 12% des résidences principales, taux «record» en comparaison avec le département (10%) ou l'agglomération (9%). Plus qu'une désaffectation, un sentiment d'abandon ou de désaffection du patrimoine bâti subsiste dans l'hyper centre.

Les phénomènes d'habitat indigne sont tout aussi préoccupants sur le centre ancien de Pont-Saint-Esprit. Les relevés de terrains permettent d'évaluer à plus de 200 logements occupés présumés indignes, dont plus de 60 présumés insalubres. A cela s'ajoute une part considérable d'immeubles réhabilités «à moindre coût», voir de manière sauvage.

Avec près d'un logement sur cinq repéré comme potentiellement indigne, les phénomènes de dépréciation sont omniprésents sur le centre ancien. Néanmoins, nous pouvons circonscrire certains secteurs particulièrement alarmants : l'îlot dit Bruguier Roure, secteur rue de Foy et quelques «poches isolées».

L'habitat indigne en centre ancien résulte principalement d'une «sur-division» en petits logements locatifs (76% du parc PPPi) à destination de ménages en grande précarité. A cela s'associent également des problèmes structurels du bâti situé sur une déclivité importante ou fragilisé par des curetages mitoyens successifs. La commune, au regard des données PPPi, se situe dans une valeur médiane entre l'agglomération (7,7%) et le département (11%) mais en nette augmentation ses dernières années : +15% en 4 ans !

Compte tenu des dysfonctionnements, des disparités ou des difficultés observés sur le parc ancien privé, le maître d'ouvrage a exprimé les orientations de l'OPAH du centre ancien, par ordre d'importance, de la manière suivante :

- **maintenir la production et le renouvellement de l'offre locative de qualité et à loyer maîtrisé dans le centre ancien** : l'OPAH de Pont-Saint-Esprit 2014-2019 devra concourir à la production d'une offre nouvelle en centre ancien à la fois de qualité (de taille suffisante, économe, fonctionnelle et respectueuse de l'identité du bâti) et accessible (en loyer intermédiaire, conventionné ou conventionné très social). Au travers notamment de la mobilisation du parc vacant et de la réhabilitation du parc inconfortable, l'OPAH doit permettre de faire émerger une offre à destination des ménages les plus modestes en début de parcours résidentiel ou ne pouvant accéder à la propriété et occupant aujourd'hui un « parc social de fait ».

- **traiter durablement les phénomènes d'indignité concentrés sur certains secteurs du centre ancien** : l'étude pré-opérationnelle a permis d'identifier des gisements de bâtis très dégradés, insalubres ou vacants sur des secteurs bien spécifiques, et plus particulièrement sur l'îlot dit « Bruguier Roure » au nord du centre historique et regroupant une centaine de parcelles (cf. cartographie en annexe). Au-delà des dispositions permettant d'abonder les aides en faveur de la réhabilitation du logement indigne sur le territoire communal, l'OPAH 2014-2019 doit également permettre d'initier des programmes communaux (de type RHI THIRORI) plus volontaristes et coercitifs afin d'enrayer durablement les phénomènes d'insalubrité des secteurs concernés. Les études de calibrage pourront être réalisées conjointement durant la période de suivi-animation de l'OPAH.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL64_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

- **participer à la production d'un parc durable et économe en énergie sur l'ensemble du centre aggloméré** : l'étude pré-opérationnelle a pu mettre en lumière un parc vétuste énergivore. Dans le cadre de la loi Grenelle 2 de l'environnement et plus particulièrement dans le cadre du programme national « Habiter Mieux » la transition énergétique et la réduction des charges liées à la consommation d'énergies sont devenues des enjeux majeurs pour le parc existant. Ainsi, l'OPAH du centre ancien devra pouvoir mettre en œuvre des outils de repérage, d'identification de ce parc et des ménages exposés au risque de précarité énergétique et proposer des solutions opérationnelles afin d'améliorer les performances énergétiques du parc ancien. Les actions de l'OPAH devront s'effectuer en bonne articulation avec les dispositifs départementaux existants : le Programme d'Intérêt Général « Habiter Mieux » notamment.

- **concourir au maintien à domicile des populations vieillissantes et atteintes de handicap** : le parc souvent vétuste et exigu situé en centre ancien présente des caractéristiques architectoniques souvent contraignantes et inadaptées aux populations les plus âgées ou atteinte de handicap : petites surfaces développées sur trois à quatre niveaux, présence de nombreux seuils, cloisonnement, escaliers peu praticables, etc. Néanmoins, le maintien des populations âgées constitue un enjeu fondamental à la fois dans l'itinéraire médical des personnes vieillissantes mais également dans la mixité des fonctions résidentielles du centre ancien. Ainsi l'OPAH doit être en mesure d'offrir les conditions financières et techniques à l'adaptation de ces logements.

- **accompagner et encadrer la réhabilitation et la mise en valeur du patrimoine architectural et urbain** : dans la perspective de la mise en œuvre du Secteur Sauvegardé, la ville de Pont-Saint-Esprit a souhaité accompagner le dispositif d'OPAH par des mesures et opérations de mise en valeur du patrimoine architectural et urbain. Ainsi, pour les logements subventionnés par l'Anah, un dispositif « façades » permettra d'accompagner les propriétaires sur les travaux de ravalement. Par ailleurs, l'étude pré-opérationnelle a permis d'établir un programme de requalification des espaces publics et de prioriser les interventions suivantes :

- ***L'axe historique « nord-sud »*** : rue de la Paroisse, Place Saint Pierre, rue du Haut Mazeau, place de l'Hôtel de Ville, Place du Musée d'Art Sacré, rue Saint Jacques.
- ***L'îlot « Bruguier Roure »*** : Rue Bruguier Roure, rue Tournante et Thyange, rue des 4 Vents.
- **Les rues transversales** reliant l'axe commerçant au centre historique : Rue Saint Jacques, place du Couvent, impasse Saint Pierre – Place Foch

2.2 Objectifs et stratégie

Les objectifs globaux à l'échelle communale (tels que définis par le PLU) :

Économiques
Affirmer Pont-Saint-Esprit comme un pôle principal d'équilibre à l'échelle de l'agglomération du Gard rhodanien et du bassin de vie spiripontain, en soutenant l'outil commercial existant, l'accueil de petites entreprises industrielles / tertiaires et en développant l'offre d'hébergement touristique.

Préserver et mettre en scène le patrimoine bâti monumental et/ou urbain ordinaire par une relance de l'embellissement du centre-bourg et des allées.

Développer l'offre culturelle en partenariat avec des événements d'envergure tels que le festival d'Avignon, la valorisation du patrimoine fluvial et paysager en captant une partie des flux touristiques des gorges de l'Ardèche.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL64_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Environnementaux
Inverser le regard en préservant la valeur paysagère et écologique des terres agricoles et des zones naturelles qui limiteront la zone urbaine, arrêt du mitage pavillonnaire, diversité des formes urbaines et intensification du développement urbain.
Réinvestir la ville existante (friches foncières ou immobilières et dents creuses) et notamment son parc bâti ancien.

Réduire les consommations et les émissions des logements énergivores.
Renforcer l'offre et la fréquence des transports publics vers Bagnols-sur-Cèze et favoriser le développement des parkings multimodaux et le co-voiturage.

Sociaux
Tendre vers une plus grande mixité sociale et spatiale à l'échelle de la commune et du centre bourg.

Poursuivre les actions de médiation sociale et de prévention en partenariat avec le Conseil départemental du Gard, la communauté d'agglomération du Gard rhodanien, le CCAS.

Les objectifs globaux à l'échelle intercommunale :

Construire une vision territoriale du devenir de Pont-Saint-Esprit oblige à poser dès aujourd'hui la question de son développement dans un contexte large. Pont-Saint-Esprit appartient à un ensemble de territoires qui adoptent des trajectoires de développement de plus en plus différenciées (économie résidentielle / industrie nucléaire / tourisme vert) mais qui se caractérisent par des interdépendances de plus en plus fortes : Pont-Saint-Esprit, en limite de la communauté d'agglomération du Gard rhodanien mais au barycentre des 2 principaux pôles industriels régionaux doit **renforcer son positionnement et son rayonnement économique de pôle d'équilibre**.

Le deuxième défi pour cette commune, entre Languedoc et Provence, est de **capter les flux touristiques** Nord- Sud et notamment vers les gorges de l'Ardèche, le Pont du Gard, Avignon. Elle bénéficie pour cela d'une excellente desserte autoroutière et d'un patrimoine architectural très identifiable depuis la traversée du Rhône.

Article 3 – Le projet de revitalisation du centre bourg

3.1 Volet urbain

3.1.1 Description du projet urbain (aménagements de proximité, accessibilité, intervention foncière…)

La municipalité a fait le choix mener plusieurs actions de manière concomitantes en faveur de son centre bourg. Elle a donc décliné en 3 volets ses actions. Certaines sont en cours, d'autres vont se formaliser prochainement et d'autres s'inscrivent sur une durée plus longue

Un volet « Habitants-Habitat » :
Il est ciblé sur 4 actions, dont certaines ont déjà commencé :

- ✓ l'OPAH,
- ✓ le réaménagement de l'Ilot Bruguier-Roure,
- ✓ l'accompagnement social au travers des missions d'animation liées avec la RHI (Résorption de l'Habitat Insalubre) ou le THIRORI (Traitement de l'Habitat Insalubre remédiable ou dangereux et des Opérations de Restauration Immobilière) ,
- ✓ l'action « Façades ».

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL64_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Un volet relatif aux projets structurants :

Il s'agit de projets pour lesquels la Municipalité considère qu'ils représentent l'articulation pour le réinvestissement de ce centre-bourg :

- ✓ l'Hôtel-Dieu avec le réinvestissement de cette friche en un espace multi-sites regroupant, commerces, habitats, services et professions libérales,
- ✓ la Maison des Patrimoines (ancien Hôtel de Ville), lieu de rencontre permettant la création d'un lien social entre la Commune et ses habitants ; futur lieu d'expositions, d'installation des animateurs d'OPAH, du PSMV (Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur) et du chargé de mission de cet AMI,
- ✓ le Centre Pépin, dont la mise en sécurité incendie et en accessibilité est programmée jusqu'en 2019,
- ✓ le champ de Mars, ayant vocation à être un site d'espaces naturels et qui permet de relier le nord et le sud de ce centre ancien.

Un volet relatif au rayonnement du Centre-Bourg :

Il implique la réalisation de travaux structurants, tant sur des bâtiments qu'en vue de la requalification d'espaces publics :

- ✓ le Prieuré Saint-Pierre, les premiers travaux de sauvegarde débutent à l'automne. 1,3 millions d'euros sont investis pour restaurer la toiture et la façade sud du bâtiment.
- ✓ les allées Frédéric Mistral et des Trois Journées seront requalifiées afin de modifier la structuration de ce centre-ville,
- ✓ l'axe historique Nord / Sud, qui s'étend de la rampe du Pont jusqu'à la place Foch, via la place Saint-Pierre, fera l'objet de travaux de requalification pour désenclaver ce centre.

En parallèle, la commune a amorcé ce changement grâce à la création du secteur sauvegardé, la réfection du lavoir et la revitalisation du secteur économique par un soutien financier au commerce local, afin de faciliter l'installation de nouveaux détaillants. **Cette aide est étendue au périmètre de secteur sauvegardé.**

Un plan masse du projet urbain faisant apparaître toutes les actions envisagées accompagnera ce volet.

3.1.2 Objectifs du volet urbain

Dans le cadre de la valorisation du centre ancien de Pont-Saint-Esprit, l'OPAH accompagnera les initiatives communales d'aménagement urbain et d'amélioration du cadre de vie ainsi que les opérations de restructuration d'îlots dégradés ou qui dysfonctionnent.

Les cibles :

- La mise en œuvre d'un programme de restructuration de l'îlot Bruguier Roure, recouvrant des situations d'insalubrité, de désaffectation et un espace public dévalorisé.
- Les opérations de requalification des espaces publics (principalement l'axe historique nord-sud et les rues transversales).

Les mesures principales :

- Réaliser les pré-études d'opportunité, de repérage et de diagnostic nécessaires à l'élaboration d'opérations de restructuration des îlots dégradés sur ces secteurs,
- Conseiller la commune de Pont-Saint-Esprit sur les outils ad-hoc, le calibrage du dispositif, le pré-financement, l'échéancier ainsi que le portage de la maîtrise d'ouvrage,
- Assurer une veille des biens à la vente (DIA) ou des biens faisant l'objet de travaux (déclaration préalable ou permis de construire) sur les secteurs concernés.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL64_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Les mesures d'accompagnement :

- Mobilisation des acteurs locaux habilités à dresser des constats d'insalubrité ou recueillir les plaintes (Services communaux, ARS, services sociaux du département),
- Mobilisation et réservation d'un parc (public et privé) afin d'assurer les relogements (estimation de 5 ménages relogés/an),
- Accompagnement social et juridique des locataires afin d'assurer le relogement définitif ou provisoire et le droit au maintien,
- Initier des opérations de requalification et de mise en valeur de l'espace public, de la voirie et des réseaux.
- Initier des opérations d'acquisition / réhabilitation pour la production d'un parc public en centre-ville sur des immeubles stratégiques ou à la vente. Ces immeubles pourront notamment faire partie de l'opération « Bruguier Roure ».

3.2 Volet habitat (habitat privé et social)

3.2.1 Description du volet amélioration et requalification de l'habitat privé

Selon les problématiques soulevées lors de l'étude opérationnelle, le volet « Habitat » portera sur une ou plusieurs des thématiques suivantes. :

3.2.1.1 Lutte contre l'habitat indigne et très dégradé

Traiter durablement les phénomènes d'indignité concentrés sur certains secteurs du centre ancien :

L'étude pré-opérationnelle a permis d'identifier des gisements de bâtis très dégradés, insalubres ou vacants sur des secteurs bien spécifiques, et plus particulièrement sur l'îlot dit « Bruguier Roure » au nord du centre historique et regroupant une centaine de parcelles (cf. cartographie en annexe). Au-delà des dispositions permettant d'abonder les aides en faveur de la réhabilitation du logement indigne sur le territoire communal, l'OPAH doit également permettre d'initier des programmes communaux (de type RHI THIRORI) plus volontaristes et coercitifs afin d'enrayer durablement les phénomènes d'insalubrité des secteurs concernés. Les études de calibrage pourront être réalisées conjointement durant la période de suivi-animation de l'OPAH.

Les objectifs : repérage et pré-diagnostic du secteur Bruguier Roure et phasage-calibrage des opérations publiques d'aménagement dès 2015. Réalisation des opérations d'aménagement ou de réinvestissement urbain pour l'horizon 2020.

Les cibles : la lutte contre l'habitat indigne ou très dégradé doit rester une priorité de l'Opah du centre ancien de Pont-Saint-Esprit

Les mesures principales :

Ce volet comportera notamment :

- La mise en place d'un partenariat actif avec les acteurs sanitaires et sociaux (CCAS de la ville de Pont-Saint-Esprit, l'Agence Régionale de Santé – ARS, services sociaux du département ainsi que les travailleurs sociaux, Caf et MSA, etc.) afin d'assurer le repérage des situations d'insalubrité ou d'indignité.
- L'information auprès des propriétaires et occupants et à chaque fois que nécessaire la visite des logements signalés dans le cadre d'une plainte.
- L'opérateur sera également en charge de réaliser les diagnostics sociaux, techniques et financiers pour les logements et les ménages confrontés à une situation d'insalubrité ou d'indignité.
- La mise en place d'un accompagnement sanitaire et social des ménages en situations de logements insalubres ou indignes dans le cadre de la constitution d'un projet de réhabilitation.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL64_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Cet accompagnement sera réalisé pour tous les projets de travaux subventionnés par l'Anah et, dans la limite de 5 situations par an, pour ceux ne sollicitant pas les aides de l'Anah; les dossiers supplémentaires seraient alors transférés et traités dans le cadre du PIG Habitat Indigne départemental :

1. Aide à l'établissement du programme de travaux,
2. Réalisation des diagnostics nécessaires (grille d'insalubrité ou grille d'évaluation de la dégradation),
3. Recherche de financements adaptés au budget des ménages, et montage d'un plan de financement avec calcul du retour sur investissement pour les dossiers de propriétaires bailleurs,
4. La constitution et le suivi des dossiers de demandes de subventions, tous organismes confondus,
5. La recherche de solutions d'hébergement ou de relogement le cas échéant.

S'agissant des dossiers qui ne donneraient pas lieu à la réalisation spontanée, par le propriétaire, des travaux (subventionnés ou non par l'Anah) nécessaires : ceux-là basculeraient alors dans le cadre du pôle départemental de l'habitat indigne en vue de la prise des arrêtés nécessaires et de la réalisation des éventuels travaux d'office.
Les analyses et diagnostics établis par le bureau d'études en charge de l'OPAH alimenteront systématiquement les travaux du pôle départemental et serviront alors de support pour la prise des arrêtés nécessaires.

- Mise en place d'un comité spécifique - appelé « Pôle Communal de lutte contre l'habitat indigne » - de repérage, d'identification et de suivi des logements insalubres ou non décents. Ce pôle est composé de l'ensemble des acteurs qui agissent en faveur de l'amélioration du logement : les services sociaux du Département (Centre Médico-sociaux et assistantes sociales) ; le CCAS, la police municipale, le service de médiation, et le pôle de la politique de la ville de la commune ; la DDTM et l'ARS ; l'Association d'aide au Logement dans le Gard, le bureau d'étude et charge de l'animation de l'OPAH.
  Ce pôle se tient mensuellement. Sous la coordination technique de la ville et de l'équipe de l'Opah, il tiendra à jour un tableau de bord permettant de suivre à la fois le ménage (au cours d'une éventuelle procédure, relogement, etc.) ainsi que le logement (travaux réalisés ou non, changement de locataires, etc.).
  Une fois structuré, le pôle communal de lutte contre l'habitat indigne perdurera au terme de l'OPAH.

Les mesures d'accompagnement :
Sur un secteur identifié (Bruguier Roure), la principale mesure d'accompagnement visera à mettre en œuvre l'opération de résorption d'habitat insalubre (cf. volet urbain)

Les objectifs : 70 logements indignes ou très dégradés réhabilités en 5 ans, dont 25 logements de propriétaires occupants et 45 logements locatifs.

3.2.1.2 Traitement des copropriétés fragiles et/ou en difficulté

L'étude pré opérationnelle n'a pas identifié de copropriétés présentant des difficultés, dans la mesure où les plus importantes sont d'une part à l'extérieur du périmètre d'OPAH et d'autre part parce qu'elles sont toutes gérées par un syndic.

Néanmoins, le constat du redécoupage à l'intérieur d'immeubles en plusieurs logements locatifs laisse supposer l'existence de nombreuses copropriétés de fait. Celles-ci seront révélées au fur et à mesure de la mise en œuvre opérationnelle de l'OPAH. Le suivi et la constitution (administrativement notamment) de ces copropriétés sera alors assuré par l'opérateur de l'OPAH.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL64_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

3.2.1.3 Maîtrise de l'énergie et lutte contre la précarité énergétique, mise en œuvre du programme Habiter Mieux

Participer à la production d'un parc durable et économe en énergie sur l'ensemble du centre aggloméré :

L'étude pré-opérationnelle a pu mettre en lumière un parc vétuste énergivore. Dans le cadre de la loi Grenelle 2 de l'environnement et plus particulièrement dans le cadre du programme national « Habiter Mieux » la transition énergétique et la réduction des charges liées à la consommation d'énergies sont devenues des enjeux majeurs pour le parc existant. Ainsi, l'Opah du centre ancien devra pouvoir mettre en œuvre des outils de repérage, d'identification de ce parc et des ménages exposés au risque de précarité énergétique et proposer des solutions opérationnelles afin d'améliorer les performances énergétiques du parc ancien.

Les actions de l'OPAH devront s'effectuer en bonne articulation avec les dispositifs départementaux existants : le Programme d'Intérêt Général « Habiter Mieux » notamment. Ainsi, comme cela est prévu par la convention du PIG Habiter Mieux, sous maîtrise d'ouvrage du CG30, le périmètre du PIG s'ajuste en fonction des OPAH nouvelles. Par conséquent, grâce au partenariat étroit déjà institué entre la ville et le CG, les repérages qui ont pu être faits – et seront faits – par les acteurs sociaux sont réorientés non plus vers l'opérateur du PIG mais vers celui de l'OPAH.

La réduction des charges d'énergies dans les logements réhabilités est un objectif fort de l'OPAH centre ancien de Pont-Saint-Esprit. Elle consiste d'une part à encourager les propriétaires occupants à effectuer des travaux d'économie d'énergie dans des logements dégradés ou particulièrement énergivores, mais également à produire un parc locatif économe.

Le volet « énergie et précarité énergétique » s'inscrit dans le cadre du contrat local d'engagement (CLE) contre la précarité énergétique, signé en 2011 et prolongé par avenant sur la période 2014-2017.

Les conditions d'accès et les modalités de mise en œuvre des aides du programme Habiter Mieux sont celles définies dans la convention Etat / Anah du 14 juillet 2010 et les décrets du 2 avril 2012 et du 10 juillet 2013 et du 29 décembre 2014 relatifs au règlement des aides du fonds d'aide à la rénovation thermique des logements privés (Fart).

Les cibles :

- Les immeubles ou logements particulièrement « énergivores » de propriétaires occupants aux revenus modestes ou très modestes susceptibles d'être confrontés à une situation de précarité énergétique,
- Les logements locatifs remis sur le marché afin de réduire la consommation de charges des locataires aux revenus modestes.

Les mesures principales :

- Ecoprimes (FART et Conseil départemental du Gard) à destination des propriétaires occupants ou propriétaires bailleurs (FART) selon la qualité et la progression énergétique du logement estimée après travaux,
- Subventions pour les travaux concourant aux économies d'énergie pour les propriétaires occupants ou bailleurs.

Les mesures et moyens mise en œuvre :

- Partenariat avec l'ADIL du Gard qui fait office, pour le public Anah, de Point de Rénovation Information Service (PRIS) dans la mise en œuvre du Plan de Rénovation Energétique de l'Habitat (PREH),

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL64_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

- Mise en œuvre localement d'un partenariat coordonné de type SLIME (cf annexe 4) afin de mieux identifier et repérer le parc potentiellement énergivore (travailleurs sociaux, services communaux dont CCAS),
- Visite des logements repérés, dans le cadre du SLIME (dans la limite annuelle de 20 logements), par les travailleurs sociaux et le CCAS afin : d'identifier les problèmes liés au bâti ainsi que ceux liés au comportement, et d'assurer une médiation avec le propriétaire pour l'inciter à faire des travaux (notamment dans le cadre d'Habiter Mieux),
- Ingénierie technique spécifique : conseiller-thermicien auprès des propriétaires bailleurs et occupants.

Les objectifs : 50 logements faisant l'objet d'une écoprime dont 35 propriétaires occupants et 15 logements locatifs conventionnés primés en 5 ans.

En parallèle la ville a créé un comité de lutte contre l'habitat indigne(CLHI) et de lutte contre la précarité énergétique. Au travers du dispositif SLIME **(Service Local d'Intervention sur la Maîtrise des Energies)**, la municipalité devient l'animateur de PIG porté par le Département du Gard.
Le SLIME est un outil défini au niveau national dans le cadre des réseaux RAPPEL et EPEE.

Il vise à proposer une intervention sur la précarité énergétique pour des situations identifiées dans le cadre des aides financière à l'énergie. Ces dispositifs ont été retenus comme une action du VIème PDALPD à développer (Objectif 2 action 11).

En effet les outils de lutte contre la précarité énergétique, pour ce qui est de l'aide à l'amélioration thermique des logements, s'organisent autour d'une sollicitation des financeurs par le propriétaire, essentiellement propriétaire occupant. Par ailleurs la très grande majorité des personnes sollicitant auprès des services sociaux une aide à l'énergie sont des locataires.

Le SLIME a pour objet d'identifier des besoins de travaux sur la base d'une sollicitation du locataire. L'intervention se dérouler alors en 4 phases :

Identification par les travailleurs sociaux et le CCAS dans le cadre d'une première analyse de la situation (sans nécessairement une visite du domicile)

↓

Validation des familles intégrées au dispositif (avec leur accord)

↓

Visite du logement par l'opérateur afin d'identifier : les problèmes liés au bâti ainsi que ceux liés au comportement

↓ ↓

Travail sur le comportement dans le cadre d'un accompagnement individuel ou collectif

Médiation avec le propriétaire pour l'inciter à faire des travaux notamment dans le cadre d'Habiter Mieux

L'opérateur et la ville sont chargés, d'une part, de la visite du logement (qui se déroule en présence d'un intervenant social référent) et, d'autre part, de la médiation avec le propriétaire qui peut alors déboucher sur le montage d'un dossier « Habiter Mieux bailleur ». Cette mise en commun des situations et des dossiers examinés au sein de ce comité permet de faire émerger des situations et la mise en commun de celles-ci favorise une intervention efficace et globale (sociale et patrimoniale)

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL64_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

3.2.1.4 Lutte contre la perte d'autonomie dans l'habitat

Concourir au maintien à domicile des populations vieillissantes et atteintes de handicap :

Le parc souvent vétuste et exigu situé en centre ancien présente des caractéristiques architectoniques souvent contraignantes et inadaptées aux populations les plus âgées ou atteinte de handicap : petites surfaces développées sur trois à quatre niveaux, présence de nombreux seuils, cloisonnement, escaliers peu praticables, etc. Néanmoins, le maintien des populations âgées constitue un enjeu fondamental à la fois dans l'itinéraire médical des personnes vieillissantes mais également dans la mixité des fonctions résidentielles du centre ancien. Ainsi l'OPAH doit être en mesure d'offrir les conditions financières et techniques à l'adaptation de ces logements.

Il s'agit de permettre aux personnes de pouvoir faire le choix de rester à domicile et/ou de réduire les conséquences de la perte d'autonomie sur la vie quotidienne. Ainsi, la commune de Pont-Saint-Esprit se propose d'abonder les aides de l'Anah afin de réaliser les travaux d'adaptation du logement aux difficultés liées au vieillissement ou à un handicap.

Les cibles :
- Maintien à domicile des personnes vieillissantes à mobilité réduite,
- Ménages composés d'une personne souffrant de handicap moteur/physique nécessitant une adaptation ou un équipement spécifique du logement.

Les mesures principales :
- Subventions spécifiques pour les propriétaires occupants,
- Ingénierie technique et sociale spécifique en relation avec les prescriptions de l'ergothérapeute des organismes agréés et les caisses de retraite (Carsat, MSA, etc.)

Les objectifs : 10 logements en 5 ans.

La commune a mis en place au sein de son comité de lutte contre l'habitat indigne, un partenariat avec les services du Conseil départemental du Gard. Chaque signalement d'une personne en situation de perte d'autonomie et/ou de handicap est signalé afin de la rediriger vers l'opérateur chargé de l'animation d'OPAH.

3.2.1.5 autres volets relatifs à l'habitat privé :

Cet article correspond aux interventions sur le parc privé qui seront réalisées en dehors des financements de l'Etat et de l'Anah et résultant de la dynamique générée par le dispositif centre-bourg.
Les estimations de ces interventions, à 200 logements réhabilités dans le parc ancien ou en développement de l'offre nouvelle, sont définies au dernier paragraphe de l'article 3.2.5.
Le volet immobilier de l'Opah centre ancien consiste avant tout à offrir les conditions nécessaires à l'amélioration des logements de propriétaires occupants à revenus modestes et très modestes sur l'ensemble du territoire de l'OPAH. Il consiste également à produire une offre locative nouvelle de qualité et à loyer maîtrisé en centre ancien.

Les cibles :
- PARC LOCATIF : la mobilisation du parc vacant permettant notamment la production d'une offre nouvelle de logements de taille significative ainsi que la réhabilitation d'immeubles collectifs ou individuels moyennement ou très dégradés.
- PARC PROPRIETAIRES OCCUPANTS : maisons de ville ou de faubourg (R+1 ou R+2), habitations de plus de 15 ans présentant des défauts en matière d'adaptation, d'économie d'énergie ou habitations très dégradés. Deux

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL64_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

types de profils sont identifiés : les personnes âgées et les ménages en primo-accession ou déjà propriétaires aux revenus modestes.

Les mesures principales :

- Subventions pour les propriétaires bailleurs selon le montant des loyers (intermédiaire, conventionné, conventionné très social) et selon l'état de dégradation des logements locatifs,
- Subventions pour les propriétaires occupants, selon leur revenu fiscal de référence et l'état de dégradation,

Les mesures d'accompagnement :

- Missions d'information, de communication et de prospection spécifiques auprès des propriétaires de logements vacants ou insalubres, en particulier sur les obligations des propriétaires bailleurs et sur les conséquences du non traitement de la situation de LHI ou de la non décence au regard de la loi avec la mise en place d'arrêtés d'insalubrité ou de péril si nécessaire.
- Accompagnement des propriétaires et assistance à la mise en location des logements,
- Assistance pour la mise en place d'opérations de restauration immobilière et de réinvestissement d'îlots dégradés (RHI ou THIRORI) sur l'îlot Bruguier Roure.
- Mise en place du Pôle Communal de lutte contre l'habitat indigne (cf article 3211).

Les objectifs : 150 logements privés réhabilités au total en 5 ans, dont 80 logements locatifs et 70 logements de propriétaires occupants.

Par ailleurs, l'Opah de Pont-Saint-Esprit doit permettre la production d'une offre nouvelle en centre ancien à la fois de qualité (de taille suffisante, économe, fonctionnelle et respectueuse de l'identité du bâti) et accessible (en loyer intermédiaire, conventionné ou conventionné très social). Au travers notamment de la mobilisation du parc vacant et de la réhabilitation du parc inconfortable, l'OPAH doit faire émerger une offre à destination des ménages les plus modestes en début de parcours résidentiel ou ne pouvant accéder à la propriété et occupant aujourd'hui un « parc social de fait ».

3.2.2 Description des opérations concernant l'habitat social public

L'objectif dans le cadre de l'OPAH est de produire 10 logements publics en 5 ans, sous la forme d'acquisition / amélioration ou réhabilitation du patrimoine public, quand bien même l'étude pré-opérationnelle n'avait pas particulièrement mis en avant la problématique de l'habitat social.

Cependant Pont-Saint-Esprit a mis en place les outils au sein de son PLU visant à encourager la production de logements sociaux, en exigeant pour chacune des Orientations d'Aménagement et de Programmation, la production de 30 % de logements sociaux. Elle vise ainsi à atteindre les 20 % qui lui sont imposées dans le cadre de la loi SRU.

3.2.3 Action sociale en matière d'habitat, de relogement ou d'hébergement

Au-delà des actions conduites par la collectivité à but social en matière d'habitat, de relogement ou d'hébergement et qui sont spécifiquement décrites à l'article 3211 supra, la municipalité participe aux Commissions locales pour le logement Décent animé par la CAF ainsi qu'au Pôle de lutte contre l'habitat Indigne, animé par la DDTM.

3.2.5 - Les objectifs quantitatifs globaux du volet habitat

Concernant le logement, les objectifs globaux sont évalués à 234 logements minimum, répartis comme suit :

Logements subventionnés par l'Anah :

- 70 logements occupés par leurs propriétaires
- 80 logements locatifs appartenant à des bailleurs privés : 45

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL64_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

logements LHI/TD, 20 logements moyennement dégradés et 15 logements énergie .
- 54 immeubles traités dans le cadre du dispositif RHI-THIRORI,

Les 80 logements privés locatifs améliorés avec l'aide de l'Anah à loyers maîtrisés se répartissent comme suit :

- 15 logements locatifs à loyer intermédiaire,
- 45 logements locatifs à loyer conventionné,
- 20 logements locatifs à loyer très social.

S'agissant des interventions au titre de la lutte contre la précarité énergique (logements éligibles au FART), ces objectifs (avec double compte) se déclinent de la façon suivante :

- 60 logements occupés par leurs propriétaires,
- 70 logements locatifs appartenant à des bailleurs privés.

Logements sociaux :

- 10 logements produits par le biais d'opération d'acquisition amélioration (PLAI, PLUS, PLS)
- 20 logements neufs construits (PLAI, PLUS, PLS)
- 0 logements communaux transformés en logements sociaux (PALULOS communale)

Pour information, et hors financement Etat ou Anah, l'impact de la dynamique générée, au niveau local, par le dispositif Centre-Bourg, bien que non précisément identifié à ce jour, peut être estimé sur les bases suivantes :

- 150 logements réhabilités
- 50 logements neufs

3.3 Volet patrimoine

3.3.1 Description du volet patrimoine

Le secteur du centre ancien est compris dans le périmètre de secteur sauvegardé arrêté par Le préfet du Gard en date du 1er juillet 2013.

La stratégie d'actions concernant le changement d'image du centre ancien et le rayonnement de Pont-Saint-Esprit qui passent par la requalification du patrimoine architectural trop longtemps délaissé et d'un patrimoine urbain qu'il s'agira de protéger par le biais du secteur sauvegardé:

- le Prieuré Saint-Pierre
- le lavoir
- l'Hôtel Dieu

Il implique la réalisation de travaux structurants, tant sur des bâtiments qu'en vue de la requalification d'espaces publics :

- ✓ le Prieuré Saint-Pierre, les premiers travaux de sauvegarde débutent à l'automne. 1,3 millions d'euros sont investis pour restaurer la toiture et la façade sud du bâtiment.
- ✓ les allées Frédéric Mistral et des Trois Journées seront requalifiées afin de modifier la structuration de ce centre-ville,
- ✓ l'axe historique Nord / Sud, qui s'étend de la rampe du Pont jusqu'à la place Foch, via la place Saint-Pierre, fera l'objet de travaux de requalification pour désenclaver ce centre.

3.3.2 Objectifs quantitatifs globaux du volet patrimoine

<u>Le Prieuré Saint-Pierre</u>:

Le prieuré est utilisé actuellement comme **lieu d'exposition d'art contemporain mais sa toiture est dégradée** et non sécurisée.

Suite aux études de maîtrise d'œuvre, il est lancé :
-1ère tranche en 2014 des **travaux de**

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL64_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

restauration des couvertures et de la façade sud.

Coût prévisionnel des travaux : 1 120 000 € HT hors honoraires.

- 2ème tranche en fin 2016 des travaux de restauration de la façade nord et le fronton ouest.

Coût prévisionnel des travaux : 1 425 000 € HT et 213 750 € HT d'ingénierie

Le lavoir *:*

Le lavoir de l'ancien hôpital (1830) a été requalifié en plusieurs tranches de travaux. La dernière phase vient d'être lancée, elle concerne la réfection des sols intérieurs et des bassins, la réfection de la terrasse et la mise en lumière.

Coût total prévisionnel des travaux (2016) 381 858 € HT.

L'Hotel Dieu :

Une étude pré-opérationnelle a été menée sur le site de l'Hôtel Dieu (ancien hôpital) en 2012.

Le site se divise en 2 secteurs :

- une **partie de terrains à bâtir** (4 500m^2) où seraient localisés le centre local des finances publiques, les services sociaux du CG 30 et la PMI, 40 à 50 logements sociaux, un pôle santé et un parking.
  Estimation prévisionnelle de 6,6 M d'€
- une **partie à réhabiliter** de l'ancien hôpital inscrit aux monuments historiques, où se trouveraient le regroupement des services municipaux (mairie) et la création d'un hôtel de 60 chambres.
  Estimation des travaux de 5,3 M d'€

L'Assistance à Maitrise d'ouvrage a démarré en 2015 : 60 000€

3.4 Volet services, commerces et équipements de proximité

3.4.1 Description du volet services, commerces et équipements de proximité

Le centre ancien se désertifie, peu de commerces de proximité sont présents au cœur de la ville. La majorité se concentrant sur les abords.

Pour pallier cette absence la municipalité a mis en place une aide en faveur des commerçants en acceptant de participer financièrement pendant une année, à hauteur de la moitié du loyer annuel.

3.4.2 Objectifs quantitatifs globaux du volet services, commerces et équipements de proximité

Cette stratégie d'actions concernant le changement d'image du centre ancien et le rayonnement de Pont Saint-Esprit qui passent par la requalification :

- d'un patrimoine architectural trop longtemps délaissé et d'un patrimoine urbain qu'il s'agira de protéger par le biais du secteur sauvegardé.
- d'un axe d'espaces publics reliant les principaux monuments et places du centre ancien ainsi que les projets structurants du champ de Mars et de l'hôtel Dieu.
- du fonctionnement des allées, véritable «vitrine» de Pont-Saint-Esprit et favoriser l'installation de commerces dans le centre ancien.
- Inciter la création d'environ 5 à 10 commerces dans le centre ancien
- Un fonctionnement des allées plus urbain, tout en conservant les capacités de stationnements et en préservant les activités commerciales
- Création d'un axe historique lisible et requalifié (réseaux et traitement de surface)

3.5 Volet environnement

3.5.1 Description du volet environnement

Le volet environnemental est intégré dans chacun des documents de

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL64_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

planification. Le PLU d'abord qui est « grenellisé » et le futur Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur, qui fera lui

aussi l'objet de cette « grenellisation ».

Le centre bourg n'est pas directement concerné par des zones Natura 2000 ou des ZNIEFF mais il en est proche.
La volonté municipale de rendre à sa vocation naturelle, au travers son PLU, l'espace du Champ de mars de plus d'environ un hectare et demi, participe à ce souhait de préserver l'environnement et de redonner de l'espace vert au cœur de ville.

L'objectif principal d'aménagement de cet espace est de ***conserver une majorité d'espaces ouverts et modulables***. Les principes étudiés en 2012 lors d'une étude de programmation sont les suivants :
- Maintien de la capacité de stationnement public mais pouvant accueillir de l'événementiel (marchés, concerts...)
- Création d'un équipement de vocation d'accueil touristique.

Les aménagements du Champ de Mars ne pourront être lancés avant 2021 car la commune ne maîtrise pas encore le foncier et souhaite améliorer les liens avec le centre ancien et les allées en préalable.

3.5.2 Objectifs quantitatifs globaux du volet environnement

Ils ne sont pas à ce jour mesurés.

Article 4 – Description du projet de développement du territoire

4.1 Volet de développement territorial

Dans le cadre du contrat de ville, le centre ancien de la commune de Pont-Saint-Esprit a été identifié en tant que quartier prioritaire. L'Agglomération qui dispose de la compétence économique définie et élabore donc actuellement des actions qui seront à mettre en place à l'échelle du territoire sur le volet économique.
Quand bien même cette compétence appartient à la communauté d'agglomération, la municipalité a tenu à mettre en place des actions en faveur du petit commerce : elle aide ainsi financièrement l'implantation en cœur de ville des commerces, en finançant, sous conditions, pendant une année la moitié du loyer.

Par ailleurs, un programme FISAC est en cours de réflexion. Le démarrage de son élaboration reste conditionné à la définition des nouvelles dispositions réglementaires.

De plus, concernant le déploiement des infrastructures de transports à l'échelle du territoire, les documents de planification au niveau de l'agglomération (SCOT et le Plan de Déplacement Urbain) sont en cours d'élaboration. Ils doivent notamment tendre à une meilleure desserte de la commune de Pont-Saint-Esprit, avec principalement des actions conduites pour la réouverture d'une ligne TER.

Ensuite, l'important projet de l'HOTEL DIEU s'inscrit dans un souhait de ramener une vie économique mixte au centre ancien en créant, sur l'actuelle friche urbaine de 2,8 hectares :une résidence hôtelière de luxe ; une offre de services avec le regroupement de divers services publics (services municipaux, du département, de la trésorerie générale et d'autres services publics) ; de l'habitat avec de l'accession à la propriété, de la maison en partage et du logement social ; des commerces.

Enfin, la prise en compte du volet environnemental et énergétique est au cœur des préoccupations de la municipalité. En effet, le document d'urbanisme est un

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL64_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

document « grenelle » qui a fait l'objet d'une évaluation environnementale. La commune dispose d'un Schéma Départemental de l'Assainissement et elle élabore actuellement celui de l'eau.

Ces documents sont établis conformément aux dispositions législatives en vigueur.
Chacun des projets de requalification du centre ancien veillera donc à préserver la ressource : alimentation en cours des fontaines par des ressources naturelles, réhabilitation également en cours des divers réseaux, amélioration du fonctionnement de la station d'épuration.
Chaque projet, du fait de l'historique particulier de la ville, fait ainsi l'objet d'une approche globale et complète.

4.2 Objectifs quantitatifs au niveau du territoire

A ce stade, il est trop tôt pour déterminer des indicateurs précis d'objectif. Ceux-ci pourront être constitués lors de l'avancée de chacun des projets considérés.
Chaque projet conduit fera par ailleurs l'objet d'une évaluation.

Article 5 – Financements de l'opération

Montants des financements prévisionnels pour le projet de revitalisation du bourg (en € sur la durée du programme)

	Aménagements de proximité	**Acquisitions foncières**	**Habitat privé[1] 150 logements sur 5 ans**	**Habitat social**	**Patrimoine Prieuré St Pierre et Hôtel Dieu**	**Environnement**	**Services, commerces, équipements (Centre Pepin)**
Collectivité 1 Ville de Pont Saint Esprit	**1 540 000 €** (les allées et l'entrée Nord)	**910 000€ (dans le cadre de la RHI)**	**1 121 000€**		**766 200 €**		**1 683 400 €**
Collectivité 2 Communauté d'agglomération							**832 600€**
Collectivité 3 Autres collectivités			**318 000€** CD (129 000€) et CR (189 000€)		1 149 300€ CD (574 650€) et CR (574 650€)		
Etat			**34 000€**	**71 000€**	**1 915 500 € (DRAC)**		

[1] Tous les volets habitat à l'exception du volet Habitat social

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL64_2015-DE
Reçu le 01/07/2015

Anah			**3 031 278€**				
ADEME							
Bailleur social				**3 500 000€**			
Privé							
Autres							
Total investissements	**1 540 000 €**	**910 000€**	**4 504 278€**	**3 571 000€**	**3 831 000€**		**2 516 000€**

Les interventions de la ville au titre de l'habitat privé correspondent :

1- au financement du suivi-animation de l'OPAH : dépenses estimées à 118 000€ HT

2- aux aides aux travaux en complément des aides de l'Anah:

- résorption de l'habitat très dégradé et indigne : dépenses annuelles estimées à 71 115€

Taux complémentaire pour l'ensemble du périmètre prioritaire lorsque le logement est réputé insalubre, indigne ou très dégradé. Cette subvention s'adresse aux propriétaires bailleurs ainsi qu'aux propriétaires occupants :

- Pour les propriétaires bailleurs :

15% complémentaires pour les logements à loyer conventionné

25% complémentaires pour les logements à loyer conventionné très social

D'un plafond de travaux de 1.000 €/m² de surface fiscale pour les logements très dégradés, en situation d'insalubrité ou de péril et de 750 €/m² de surface fiscale pour les logements en « petite LHI ».

- Pour les propriétaires occupants :

10% complémentaires pour les propriétaires aux revenus très modestes

D'un plafond de travaux de 50.000 € par logement indigne ou « très dégradé ».

- réhabilitation de logements moyennement dégradés : dépenses annuelles estimées à 71 115€

Le montant complémentaire de l'aide s'élève pour les propriétaires bailleurs à 25% pour les logements à loyer conventionné et à 35% pour les logements à loyer conventionné très social

D'un plafond de travaux de 750 €/m² de surface fiscale pour les logements moyennement dégradés.

- primes pour les sorties de vacance et les changements d'usages : dépenses annuelles estimées à 5 000€

Seront accordées une prime de 1 000 € par logement créé après changement d'usage et une prime de 1 000 € par logement vacant depuis plus de 12 mois consécutifs.

Ces primes ne seront attribuées qu'en contrepartie d'engagement sur la maîtrise des loyers (LC ou LCTS) ou de conditions de ressources pour les propriétaires occupants.

- adaptation des logements au vieillissement et au handicap : dépenses annuelles estimées à 1 200€

Pour les propriétaires occupants dont les revenus ne dépassent pas le plafond de revenus majorés : aide de 15% de subventions complémentaires.

Pour les propriétaires occupants dont les revenus ne dépassent pas le plafond de revenus modestes ou très modestes : aide de 10% de subventions complémentaires.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL64_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Dans les deux cas pour un plafond maximum de 20 000 €HT de travaux

- aides aux économies d'énergie et à la réduction de la précarité énergétiques : dépenses annuelles estimées à 42 900€

Pour les propriétaires occupants :

10% de subventions complémentaires pour les propriétaires occupants "revenus très modestes"

15% de subventions complémentaires pour les propriétaires occupants "revenus modestes"

Pour les projets subventionnés par l'Anah et permettant un gain énergétique après travaux d'au moins 25% sur la consommation conventionnelle en kWhep/m²/an.

Pour les propriétaires bailleurs :

25% de subventions complémentaires pour les logements à loyer conventionné

35% de subventions complémentaires pour les logements à loyer conventionné très social

Pour les projets subventionnés par l'Anah permettant un gain énergétique après travaux d'au moins 35% sur la consommation conventionnelle en kWhep/m²/an.

- aides aux ravalements dans le cadre de l'opération « façades » : dépenses annuelles estimées à 52 000€

Les aides aux ravalements de façade font l'objet d'un règlement communal spécifique. Les objectifs annuels ont été fixés de la manière suivante : 5 ravalements dits « légers », 7 ravalements dits « classiques », 3 ravalements dits « lourds », 10 éléments dits « patrimoniaux » restitués.

- aux actions de communication : dépenses annuelles estimées à 2 000€ (affiches, plaquettes, panneaux de chantier, frais d'inauguration, mailing à destination de l'ensemble des propriétaires, etc.).

Montants des financements prévisionnels pour le projet de développement du territoire (en € sur la durée du programme) : des précisions sur cette action de développement économiques sont bienvenues…

	Développement économique	**Développement transport**	**Services, équipements**	**Aménagement durable**
Collectivité 1, Ville de Pont Saint Esprit	**135 000€**			
Collectivité 2				
Etat				
Autres				
Total investissements	**135 000€**			

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL64_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Les 135 00€ d'intervention de la ville correspondent à l'aide municipale pour l'aide à l'implantation du petit commerce en centre ancien. Elle correspond à une aide annuelle de 22 500€.

S'agissant des autres financeurs, les transports, comme les équipements et les services faisant partie de la compétence de l'Agglomération, leur seule participation financière à ce jour mobilisable correspond à son fond de concours, dont les montants et leurs répartitions ne peuvent être définis.

Par ailleurs, si le développement durable sera nécessairement intégré, il ne peut pas être en revanche estimé et évalué à ce stade.

5.1 Financements de l'Anah (pour le projet de revitalisation du bourg)

5.1.1 Règles d'application

Les conditions générales de recevabilité et d'instruction des demandes de subventions, ainsi que les modalités de calcul de la subvention applicables à l'opération découlent de la réglementation de l'Anah, c'est-à-dire du Code de la construction et de l'habitation, du règlement général de l'agence, des délibérations du Conseil d'administration, des instructions du Directeur général, des dispositions inscrites dans le(s) programme(s) d'actions et, le cas échéant, des conventions de gestion passées entre l'Anah et les délégataires de compétence.

Les conditions relatives aux aides de l'Anah et les taux maximaux de subvention sont susceptibles de modifications, en fonction des évolutions de la réglementation de l'Anah.

5.1.2 Montants prévisionnels

Les montants prévisionnels des autorisations d'engagement de l'Anah pour l'opération sont de 3 031 278 €, selon l'échéancier suivant :

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	**Année 6**	**Total**
AE prévisionnels	455 213€	455 213€	755 213€	455 213€	455 213€	455 213€	**3 031 278 €**
dont aides aux travaux	416 823 €	416 823 €	416 823 €	416 823 €	416 823 €	416 823 €	**2 500 938 €**
dont aides à l'ingénierie	38 390 €	38 390 €	38 390 €	38 390 €	38 390 €	38 390 €	**230 340 €**
dont RHI-THIRORI (gestion non déléguée au niveau local)			300 000€				**300 000€**

5.2 Financements de l'État au titre du programme « Habiter Mieux »

Les crédits du fond d'aide à la rénovation thermique des logements privés (FART) sont gérés par l'Agence nationale de l'habitat pour le compte de l'État dans le cadre du programme Habiter Mieux (Investissements d'avenir). Les règles d'octroi et d'emploi de ces crédits sont celles fixées par le règlement des aides du FART. Le montant prévisionnel pour l'année 2015 est de 34 000€.

5.3 Financements de l'Etat pour le logement social

Montants prévisionnels

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL64_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Les montants prévisionnels des autorisations d'engagement de l'Etat pour l'opération sont de 71 000 €, selon l'échéancier suivant :

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	**Total**
AE prévisionnels	Montant en €	Montant en €	35 500 €	35 500 €	Montant en €	Montant en €	**71 000 €**
Dont			5 logements PLAI	5 logements PLAI			**10 logements PLAI**

5.4Financements des autres partenaires

Montants prévisionnels des autres partenaires

Financement du Conseil départemental :

Dans la cadre des interventions sur le parc privé, le Conseil départemental du Gard interviendra pour le financement de l'équipe pour le suivi-animation (sur la base d'une participation estimée à 10.000 €) ainsi que pour le financement des travaux en complément des aides de l'ANAH et de la commune de Pont-Saint-Esprit, dans les conditions suivantes :

Pour les propriétaires bailleurs en loyer conventionné social ou très social :

- Une prime complémentaire (pour deux logements par an) de 4.000 € dans le cas exclusif d'un conventionnement social ou très social et lorsque le propriétaire s'engage à réserver le logement prioritairement aux ménages signalés par les services du département et relevant du public du Plan Départemental d'Action pour les Personnes Défavorisées.

Pour les propriétaires occupants aux revenus « très modestes » :

- Une prime complémentaire de 500 € pour les propriétaires occupants aux revenus « modestes » ou « très modestes » en complément des primes liées aux économies d'énergies dans le cadre du programme d'aide à la rénovation énergique « Habiter Mieux ».

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	**Total**
AE prévisionnels	31 500 €	31 500 €	31 500 €	31 500 €	31 500 €	31 500 €	**189 000€**
Dont aides à l'ingénierie Dont aides aux travaux	10 000 € 21 500 €	10 000 € 21 500 €	10 000 € 21 500 €	10 000 € 21 500 €	10 000 € 21 500 €	10 000 € 21 500 €	**60 000 €** **129 000 €**

Financement du Conseil régional :

De la même façon, le conseil régional a également prévu d'intervenir financièrement dans l'accompagnement des travaux entrepris par les propriétaires sur le parc privé sur la base de l'échéancier suivant :

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	**Total**
AE prévisionnels	10 000 €	15 000 €	20 000 €	25 000 €	29 000 €	30 000 €	**129 000€**

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL64_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Article 6 – Engagements complémentaires

La Maison des Patrimoines (ancien Hôtel de Ville) sera ouverte par la municipalité afin d'en faire un réél lieu de rencontre permettant la création d'un lien social entre la Commune et ses habitants ; outre l'accueil d'expositions, cette Maison des Patrimoines sera surtout le lieu d'installation des animateurs du dispositif Centre Bourg, du PSMV (Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur).

Les aspects liés notamment à la mobilisation des partenaires dans le repérage des ménages cibles du programme Habiter Mieux et les engagements en matière de relogement ont, quant à eux, été détaillés dans les articles de la convention portant spécifiquement que ces points, et notamment les articles 3211 et 3213.

Article 7 – Pilotage, animation et évaluation de l'opération de revitalisation du centre bourg et de développement du territoire

7.1 Pilotage de l'opération

7.1.1 Mission du maître d'ouvrage

7.1.2 Instances de pilotage

La Ville maintiendra le Comité de Projet (« Co-Pro » comité de pilotage dont l'objectif opérationnel regroupe en son sein, les élus référents, les techniciens responsables dans chacun des services concernés, les partenaires institutionnels, les associations référentes, etc), qui a été créé à l'occasion de l'élaboration du dossier de candidature.
Ce « Co-Pro » réunira les compétences de l'agglomération et de la ville afin d'évaluer régulièrement l'avancement des chantiers, des consultations, des suivis d'équipes opérationnelles, ... Il permettra d'appréhender les difficultés techniques, juridiques ou financières, ainsi que le déroulé global du planning.

7.2 Suivi-animation de l'opération de revitalisation du centre-bourg

7.2.1 Équipe de suivi-animation (échelle du centre bourg)

Pour piloter ce dispositif, la municipalité va créer, avec un financement du FNADT, un poste de chef de projet, animateur du programme de réinvestissement du centre bourg.
Ce poste de « chargé de mission », conformément au cahier des charges du CGET et à la convention signée avec Monsieur le Préfet du Gard, pour la mise en œuvre des crédits du FNADT, sera spécifiquement consacré - à temps plein - à la mise en œuvre du programme.
Il aura pour mission :
- d'évaluer, régulièrement, l'avancement des chantiers, des consultations, des suivis d'équipes opérationnelles, etc. Il permettra également d'appréhender les difficultés techniques, juridiques ou financières, ainsi que le déroulé global du planning.
- de coordonner l'ensemble des actions en cours et à venir en faveur de la revitalisation du centre bourg, d'assurer la transversalité entre les différents acteurs, il sera chargé de mener la coordination entre la Ville et l'Agglomération.
- de monter un plan de communication.
- d'effectuer une note intermédiaire chaque année, à destination des partenaires et des services de l'Etat afin de valoriser et de partager l'expérience spiripontaine. Cette note sera conçue comme un « retour d'expérience » durant les étapes intermédiaires et pourra, le cas échéant, contribuer à la démarche d'ensemble du réseau des communes

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL64_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

lauréates au programme de revitalisation centres-bourgs.

7.2.2 Contenu des missions de suivi-animation (échelle du centre bourg)

- Animation d'OPAH par le bureau d'Etudes au sein du centre bourg avec une permanence physique et téléphonique, 2 fois par semaine. Cette permanence se tient à la maison des Patrimoines où le bureau d'études du secteur sauvegardé est aussi présent.
- L'opérateur aura en charge notamment les missions suivantes :
  - conseil et accompagnement des propriétaires privés
  - appui spécifique au traitement de l'habitat insalubre, y compris information sur les procédures coercitives
  - lutte contre la précarité énergétique

- veille sur la question des copropriétés et participation au règlement des problématiques rencontrées
- appui à la commune de pont-Saint-Esprit pour la mise en œuvre des actions d'accompagnement relatives au réinvestissement d'îlots dégradés ou désaffectés
- élaboration et suivi des indicateurs de résultats de l'opération

7.2.3 Modalités de coordination opérationnelle (échelle du centre bourg)

La commune dispose d'un Pôle de la politique de la Ville au sein duquel il y a le service Habitat et Renouvellement Urbain. Celui-ci a en charge la mise en œuvre des pouvoirs de police du Maire en ce qui concerne les logements présumés indécents. Ce pôle assure la coordination avec les autres services tels que la police municipale, le CCAS, la médiation, et le bureau d'études en charge de l'animation d'OPAH.

Il existe des instances telle le Pôle Local de Lutte contre l'Habitat Indigne, instance qui rassemble le bureau d'études en charge de l'OPAH, l'ADIL, la DDTM (le Pôle de Lutte contre l'Habitat Indigne, le CCAS, le Conseil Général, l'Association pour le Logement dans Le Gard (ALG), le Centre Médico-Social et les assistantes sociales, la police municipale, la médiation, le service Habitat et Renouvellement Urbain. Il est animé par le Pôle de la politique de la Ville.

La commune participe aux instances locales, telles que la Commission Locale pour le Logement Décent (CPLD), animée par la CAF, mais aussi au Pôle départemental de lutte contre l'Habitat Indigne, animé par l'Etat.

7.3 Suivi-animation de l'opération de développement du territoire

7.3.1 Équipe de suivi-animation (échelle du territoire)

Le suivi-animation est assuré actuellement par un bureau d'études pour la partie OPAH. 2 permanences hebdomadaires sont tenues à la Maison des Patrimoines, local situé en centre-ville, au cœur du dispositif d'OPAH.
Concernant les opérations de RHI, une assistance à Maîtrise d'Ouvrage sera spécifiquement recrutée.
Le pilotage et la coordination de ces opérations avec les aménagements urbains envisagés, (la réfection des allées, l'axe Nord-Sud, etc), sera piloté par le chargé de mission, recruté à cet effet. Des comités de projets seront organisés, dont l'Agglomération est partenaire.

7.3.2 Contenu des missions de suivi-animation (échelle du territoire)

-organisation de réunions publiques ;
-réunion ciblée avec les professionnels (CAPEB, artisans, CCI, notaire, agences immobilières, etc) ;
-organisation de chantiers témoins ;
-flyers et affiches ;

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL64_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

permanence par le bureau d'Etudes en charge de l'OPAH

-visite des logements et diagnostics social, technique en vue de la présentation des dossiers au Pôle Communal de Lutte contre l'Habitat Indigne et au Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne (PLHI) ainsi qu'au CODERST ;
-montage et instruction des dossiers pour avis préalable de l'ANAH, si nécessaire (en CLAH) : élaboration des plans de travaux et du plan de financements, etc...

7.3.3 Modalités de coordination opérationnelle (échelle du territoire)

Le comité de projet, créé à l'occasion de la candidature de Pont Saint Esprit, sera réactivé avec pour partenaires :

- l'Agglomération,
- le SCOT
- la DRAC, le STAP
- la CCI, la CMA
- l'association des Commerçants
- la DDTM, le SAGR
- le Département du Gard
- la Région Languedoc Roussillon
- l'Etat
- l'ANAH

-et tous autres partenaires qui peuvent avoir un intérêt au projet (tel que l'équipe en charge de l'élaboration du Plan de sauvegarde et de Secteur Sauvegardé mais aussi le conseil Citoyen, crée à l'occasion du Contrat de ville).

Ce CO-PRO se réunira au moins 2 fois par an.

7.4 Évaluation de l'opération de revitalisation de centre bourg et de développement du territoire, et suivi des actions engagées

7.4.1 Indicateurs de suivi des objectifs

La présente convention doit permettre d'atteindre les objectifs définis aux articles 3 et 4. Les objectifs seront suivis grâce aux indicateurs de résultats définis pour chaque volet.

Le chargé de mission aura pour enjeu, de proposer des outils d'évaluations permettant d'analyser l'impact du dispositif par le biais d'indicateurs de toute nature tels que :

- Des indicateurs sociologiques,
- Des indicateurs financiers,
- Des indicateurs immobiliers
- Des indicateurs urbains

Ceux-ci seront adaptés en fonction des actions (sur l'habitat, l'aménagement urbain), ils seront collectés et présentés annuellement en comité stratégique, voire transmis pour information au comité de pilotage du Contrat de ville.
Les outils utilisés devront permettre d'évaluer le projet global.

7.4.2 Bilans et évaluation finale

Un bilan au moins annuel et un bilan final de l'opération seront réalisés et présentés sous la responsabilité du / des maître(s) d'ouvrage en comité de pilotage stratégique. Ils seront adressés aux différents partenaires de l'opération.

Article 8 – Communication et concertation

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL64_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

A l'échelle du centre bourg, le / les maître(s) d'ouvrage du programme, les signataires et l'opérateur s'engagent à mettre en œuvre les actions d'information et de communication présentées ci-dessous. Il est ainsi impératif de porter le nom et le logo de l'Agence nationale de l'habitat sur l'ensemble des documents et ce dans le respect de sa charte graphique. Ceci implique les supports d'information du grand public de type : dépliants, plaquettes, site internet ; et les supports de relation presse : communiqué, dossier de presse portant sur l'opération de revitalisation du centre bourg.

Le logo de l'Anah et la mention de son site internet anah.fr devront ainsi apparaître sur l'ensemble des supports off écrits et on line dédiés à informer sur le programme au même niveau que les autres financeurs.

L'opérateur assurant les missions de suivi-animation indiquera l'origine des subventions allouées par l'Anah dans tous les supports de communication qu'il élaborera, quels qu'ils soient.

Il reproduira dans ces supports à la fois le logo type, la mention du site internet de l'Agence dans le respect de la charte graphique ;

Pour les opérations importantes de travaux, les éventuels supports d'information de chantier (autocollants, bâches, panneaux ...) comporteront la mention « travaux réalisés avec l'aide de l'Anah ». Le logo du ministère en charge du logement devra également figurer sur tout support de communication diffusé dans le cadre de l'opération.

Lors des réunions d'information destinées à présenter les financements, l'organisme d'animation devra travailler en étroite collaboration avec la délégation locale (ou le cas échéant le délégataire des aides à la pierre) et remettre un dossier qui aura été élaboré avec celle-ci ou celui-ci.

D'une manière générale, les documents de communication devront avoir été réalisés en concertation avec la DDT(M) (ou le cas échéant le délégataire des aides à la pierre), qui fournira toutes les indications nécessaires à la rédaction des textes dans le cadre de la politique menée localement : priorités, thématique, enjeux locaux, etc. et validera les informations portées sur l'Anah.

Les documents d'information générale ou technique conçus par l'Agence à destination du public devront être diffusés de manière ciblée et cohérente avec l'objectif d'information fixé.
Par ailleurs, dans le cadre de sa mission d'information et de communication, l'Anah peut être amenée à solliciter l'opérateur en vue de réaliser des reportages journalistiques, photographiques ou filmographiques destinés à nourrir ses publications et site internet. L'opérateur apportera son concours à ces réalisations pour la mise en valeur du programme.
En complément, si les signataires de la convention réalisent eux-mêmes des supports de communication relatifs à l'opération, ils s'engagent à les faire connaître à la direction de la communication de l'Anah et les mettre à sa disposition libre de droits.

Enfin, le maître d'ouvrage et l'opérateur assurant les missions de suivi-animation dans le secteur programmé de revitalisation du centre bourg s'engagent à informer la direction de la communication de l'Anah de toute manifestation spécifique consacrée à l'opération afin qu'elle relaie cette information.

A l'échelle du territoire, le maître d'ouvrage précisera ci-dessous ses propres attentes en termes de communication et de concertation avec les habitants et les acteurs publics ou privés locaux.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL64_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Article 9 - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période de 6 années calendaires. Elle portera ses effets pour les demandes de subvention déposées auprès des services de l'Anah du jj/mm/aa *(date qui ne peut être antérieure à la date de signature apposée par le dernier signataire)* au jj/mm/aa.

Article 10 – Révision et/ou résiliation de la convention

Si l'évolution du contexte budgétaire, de la politique en matière d'habitat, ou de l'opération (analyse des indicateurs de résultat et des consommations de crédits) le nécessite, des ajustements pourront être effectués, par voie d'avenant et porter sur l'un ou l'autre des périmètres ou encore sur les deux à la fois.

Toute modification des conditions et des modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

La présente convention pourra être résiliée, par le ou les maîtres d'ouvrage ou l'Anah, de manière unilatérale et anticipée, à l'expiration d'un délai de 6 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception à l'ensemble des autres parties. La lettre détaillera les motifs de cette résiliation. L'exercice de la faculté de résiliation ne dispense pas les parties de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

Article 11 – Transmission de la convention

La convention de programme signée et ses annexes sont transmises aux différents signataires, ainsi qu'au délégué de l'agence dans la région et à l'Anah centrale en version PDF.

Fait en xx exemplaires à xx, le jj/mm/aa

Pour le maître d'ouvrage,

Pour l'État,
Le Préfet du Gard,

Didier MARTIN

Pour la Communauté d'agglomération du Gard Rhodanien,

Pour l'Anah,
Le délégué de l'Agence dans le département,

Didier MARTIN

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL64_2015-DE
Reçu le 21

Annexes

Annexe 1. Périmètres de l'opération et/ ou liste des immeubles adressés
Annexe 2. Tableau récapitulatif des actions et financements (à titre indicatif à la date de conclusion de la convention) de l'ensemble des partenaires
Annexe 3 : Tableau récapitulatif des objectifs quantitatif en matière d'habitat
Annexe 4. Tableau de suivi des objectifs et indicateurs de la convention
Annexe 5. (Optionnel) Liste des immeubles prioritaires faisant l'objet du volet copropriété
Annexe 6. Liste des immeubles ou ilots nécessitant un recyclage foncier via des opérations de restructuration foncière ou immobilière

	2015		2016		2017		2018		2019		2020		TOTAL	
	Prévu	**Financé**	**Prévu**	**Financé**	**Prévu**	**Financé**	**Prévu**	**Financé**	**Prévu**	**Financé**	**Prévu**	**Financé**	**Prévu**	**Financé**
PARC PRIVE Logements indignes et très dégradés traités (hors aides aux syndicats)	**10**		**12**		**12**		**12**		**12**		**12**		**70**	
dont logements indignes PO	0		1		1		1		1		1		**5**	
dont logements indignes PB	0		1		1		1		1		1		**5**	
dont logements très dégradés PO	3		3		3		3		3		5		**20**	
dont logements très dégradés PB	7		7		7		7		7		5		**40**	
Logements de propriétaires bailleurs (hors LHI et TD)	**4**		**4**		**4**		**7**		**7**		**9**		**35**	
dont travaux d'amélioration des performances énergétiques	2		2		2		3		3		3		**15**	
dont logements moyennement dégradés	2		2		2		4		4		6		**20**	
Logements de propriétaires occupants (hors LHI et TD)	**6**		**6**		**6**		**7**		**9**		**11**		**45**	

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL64_2015_DE
Reçu le 21/07/2015

dont aide pour l'autonomie de la personne	1		5		1		5		1		5		2		5		2		7		3		8		**10**	**35**		
dont travaux de lutte contre la précarité énergétique																												
Nombre de logements traités dans le cadre d'aides aux syndicats de copropriétaires dont logements indignes et très dégradés																												
Total des logements PO bénéficiant de l'aide du FART	8		10		9		11		9		11		9		13		11		13		14		12		**60**	**70**		
Total des logements PB bénéficiant de l'aide du FART																												
Total des logements traités dans le cadre d'aides aux SDC bénéficiant de l'aide du FART																												
RHI – THIRORI													18				18				18				**54**			

Total droits à engagements ANAH	455 213 €		455 213 €		755 213 €		455 213 €		455 213 €		455 213 €		**3 031 278 €**			
Total droits à engagement Etat/FART (indicatif)	34 000 €												**34 000 €**			

Répartition des logements par niveaux de loyer conventionnés (PB hors CST)																						
dont loyer intermédiaire	2		2		2		3		3		3		**15**			
dont loyer conventionné social	7		7		7		8		8		8		**45**			

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL64_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

dont loyer conventionné très social	2		3		3		4		4		4		**20**	

PARC PUBLIC														
Nombre de logements neufs financés en PLUS					6		6						**12**	
Nombre de logements neufs financés en PLAI					2		2						**4**	
Nombre de logements en acquisition-amélioration financés en PLUS					4		4						**8**	
Nombre de logements en acquisition-amélioration financés en PLAI					3		3						**6**	
Nombre de logements en PALULOS communale														
Autres partenaires														

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL65_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°65/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 61
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 12
Nombre de délégués absents : 2

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, , Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Catherine LAVIOS, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Francine JULLIEN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Aziza GRINE à Catherine LAVIOS, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE.

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET.

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL65_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

OBJET : Modification du Contrat Local de Santé du Gard rhodanien.

Vu la Délibération n°21/2015 du 7 avril 2015 autorisant le Président à signer le Contrat Local de Santé qui reprendra les missions et les moyens engagés pour la coordination de l'Atelier Santé Ville dans la limite des crédits inscrits au budget,

Considérant que l'Agence Régionale de Santé du Languedoc-Roussillon, engagée dans la fusion avec l'Agence Régionale de Santé de Midi-Pyrénées ne pourra pas renégocier de contrat durant la période de transition, et propose donc un avenant de prolongation à l'ensemble des Contrats Locaux de Santé du Languedoc-Roussillon afin de sécuriser le financement sur une période suffisante,

Considérant que les partenaires du contrat notent sur le territoire des indicateurs défavorables en ce qui concerne la continuité des soins, en particulier un vieillissement important des médecins généralistes, et souhaitent organiser un traitement spécifique de cette question,

Le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- de prolonger la durée du contrat pour le porter de un à trois ans,
- de créer un axe de travail prioritaire supplémentaire concernant l'organisation des soins primaires afin de construire des réponses permettant de garantir la continuité des soins.

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

CONTRAT DE VILLE

DU GARD RHODANIEN

2015-2020

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

SOMMAIRE

PREAMBULE 5

I LE CADRE STRATEGIQUE DU GARD RHODANIEN : 11
Le pilier cohésion sociale : 11
Le pilier emploi et développement économique : 12
Le pilier cadre de vie et renouvellement urbain : 15

II LE TERRITOIRE : 17

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU GARD RHODANIEN 17
Le territoire 18
Les compétences 19
Les services de l'agglo 19
Un projet de territoire en construction : 25
Contexte économique du Gard rhodanien 27
Le portrait du territoire en matière de santé 29

LA COMMUNE DE BAGNOLS SUR CEZE 31
Géographie physique et humaine de la ville de Bagnols-sur-Cèze 32
La géographie prioritaire à Bagnols-sur-Cèze 40
Les enjeux dans le quartier prioritaire : 44

LA COMMUNE DE PONT-SAINT-ESPRIT 57
Présentation générale : 57
L'organisation 62
La définition du cadre stratégique 67

III L'ORGANISATION : 96
Les signataires : 96
La participation des habitants : 97
La gouvernance : 97
Les référents : 98
Le pilotage du contrat de ville 100

IV LE SUIVI ET L'EVALUATION : 104
Le bilan annuel des actions : 104
Le rapport annuel de réalisation 104
L'évaluation finale 104

ANNEXES 105
ANNEXE I : L'INTERVENTION DE LA CAISSE DES DEPOTS 105
ANNEXE II : LETTRE D'ENGAGEMENT HABITAT DU GARD 107
ANNEXE IV : REGION LANGUEDOC ROUSSILLON PORTER A CONNAISSANCE POLITIQUE DE LA VILLE 123
ANNEXE V : CIRCULAIRE 30 JUILLET 2014 PREMIER MINISTRE 129
ANNEXE VI : CIRCULAIRE 15 OCTOBRE 2014 MINISTRE DE LA VILLE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS 132
ANNEXE VII : APPEL A PROJET 2015 145

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

PREAMBULE

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 développe une ambition forte pour les quartiers populaires et renouvelle durablement les outils d'intervention de la politique de la ville, à travers :

- Une nouvelle géographie prioritaire simplifiée et mieux ciblée,
- Un contrat unique intégrant les dimensions sociale, urbaine et économique,
- Une action publique qui se déploie à l'échelle intercommunale et mobilise tous les partenaires concernés,
- La mobilisation prioritaire du droit commun de l'Etat et des collectivités territoriales,
- La participation des habitants à la co-construction des contrats et à leur pilotage.

Extraits de la LOI n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine

POLITIQUE DE LA VILLE
Article 1er

I. – La politique de la ville est une politique de cohésion urbaine et de solidarité, nationale et locale, envers les quartiers défavorisés et leurs habitants.
Elle est conduite par l'Etat, les collectivités territoriales et leurs groupements dans l'objectif commun d'assurer l'égalité entre les territoires, de réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants.
Elle est mise en oeuvre au moyen des contrats de ville prévus à l'article 6, qui intègrent les actions relevant des fonds européens structurels et d'investissement et s'articulent avec les contrats de plan conclus entre l'Etat et la région.
Elle mobilise et adapte, en premier lieu, les actions relevant des politiques publiques de droit commun et, lorsque la nature des difficultés le nécessite, met en oeuvre les instruments qui lui sont propres.
Elle s'inscrit dans une démarche de coconstruction avec les habitants, les associations et les acteurs économiques, s'appuyant notamment sur la mise en place de conseils citoyens, selon des modalités définies dans les contrats de ville, et sur la coformation.
Elle vise, en tenant compte de la diversité des territoires et de leurs ressources, à :

1o Lutter contre les inégalités de tous ordres, les concentrations de pauvreté et les fractures économiques, sociales, numériques et territoriales ;

2o Garantir aux habitants des quartiers défavorisés l'égalité réelle d'accès aux droits, à l'éducation, à la culture, aux services et aux équipements publics ;

3o Agir pour le développement économique, la création d'entreprises et l'accès à l'emploi par les politiques de formation et d'insertion professionnelles ;

4o Agir pour l'amélioration de l'habitat ;

5o Développer la prévention, promouvoir l'éducation à la santé et favoriser l'accès aux soins ;

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

6o Garantir la tranquillité des habitants par les politiques de sécurité et de prévention de la délinquance ;

7o Favoriser la pleine intégration des quartiers dans leur unité urbaine, en accentuant notamment leur accessibilité en transports en commun, leur mixité fonctionnelle et urbaine et la mixité de leur composition sociale ; elle veille à ce titre à la revitalisation et la diversification de l'offre commerciale dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville ;

8o Promouvoir le développement équilibré des territoires, la ville durable, le droit à un environnement sain et de qualité et la lutte contre la précarité énergétique ;

9o Reconnaître et à valoriser l'histoire, le patrimoine et la mémoire des quartiers ;

10o Concourir à l'égalité entre les femmes et les hommes, à la politique d'intégration et à la lutte contre les discriminations dont sont victimes les habitants des quartiers défavorisés, notamment celles liées au lieu de résidence et à l'origine réelle ou supposée.

GEOGRAPHIE PRIORITAIRE
Article 5
I. – Les quartiers prioritaires de la politique de la ville sont situés en territoire urbain et sont caractérisés par :

1o Un nombre minimal d'habitants ;

2o Un écart de développement économique et social apprécié par un critère de revenu des habitants. Cet écart est défini par rapport, d'une part, au territoire national et, d'autre part, à l'unité urbaine dans laquelle se situe chacun de ces quartiers, selon des modalités qui peuvent varier en fonction de la taille de cette unité urbaine.

CONTRAT DE VILLE
Article 6
I. – La politique de la ville est mise en oeuvre par des contrats de ville conclus à l'échelle intercommunale entre, d'une part, l'Etat et ses établissements publics et, d'autre part, les communes et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre concernés. Ces contrats sont signés par les départements et les régions.
Ces contrats peuvent également être signés par la Caisse des dépôts et consignations, les organismes d'habitations à loyer modéré mentionnés à l'article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation, les sociétés d'économie mixte mentionnées à l'article L. 481-1 du même code, les organismes de protection sociale, les chambres consulaires et les autorités organisatrices de la mobilité.

Ils sont signés dans l'année du renouvellement général des conseils municipaux. Ils entrent en vigueur le 1er janvier de l'année suivante pour une durée de six ans. Les contrats qui ne peuvent être signés dans le délai prévu le sont, au plus tard, l'année suivant celle du renouvellement général des conseils municipaux. Dans ce cas, leur entrée en vigueur est décalée d'une année et leur durée est de cinq ans. Ils sont actualisés tous les trois ans si la rapidité des évolutions observées le justifie.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Sur la base d'un projet de territoire coproduit et partagé à l'échelle intercommunale, les signataires du contrat de ville s'engagent, dans le cadre de leurs compétences respectives, à mettre en oeuvre les actions de droit commun concourant à la réalisation des objectifs énoncés au I de l'article 1er de la présente loi.

Sur le territoire intercommunal, l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de politique de la ville est chargé du diagnostic du territoire, de la définition des orientations, de l'animation et de la coordination du contrat de ville et, dans le cadre défini par ce dernier, de la mise en oeuvre des actions relevant de ses compétences et de celles de portée intercommunale.

Sur le territoire de la commune, le maire est chargé, dans le cadre de ses compétences, de la mise en œuvre du contrat de ville et contribue aux actions des autres signataires selon des modalités définies par le contrat de ville.

Une instance de pilotage est instituée en vue de l'élaboration, de la mise en oeuvre et de l'évaluation du contrat de ville. Son organisation et son fonctionnement sont précisés par les signataires du contrat de ville.

Les objectifs des contrats de ville s'inscrivent dans les orientations définies à l'échelle intercommunale par l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre avec les communes ou, à défaut, par la commune, pour le développement de leur territoire.

IV. – Les contrats de ville élaborés sur les territoires comprenant un ou plusieurs quartiers prioritaires de la politique de la ville fixent :

1o Les **objectifs**, notamment chiffrés, que les signataires s'engagent à poursuivre dans le cadre des domaines mentionnés à l'article 1er de la présente loi ;

2o La **nature des actions à conduire** et, le cas échéant, les modalités opérationnelles de leur mise en oeuvre ;

3o Les **moyens humains et financiers** mobilisés au titre des politiques de droit commun, d'une part, et des instruments spécifiques de la politique de la ville, d'autre part ;

4o Les **moyens d'ingénierie** pour l'élaboration, la conduite et l'évaluation du contrat de ville ;

5o Les **indicateurs** permettant de mesurer les résultats obtenus. Outre les indicateurs disponibles au niveau national pour chaque quartier prioritaire, les contrats de ville incluent des indicateurs et éléments d'appréciation qualitative issus de l'observation locale ;

6o La structure locale **d'évaluation** chargée de mesurer et d'évaluer ces résultats selon la méthodologie nationale élaborée par l'Observatoire national de la politique de la ville, à laquelle tous les signataires du contrat communiquent leurs données. Ils fixent les orientations et le cadre de référence pour la passation des conventions mentionnées au I de l'article 10-3 de la loi no 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Ces contrats intègrent les actions prévues par l'ensemble des plans, schémas ou contrats visant les quartiers prioritaires ainsi que les politiques thématiques concernées par la politique de la ville, de manière à en garantir la cohérence.

Les objectifs spécifiques de la politique de la ville visant les quartiers prioritaires sont pris en considération par les plans et schémas de planification en matière d'aménagement, d'habitat, de cohésion sociale et de transports ainsi que par les contrats conclus par les collectivités territoriales et leurs groupements, dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat, lorsque ces plans, schémas et contrats incluent, en tout ou partie, un ou plusieurs quartiers prioritaires de la politique de la ville et lorsque leur élaboration ou leur révision générale est postérieure à la promulgation de la présente loi.

Les contrats de ville constituent une des dimensions territoriales des contrats conclus entre l'Etat et les régions en application du chapitre III du titre Ier de la loi no 82-653 du 29 juillet 1982 portant réforme de la planification.

CONSEIL CITOYEN
Article 7

I. – Un conseil citoyen est mis en place dans chaque quartier prioritaire de la politique de la ville, sur la base d'un diagnostic des pratiques et des initiatives participatives.

Le conseil citoyen est composé, d'une part, **d'habitants tirés au sort** dans le respect de la parité entre les femmes et les hommes et, d'autre part, de **représentants des associations et acteurs locaux**.

Ces conseils citoyens sont associés à l'élaboration, à la mise en oeuvre et à l'évaluation des contrats de ville.
Des représentants du conseil citoyen participent à toutes les instances de pilotage du contrat de ville, y compris celles relatives aux projets de renouvellement urbain.
Les conseils citoyens exercent leur action en toute indépendance vis-à-vis des pouvoirs publics et inscrivent leur action dans le respect des valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité, de laïcité et de neutralité.

Dans ce cadre, l'Etat apporte son concours à leur fonctionnement.

Le représentant de l'Etat dans le département, après consultation du maire et du président de l'établissement public de coopération intercommunale concernés, reconnaît la composition du conseil citoyen et accorde, si besoin est, la qualité de structure porteuse du conseil citoyen à une personne morale chargée d'assurer le fonctionnement du conseil citoyen.

Les contrats de ville définissent un lieu et des moyens dédiés pour le fonctionnement des conseils citoyens ainsi que des actions de formation. Le conseil citoyen peut faire appel à des personnalités extérieures en raison de leur expertise dans les domaines relevant de leur compétence.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Les modalités d'application du présent article sont précisées par un arrêté du ministre chargé de la ville. Cet arrêté détermine, en particulier, les garanties de représentativité et d'autonomie des conseils citoyens.

II. – L'article L. 2143-1 du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :
« Dans chaque commune soumise à l'obligation de création d'un conseil de quartier, le maire peut décider que le conseil citoyen prévu à l'article 7 de la loi no 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine se substitue au conseil de quartier. »

La démarche d'élaboration des contrats de ville de nouvelle génération est présentée dans la **circulaire du Premier Ministre n°5729/SG du 30 juillet 2014** (annexe V) pour les 1 300 quartiers de la nouvelle géographie prioritaire, elle s'articule autour de trois piliers :

1/ **Le pilier « cohésion sociale »,** avec pour objectifs prioritaires le soutien aux familles monoparentales et la solidarité entre générations. Ce pilier assurera un investissement supplémentaire dans les domaines de la petite enfance, de l'éducation, de la prévention, de la délinquance, de la santé, de la culture et du développement des activités physiques et sportives. Il organisera une stratégie territoriale d'accès aux droits et aux services, de promotion de la citoyenneté par l'apprentissage du français et de la lutte contre les discriminations. Il prévoira les mesures de soutien aux associations de nature à les faire bénéficier du « choc de simplification ».

2/ **Le pilier « cadre de ville et renouvellement urbain »,** dans l'objectif d'une amélioration tangible de la vie quotidienne des habitants, en particulier de ceux qui résident dans le logement social. Les contrats de ville programmeront les créations d'équipements, la mobilité dans le parc résidentiel et l'installation de nouvelles activités dans le quartier. Ils détailleront les initiatives prise pour l'amélioration des relations entre la police et la population. Dans les territoires éligibles au nouveau programme national de renouvellement urbain, que ce soit au titre des projets d'intérêt national ou au titre des projets d'intérêt local, les contrats détermineront les objectifs de transformation du quartier et de mixité sociale, et intègreront les conventions d'application signées ultérieurement avec l'agence nationale pour la rénovation urbaine.

3/ Le **pilier « développement de l'activité économique et de l'emploi »,** avec pour objectifs la réduction de moitié sur la durée du contrat des écarts de taux d'emploi entre les territoires prioritaires et l'agglomération de référence, en particulier au bénéfice des jeunes. Les contrats de ville assureront la présence de Pôle emploi et des missions locales, mobiliseront de manière quantifiée les contrats aidés et les aides à l'emploi pour les jeunes issus des quartiers, et développeront le soutien à l'entreprenariat. Le dispositif des « clubs jeunes ambition », qui obtient des résultats probants sur plusieurs sites pilote, sera étendu. Ce pilier pourra mobiliser les engagements financiers de la Caisse des dépôts et consignations, ceux du programme des investissements d'avenir et l'intervention de l'EPARECA en faveur du développement de l'activité économique et commerciale.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

La **circulaire du Ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports du 15 octobre 2014** (annexe VI) précise les modalités opérationnelles d'élaboration des contrats de ville. Les nouveaux contrats de ville constituent un cadre unique reposant sur trois piliers : social, urbain et économique. Trois axes transversaux devront se décliner dans chacun des trois piliers et l'ensemble du contrat : la **jeunesse, l'égalité entre les femmes et les hommes, et la prévention de toutes les discriminations**.

S'agissant de la jeunesse, les objectifs chiffrés portant sur les emplois d'avenir et sur les contrats aidés seront dans la mesure du possible complétés d'objectifs portant sur d'autres dispositifs tels que les contrats d'apprentissage, les clauses d'insertion ou les bénéficiaires du service civique.

S'agissant de l'égalité entre les femmes et les hommes, des données sexuées devront être identifiées pour tous les axes d'intervention du contrat et des actions mises en œuvre pour corriger les inégalités persistantes pour les femmes : mobilisation des contrats aidés, du Fonds de Garantie pour l'Initiative des Femmes ; introduction d'un critère de mixité dans les critères de sélection des actions soutenues ; développements d'outils spécifiques comme les marches exploratoires.

S'agissant de la prévention de toutes les discriminations, les outils du cadre de référence pourront être mobilisé et notamment le « *testing* ».

Les contrats de ville s'appuient sur un **diagnostic local partagé sur la situation des quartiers prioritaires au sein de leur ville et de leur agglomération**, permettant de définir les priorités locales qui structureront le futur contrat, en articulation étroite avec le projet stratégique de territoire élaboré par les élus. Le contrat est au service du projet. A ce titre, les grands objectifs nationaux seront, pour chaque pilier, complétés et adaptés par les acteurs des territoires pour tenir compte des spécificités de chaque quartier. Une attention particulière sera portée à l'identification de ces priorités, qui doivent être en nombre restreint afin de ne pas diluer l'action.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

I LE CADRE STRATEGIQUE DU GARD RHODANIEN :

Les orientations et les objectifs opérationnels visent à réduire les inégalités territoriales entre les habitants des quartiers prioritaires et ceux des autres territoires du Gard rhodanien. Ils s'inscrivent dans le cadre des priorités nationales définies par la loi de programmation du 21 février 2014 pour la ville et la cohésion sociale :

Les trois piliers du contrat

La cohésion sociale,
Le cadre de vie et renouvellement urbain,
Le développement de l'activité économique et de l'emploi.

Les 3 axes transversaux:

La jeunesse
La lutte contre les discriminations
L'égalité entre les femmes et les hommes

Les conseils citoyens

La mobilisation des politiques de droit commun

<u>Le pilier cohésion sociale</u> :

Les actions visent à réduire la pauvreté, à tisser le lien social et à renforcer la solidarité entre les générations. Elles s'attachent à répondre tout particulièrement aux besoins des familles monoparentales, des jeunes et des personnes âgées, catégories surreprésentées dans la plupart des quartiers en politique de la ville. Elles visent l'exercice de la citoyenneté et l'égalité réelle d'accès aux droits.

Dans le cadre des conventions interministérielles, le **programme de réussite éducative** favorise une intervention éducative, culturelle, sociale, sanitaire, en dehors du temps scolaires, afin de construire avec les jeunes et leurs familles un parcours de réussite, au carrefour de l'approche individuelle et de l'approche collective.

- **éducation et maitrise de la langue** : les actions seront développées et mises en œuvre dans le cadre des dispositifs du **Programme Réussite Educative** et du **Projet Educatif de Territoire** de chaque commune, elles pourront s'appuyer sur le **Réseau d'Ecoute d'Appui et d'Accompagnement des Parents** et le **Contrats Locaux d'Accompagnement à la Scolarité**.

Les orientations prioritaires portent sur :

Développer la maitrise de la langue
Lutter contre les violences
Mettre en place des réponses adaptées et innovantes en faveur des enfants en difficulté scolaire et éducatives
Lutter contre le décrochage scolaire
Accompagner les jeunes dans leurs projets portant des valeurs de citoyenneté et d'ouverture culturelle
Favoriser le vivre ensemble et l'intergénérationnel
Favoriser l'accès de tous les enfants à l'offre éducative du territoire
Améliorer la concertation entre les acteurs éducatifs du territoire

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Diversifier l'offre éducative en fonction des besoins spécifiques des publics en précarité
Soutenir la parentalité

- **présence judiciaire de proximité :** les actions seront développées et mises en œuvre dans le cadre du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance de chaque commune en lien avec la Maison de Justice et du Droit du Gard rhodanien.

Les orientations prioritaires portent sur :

Lutter contre les actes d'incivilité
Lutter contre les violences notamment celles faites aux femmes.
Accompagner et soutenir les jeunes en grande fragilité repérée pouvant basculer dans la délinquance.

- Culture et Sport: les actions seront développées et mises en œuvre dans le cadre des orientations du **Projet Educatif Territorial** et des programmes et équipements culturels et sportifs des communes et de la communauté d'agglomération.

Les orientations prioritaires portent sur :

Favoriser les pratiques culturelles et sportives des jeunes et des publics précaires.
Améliorer l'accès à l'information culturelle et sportive.
Lutter contre les représentations.

- Accès aux droits : les actions seront développées et mises en œuvre en s'appuyant sur les dispositifs de la Maison de Justice et du Droit du Gard rhodanien, notamment le Service d'Ecriture Publique, et sur les dispositifs sociaux.

Les orientations prioritaires portent sur :

Favoriser un meilleur accès aux droits pour les publics précaires.
Développer le recours à la médiation.
Améliorer l'accès à l'information.

- Santé : les actions seront développées et mises en œuvre dans le cadre des orientations du Contrat Local de Santé selon huit axes de travail identifiés dans le cadre d'un diagnostic partagé : Nutrition, Santé Mentale, Addictions, Santé des jeunes, Personnes âgées, Personnes handicapées, Accès aux soins et aux droits, Organisation des soins primaires.

Les orientations prioritaires portent sur :

Favoriser la mise en réseau des professionnels.
Renforcer la prévention.
Faciliter l'accès aux soins des populations les plus fragiles

<u>Le pilier emploi et développement économique :</u>

L'action publique en faveur de l'emploi et du développement économique vise à réduire de moitié sur la durée du contrat de ville l'écart de taux d'emploi entre les quartiers prioritaires de la politique de la ville et les autres territoires, notamment pour les jeunes, à promouvoir l'offre de travail, par le soutien aux acteurs économiques, la

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

promotion de l'initiative privée et l'attractivité du territoire et à lever les freins d'accès à l'emploi, marchand en priorité, notamment pour les jeunes et les femmes.

Le Service public de l'Emploi de Proximité animé par la Préfecture du Gard renforce le pilotage des politiques publiques au plus près des besoins locaux.

Dans le cadre de sa compétence économique, la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien a porté la réflexion concernant ce pilier. Elle s'est appuyée sur :

- Un diagnostic territorial réalisé par le cabinet OHL mandaté et financé par la en partenariat avec la Caisse des Dépôts et Consignations,

- La mobilisation lors des groupes de travail du 5 mars 2015 et du 1er avril 2015, des partenaires suivants :
    - L'Agglomération du Gard rhodanien
    - La Commune de Bagnols-sur-Cèze
    - La Commune de Pont-Saint-Esprit
    - La DIRECCTE
    - Pôle Emploi
    - Cap Emploi
    - Conseil Régional
    - Conseil Départemental
    - CCI de Nîmes
    - CMA du Gard
    - Caisse de dépôt et de Consignation
    - Initiative Gard
    - Airdie
    - Boutique de Gestion du Gard
    - Cité des Métiers

Les actions seront notamment développées et accompagnées dans le cadre des plans d'actions de la Mission Locale Jeunes et de la Maison de l'Emploi du Gard Rhodanien, présidées par la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien.

Elles s'articulent autour de 3 orientations stratégiques, déclinées en 7 objectifs opérationnels. La liste des actions à l'intérieur de chaque objectif opérationnel est non limitative, et est susceptible d'être enrichie au cours de la vie du contrat.

Orientation stratégique : FAVORISER L'ACCES A L'EMPLOI DES PUBLICS FRAGILISES

Objectif opérationnel : Renforcer les actions de détection des publics en difficulté

- Renforcer la présence physique de la mission locale auprès des publics, notamment au centre Pont-saint Esprit, en y développant de nouveaux lieux d'accueil et en augmentant les horaires d'accueil ;
- S'appuyer sur les réseaux sociaux pour recréer du lien les jeunes publics éloignés de l'emploi ;
- Développer et animer un réseau des partenaires techniques (institutionnels et associatifs), afin d'engager des actions concertées de détection et d'orientation des jeunes dans les dispositifs de droit commun.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Objectif opérationnel : agir sur les obstacles à l'employabilité et à la mobilité professionnelle des publics fragilisés

- Renforcer les actions individuelles d'accompagnement sur les postures et compétences professionnelles ;
- Développer des actions associant accompagnement à l'obtention du permis de conduire et acquisition de « savoirs de base » ;
- Renforcer l'offre de mobilité: location sociale de moyen terme, soutien au développement d'usages partagés (co-voiturage).

Objectif opérationnel : développer les parcours individualisés et les actions collectives adaptées d'accompagnement vers l'emploi

- Développer les actions d'immersion professionnelle pour les publics fragilisés ;
- Renforcer le travail d'accompagnement individualisé vers l'emploi, dans le cadre notamment du programme IEJ et tous les dispositifs de droits commun d'accompagnement global et intensif des jeunes notamment la garantie jeune, l'AIJ et l'accompagnement global de Pôle emploi.
- Renforcer les actions de mise en relation et de communication sur les opportunités d'emploi (actions avec les filières économiques, job-datings, présentation des dispositifs d'accompagnement création d'entreprises).
- Soutenir les chantiers éducatifs

Orientation stratégique : AGIR POUR AMELIORER L'ADEQUATION ENTRE BESOINS DES ENTREPRISES ET LES COMPETENCES

Objectif opérationnel : renforcer les liens avec les entreprises locales et améliorer la compréhension de leur besoins

- Développer et soutenir les réseaux d'entreprises locales ;
- Accompagner les réseaux sur les projets de Gestion Prévisionnelle des Emploi et des Compétences.
- Encourager la mobilité professionnelle et sensibiliser le public aux filières d'activité qui recrutent.

Objectif opérationnel : adapter l'offre de formation aux besoins du territoire

- Améliorer la connaissance des besoins locaux de formation ;
- Développer les moments d'immersion professionnelle.

Orientation stratégique : SOUTENIR LA DYNAMIQUE ECONOMIQUE DES ENTREPRISES DU TERRITOIRE, en particulier dans les domaines des Structures d'Insertion par l'Activité Economique et de l'Economie Sociale et Solidaire

Objectif opérationnel : Mettre les projets du renouvellement urbain au service du développement économique et de l'inclusion sociale

- Généraliser les clauses d'insertion dans les marchés publics de travaux ;
- Développer la dynamique d'Insertion par l'Activité Economique / Economie Sociale et Solidaire autour projets d'aménagements prévus au contrat (renouvellement urbain, maisons de quartier, projet de l'hôtel Dieu à Pont-Saint-Esprit…), en travaillant notamment sur les spécificités liées à la rénovation en secteur sauvegardé (Pont-Saint-Esprit) ;
- Etudier l'opportunité et la viabilité d'une régie de quartier.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Objectif opérationnel : Soutenir le commerce et la création d'entreprise

- Créer des aménités à même de favoriser l'attractivité des quartiers en Politique de la Ville et notamment du centre Bourg de Pont-Saint-Esprit (stationnement, cheminement, signalétique, aménagements urbains…).
- Engager des actions en faveur de la modernisation des commerces existants.
- Maintenir et amplifier le soutien à l'installation de commerces
- Renforcer les dispositifs d'accompagnement à la création d'entreprise, dans le cadre du guichet unique
- Favoriser l'installation d'entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire.
- Favoriser la transmission et la reprise d'entreprise.

Le pilier cadre de vie et renouvellement urbain :

Les actions relevant du pilier « cadre de vie et renouvellement urbain » visent à améliorer de façon visible et concrète la vie quotidienne des habitants des quartiers prioritaires.

Les actions seront développées et mises en œuvre dans le cadre des dispositifs de renouvellement urbain, notamment dans le cadre du protocole du Programme National de Renouvellement urbain pour la ville de Bagnols-sur-Cèze et de l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat pour la commune de Pont-Saint-Esprit, des dispositifs de gestion urbaine de proximité et de la participation des habitants au sein des conseils citoyens et des maisons de projets dans chaque commune.

- tranquillité publique : les actions seront développées et mises en œuvre dans le cadre du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance de chaque commune.

Les orientations prioritaires portent sur :

Favoriser le vivre ensemble par la dynamique des conseils citoyens
Améliorer le cadre de vie par des actions d'aménagements résidentiels et de requalification des espaces publics.
Développer les animations dans les quartiers notamment les animations culturelles mettant en valeur le patrimoine.
Favoriser la cohésion en développant les liens interquartier.
Soutenir et générer les projets associatifs dans les quartiers.

- transports : les actions seront développées et mises en œuvre dans le cadre des schémas de transport communaux et intercommunaux.

Les orientations prioritaires portent sur :

Développer un projet urbain intégrant les quartiers, les espaces et équipements publics et les déplacements doux.
Améliorer l'intégration urbaine des quartiers en supprimant les discontinuités.

- Habitat : les actions seront développées et mises en œuvre dans le cadre des projets urbains soutenus par l'Agence nationale pour l'Amélioration de l'Habitat et de l'Agence Nationale pour le Renouvellement Urbain.

Les orientations prioritaires portent sur :

Engager un renouvellement urbain par des opérations d'amélioration de l'habitat et de démolition/reconstruction à l'échelle du territoire.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Soutenir et développer la mixité des générations et des fonctions.
Rénover et développer les équipements.
Favoriser l'accès aux services et aux droits.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

II LE TERRITOIRE :

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU GARD RHODANIEN

Créée en 2013, la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien est issue de la fusion de cinq Communautés de communes (Rhône-Cèze-Languedoc, Cèze Sud, Valcèzard, Val de Tave et Garrigues Actives), mais également de l'extension à trois communes, Lirac, Tavel et Issirac. Cette agglomération est effective depuis le 1er janvier 2013. C'est la troisième Communauté d'agglomération créée dans le département du Gard, en terme de population, elle se positionne après celles de Nîmes Métropole et du Grand Alès.

Située au Nord-Est du département du Gard, au carrefour de trois départements du Vaucluse, de l'Ardèche et de la Drôme et de trois régions du Languedoc-Roussillon, de Rhône-Alpes et de Provence-Alpes-Côte d'Azur, cette nouvelle Communauté d'agglomération de 611 km2, regroupe 42 communes pour 68 232 habitants. La ville-centre est Bagnols-Sur-Cèze, 3ème ville du Gard (18 538 habitants). Son territoire représente l'un des plus grands pôles économiques de la région Languedoc Roussillon, du fait notamment de la présence d'une filière nucléaire, de nombreuses activités industrielles, et aussi d'une filière agricole essentiellement viticole de haute qualité. Un patrimoine naturel et culturel est également fortement présent sur l'ensemble du périmètre de la Communauté d'agglomération.



PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Le territoire

Un Territoire Touristique

Le territoire du Gard rhodanien présente de nombreux atouts qui contribuent à la variété de l'offre touristique :

- Un tourisme vert avec le développement d'activités de plein air et la préservation des espaces naturels,
- Un tourisme rural avec la mise en place d'une véritable offre oenotouristique,
- Un tourisme industriel,
- Un tourisme culturel (deux Musées départementaux : Albert André à l'hôtel de ville de Bagnols-sur-Cèze et d'Arts sacrés à la Maison des Chevaliers de Pont-Saint-Esprit et plus de 51 monuments historiques).

Le territoire est positionné au cœur de destinations touristiques d'envergure internationale (Avignon, Nîmes, le Pont du Gard, l'Aven d'Orgnac, la grotte Chauvet) et est constitué notamment d'un patrimoine culturel riche autour de trois communes classées parmi les plus beaux villages de France (La Roque-sur-Cèze, Ayguèze et Montclus) et un secteur sauvegardé dans le centre de Pont-Saint-Esprit.

Un Territoire Vert

C'est un territoire attractif avec un cadre naturel de vie remarquable. Il se compose de 55,6% de zones naturelles, 38% de zones agricoles et 6,4% de zones urbaines.
Un territoire d'eau avec 4 cours d'eau majeurs : un fleuve, le Rhône et trois rivières, l'Ardèche, la Cèze et la Tave.
Des espaces naturels boisés préservés avec des périmètres d'intérêt écologiques nombreux. Un patrimoine paysager riche, où les espaces naturels et agricoles jouent un rôle essentiel dans l'identité du territoire.

Un Territoire à la fois Agricole et Industriel

Un territoire dont le positionnement lui confère une attractivité économique certaine au sein de la vallée du Rhône.

Secteur agricole

Le territoire a une forte connotation agricole :

- Il est composé à 38 % de surfaces agricoles en majorité viticoles,
- L'activité agricole représente 28% du tissu économique en Gard rhodanien (contre 18% au niveau du département).

Secteur Industriel

Les entreprises de l'industrie (6% des établissements du territoire) représentent à elles seules 18% des emplois. Ce secteur s'appuie sur la présence de grands groupes industriels. Pôle industriel nucléaire majeur (1er bassin industriel régional), élément d'attractivité important et producteur d'emplois qualifiés et relativement stables.
Spécificités : recherche nucléaire, démantèlement / assainissement et biochimie, industrie métallurgique, industrie agroalimentaire...

Un Territoire à la fois Urbain et Rural

Bagnols-sur-Cèze est la première ville de l'Agglomération avec 18 349 habitants, Pont-Saint-Esprit la deuxième avec 10 640 habitants et Laudun-l'Ardoise la troisième

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

avec 5 851 habitants. Les 39 autres communes de l'Agglomération comptant moins de 2 000 habitants.

Les compétences

La Communauté d'agglomération du Gard rhodanien exerce des compétences qui **touchent au quotidien la population** du territoire :

- Des compétences relatives au Développement Économique et à l'Emploi avec la mise en place d'un guichet unique pour les entreprises, la gestion des zones d'activités pour accueillir de nouvelles entreprises,
- Des compétences autour de la jeunesse et de l'enfance, avec les multi-accueils (crèches), les accueils de loisirs, ou encore l'enseignement artistique avec le Conservatoire et les écoles de musique,
- La collecte des ordures ménagères sur l'ensemble du territoire,
- La politique Touristique avec les Offices de Tourisme, la création des sentiers de randonnées, l'organisation de manifestations de promotion (Visites insolites, Histoires de clochers, « En mai, fais ce qu'il te plaît ! »),
- Une politique sportive et culturelle d'envergure avec l'accueil et le soutien de grandes manifestations, la mise en place d'une saison culturelle, l'accompagnement des associations du territoire (labélisation de clubs),
- Une démarche environnementale avec la réalisation d'un Plan Climat Energie, la mise en place d'actions de promotion du développement durable auprès des plus jeunes,
- Des actions de solidarités (épicerie solidaire) et de Santé (journées d'information et de prévention),
- La protection des populations aves des systèmes d'alerte téléphonique à la population et la réalisation de Plans Communaux de Sauvegarde,
- Et bien d'autres axes d'action dans l'Agriculture, le Commerce, l'Aménagement du territoire, les transports.

Les services de l'agglo

(www.gardrhodanien.com)

- **Pôle des Moyens Généraux :** Marchés publics et achats, Ordures ménagères, Moyens Techniques.
- **Pôle Aménagement et Attractivité du Territoire** : Environnement et Infrastructures, Tourisme, Culture, Sport, Patrimoine.
- **Pôle Aménagement urbain et Habitat :** Schéma de Cohérence Territoriale, Programme Local de l'Habitat, Urbanisme.
- **Pôle Développement Économique :** Guichet Unique, Action Economique et Grands Projets, Emploi et Insertion, Agriculture, Management de Proximité.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

- **Pôle Enfance, Jeunesse et Loisirs** : Petite Enfance, Loisirs Enfants, Loisirs Jeunes, Enseignements artistiques.
- **Pôle Solidarités et Politique de la Ville :** Action Sociale, Santé, Maison de la Justice et du Droit, Politique de la ville.

Développer le commerce et le service public de proximité dans les zones rurales



Consciente de l'importance à la fois économique et sociale de la présence des commerces de proximité, la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien a souhaité se doter des compétences nécessaires pour mener à bien les actions nécessaires au soutien de ses activités en territoire rural.

Ainsi, afin de lutter contre la désertification en milieu rural et pallier aux manques, la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien travaille aujourd'hui sur le projet de soutenir l'ouverture de points de vente multiservices dans ses villages. Ce soutien se fera, si et seulement si, les biens et services proposés par ce point de vente ne viennent pas concurrencer l'offre déjà existante dans le village et secteur géographique proche.

Ce projet vient en appui des filières courtes puisque l'approvisionnement des points de vente se fera prioritairement par les producteurs locaux.

Concrètement, ces nouveaux points de vente dans les villages pourront proposer, en fonction des spécificités locales ou besoins :

- Vente (multiservices) de produits de nécessité : alimentaires et non alimentaires

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

- Développement des services (public) de proximité
- Vente de produits de terroir : artisanat, alimentaires, autres
- La création d'un lieu de vie : expositions et manifestations culturelles, espace de jeux, etc.

Zones d'activités

L'Agglomération dispose de nombreuses zones d'activités et de deux parcs régionaux d'activités économiques. Elle est en capacité de gérer le foncier actuellement disponible. La Communauté d'agglomération est porteuse ou partenaire de grands projets d'infrastructures pour organiser l'avenir du territoire : le site économique de l'Ardoise, le projet Astrid, le développement de nouvelles filières et l'émergence d'un pôle régional de valorisation des sites industriels. Les zones d'activités du territoire sont réparties le long des axes structurants :

Plateforme nucléaire de Marcoule (8 entreprises, 3900 emplois, 180 ha).
Parc régional d'activités économiques Antoine Lavoisier : 150 emplois sur 20 ha (FM LOGISTIC), 86 ha disponibles.
Parc Marcel-Boiteux (5 entreprises, 300 emplois, 5ha)
Port de l'Ardoise (68 entreprises, 1500 emplois, >200 ha)
Zones d'activités locales à vocation mixte (>150 ha)
ZI de l'Ardoise : 1 410 emplois sur 105 ha
Site FERROPEM : 120 emplois sur 15 ha
Site AREF (ex. UGINE) : 108 ha dont 60 ha reconvertibles à court ou moyen terme et 5 ha de périmètre portuaire ré-aménageable.



La carte des Zones d'Activités

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Environnement

En préservant et en améliorant notre cadre de vie dans le respect de l'environnement et les conditions de développement durable, la communauté d'agglomération du Gard rhodanien.

- développe des actions de sensibilisation à l'environnement,
- s'engage dans l'élaboration de son Plan Climat Energie Territoriale pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'adaptation aux changements climatiques,
- anime le site Natura 2000 « Forêt de Valbonne » en menant des actions pour la préservation de la biodiversité d'intérêt européen.

Les grands projets de l'agglomération du Gard rhodanien

Le Centre d'Excellence Numérique (Labélisé Pole d'Excellence Rurale)

Le Centre d'Excellence Numérique en Territoire Rural est projet d'aménagement économique du territoire par l'outil numérique. Il est un outil au service des entreprises, des indépendants, des structures de formation et des citoyens du territoire. Le projet implique notamment la construction d'un bâtiment qui réunira dans un espace multifonctionnel, adapté aux besoins des entreprises : un équipement numérique de qualité, des systèmes de captage et de création vidéo, un espace de formation, un espace d'accueil et une scène numérique. Il est ainsi une réponse à la demande d'immobilier professionnel en zone rurale, via la mise à disposition d'un espace de co-working, d'un studio de création, d'un Fab Lab et d'une salle de visioconférence. Il représente aussi une alternative au télé travail à domicile pour les salariés et les entrepreneurs solo. La création d'une plateforme technologique de production numérique et de design permettra le développement et la concrétisation de formations et la réalisation de projets pilotes dans ce secteur (entreprises/formations/étudiants) dont les besoins sur le territoire ont été identifiés. Outre la construction d'un bâtiment, le projet implique la création d'un portail territorial à destination du grand public et des professionnels et des applications mobiles (tablettes et smartphones) sont en cours de développement. Ce projet favorisera également le développement des e-services publics et de l'e-administration. Le dernier point du projet consiste en l'implantation de bornes wifi donnant l'accès à internet gratuitement sur les lieux touristiques du territoire (lieux de visite, centre villages...) en lien direct avec le portail territorial, véritable vitrine numérique touristique du territoire. Ainsi ce projet place l'ambition numérique au cœur du développement économique du territoire en complémentarité et en renforcement des secteurs industriel, agricole et touristique. Ce projet participe au désenclavement des espaces ruraux et favorise l'émergence de nouvelles pratiques liées au numérique avec l'objectif de renforcer l'attractivité et la compétitivité économique du Gard rhodanien.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

La Maison multi-loisirs verts

Située sur la commune de Saint André de Roquepertuis, la Maison d'accueil Multi Loisirs Verts répondra à une carence d'espace d'accueil de groupe sur notre territoire. D'une capacité d'hébergement de cinquante lits, accessible aux personnes à mobilité réduite, le bâtiment sera idéalement situé à proximité des sites d'activités de pleine nature : Rivières Cèze et Ardèche, sentiers de randonnée (à pied, en vélo ou à cheval), grottes. En plus d'être un levier au développement du tourisme de plein air, il aura également pour vocation le développement économique du territoire avec la création de produits touristiques (pack découverte sur 2 ou 3 jours) à destination d'un public diversifié, déclinés sous différentes thématiques (sport, œnotourisme, culture, patrimoine,) pour optimiser le taux de remplissage et réduire la saisonnalité.

L'Ardoise ECO FRET (LEF)

L'Ardoise ECO FRET est une plateforme multimodale pour le développement économique et durable du territoire. La particularité de l'espace économique de Laudun-L'Ardoise réside dans la nature du foncier économique à mobiliser, constitué d'un ancien site industriel embranché fer sur un axe stratégique méridional fret, doté des énergies nécessaires à tout type d'activités économiques, de parcs d'activités, de réserves foncières et d'un port, à proximité immédiate, au cœur d'un espace dont la vocation d'économie productive a permis d'ancrer de vrais savoirs faire et un bassin d'emplois de premier choix. Un consensus se dégage sur l'intérêt de développer une organisation intermodale sur le site d'Arcelor-Mittal, avec la possibilité d'installation d'équipements et de professionnels de l'intermodalité pour utiliser les réseaux existants. La validation de l'ensemble des avis et orientations publiées sur et autour du site appartenant à Arcelor-Mittal, réalisés dans le cadre d'une concertation Etat/Région et collectivités gardoises depuis 2012 ouvre une dernière phase : celle de la réalisation.

La Rhodanienne

La première tranche de travaux de la déviation de Laudun-L'Ardoise s'intègre plus globalement dans l'aménagement de la Rhodanienne (liaison RN86/580 entre Pont-Saint-Esprit et l'A9 à Roquemaure via Bagnols-sur- Cèze). Dans sa première tranche, cette déviation assurera une nouvelle liaison routière bidirectionnelle d'environ 2,2 km de part et d'autre de la RN580 existante entre le carrefour d'accès à France logistique au PR 12 100 et le carrefour d'accès au port de l'Ardoise (RN580-Route du Port) au PR 9 890. Après mise en service, cette nouvelle infrastructure supportera le trafic d'échange nord-sud du Gard Rhodanien (RN86/580) et assurera via le réseau secondaire RD9 et voies communale les dessertes locales des pôles économiques et multimodaux (LEF). Ainsi, la première tranche de travaux de la déviation de Laudun-L'Ardoise permettra de répondre pour le trafic de transit aux besoins de continuité de la liaison RN86/580 entre Pont-Saint-Esprit et l'A9 via Bagnols-sur-Cèze. La nouvelle infrastructure supprimera le passage à niveau n°38 et délestera la commune de Laudun-L'Ardoise dans sa traversée (notamment par la suppression du franchissement du carrefour à feux RN580/RD9). En outre, de part ses raccordements au sud et au nord sur la RN580 existante et sur la RD9 à proximité de la gare SNCF, la déviation permettra également d'assurer la desserte locale via le réseau viaire. La déviation de Laudun-L'Ardoise est compatible avec la Rhodanienne qui à terme

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

sera une route express à 2x2 voies avec échangeurs giratoires. La dépense prévisible de l'opération a été estimée à 30 000 000 € TTC (valeur janvier 2013) niveau avant-projet.

Développement économique :

Aujourd'hui, de nombreux projets (création, recherche de foncier, location, transmission, aides, conseils, études, etc.), ont pour objectif la création d'emploi. La collectivité élabore un schéma directeur qui propose une vision structurante de notre avenir économique.

Cet avenir passe par :

- le développement de nouvelles filières d'activité,
- l'amélioration de nos infrastructures et de nos dessertes (routières, portuaires, ferroviaires, numériques…)
- le développement de notre notoriété auprès des investisseurs potentiels
- l'accompagnement des entreprises et la facilitation de l'implantation de projets économiques, issus des acteurs locaux ou émanant d'investisseurs que nous aurons su attirer.

Cet accompagnement, ce sont surtout des outils et des lieux d'accueil.

- Des outils tout d'abord, avec un service du développement économique qui englobe également l'agriculture, les services, l'emploi, le commerce et la mise en place d'un guichet unique pour favoriser les démarches des porteurs de projet.
- Des lieux d'accueil également avec des zones d'activité spécialisées et requalifiées avec la plateforme nucléaire de Marcoule, deux parcs régionaux d'activités économiques, le Port de l'Ardoise et des zones en cours de requalification.

Emploi et formation :

L'attractivité économique d'un territoire auprès des entreprises s'articule notamment autour de sa capacité à développer la compétence des salariés et de les accompagner dans le recrutement des nouveaux collaborateurs.

L'Agglomération finance et soutient deux structures concourant à cet objectif :

- **La Maison de l'Emploi du Gard rhodanien** (MDE) qui œuvre, au travers d'un observatoire, à identifier les enjeux en terme de compétences des salariés des entreprises, garant de leur développement économique. La MDE, en associant à ses travaux les services de l'Etat, le service public de l'emploi et les entreprises locales, permet la réalisation d'actions concrètes sur le Gard rhodanien.

- **La Mission Locale Jeunes du Gard rhodanien** (MLJ) qui accueille les jeunes de 16 à 25 ans majoritairement sortis du système scolaire. Son offre de services se décline selon plusieurs axes :
    - Accueil, orientation, information,
    - Formation en lien avec le Conseil Régional,
    - Accès à l'emploi en lien avec Pôle Emploi,
    - Accès au logement, accès au droit et à la santé.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

La MLJ intervient auprès des entreprises locales en faisant la promotion des dipositifs spécifiques au public jeune : contrat d'apprentissage, emploi d'avenir,...

Le guichet unique de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien

- Situé à la Maison de l'Entreprise de Bagnols-sur-Cèze, le guichet unique se veut un lieu ressource pour les créateurs d'activités et la traduction concrète d'une stratégie de territoire au service de l'emploi.

- Avec la création de cet espace, la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien renforce l'attractivité de son territoire en favorisant l'implantation, le développement et le soutien aux entreprises, par la mise en place d'un outil qui réunit les compétences d'acteurs majeurs de l'économie locale avec notamment la présence de l'ensemble des organismes et chambres consulaires.

- Le guichet unique recueille les demandes des porteurs de projet, chefs d'entreprise ou salariés, oriente vers les professionnels adéquats et les organismes dont ils dépendent et établit un suivi des projets. Des réponses, du conseil et des compétences sont apportés quant à la création, reprise, transmission, recherche de foncier, achat, location.

Un projet de territoire en construction :

Les principaux outils d'organisation du développement territorial sont en cours d'élaboration ou en phase de diagnostic : Plan Local de l'Habitat, Schéma de Cohérence Territoriale, les enjeux pour un développement harmonieux et équilibré du territoire alimentent la construction du projet de territoire et impactent les orientations du contrat de ville, notamment en matière de réduction des inégalités sociales et territoriales, d'urbanisation, de développement économique, d'équipements et de transports.

Le SCoT fixe les grandes orientations en matière d'organisation de l'espace et permet ainsi de garantir un équilibre entre les zones habitées, industrielles, touristiques, agricoles et naturelles.

Instauré par la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU), il est un outil privilégié de l'aménagement de l'espace. Il sert également de cadre de référence au projet de développement durable du territoire qui doit répondre à une triple exigence : renforcer l'attractivité des territoires, améliorer la qualité de vie des habitants et économiser les ressources naturelles.

Les principaux enjeux issus du diagnostic du SCOT.

Relancer l'attractivité économique
Le Gard Rhodanien s'est développé au cours des dernières décennies principalement par la venue de nouvelles populations attirées par les possibilités d'emplois : l'industrie constitue le premier pilier de l'économie de ce territoire. Cette attractivité se ralentit actuellement, et les moindres créations d'entreprises et

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

d'emplois incitent les jeunes actifs à s'éloigner du territoire. Le développement économique a été surtout tiré par une mono-industrie, le nucléaire : aussi, un enjeu important sera de proposer des conditions favorables à la diversification des activités en tirant profit des acquis techniques et de l'important volume d'emploi déjà présent.

Accompagner les évolutions de l'agriculture et de la ruralité
Le deuxième pilier de l'économie du Gard Rhodanien est l'agriculture, basée sur une quasi monoculture : la viticulture. Les développements tirés de la qualité de son terroir et de l'amélioration des pratiques vinicoles, apparaissent aujourd'hui limités en raison de plusieurs facteurs : filière viticole peu organisée, pression foncière accrue. Enfin, les possibilités d'autres cultures sont limitées en raison de la faiblesse des réseaux d'irrigation. Par ailleurs les nouveaux habitants d'origine urbaine, tendent à modifier les conditions de vie en milieu rural. Un enjeu du SCOT sera d'accompagner ces mutations pour conserver les activités agricoles-viticoles et la ruralité très forte auxquels beaucoup sont attachés.

Maitriser l'étalement urbain et les déplacements
L'urbanisation récente a été principalement diffuse et dispersée avec une priorité donnée à l'habitat individuel. La forte consommation d'espaces qui accompagne cette forme d'urbanisation porte atteinte aux espaces naturels (paysage, environnement) et aux espaces agricoles (mitage). De plus, la dispersion des habitations et leur éloignement des centres villes ou villages, accroissent les déplacements individuels et complexifient l'organisation des transports publics. Un enjeu du SCOT sera de définir de nouvelles formes d'urbanisation et de localiser préférentiellement les extensions urbaines en vue de réduire les consommations d'espaces et d'améliorer la gestion des mobilités notamment en exploitant les potentialités de l'axe structurant Pont-Saint-Esprit – Bagnols-sur-Ceze – Laudun.

Assurer une meilleure qualité du cadre de vie
La dispersion géographique, l'éloignement de certains villages, les différents niveaux de vie, les diverses situations sociales, les situations face aux risques font naitre autant d'attentes multiples. Un enjeu du SCOT sera de chercher à répondre à ces différentes attentes pour accroitre la qualité de vie. Pour cela, des réponses seront à trouver en matière d'équipements publics, de services à la personne, de commerces de proximité, d'habitat social, de transports publics.

Mettre en valeur les espaces et les paysages remarquables
Le Gard Rhodanien regorgent de nombreux sites remarquables mais ce n'est pas une destination touristique en soi : c'est plutôt un territoire d'accès aux sites emblématiques situés alentours. L'enjeu est donc tout autant d'effectuer les nécessaires préservations de ce patrimoine naturel que de valoriser son potentiel afin de contribuer à l'attractivité touristique du territoire et d'améliorer la qualité du cadre de vie de ses habitants.

Les questions du développement durable (économie – social - environnement):
- quel positionnement du Gard Rhodanien ?
- quelle structuration de son territoire ?
- quelle urbanisation à venir ?

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Le positionnement du territoire cherchera à définir un redéploiement économique et un développement touristique permettant de créer une identité attractive au Gard Rhodanien, tout en préservant l'essor des activités agricoles.

La structuration visera à définir les rôles et les fonctions des différentes parties du territoire ainsi que les relations entre les villes principales et les communes de moindre importance, notamment en matière d'équipement, de commerce et de transport.

L'urbanisation proposera en conséquence des localisations préférentielles, des formes urbaines économes d'espaces et adaptées aux besoins des différentes populations, des dispositions favorables à la préservation de l'environnement et à l'amélioration du cadre de vie de ses habitants.

Contexte économique du Gard rhodanien

Une **situation géographique stratégique** (au carrefour entre la vallée du Rhône et l'Arc Méditerranéen, dorsale ferroviaire de qualité et position en bordure du Rhône) **mais une accessibilité et des déplacements médiocres** (infrastructures routières à l'écart des grand axes de circulation, vieillissantes, congestionnées, déficit de l'offre en transports collectifs) - un **dynamisme démographique** (+1,5% an entre 1999 et 2007) **et urbain cachant une situation sociale hétérogène** (disparités géographiques Nord / Sud-aire avignonnaise).

Une **création d'entreprises dynamique** (notamment dans les secteurs de la construction, de l'immobilier/location/services aux entreprises, du commerce de détail ,...) **mais un emploi industriel en difficulté** (Gard Rhodanien - 1er bassin industriel régional.

Une croissance de l'économie tertiaire / résidentielle.

Une **concentration du risque en terme de ressource fiscale** (fort poids fiscal au regard du département mais importantes disparités territoriales en terme de fiscalité).

Un **foncier économique qui présente des lacunes** : 33 zones d'activités – 760 ha - +450 ha à destination des entreprises et mobilisables à moyen/long termes. Néanmoins, l'offre en foncier directement commercialisable est faible et de nombreuses zones sont à requalifier (dont la Zone d'Activité de Berret).

Une **offre commerciale qui s'est développée** (bonne structuration de l'appareil commercial du Gard Rhodanien) **mais qui nécessite des améliorations** (diversification de l'offre commerciale, notamment en matière d'équipements de la maison et d'équipements de culture et de loisirs).

Source : PLU 2013 - Diagnostic territorial du Gard Rhodanien–2009–CCI Nîmes

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Les enjeux économiques du Gard rhodanien

Une étude a été réalisée en 2009 avec la collaboration de chefs d'entreprise en vue de définir des **orientations fortes** de développement afin d'assurer le devenir économique du bassin du Gard Rhodanien :

1 - **Optimiser l'accessibilité du territoire** :

- **compléter le réseau d'infrastructures de transport** (mise en 2x2 voies de la N580, réalisation de la déviation de Bagnols et Laudun, franchissement de la Cèze, amélioration de la signalétique notamment pour les zones d'activités).
- **améliorer les transports collectifs** au sein du territoire et avec les agglomérations voisines.
- **optimiser le transport de marchandises.**

2 - **Promouvoir l'offre foncière économique**

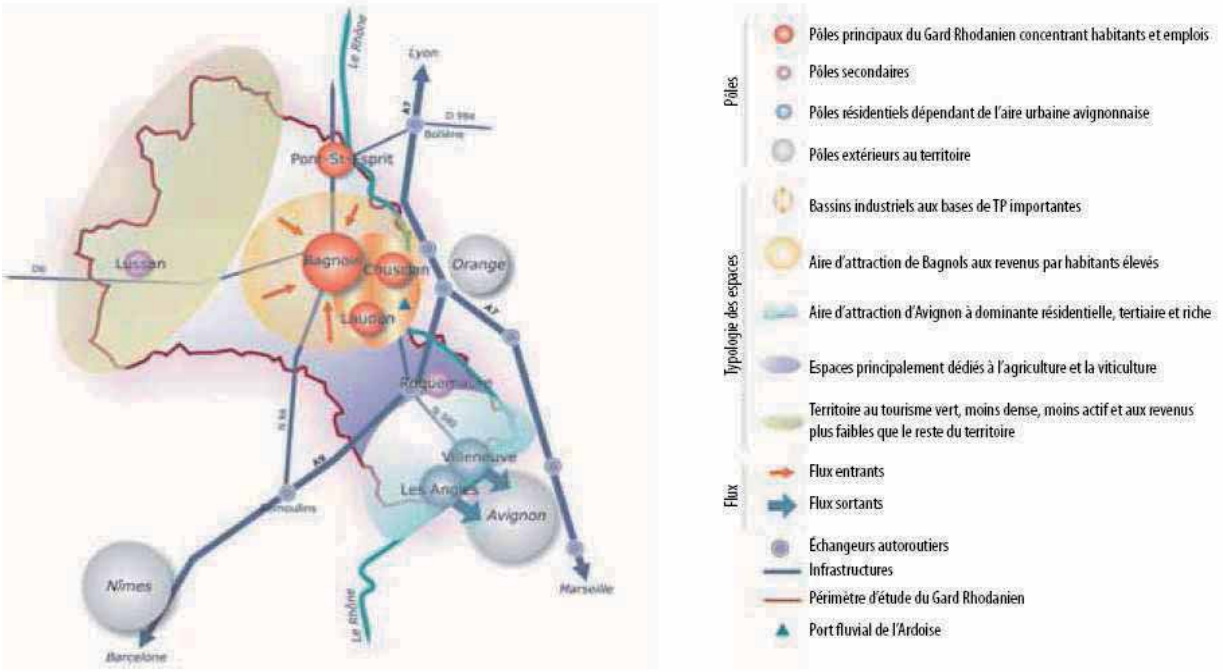
- **Organiser le développement et la promotion de l'offre foncière à destination des entreprises.**

3 – Garantir un niveau de services et d'équipement commercial de qualité

- **Promouvoir l'élaboration d'un Document d'aménagement Commercial.**
- **Améliorer l'accessibilité des commerces de centres-villes.**
- **Organiser la mise en réseau des acteurs du commerce, de l'animation et du tourisme.**

4 – Les ressources humaines comme facteur clé du développement des entreprises

- **faciliter le recrutement des entreprises du Gard Rhodanien** (évolution de l'offre en formation).
- **Renforcer les Ressources Humaines pour une meilleure compétitivité des entreprises**



Source : Développement économique du Gard Rhodanien / Contribution des chefs d'entreprise–2009–CCI Nîmes

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Le portrait du territoire en matière de santé

Peu de données sont disponibles **à l'échelle du territoire**. Les **taux de natalité et de mortalité** sont **dans la moyenne**. Comme en région, les **jeunes** sont confrontés à la **souffrance psychique** et aux **addictions**. Les projections prévoient une **augmentation particulièrement importante de la dépendance des personnes âgées** dans les années à venir

La **prévalence** du **surpoids et de l'obésité** est **moindre** que dans d'autres régions mais les **enfants** et les **publics précaires** sont particulièrement **vulnérables**.

Le **recours** au programme national de **dépistage organisé** est équivalent à celui du département pour le cancer colorectal, légèrement plus élevé pour le cancer du sein. Le travail de recherche engagé par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie a mis en évidence **de nombreuses situations de renoncement aux soins**, avec des causes multiples et une hypothèse sur l'éloignement des services à vérifier.

En ce qui concerne les ressources du territoire, **les professionnels de santé** sont **moins nombreux** mais en nombre suffisant, toutefois inégalement répartis sur le territoire. On constate un **vieillissement des médecins généralistes** et une accessibilité moindre certaines spécialités, en particulier au Nord et à l'ouest du territoire ou les pharmacies sont également peu nombreuses.

De nombreux établissements de soins sont présents sur le territoire et le recours aux structures des territoires limitrophes est fréquent.

Dans le secteur du **handicap l'offre est diversifiée**, elle s'est améliorée pour le **maintien à domicile des enfants** mais les **files actives** restent **importantes**. Le **taux d'équipement** est **inférieur à la moyenne régionale** et il n'existe **pas d'ITEP**. Pour les **adultes**, on retrouve **moins de places en établissement et en accueil de jour** qu'au niveau régional et national

Dans le secteur des **personnes âgées**, un **taux d'équipement inférieur à la moyenne nationale**, il est à noter des **améliorations dans le fonctionnement des établissements** mais des **freins à l'adaptation aux besoins.**

Les **ressources** dans le domaine de **l'action sociale** sont nombreuses et les professionnels ont des **habitudes de travail en partenariat.**

Les **structures d'accueil de la petite enfance** sont **bien réparties sur le territoire.**

On retrouve **plusieurs solutions d'hébergement pour les personnes en difficulté** mais **pas de Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale.**

Concernant les **dynamiques autour des actions de prévention et d'éducation pour la santé** on retrouve un **fort investissement des services municipaux**, **plusieurs instances de coordination** articulées ainsi qu'un **collectif d'acteurs** riche d'expérience sur la prévention du **mal-être et du suicide des jeunes.**

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

La politique santé de la communauté d'agglomération du Gard rhodanien

Depuis 2007, la ville de Bagnols-sur-Cèze porte un **Atelier Santé Ville**, qui a été intégré à la Communauté d'Agglomération dès sa création en 2013. En 2015, la communauté d'agglomération du Gard a créé un **Contrat Local de Santé** qui remplace le dispositif de l'Atelier Santé Ville et porte le volet santé du contrat de ville sur un territoire plus large et dans un cadre plus global du droit commun.

La Communauté d'Agglomération accompagne l'action des associations financées au niveau départemental voire régional intervenant sur le territoire, propose un soutien méthodologique aux acteurs du territoire et met en œuvre une politique en direction des femmes victimes de violence.

La Communauté d'Agglomération s'investit également sur des projets touchant un large public, comme la campagne de promotion du dépistage du cancer du sein Octobre Rose, la journée « bien vieillir », lancement de la semaine bleue, la réduction des risques pendant les manifestations (festivals), l'opération un fruit à la récré qui a été mise en place dans l'ensemble des écoles du territoire.

Les priorités de santé de la Communauté d'Agglomération

- Maintenir et développer les dynamiques existant sur le territoire et coordonner leurs activités,
- Accompagner les projets émergents en réponse aux besoins repérés,
- Articuler les politiques de santé et créer de la cohérence entre les besoins et attentes locaux et les priorités de santé départementales, régionales et nationales.

Certains sujets apparaissent dès aujourd'hui comme nécessitant un approfondissement du diagnostic, car ils font déjà l'objet de dynamiques en place ou que des problématiques ont été repérées par les partenaires du Contrat Local de Santé.

- Nutrition
- Santé Mentale
- Addictions
- Santé des jeunes
- Personnes âgées
- Personnes handicapées
- Accès aux soins et aux droits
- Organisation des soins primaires

Source Contrat Local de Santé du Gard Rhodanien

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

LA COMMUNE DE BAGNOLS SUR CEZE

En 1959, quand le nouvel ensemble de Bagnols-sur-Cèze est récompensé par le Prix d'urbanisme du gouvernement français (décerné pour la première fois en France), 35 ha ont été déjà aménagés et la population de Bagnols est passée de 4 500 en 1956 à environ 12 000 habitants (la perspective étant alors d'atteindre le nombre de 18 000 habitants avec l'achèvement de la nouvelle ville).

Extrait du texte accompagnant les archives du fonds Candilis (236 Ifa) de la Cité du Patrimoine et de l'Architecture : "Les travaux de la nouvelle cité commencent en avril 1956, avec le lancement par le CEA, au quartier de « La Citadelle », d'une première tranche de 371 logements (terrain acheté en janvier 1956), en même temps qu'une commission spécialisée du plan (constituée principalement par R. Coquerel, urbaniste en chef du Ministère de la construction en mission spéciale, Ch. Delfante, urbaniste du plan régional, G. Candilis et son équipe) entreprend l'élaboration d'un projet d'ensemble pour l'extension de la ville, « capable de prendre le relais de cette première initiative ». Ainsi, la transformation d'un petit centre commercial et administratif d'une région agricole en une ville industrielle est devenue un objectif national, un véritable symbole de la reconstruction nationale.

Laurent Duport, architecte spécialiste de Le Corbusier et du mouvement architectural de la Team X, évoque la conception du nouvel ensemble urbain des Escanaux, à Bagnols-sur-Cèze, conçu par le cabinet d'architectes Candilis-Josic-Woods pour accueillir les employés du site de Marcoule, un des premiers sites nucléaires de France.

***Source Les 50 ans des Escanaux à Bagnols-sur-Cèze**. Laurent DUPORT (texte lu par Catherine Compain-Gajac). In colloque "Conservation, restauration de l'architecture du Mouvement Moderne : l'exemple de l'Université de Toulouse-Le Mirail de Georges Candilis" organisé par l'Université de Toulouse II-Le Mirail en partenariat avec les universités de Rennes 2 et Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Université Toulouse II-Le Mirail / Musée Les Abattoirs, 8-10 avril 2010.*

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

La ville centre de la communauté d'agglomération

La ville de Bagnols-sur-Cèze, troisième ville du Gard, est la ville centre de la communauté d'agglomération du Gard rhodanien en terme d'équipements, d'emploi et en nombre d'habitants, avec 18 349 habitants, soit 27 % de la population du territoire.

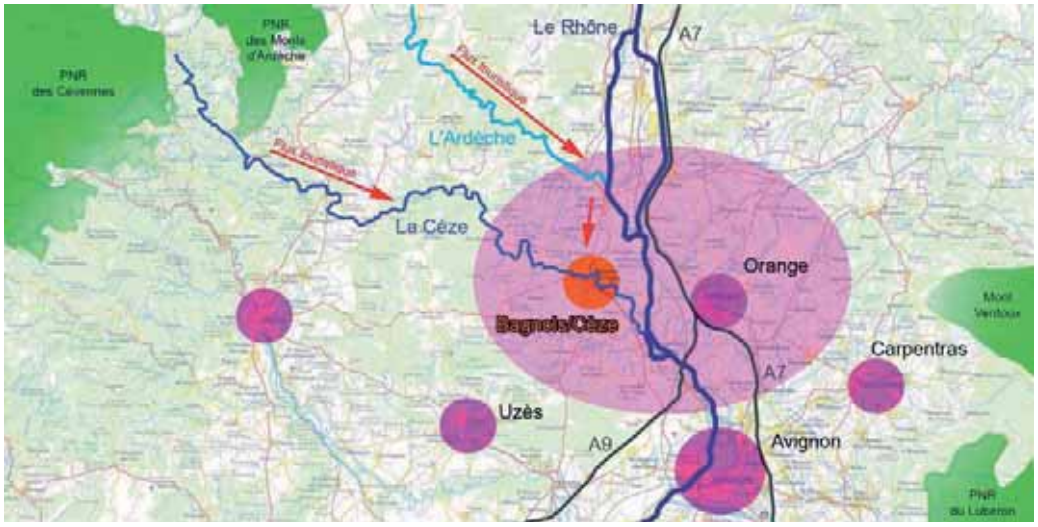
Géographie physique et humaine de la ville de Bagnols-sur-Cèze

La commune occupe une position centrale et stratégique dans la vallée de la Cèze. Elle est au carrefour des principaux réseaux de communications, autoroute, cours d'eau, voie ferrée.

Bagnols-sur-Cèze polarise l'ensemble des villages et villes alentours. En effet sa proximité immédiate avec les autoroutes A7 et A9, la RN 86 en provenance du Nord, route de liaison entre Lyon et Nîmes et axe de passage très fréquenté et la RN 580 qui rejoint Avignon, font de la commune un pôle très attractif de liaison entre la vallée du Rhône et la vallée de la Cèze. Ce potentiel est un véritable atout dans la stratégie de développement de la commune.

Bagnols-sur-Cèze est une étape incontournable dans le parcours qui rejoint la vallée du Rhône aux premiers reliefs cévénols.





source PLU 2013

Le fonctionnement de la commune est basé sur une position de carrefour, à la convergence de 3 axes majeurs RN86, RD8086, RN580 et la RD6. La ville est donc le support d'un fort transit, avec **deux ruptures** : la voie ferrée et la Cèze, dont les traversées sont difficiles et rares. **Le secteur d'équipements collectifs** est inscrit dans la tache urbaine. Il polarise une grande partie de la ville. Deux **pôles d'activités** sont localisés aux entrées Est et Nord, avec un développement au Sud, qui **tourne le dos à la Cèze.**

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Les équipements et espaces publics marquent :

- une importante **concentration** au niveau du centre-ville, en « couronne » du centre historique, de services et équipements de rayonnement intercommunal à l'échelle du canton.
- une **centralité** des services administratifs à l'échelle du bassin de vie

- une offre en équipements **scolaires de tous niveaux**. 3 écoles primaires (941 élèves et 41 classes) et 6 écoles maternelles (631 élèves 25 classes) Lycées et Collèges.

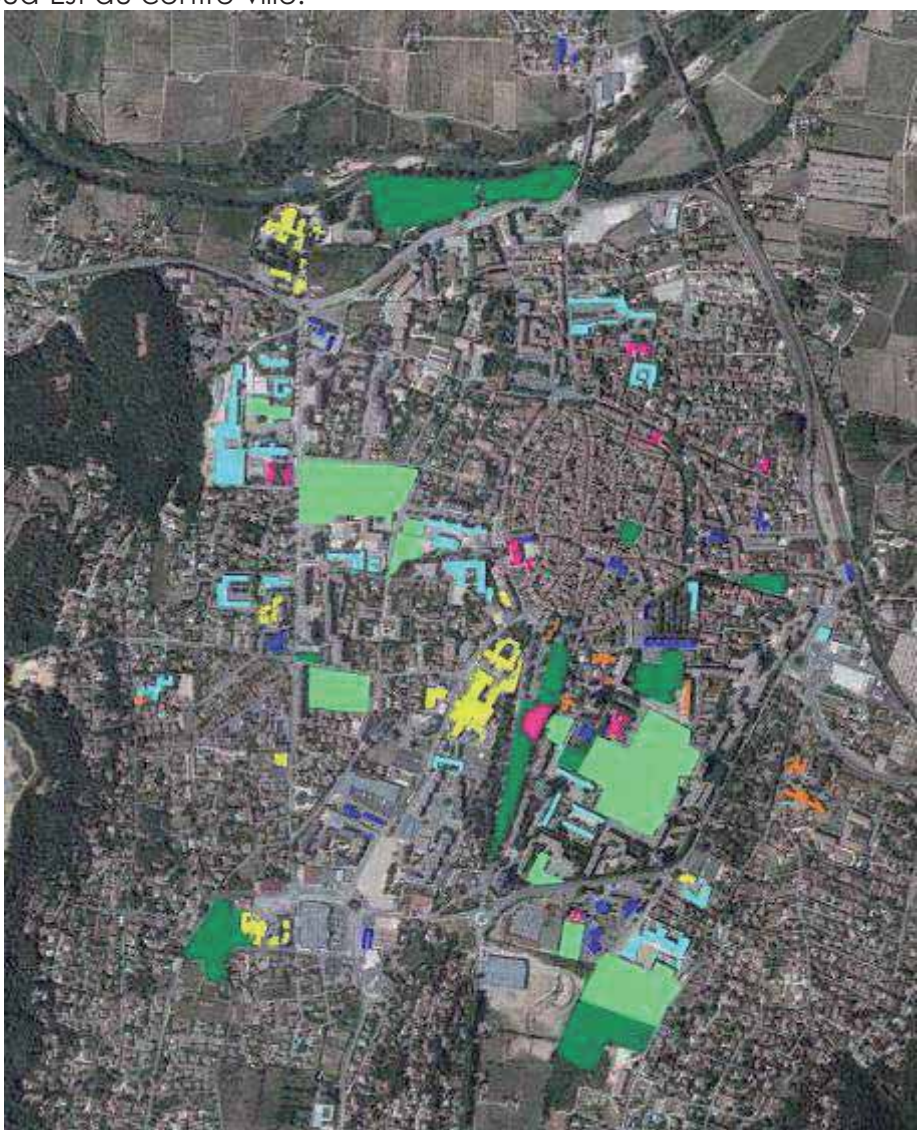
- une offre en équipements sportifs et de loisirs conséquente : plusieurs **pôles/centres sportifs**. Entre 130 et 169 places en centre de loisirs.

- des équipements **culturels peu nombreux**

- une offre en **équipements sanitaires et sociaux à conforter** : petite enfance, hébergement des personnes âgées...

- des **espaces verts/publics marquant les entrées** du centre historique et majoritairement au Sud-Est du centre-ville.

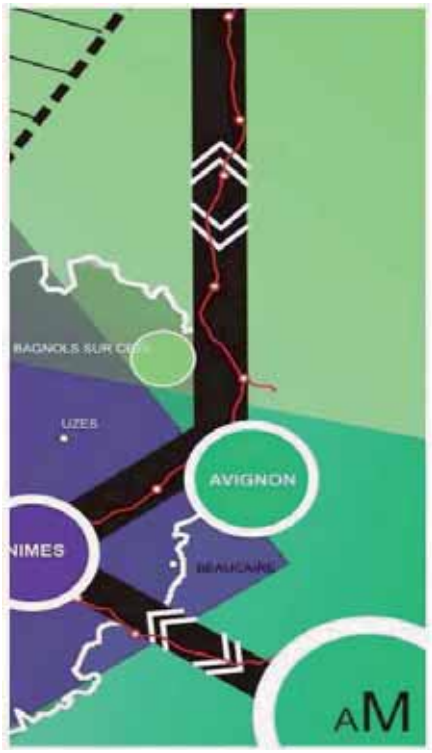
Localisation des équipements publics - source PLU 2013



PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Le 25 avril 2006, l'Assemblée Régionale a décidé le lancement du Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire du Languedoc Roussillon qui donne plusieurs orientations primordiales pour la ville de Bagnols-sur-Cèze et en fait une « **tête de pont** ». La qualification des « têtes de pont » est un maillon essentiel d'une stratégie visant à équilibrer les effets centrifuges exercés par les métropoles voisines. Il s'agit de doter les territoires interfaces des moyens de développement, en appui sur le dynamisme des régions voisines avec lesquelles ils sont en interaction permanente : **Bagnols-sur-Cèze** » avec la vallée du Rhône et avec l'agglomération d'Avignon.



Source SRADDT LR

Ces **têtes de pont** doivent développer des activités et des services afin d'être attractives en terme d'emploi et de ne pas devenir uniquement le lieu de résidence des actifs des régions limitrophes.

Pour ce faire, des coopérations devront se développer entre les régions limitrophes et les têtes de pont, assurant le rôle de "tête chercheuse" du développement régional.

La Région soutiendra les initiatives de coopération entre ces territoires et les régions voisines afin d'assurer la gestion durable d'un bassin de vie transrégional.

Cette dynamique profitera à un territoire élargi (**tête de pont – avant-pays**), et pas seulement aux villes " têtes de pont".

Les objectifs identifiés par le Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire du Languedoc Roussillon pour les têtes de pont du Gard rhodanien de façon que les têtes de ponts assurent une plus grande attractivité vis-à-vis des régions extérieures sont les suivants :

- maintien du rythme de **croissance démographique** constaté depuis dix ans,
- accélération du rythme de **croissance de l'emploi**.

A cet égard, le Gard rhodanien se situe dans un bassin de vie inter régional dans lequel il faut améliorer la quantité, la qualité, la localisation des **emplois**, des **logements** et des **services** (santé, formation, transports…).

Le **Plan d'Aménagement et de Développement Durable** intégré au **Schéma de Cohérence territoriale** affirme la polarité centrale de la ville de Bagnols-sur-Cèze.

Il s'agit d'appuyer l'identité et le développement du Gard Rhodanien grâce à la présence à **Bagnols-sur-Cèze** d'une centralité forte et attractive, qui conforte sa place dans le réseau des villes du delta Rhodanien-Méditerrannéen. Cet objectif passe par une stratégie de développement urbain pour la ville centre pour asseoir l'image de la ville dans le Gard et le couloir Rhodanien en assurer le rayonnement

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

commercial, tertiaire et culturel et en accélérant la reconquête résidentielle de la ville pour accueillir de nouveaux habitants.

Pour assurer une hiérarchisation du territoire 5 polarités ont été identifiées en fonction du niveau d'habitant, de services, d'équipement et d'économie présentielle :

Le pôle majeur : Bagnols-sur-Cèze

Le pôle principal : Pont-Saint-Esprit

Le pôle d'Equilibre : Laudun-l'Ardoise

Les pôles de proximité : Goudargues, Tavel, Connaux et Saint-Julien-de-Peyrolas

Les pôles villageois : 35 communes restantes



Le territoire doit se doter d'une offre commerciale hiérarchisée et lisible pour les habitants du Gard Rhodanien et des environs. Les zones d'activités s'inscriront dans une logique durable de gestion de l'espace et s'intégreront en priorité au sein des espaces urbains.

CONFIRMER ET STRUCTURER LE RÔLE COMMERCIAL DU PÔLE MAJEUR
SOUTENIR ET DÉVELOPPER L'OFFRE COMMERCIALE DU PÔLE PRINCIPAL
ASSEOIR LE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL DU PÔLE D'ÉQUILIBRE
ASSURER LA COMPLÉMENTARITÉ ENTRE PÔLES DE PROXIMITÉ
PERMETTRE LE DÉVELOPPEMENT DES PÔLES VILLAGEOIS

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

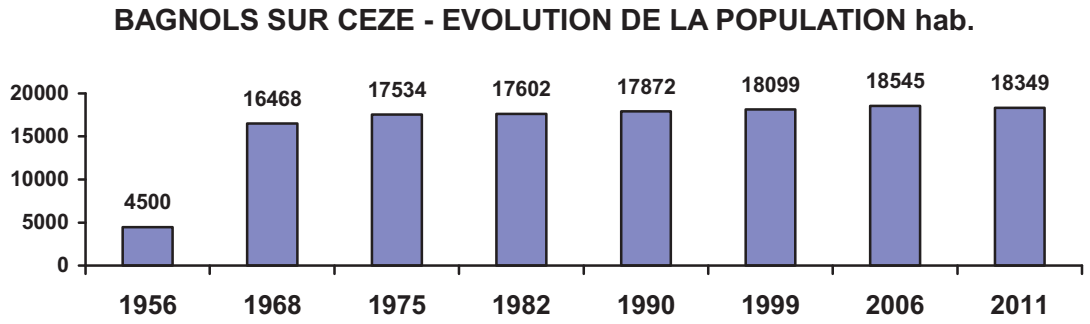
La démographie de la commune de Bagnols-sur-Cèze

La commune compte 18 349 habitants (sur la base du recensement partiel annuel INSEE 2011).

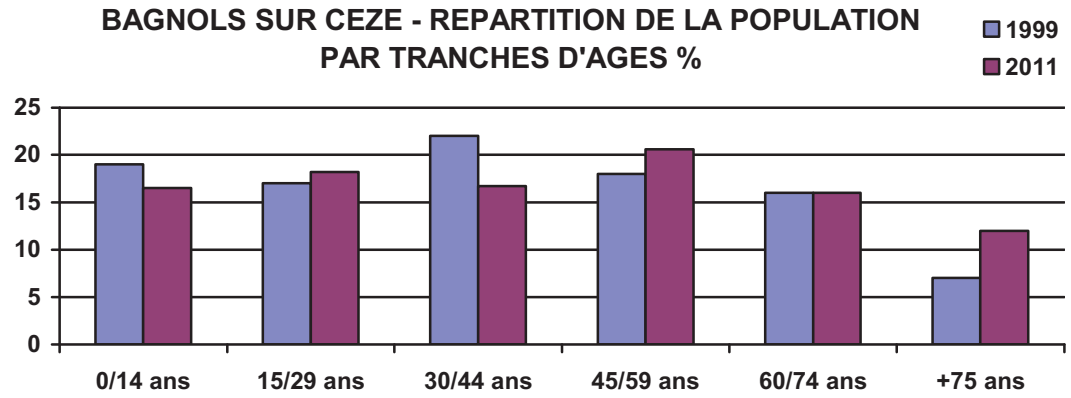
La commune connait une explosion démographique entre 1955 et 1960, liée au développement industriel de la vallée du Rhône, puis cette croissance s'infléchit, notamment par le phénomène de péri-urbanisation et le départ des populations du centre-ville vers les villages alentour. Le taux de variation annuel de Bagnols-sur-Cèze chute à partir de 1975 et reste inférieur à ceux de la Communauté d'agglomération, du département et de la région entre 1975 et 2009.

La répartition de la population par tranche d'âge est équilibrée, avec une **tendance au vieillissement** : depuis 1999 la part des moins de 20 ans diminue alors que celle des plus de 60 ans augmente.

Plus du quart de la population n'a aucun diplôme (25,7 %), avec une proportion plus importante pour les femmes (26,6 %) que pour les hommes (24,6 %). Près de 2 habitants sur 5 ont un diplôme inférieur au bac (38,8 %) avec une proportion plus importante pour les hommes (39,8 %) que pour les femmes (37,9 %), près de 2 habitants sur 6 ont un diplôme supérieur au bac (35,6 %), dans les mêmes proportions pour les hommes et les femmes.



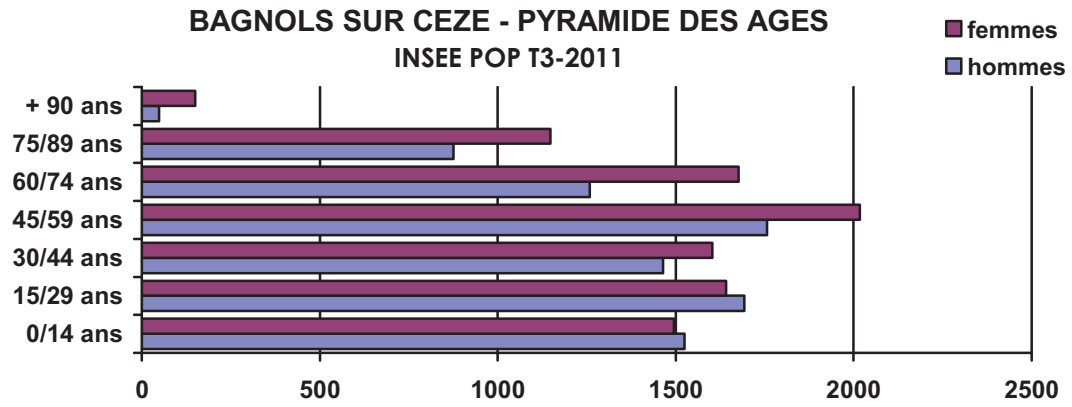
Source INSEE RP2006-RP2011



Source PLU 2013

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015



Source INSEE POP T3-2011

L'habitat à Bagnols-sur-Cèze

La commune de Bagnols-sur-Cèze regroupe plus de 30 % des résidences principales et plus de 70 % des logements sociaux de la communauté d'agglomération du Gard rhodanien, structure qui témoigne de la vocation **pôle de vie** (habitat, équipements, commerces, emplois). Le taux de logements sociaux SRU est de 35 %.

Près de la moitié des habitants (48,4 %) occupe leur logement depuis plus de 10 ans. Prés de la moitié des 2 375 personnes ayant emménagé depuis moins d'un an sont restées sur la commune (45 %).

Le parc de résidences principales est relativement récent seulement 20 % du parc des résidences principales est antérieur à 1949 et 30 % a moins de 30 ans.

La taille des ménages selon le nombre d'occupant par résidence principale de 2,16 a suivi la baisse tendancielle depuis 1968, mais reste supérieur au taux régional. Plus de 70 % des ménages sont des personnes seules (40.7 %) ou des couples sans enfant (31 %). Tandis que le parc de résidences principales est dominé par les grands logements (65 % de 4 pièces et +).

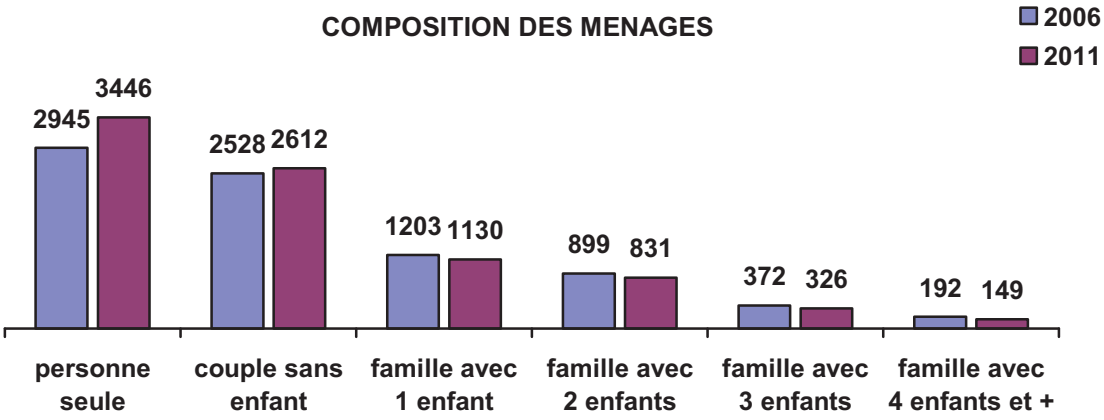
Près d'un millier de logements sont vacants sur la commune en 2011, soit une hausse de 229 nouveaux logements vacants depuis 2006. Le taux de logements vacants de la commune (10,8 %) est supérieur à celui de la communauté d'agglomération (10,2 %) et du département du Gard (9,7 %).

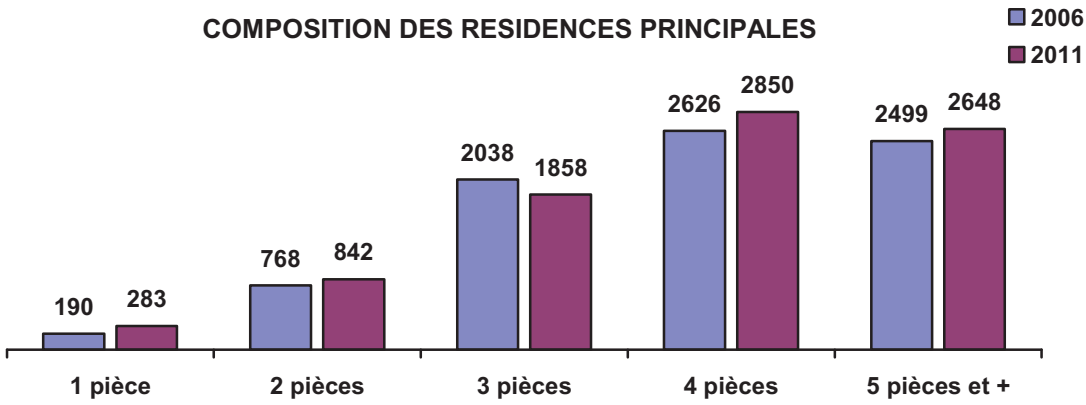
Le centre ville est le quartier qui compte le plus de logements. Avec les Escanaux et les quartiers urbains Nord, ces quartiers regroupent plus de 50% du parc de logements de la commune. Ce sont des quartiers très habités, cependant la vacance de ces secteurs est très élevée : dans le centre-ville 1 logement sur 6 est vide, pour 1 sur 10 aux Escanaux. Ces deux quartiers regroupent plus de la moitié des **logements vacants** du parc bagnolais. L'ancienneté de leur parc (et donc sa vétusté) semble être à l'origine des ces taux très élevés.

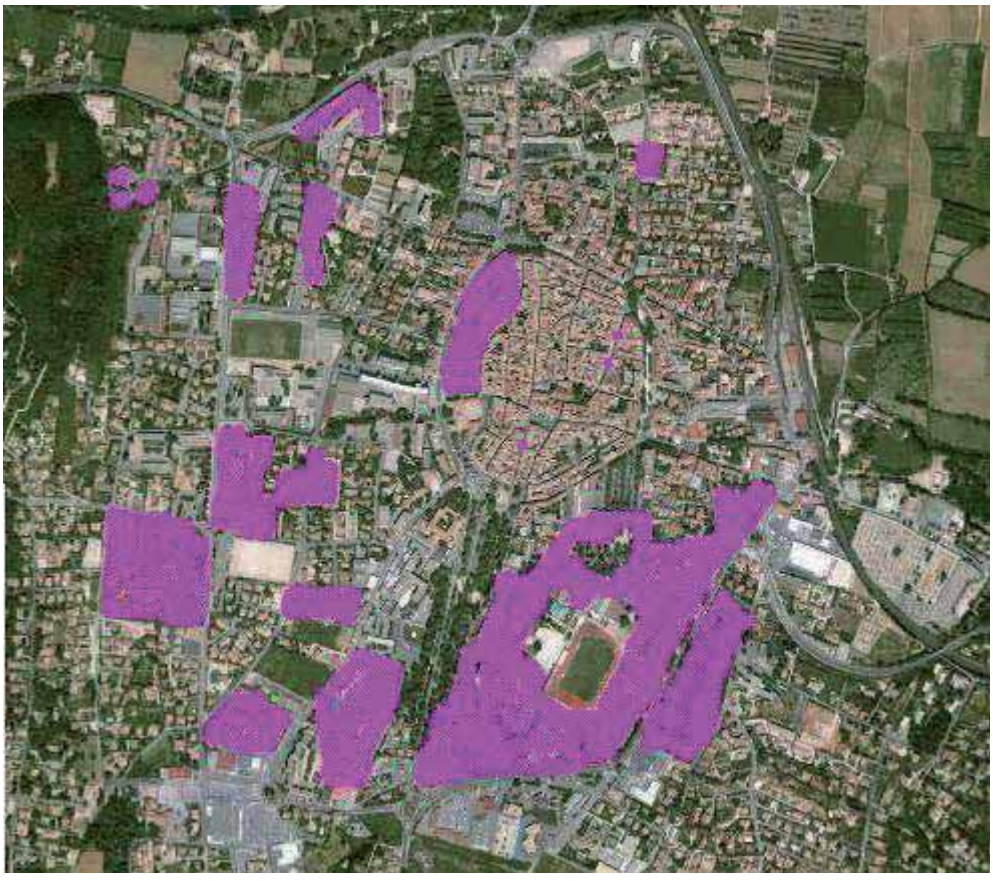
Le taux de résidences principales privées potentiellement indigne de 7 % est inférieur à la moyenne départementale (11 %).

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015







Localisation des logements sociaux source PLU 2013

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Le contexte économique à Bagnols-sur-Cèze

Dynamisme économique fort:
- près de **350 commerces et services**
- près de **530 entreprises artisanales**
- **marché hebdomadaires** : près de 250 forains

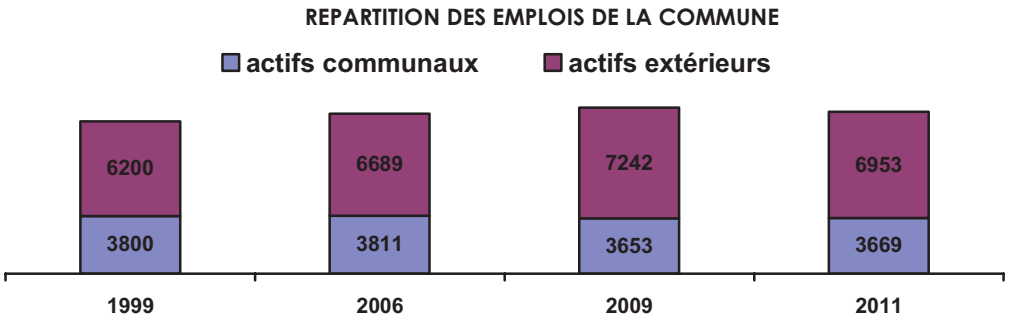
Capacité touristique faible de **1 000 lits**
- **Hôtels** : environ **170 lits**, en 5 sites
- **Campings** : **125 emplacements** sur 2 sites, soit **375 lits**
- **Gîtes / chambres d'hôtes** : environ **15 lits**
- **Résidences secondaires** : environ **435 lits**

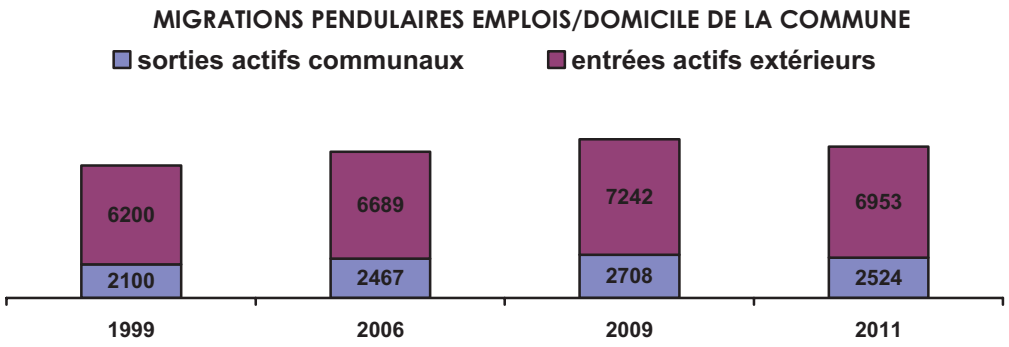
Source : Office Tourisme 2009

Plus de la moitié de la population de plus de 15 ans se répartit entre les retraités (30,7 %) et les personnes sans activité professionnelle (20 %). Les deux tiers des personnes sans activité sont des femmes. Les activités tertiaires représentent 79 % des emplois de la commune : commerce, transports, services (42,9 %) et administration publique, enseignement, santé, action sociale (36,2 %).

Dans la population en âge de travailler des 15-64 ans, 68,1 % est active, soit 7 642 actifs et 54,5 % a un emploi. Le taux d'activité, le taux d'emploi et le taux de chômage sont en hausse de 2006 à 2011. Dans la population des actifs ayant un emploi, 89 % ont un emploi stable en CDI ou titulaire de la fonction publique.

Le nombre d'emploi sur la commune est en hausse à 11 002 ce qui représente 1,44 emploi par actif. La part des actifs ayant un emploi situé dans la commune est en baisse à 59,2 %.





PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

La géographie prioritaire à Bagnols-sur-Cèze

Le quartier prioritaire ESCANAUX – CORONELLE – CITADELLE – VIGAN BRAQUET



3 800 habitants : 20 % population commune (18 349 hab.) – revenu médian : 7 300 €

La géographie prioritaire telle que fixée par le Décret du 30 décembre 2014, a repris le quartier des Escanaux-Coronelle-Citadelle formant la **Zone urbaine sensible** inscrite en catégorie 2 du contrat urbain de cohésion sociale et qui concernait 3 800 habitants et a exclu le centre ancien et le quartier Vigan Braquet, sauf trois bâtiments au sud de l'avenue Vigan Braquet, inscrits en catégorie 3 du contrat urbain de cohésion sociale et qui concernaient 5 600 habitants. En effet, ces deux derniers quartiers dépassent le seuil de 11 000 € de revenu médian annuel, avec 13 200 € dans le centre ancien pour 1 760 habitants et 12 100 € dans le quartier Vigan Braquet pour 1 920 habitants.

Si certains avantages à caractère automatique sont attachés aux quartiers tels que définis dans le décret, **la logique de quartier vécu**, prenant en compte les usages des habitants des quartiers, permet de dépasser les effets de seuils et de frontières. Les crédits spécifiques de la politique de la ville peuvent continuer à soutenir les services au public, les équipements publics, et les opérateurs associatifs qui ne sont pas situés dans le périmètre des quartiers prioritaires dès lors que leur action bénéficie aux habitants de ces quartiers. Il ne s'agit pas de créer un nouveau périmètre mais d'identifier les équipements et services qui doivent être soutenus au-delà du quartier prioritaire pour le bénéfice des habitants. ***Confère en annexe circulaire 15 octobre 2014 – Ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sport.***

Les équipements

Le quartier prioritaire inclut deux **équipements scolaires**, le groupe scolaire Jules Ferry au cœur des Escanaux et l'école maternelle Jean Macé dans le quartier de la Citadelle, mais une partie des autres équipements scolaires accueillant les populations du quartier sera rattachée au titre du quartier vécu : école maternelle Maria Montessori, groupe scolaire Célestin Freinet, collège du Bosquet, collège Ventadour, collège Gérard Philippe.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Le **multi accueil** Eugénie Thome dans le quartier des Escanaux a été inclus dans le quartier prioritaire, le Multi-accueil Vigan Braquet sera rattaché dans le quartier vécu des habitants des trois bâtiments du quartier Vigan Braquet.

Les **accueils de loisirs sans hébergement** de Vigan Braquet et la Villa du Bosquet pour les ados seront rattachés au titre du quartier vécu.

De même le **centre social** les Passerelles et la Maison des Parents dans le quartier des Escanaux sont compris dans le quartier prioritaire et le centre social Vigan Braquet sera rattaché au quartier vécu des habitants des trois bâtiments du quartier Vigan Braquet.



Le quartier vécu de Bagnols sur Cèze

Le quartier prioritaire concentre de nombreux **équipements et services**, inclus dans le quartier prioritaire ou à proximité dans le quartier vécu, ce qui le qualifie de secteur de la « ville équipée » dans le diagnostic du Plan local d'urbanisme.

Il constitue une « **Couronne » d'équipements**, de commerces et de services autour du centre historique. Il se positionne en **Interface** entre le centre et les quartiers périphériques de type pavillonnaire.

C'est un quartier exclusivement **urbain** et ne présentant aucune véritable « dent-creuse ». Il représente un parc de 1 874 logements soit près de 20 % de l'ensemble de la commune, à très forte dominante de **logements sociaux** 1 584 (84 %). Deux

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

bailleurs se répartissent les logements sociaux Habitat du Gard (94% - 1 489 logements) et Grand Delta (ex-Vaucluse Logement 6 % - 95 logements).

Il est constitué de grands ensembles, de pôles d'équipements et de commerces qui réalisent la **mixité** des fonctions et des générations. Le projet des Escanaux ayant été récompensé par un prix d'architecture a conservé au quartier une **homogénéité** architecturale et urbaine. Cependant, les sous secteurs apparaissent tournés sur eux-mêmes.

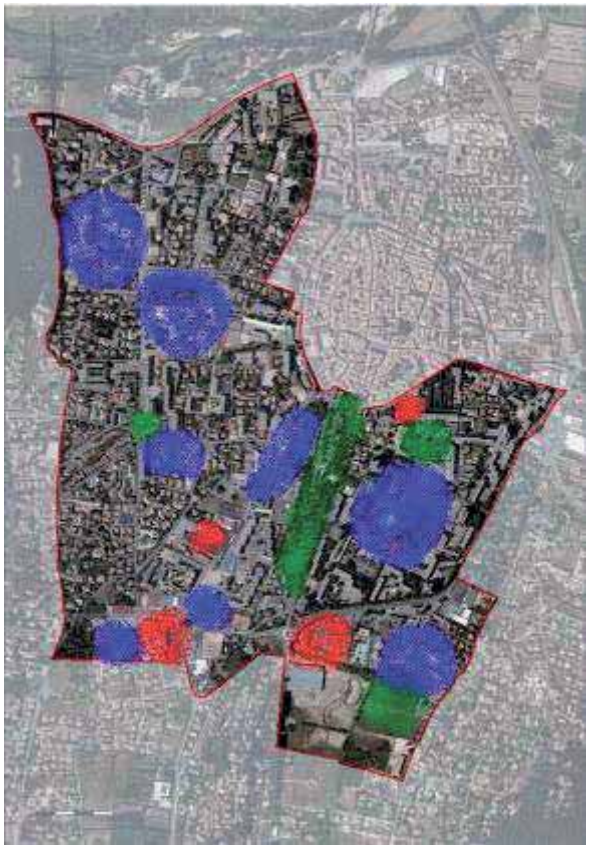
Le quartier n'apparait pas comme enclavé et bénéficie d'une bonne desserte routière, mais il existe de nombreuses **discontinuités pour les modes de déplacements doux**

Les **espaces verts** sont nombreux et de qualité mais avec des localisations ponctuelle.

Commerces

Equipements

Espaces verts



Source PLU 2013

Les facteurs de précarité économique et sociale :

Le **revenu médian** annuel du quartier prioritaire Escanaux-Coronelle-Citadelle-Vigan Braquet de 7 300 € pour 3 800 habitants, soit moitié moins que celui de la commune (15 967 €). En dehors de la commune de Nîmes, il est le plus bas des 10 autres communes du Gard. Par comparaison le revenu médian annuel de l'agglomération est de 18 094 € et celui du département est de 17 640€.

Le nombre de **familles monoparentales** est de près de 30 %, soit près du double du territoire de la commune (17,4%) et de l'agglomération (12,8%).

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

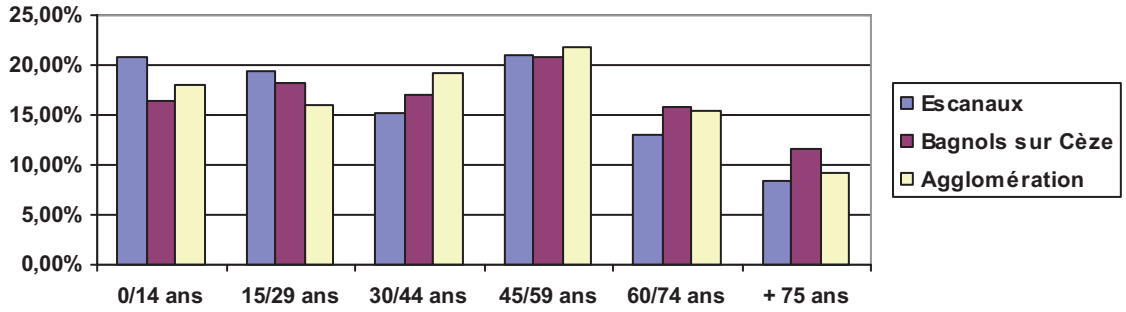
La part des personnes vivant **seule** est de près de 40 % aux Escanaux, dont 3 sur 5 sont des femmes, pour 37,2 % à l'échelle de la commune, dont les 3/5 5èmes sont des femmes et 29,6 à l'échelle de l'agglomération, dont plus de femmes.

Plus de la moitié des femmes (50,3 %) et des hommes (50,6%) est **sans diplôme** aux Escanaux, contre un quart dans la commune, dont femmes (26,2%) et hommes (24,1%) et moins de 1/5ième dans l'agglomération, dont femmes (19,6%) et hommes (18,8%).

Le nombre de **chômeurs** est de 39,1 % aux Escanaux, pour 16,7 % dans la commune et 11,1 % dans la communauté d'agglomération.

La part des femmes salariées à **temps partiel** est plus faible aux Escanaux (31,7 %) que pour la commune (36,3 %) et l'agglomération (37,3 %), alors qu'elle est plus que doublée pour les hommes, Escanaux (17,7 %), commune (8 %), agglomération (6 %).
Près de la moitié des femmes est en activité (ayant un emploi ou au chômage) aux Escanaux et près des deux tiers des hommes, de fait le **taux d'activité** (actifs ayant un emploi et chômeurs / population totale 15-64 ans) des femmes est plus élévé dans la commune, 61,2 % pour les femmes et 73,3 % pour les hommes et dans l'agglomération 64,8 % pour les femmes et 76,2 % pour les hommes.

La population des Escanaux est plus **jeune** que dans le territoire. La part des jeunes de moins de 30 ans est plus importante aux Escanaux 40,3%, que dans la commune (34,7%) et dans l'agglomération (34,2%) et la part des plus de 60 ans est plus faible Escanaux (21,5%), commune (27,5%), agglomération (24,8%).



La part des **logements sociaux** est de 84 % (dont 94% gérés par Habitat du Gard), ce qui situe le quartier des Escanaux-Coronelle-Citadelle-Vigan Braquet dans la tranche la plus élevée de la géographie prioritaire régionale, qui représente 4/60 des quartiers prioritaires du Languedoc Roussillon. Par comparaison le taux de logements sociaux de la commune est de 33%, celui de l'agglomération est de 11,6%, celui du département du Gard est de 10% et celui de la région Languedoc-Roussillon est de 8,7%.

La part des **logements vacants** est inférieure à 10% ce qui situe le quartier des Escanaux-Coronelle-Citadelle-Vigan Braquet dans une tranche moyenne, dans la moitié inférieure de la géographie prioritaire régionale, qui représente 12/60 des quartiers prioritaires du Languedoc Roussillon. Par comparaison, le taux de vacance de la commune est de 10,8%, celui de l'agglomération est de 8,1%, celui du département est de 8,1% et celui de la région est de 7,7%.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

La part du **parc locatif** est de plus de 85 % ce qui situe le quartier des Escanaux-Coronelle-Citadelle-Vigan Braquet dans la tranche la plus élevée de la géographie prioritaire régionale, qui représente 5/60 des quartiers prioritaires du Languedoc Roussillon. Par comparaison le taux de location de la commune est de 55,4%, celui de l'agglomération est de 35,3%, celui du département est de 37,8% et celui de la région est de 38,4%.

La part des **familles nombreuses** (INSEE - 3 enfants et plus) est plus importantes aux Escanaux (17,2%) que dans la commune (9,1%) et que dans l'unité urbaine (INSEE - Bagnols, Orsan, Saint Nazaire, Tresques).(8,45%).

La part de la **population immigrée** (INSEE - personne née étrangère à l'étranger et résidant en France) est près de trois fois plus importante aux Escanaux (30%) que dans la commune (10,9%) et que dans l'unité urbaine (INSEE - Bagnols, Orsan, Saint Nazaire, Tresques) (10,7%).

La part des allocataires du **Revenu de Solidarité Active socle** (sans activité) est de 36% aux Escanaux pour 21,3% dans la commune. Le quartier prioritaire des Escanaux-Coronelle-Citadelle-Vigan Braquet représente 20 % de la population de la commune et 30 % des **allocataires de la Caisse d'Allocations Familiales**, 23% des habitants du quartier ont un revenu issu à 100% de prestations sociales.

Les enjeux dans le quartier prioritaire :

Les dispositifs de la politique de la ville et du renouvellement urbain

La commune de Bagnols-sur-Cèze active les **dispositifs de la politique de la ville** et de **rénovation urbaine** depuis plusieurs années ce qui a permis de développer de nombreux outils utiles à la mise en œuvre et au suivi des actions.

Entre 1981 et 1985, une opération **Habitat et Vie Sociale** a été conduite pour 370 logements sociaux du quartier de la Citadelle.

De 1989 à 1995, deux **Opérations Programmée d'Amélioration de l'Habitat** dans le centre ancien.

En 1989, un diagnostic urbain relève des ruptures du lien social et spatiales entre les différents quartiers de la ville vivant en vase clos. La commune signe avec l'Etat une **convention de quartier** en 1991. En 1992, la commune obtient le label « **Banlieue 89** » pour son projet urbain mis en œuvre jusqu'en 1995 (concertation des habitants, aménagements de places, jardins et espaces collectifs, franchissement de la RN86).

En 1994, la commune n'est plus retenue au titre des contrats de ville et ne peut achever la réalisation de son projet urbain.

En 1997, la ville s'engage avec l'OPDHLM du Gard dans un programme de réhabilitation et des espaces extérieurs et des réseaux du quartier des Escanaux dans le cadre d'un **Programme Pluriannuel d'Amélioration des Logements** (PALULOS).

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

De 1999 à 2015, le collège du Bosquet et les écoles Jules Ferry groupe scolaire du quartier des Escanaux, l'école maternelle Maria Montessori et l'école Jean Macé école maternelle du quartier de la Citadelle, sont inscrits en **Zone d'Education Prioritaire**. Le premier **Contrat de Réussite Educative** est signé, il vise deux axes prioritaires : améliorer le niveau de maitrise de la langue et développer et enrichir les comportements civiques et sociaux.

En 2000, la commune, l'Etat, le Département, l'OPDHLM et la SA Vaucluse Logement s'engagent dans un **contrat de ville pour 2000 – 2006**. Les cinq objectifs retenus sont :

- construire un nouvel espace démocratique avec les habitants
- améliorer ce qui existe
- aménager la ville
- lutter contre les exclusions
- mettre en place une véritable politique partagée de prévention

En 2000, une **Maison de Justice est du Droit** est implantée dans le quartier des Escanaux, un **Contrat Local de Sécurité** est signé. Un **Contrat Educatif Local** regroupe les actions éducatives de la commune de droit commun. Il évolue en 2012 en **Projet Educatif Local** avec des objectifs éducatifs partagés par les partenaires éducatifs du territoire en regroupant les différents dispositifs éducatifs **(Contrat Enfance Jeunesse, Programme de Réussite Educative, Ville Vie Vacances, Réseaux d'Ecoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents, Contrats Locaux d'Accompagnement à la Scolarité).** Le Projet éducatif local devient l'outil fédérateur des politiques éducatives de la commune.

En 2003, un **Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance** est constitué. Cadre de concertation sur les priorités de la lutte contre l'insécurité et la prévention de la délinquance dans les communes il a été « réactivé en mars 2012 ».

En 2006, un **Programme de Réussite Educative** est mis en œuvre sur la ville en partenariat avec l'Etat afin d'aider individuellement les enfants de 2 à 16 ans et leur famille issus des quartiers prioritaires dans différents domaines : difficultés scolaires, relation famille/école, manque de motivation et/ou de confiance en soi, relations difficiles enfant/adultes ou entre enfants, problèmes de santé.

En 2007, la commune, l'Etat, Le Conseil départemental du Gard sur la base des orientations retenues dans le cadre pour son Fonds de Développement Social, l'Agence Nationale pour la Cohésion Sociale et l'Egalité des Chances, la Caisse d'Allocations Familiales, l'Office public Habitat du Gard et Vaucluse Logement, s'engage dans un **Contrat Urbain de Cohésion Sociale 2007-2009**, d'une durée de 3 ans renouvelable une fois. Ce contrat sera reconduit jusqu'en 2014. La géographie prioritaire comprend les quartiers des Escanaux, Citadelle et Coronelle en catégorie 2, ces trois quartiers de 3 800 habitants formant la Zone Urbaine Sensible : au vu des difficultés rencontrées sur ces quartiers, une mobilisation des acteurs et des financements spécifiques sont nécessaires pour assurer l'intégration dans la commune. Le centre ville et le quartier Vigan Braquet de 5 600 habitants sont retenus en catégorie 3 au titre des quartiers fragilisés dans lesquels seront développées des actions avec une optique de prévention.

Les centres sociaux mettent en oeuvre les actions d'aides au devoir dans le cadre des **Contrats Locaux d'Accompagnement à la Scolarité** et des actions d'aide à la

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

parentalité dans le cadre des **Réseaux d'Ecoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents**. L'amicale laïque développe des actions spécifiques en direction des **Elèves Nouvellement Arrivés**.

En 2008, un **Atelier Santé Ville** est constitué, il est transféré à la communauté d'agglomération dès le 1er janvier 2013. En 2015, la communauté d'agglomération adopte le principe de l'intégration de l'Atelier Santé Ville au sein d'un Contrat Local de Santé du Gard rhodanien.

Les deux **centres sociaux** Passerelles en Cèze aux Escanaux et Vigan Braquet sont les acteurs principaux de l'animation des quartiers, de la cohésion sociale et du vivre ensemble. Ils portent l'animation des nouveaux **conseils citoyens** espace de reconquête du pouvoir d'agir et des valeurs de la citoyenneté des habitants. Le conseil citoyen est en cours d'élaboration en collaboration avec l'association Mosaïque. Un collège de 20 habitants tirés au sort sur la base des listes électorales sera complété à parité par un collège d'acteurs locaux et de représentants associatifs sur la base du volontariat.

En 2014, le quartier des Escanaux est fléché site régional du **Nouveau Programme de Renouvellement Urbain**. Un projet urbain est donc à développer dans le cadre du protocole de préfiguration du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain. Une ingénierie et une gouvernance en partenariat avec le principal bailleur social, Habitat du Gard reste à constituer. Il devra notamment identifier les orientation en matière d'habitat, de cadre de vie, par la requalification des espaces et des réseaux, des équipements publics et une démarche de gestion urbaine de proximité qui devra intégrer la dimension de participation des habitants notamment au sein du Conseil citoyen et la création d'une **Maison des Projets**.

De nombreux projets sont déjà engagés ou en réflexion :

Après la rénovation du quartier de la Citadelle et la requalification d'une partie du parc social en accession à la propriété, un projet de démolition et reconstruction est en cours de réalisation sur le quartier de la Coronelle, un nouveau projet de démolition et reconstruction va débuter sur le quartier des Cèdres aux Escanaux. Les reconstructions maintenant la capacité de logements à un pour un, ces projets sont à articuler dans une dimension intercommunale, notamment du Plan Local de l'Habitat en cours de diagnostic et du Schéma de Cohérence Territoriale en cours d'élaboration.

La commune et la communauté d'agglomération portent également un projet de création d'un équipement culturel important au sein des Escanaux pour la résidence des Cèdres, par le déménagement du Musée Albert André et du Conservatoire de Musique et de Danse. Il est également en cours de réflexion la création d'un pôle de services publics pour la résidence de Carcaixent et la rénovation du groupe scolaire Jules Ferry au cœur des Escanaux. Plus généralement, l'ensemble des équipements culturels et sportifs vieillissants nécessite un plan de rénovation.

En continuité avec les études menées dans le cadre du plan local d'urbanisme une attention particulière sera portée sur les aménagements, les voies de circulation douce, les stationnements et la déconcentration des logements sociaux dans

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

l'ensemble de la commune et du territoire intercommunal à finaliser dans le cadre du Plan Local de l'Habitat porté par la communauté d'agglomération.

Ces projets ont été présentés dans le cadre de la candidature urbaine à **l'Approche Territoriale Intégrée** des fonds européens FEDER et FSE.

Les bilans du contrat urbain de cohésion sociale, du programme de réussite éducative, du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance :

Bilan des actions du **Programme de Réussite Educative** réalisées en 2014/2015, échanges sur la poursuite de ses actions au regard des besoins des publics du Programme de Réussite Educative, échanges sur de nouveaux besoins repérés par les partenaires non couverts sur le territoire et pouvant relevés du champ d'action du Programme de Réussite Educative ou de la politique de la ville.

Il apparait nécessaire de clarifier les positionnements sur l'articulation politique de la ville et Education Nationale et la sortie de Zone d'Education Prioritaire dans le cadre de la **Convention Académique de Priorité Educative**.

L'école Jules Ferry au cœur du quartier des Escanaux constate l'appauvrissement du public scolaire, avec de moins en moins de mixité sociale, une montée de l'islamisation et de plus en plus de parents éloignés de l'école. Dans le cadre du Réseau de Réussite scolaire, il est noté que les parents impliqués dès la maternelle le restent au niveau élémentaire et au collège, même si au fur et à mesure que les enfants avancent dans leur scolarité, les parents s'en éloignent. Un repérage des difficultés dès la petite section permet une prise en charge partenariale par le CMPP, CAMPS, la Protection Maternelle et Infantile et évite la dégradation de la situation. Comment faire pour que les parents accompagnent leurs enfants dans leur scolarité ? comment les faire venir à l'école ? les informer ? Comment faire en sorte que les valeurs de l'école soient partagées dans les familles et non en contradiction dans l'intérêt des enfants ?

- ⇨ le Programme de Réussite Educative a sa toute sa place pour favoriser les liens famille/école et sensibiliser les parents à l'importance de leur implication dans la scolarité de leurs enfants (par exemple, les clubs coup de pouce répondent à ces objectifs).
- ⇨ le Programme de Réussite Educative et/ou ses partenaires (Centre Médico Psycho Pédagogique, Protection Maternelle et Infantile, Centre d'Action Médico Sociale Précoce, Aide Sociale à l'Enfance, Services Sociaux,…) en lien avec le Réseau d'Aides Spécialisées aux Elèves en Difficulté lorsqu'il existe encore, pourrait mettre en place un dépistage « précoce » dès la moyenne section afin d'orienter le mieux possible les enfants en difficulté et le plus tôt possible.
- ⇨ Possibilité d'une présence des partenaires dans les établissements scolaires au titre d'une permanence afin d'être repérés par les familles ?

Les Accueils de Loisirs Sans Hébergement et périscolaires nécessitent une articulation entre le temps scolaire et le temps périscolaire, quand un enfant en difficulté est pris en charge par un partenaire extérieur (exemple d'un enfant en situation de handicap qui bénéficie d'une Auxiliaire de Vie Scolaire en temps scolaire mais pas en périscolaire). Constat que les enfants sont de plus en plus

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

violents entre eux (les parents aussi devant les établissements scolaires et les enfants). Les parents qui ne sont pas en capacité d'aider leurs enfants à faire leurs devoirs les mettent en ALSH périscolaire : est-ce le rôle du périscolaire ? Y a-t-il assez de place au Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité ? Le Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité n'est pas assuré dans toutes les écoles, est-ce un frein pour les familles ?

⇨ Réflexion générale sur l'accompagnement à la scolarité, l'école après les cours : par qui ? avec qui ? comment ? où ? quelle place donner aux parents ?
Pour faire les devoirs il faut : un lieu identifié, quelqu'un qui s'intéresse à ce fait l'enfant (les parents), une aide professionnelle sur qui les parents peuvent s'appuyer mais pas se reposer.

Les services du Département constatent un besoin d'accompagnement des enfants de familles « euro-migrantes » (espagnoles et italiennes surtout) dans leur scolarité. Besoin de plus de places en alphabétisation et d'heures complémentaires à celles de l'éducation nationale. Besoin aussi de « décodage » sur le handicap pour les parents afin de faciliter les démarches Maison Départementale pour les Personnes Handicapée et l'acceptation du handicap d'un enfant.

La place du Programme de réussite Educative sur le territoire s'est considérablement développée en 4 ans (passage de 12 situations en 2010 à 56 en 2014), grâce à la confiance des partenaires et aux réseaux d'acteurs autour du PRE. Les actions mises en œuvre répondent à des besoins individuels repérées chez les enfants surtout en élémentaire. De nouvelles actions sont à développées auprès des collégiens et maternelles. L'équipe actuelle sera-t-elle suffisante pour couvrir l'ensemble des besoins identifiés par les partenaires ?

Le **Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance** « cadre de concertation sur les priorités de la lutte contre l'insécurité et la prévention de la délinquance dans les communes « a été réactivé en mars 2012 ».

- **Les partenaires :**
  - Préfecture
  - Conseil Départemental
  - La Mission Locale des Jeunes
  - La PJJ
  - Le CPEAG
  - PLURIELS
  - RIPOSTE Prévention Spécialisée
  - Le Foyer de l'Enfance
  - Le Service Municipal de la Jeunesse
  - La Réussite Educative
  - Acteurs de la Justice (MJD, Parquet, Greffier, SPIP, …)
  - L'Education Nationale
  - Les forces de l'ordre (Police Nationale et Police Municipale)
  - Les bailleurs sociaux

• **Le Diagnostic Local de Sécurité (DLS**) réalisé par Laurent MUCCHIELLI, sociologue et chercheur au CNRS a permis de redynamiser le partenariat intervenant dans le domaine de la prévention et de la sécurité.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

● **Les groupes de travail** ont pour objectifs :

- ♦ faire un état des lieux
- ♦ mieux connaître les missions et les limites de chaque structure
- ♦ proposer des actions ciblées

Priorité n°1 : Les jeunes exposés à la délinquance :

- Mise en place de chantiers éducatifs et d'actions de remobilisation
- Création d'un dispositif d'accompagnement des collégiens temporairement exclus
- Mise en place d'un groupe de travail sur le suivi individualisé des jeunes (création d'une charte de déontologie)
- Création d'un groupe d'analyse de pratiques interinstitutionnelles supervisé par la psychologue de la MLJ

Priorité n°2 : Les violences conjugales et intrafamiliales :

- Création d'un poste d'intervenant social en commissariat

Priorité n°3 : Tranquillité publique :

- Lutter contre les troubles à l'ordre public : actions en lien avec les habitants et les partenaires associatifs
- Lutter contre la récidive : rappel à l'ordre, actions autour de la citoyenneté

Bilan synthétique du Contrat urbain de Cohésion Sociale de Bagnols-sur-Cèze

La commune de Bagnols sur Cèze figurait précédemment en géographie prioritaire et à ce titre, a bénéficié d'un contrat urbain de cohésion social de 2007 à 2014.

Un avenant au contrat a couvert plus précisément la période 2011 à 2014.

Ce contrat urbain de cohésion sociale portait sur un certain nombre de priorités, elles mêmes mises en exergue suite à la réalisation d'un diagnostic partagé.

Les **actions de la politique de la ville** développées sur la commune de Bagnols-sur-Cèze ont fait l'objet de **deux évaluations externes en 2006 et en 2009** par le Cabinet ARGOS. Il ressort de ces évaluations la richesse et le dynamisme du tissu associatif, notamment en matière d'activités sportives et de loisirs. De fait, le nombre d'actions portées par des associations progresse : de trente deux actions en moyenne sur la période 2000 – 2006 à quarante cinq actions en 2006, cinquante deux en 2009 et 47 en 2014 avec une moyenne de 53 actions sur la période de 2010 à 2014. L'importance des actions portées par les services municipaux se réduit sur la période 2006 – 2014 de la moitié à un tiers, ainsi le nombre de porteurs associatifs augmente en proportion et en nombre autour d'une vingtaine. La contraction du nombre d'actions sur les dernières années peut s'expliquer par la réduction de l'enveloppe financière allouée aux actions du contrat urbain de cohésion sociale qui a perdu plus de 20 % de 2007 à 2014.

En matière de gouvernance et de pilotage, l'évaluation du contrat de ville 2000 – 2006 réalisée en décembre 2006 par le Cabinet ARGOS, a déjà relevé une prédominance administrative et financière de l'équipe de maîtrise d'œuvre urbaine et sociale, qui perdure en 2014, notamment par la complexité des demandes de financement dans le cadre des appels à projets annuels. La volonté exprimée dans

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

la circulaire du Ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports du 15 octobre 2014, de **simplifier les démarches des associations**, en leur donnant d'avantage de visibilité, de pérennité et d'autonomie dans leur interventions dans les nouveaux contrats de ville 2015 – 2020, devrait trouver une réponse par les **conventions d'objectifs de 3 ans**, qui doivent être encouragées avec **les associations les plus structurantes pour le quartier prioritaire** afin de leur donner les moyens d'une action dans la durée, sur la base d'objectifs précis et dans le respect du cadre juridique en vigueur.

Ces dispositions pourraient concerner notamment :

- l'association Mosaïque porteuse des deux centres sociaux associatifs et animatrice du conseil citoyen,
- l'association Riposte, qui depuis 20 ans est un acteur incontournable de la politique de la ville par ses actions en direction des publics précaires en matière de prévention, concrétisée par l'autorisation délivrée le 29 novembre 2013 à créer un Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des Risques pour Usagers de Drogues, le service d'accueil polyvalent, la pension de famille les Bories, les appartements d'urgence, le service de Prévention spécialisée,
- La Maison des Alternatives solidaires qui porte un restaurant associatif et une épicerie solidaire et de nombreux ateliers développant le lien social.

<u>Rappel des enjeux et priorités du Contrat urbain de Cohésion sociale :</u>

<u>Habitat et cadre de vie</u>

ENJEUX :

- Garantir la cohésion sociale en développant des liens inter-quartiers et avec le reste de la ville,
- Poursuivre la requalification déjà engagée de certains quartiers, les valoriser et accroître leur attractivité, en s'appuyant sur une participation forte des habitants

AXES OPÉRATIONNELS :

- Améliorer le cadre de vie des habitants des quartiers

- Développer les animations de proximité sur les quartiers, source de lien social, de dialogue et de prévention

<u>Emploi, Insertion et développement économique :</u>

AXES OPERATIONNELS :

- Favoriser l'émergence d'une animation territoriale « emploi et développement économique » en faveur des publics habitant les quartiers prioritaires

- Faciliter l'insertion professionnelle et sociale des personnes en difficulté

<u>Prévention de la délinquance, sécurité, citoyenneté :</u>

AXES OPERATIONNELS

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

- Garantir l'accès au droit et améliorer la qualité de l'aide aux victimes,
- Améliorer la sécurité routière,
- Lutter contre les incivilités dans les quartiers et dans les lieux publics
- Lutter contre les violences faites aux femmes

Education et réussite éducative :

ENJEUX :

- Garantir une offre éducative de qualité accessible aux enfants et jeunes habitant les quartiers prioritaires.
- Adapter les actions éducatives et innover pour assurer l'épanouissement des enfants les plus en difficultés.
- Assurer la cohérence des dispositifs existant sur la ville.

AXES OPERATIONNELS :

- Associer les parents à la mise en œuvre d'actions éducatives
- Assurer l'accessibilité des quartiers à l'offre éducative, culturelle et sportive
- Assurer l'accompagnement des enfants et des jeunes en situation d'échec scolaire ou rencontrant des difficultés éducatives
- Développer un véritable partenariat pour améliorer la cohérence éducative

Santé :

ENJEUX

- Renforcer la prévention par une meilleure connaissance des publics vulnérables et de leurs vulnérabilités.
- Assurer l'accès aux soins pour les populations fragiles des territoires prioritaires.

AXES OPERATIONNELS

- Contribuer à la mise en œuvre d'un Atelier Santé Ville
- Soutenir les actions structurantes en matière de prévention et d'accès aux soins pour les publics vulnérables

Ce contrat avait été lui même approfondi dans un document plus opérationnel visant à décliner chaque objectif stratégique en objectifs opérationnels et en actions prioritaires à mettre en place.
C'est dans ce cadre, au vu des enjeux et des priorités identifiés par l'ensemble des partenaires, qu'il s'est avéré cohérent et pertinent de mettre en place ou de solliciter un certain nombre de dispositifs :

- dans le champ de l'éducation un projet de réussite éducative et le recours aux dispositifs des **Contrats Locaux d'Accompagnement à la Scolarité** et des **Réseaux d'Ecoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents**. - dans le champ de la santé, un atelier santé ville
- dans le champ de la prévention de la délinquance, la remobilisation du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance
- dans le champ de l'emploi la réalisation d'un plan local de lutte contre les discriminations

L'avenant au Contrat Urbain de Cohésion Sociale couvrant plus précisément la période de 2011 à 2014 a repris ces mêmes priorités en assignant à chacune d'elles des objectifs plus resserrés.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Habitat et cadre de vie :

- Mener une action de fédération des habitants des quartiers
- Favoriser la mixité notamment intergénérationnelle
- Accompagner l'aménagement urbain de proximité

Emploi, Insertion et développement économique :

- Fédérer les acteurs du territoire et valoriser leurs actions dans le cadre du plan local de lutte contre les discriminations, du Programme Régional d'Intégration des Populations Immigrées et des travaux de la Commission pour la Promotion et l'Egalité des Chances.

Prévention de la délinquance, sécurité et citoyenneté :

- Valoriser les actions développées dans le cadre du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance

Education et réussite éducative :

- Valoriser les actions développées dans le cadre du projet éducatif local et du projet de réussite éducative

Santé :

- Prolonger l'action de l'atelier santé ville dans le cadre d'un contrat local de santé du Gard rhodanien

A souligner que le Contrat Urbain de Cohésion Sociale lui même avait mis en avant deux autres thématiques d'intervention :

- l'apprentissage de la langue, en termes de prévention (prévenir les situations d'illettrisme en favorisant la rencontre avec le livre et la lecture, en développant des actions culturelles de lutte contre l'illettrisme), de remédiation (renforcer l'offre de formation à destination des adultes et des enfants), de partenariat en fédérant les compétences et mettant en oeuvre les complémentarités.
- le soutien à la parentalité, en confortant les compétences familiales et en améliorant la relation parents/institutions.

Quels enseignements peut-on retirer de la mise en œuvre de ce contrat?

Si celui ci a généré au départ une véritable dynamique en terme de diversité d'actions et de porteurs, celle ci s'est essoufflée au fil des ans, laissant plus de place aux reconductions systématiques d'actions qu'aux propositions d'actions novatrices ou répondant de manière plus ciblée ou plus adaptée aux attentes et aux besoins des publics des quartiers, non couverts par des interventions dites de droit commun.

Certaines thématiques n'ont d'ailleurs pratiquement plus donné lieu à des propositions d'actions, sans que l'on puisse savoir si cette carence était due à l'absence de porteurs suffisamment structurés et professionnels, à une couverture suffisante en terme de réponses déjà apportées en dehors du Contrat Urbain de Cohésion Sociale ou bien encore à une absence d'échange ou de travail coordonné avec des acteurs particulièrement concernés : ainsi en a t-il été dans le cadre de la priorité emploi et développement économique.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

L'emploi et le développement économique devenant un pilier du contrat de ville, il sera désormais indispensable de tirer les leçons du passé et de réfléchir à la mise en place d'outils de travail pertinents, en s'appuyant sur les acteurs du territoire particulièrement concernés et mobilisés et sur une analyse approfondie de l'état des lieux actuels.

Le lien social est apparu comme une thématique très prégnante et révélatrice des difficultés rencontrées en terme d'actions de proximité et de problématiques de décrochage ou de décalage, entre les habitants des quartiers et le reste de la ville, voir du territoire.

Le problème récurrent de l'accès que ce soit en terme de droits mais aussi de services, et d'ouverture sur le monde "hors quartiers" a pu être régulièrement mis en évidence, sans toutefois pouvoir mettre en place en retour, toutes les réponses nécessaires et adaptées, d'autant que certaines d'entre elles peuvent être liées à des problématiques dépassant largement le périmètre de compétence et d'intervention de la commune elle même ou des acteurs existants.

Concernant plus spécifiquement l'éducation, la pertinence de la mise en place d'un Programme de Réussite Educative s'est assez rapidement imposée à la communauté éducative, malgré des difficultés de compréhension et d'appréhension de la philosophie et des objectifs assignés à ce dispositif qui reste avant tout centré sur la mise en place de parcours individualisés au profit d'enfants et de leur famille confrontés à des difficultés souvent multiples : les difficultés scolaires apparaissent souvent comme la partie visible, le "révélateur" ou le signal d'alarme, de difficultés plus lourdes et plus complexes qui nécessitent une intervention de professionnels émanant de différents horizons, toujours avec le concours de la famille de l'enfant qui doit être elle même très impliquée.
S'agissant du Programme de Réussite Educative, qui a d'abord touché essentiellement des enfants d'écoles élémentaires, celui ci a commencé, en fin de Contrat Urbain de Cohésion Sociale, à évoluer en direction de jeunes collégiens, probablement en ayant réussi à créer des relations de confiance et en ayant bénéficié d'une véritable reconnaissance de la qualité de son intervention.
Alors qu'il suivait une vingtaine de cas à ces débuts, sa montée progressive a permis de prendre en charge 56 enfants en 2014, ainsi que leur famille, avec des typologies de difficultés majoritairement représentées par des questions de parentalité (demandes de soutien dans leur fonction parentale de la part des parents) des contextes familiaux difficiles ou encore des problématiques de comportement, de concentration et de maitrise des savoirs de base.
Cependant, il a aussi atteint ses limites en termes de moyens humains dédiés, l'équipe Programme de Réussite Educative étant saturée en nombre d'accueil de situation nouvelle. Ce constat doit être source de réflexion quant à sa place future dans le contrat de ville et les ambitions qui lui seront dévolues.
Dans cette thématique éducation, la nécessité de réintégrer les dispositifs particuliers qui sont plutôt des outils mis à disposition, à un projet plus ambitieux et plus global, à savoir un projet éducatif local comportant lui même une focale sur les quartiers prioritaires, s'est rapidement imposée. Les bases en ont été édifiées mais celles ci doivent être confortées afin d'assurer une véritable cohérence et pertinence de cette priorité qu'est l'éducation. Il ne faudra pas oublier non plus un public assez peu abordé, celui des collégiens et lycéens, en particulier quand le constat d'une "montée" du décrochage a pu être mis en exergue.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

L'accès au sport et à la culture, rattaché à la thématique éducation et réussite éducative, s'est avéré trop restrictif en termes de population touchée. En effet les actions ont concerné surtout un public d'enfants et de jeunes et peu le public adulte, d'où une réflexion à conduire sur l'accès à la culture et au sport, tout au long de la vie pour le public du quartier prioritaire qui pourrait se traduire par l'idée d'un "parcours de vie". D'où également la nécessité de pouvoir s'appuyer sur des porteurs plus diversifiés ayant le professionnalisme requis afin de proposer des actions de qualité, porteurs qu'il reste à mobiliser sur le territoire.

Dans le cadre de la parentalité, si une maison des parents a été mise en place, avec un adulte relais dédié à l'accompagnement des parents, il s'est avéré que cette maison des parents n'était pas assez en lien avec les quartiers prioritaires, pas assez repérée et utilisée : il sera donc indispensable, même si celle ci a commencé à s'engager sur cette voie, qu'elle s'ouvre d'avantage vers l'extérieur, qu'elle soit mieux mobilisée en faveur des parents des quartiers prioritaires, qu'elle puisse travailler plus en lien avec les acteurs du territoire.

Concernant la priorité prévention de la délinquance, sécurité et citoyenneté, des avancées significatives ont pu être constatées comme la mise en place de la maison de justice et du droit et la création d'un club de prévention spécialisée. Une coordinatrice a également été recrutée. Cependant les travaux conduits dans ce cadre, sous la direction du Contrat Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, n'ont pas été suffisamment en lien avec l'ensemble des autres thématiques du Contrat Urbain de Cohésion Sociale, donnant l'impression de fonctionner plutôt en parallèle qu'en lien étroit, lien qui deviendra encore plus indispensable dans le contrat de ville dans la mesure où cette thématique est rattachée au pilier cohésion sociale.

Quant à la santé, l'objectif de mise en place et de développement d'un atelier santé ville a été atteint, en particulier en se dotant des compétences d'une coordonnatrice. Un réseau de professionnels de santé a été crée et mobilisé ; le travail dans les domaines prioritaires de la nutrition, des addictions et du mal être a pu être conduit avec quelques résultats encourageants mais qui ont mis en lumière la nécessité de mieux impliquer les ressources du territoire. Cet atelier santé ville a été transféré en fin de Contrat Urbain de Cohésion Sociale à la communauté d'agglomération qui a désormais en charge la compétence santé, cet atelier santé ville devant garder son champ d'intervention prioritaire en faveur des quartiers de la politique de la ville.
Cependant sur le territoire bagnolais l'accès aux soins pour les populations de ces quartiers demeure une priorité centrale, notamment en termes d'accompagnement et d'information.

Concernant l'habitat et le cadre de vie, des améliorations significatives ont pu être apportées en terme de rénovation de logements et d'aménagements urbains de proximité, sans cependant pouvoir répondre à une ambition plus large de restructuration, le Contrat Urbain de Cohésion Sociale n'ayant pas toujours été en capacité de mobiliser des financements adaptés dans la mesure où les crédits spécifiques de la politique de la ville étaient des crédits d'intervention et non d'investissement.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Le cadre de vie tel que défini dans le Contrat Urbain de Cohésion Sociale a été plutôt abordé et décliné en terme de lien social, développement d'actions de proximité, et d'amélioration de la sécurité.

Le recours à la médiation, thématique transversale pouvant concerner l'ensemble des thématiques du Contrat Urbain de Cohésion Sociale, a été peu utilisé et mobilisé, en particulier via le dispositif adulte relais alors que la question de l'accompagnement des publics et de l'accès aux droits quels qu'ils soient est demeurée une problématique prégnante.

De manière générale le Contrat Urbain de Cohésion Sociale a permis de conforter la place et le rôle des centres sociaux, principaux porteurs d'actions sur les quartiers, en constatant que ses interventions ne permettent pas cependant de couvrir de manière suffisante l'ensemble des besoins et des thématiques identifiés (exemple en matière culturelle, sportive) et que ces structures doivent être soutenues bien au delà de crédits spécifiques si l'écueil de la reconduction quasi automatique et de la recherche de financements complémentaires veut être évité, afin de laisser une marge de manœuvre en terme d'innovation et d'expérimentation, en faveur des habitants des quartiers prioritaires.

Ce premier bilan du Contrat Urbain de Cohésion Sociale a conduit la ville de Bagnols-sur-Cèze à souhaiter s'inscrire dans la continuité du travail engagé et des orientations de ce Contrat Urbain de Cohésion Sociale, tout en étant amenée à réinterroger les priorités et thématiques en fonction du diagnostic actualisé de la situation des quartiers, de la philosophie et de l'ambition des contrats de ville.

Les orientations :

Forte de cette expérience, la dynamique du contrat de ville 2015 – 2020, s'appuie sur les dispositifs de coordination et d'animation existants. La commune s'inscrit dans la continuité du travail engagé et des **orientations** du contrat urbain de cohésion sociale, à savoir :

Education et réussite éducative :

- garantir une offre éducative de qualité accessible aux enfants et aux jeunes habitant dans les quartiers prioritaires,
- adapter les actions éducatives et innover pour assurer l'épanouissement des enfants les plus en difficulté,
- assurer la cohérence des dispositifs existant sur la ville.

De nombreuses actions sont développées dans le cadre du Projet Educatif Local et du Programme de Réussite Educative.

- **Objectifs : valoriser les actions développées dans le cadre du Projet Educatif Territorial et du Programme de Réussite Educative.**

Santé :

- renforcer la prévention par une meilleure connaissance des publics vulnérables et de leurs vulnérabilités,
- assurer l'accès aux soins pour les populations fragiles des territoires prioritaires.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

L'atelier santé ville a été mis en place autour de trois objectifs d'actions de prévention prioritaires dans le domaine de la nutrition, des addictions et du mal être.

- **Objectifs : prolonger l'action de l'Atelier Santé Ville dans le cadre d'un Contrat Local de Santé du Gard rhodanien sur un territoire et des missions élargis.**

Prévention de la délinquance, sécurité et citoyenneté :

- garantir l'accès aux droits, améliorer la qualité de l'aide aux victimes,
- lutter contre l'insécurité routière,
- lutter contre les incivilités dans les quartiers et dans les lieux publics,
- lutter contre les violences conjugales et intrafamiliales.

La Maison de la Justice et du Droit du Gard rhodanien, l'équipe de Prévention spécialisée portée par Riposte, le Service municipal de la jeunesse, la médiation municipale, les actions de prévention en milieu scolaire, le Service d'Ecriture Publique porté par l'agglomération concourent aux actions de médiation, d'accès aux droits, de prévention et de citoyenneté.

- **Objectifs : valoriser les actions développées dans le cadre du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance.**

Emploi, insertion professionnelle et développement économique :

- favoriser l'émergence d'une animation territoriale « emploi et développement économique » en faveur des publics habitant les quartiers prioritaires,
- faciliter l'insertion professionnelle et sociale des personnes en difficulté, notamment par la clause d'insertion sociale dans les marchés publics,
- favoriser la formation sociolinguistique.

Les projets s'appuient sur la communauté d'agglomération, la Mission Locale Jeunes, la Maison de l'emploi, les chantiers d'insertion, la boutique de gestion, le Centre d'Information et d'Orientation.

- **Objectifs : fédérer les acteurs du territoire et valoriser leurs actions, Développer les savoirs être pour l'accès à la formation et l'insertion professionnelle.**

Habitat et cadre de vie :

- garantir la cohésion sociale en développant les liens inter quartiers et avec le reste de la ville
- poursuivre la requalification déjà engagée de certains quartiers, les valoriser et accroître leur attractivité en s'appuyant sur une participation forte des habitants.

Les actions devront s'appuyer sur l'ingénierie et la gouvernance du projet de renouvellement dans le cadre du protocole du Programme National de Renouvellement Urbain. Le partenariat se constituera avec les bailleurs sociaux et notamment Habitat du Gard, le pôle logement du Centre Communal d'Action Sociale, la Maison des Associations, les habitants dans le cadre du conseil citoyen et les commissions extra municipales de projets.

- **Objectifs : mener une action de fédération des habitants des quartiers, favoriser la mixité notamment intergénérationnelle, accompagner l'aménagement urbain de proximité.**

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

LA COMMUNE DE PONT-SAINT-ESPRIT

I. Présentation générale :

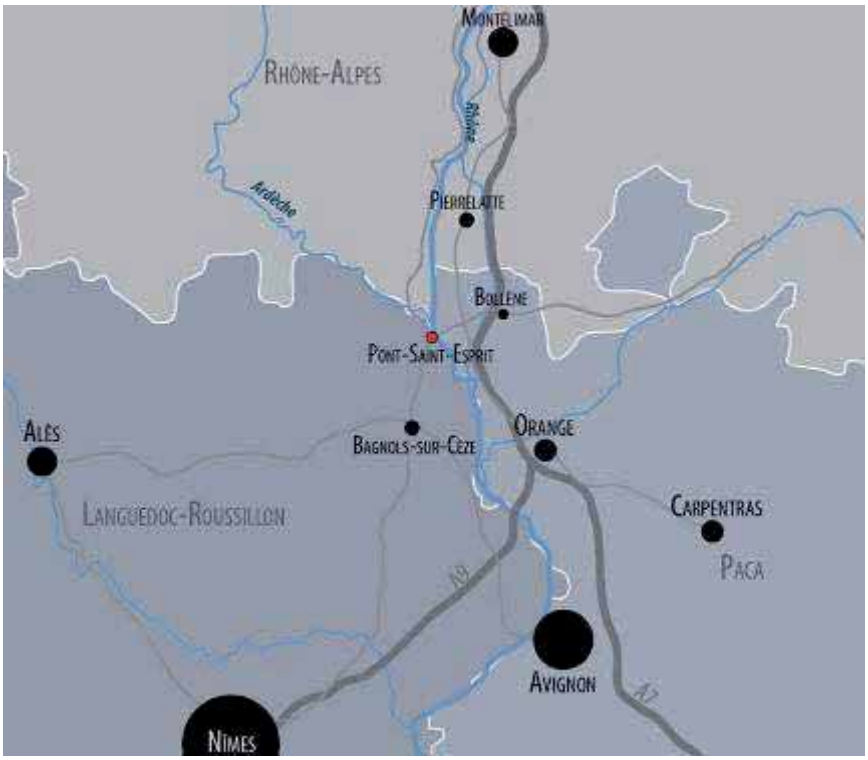
1. Contexte général

La ville de Pont-Saint-Esprit est située à la confluence de l'Ardèche et du Rhône à **l'interface de trois régions: Rhône-Alpes, Languedoc-Roussillon et Provence-Alpes-Côte d'Azur et au contact de trois départements :** le Gard, l'Ardèche et le Vaucluse, sans compter la Drôme dont le territoire vient jouxter à quelques kilomètres près, le département du Gard. **Pont-Saint-Esprit apparaît donc comme un pôle urbain intermédiaire.** La commune se trouve dans la zone nord-est du département du Gard, plus précisément à une dizaine de kilomètres au Nord de Bagnols-sur-Cèze et à l'Ouest de Bollène. **Elle occupe une position intermédiaire entre les pôles d'activités de Marcoule / l'Ardoise au Sud et Pierrelatte / Tricastin au Nord.**

La commune s'étend sur 1 849 ha et compte **10 640 habitants** en 2014.

Le taux moyen annuel de croissance démographique sur la période 2006-2011 est de 1,95 %, supérieur à la moyenne de la communauté d'agglomération qui s 'élève à 1,1 %.

Cependant, ce taux évolue sensiblement à la baisse lors des trois dernières années.



PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

La géographie prioritaire à Pont-Saint-Esprit

Le quartier prioritaire CENTRE ANCIEN



1 510 habitants : 14 % population commune (10 640 hab.) – revenu médian : 9 600 €

La particularité de ce quartier Prioritaire, est de renfermer une **pluralité** d'acteurs et une multitude de typologie. En effet, il se compose, d'habitats, de commerces, de service et d'équipements publics, de propriétaires privés mais aussi de bailleurs publics, de propriétaires occupants comme de propriétaires bailleurs (dans une plus large proportion), d'habitats dégradés, vacants et vétustes mais aussi de demeures imposantes et riches patrimonialement, de patrimoines protégés au titre des monuments historiques, (inscrits et/ou classés), d'espaces privés mais aussi d'espaces publics, (pour rappel, Pont-Saint-Esprit est la seule ville de l'agglomération à disposer d'un secteur sauvegardé), et aussi de lieux de cultes avec 3 religions pratiquées : musulmane, catholique et protestante.

Cette particularité qui en fait sa richesse et sa force en fait aussi sa faiblesse par l'absence de perméabilité, de connexions et de liens les uns avec les autres.

2. <u>Délimitation du quartier prioritaire</u> : le centre ancien de Pont-Saint-Esprit

Pont-Saint-Esprit est une **ville entrante** au sens de la <u>loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014</u> et son quartier prioritaire est le centre ancien.

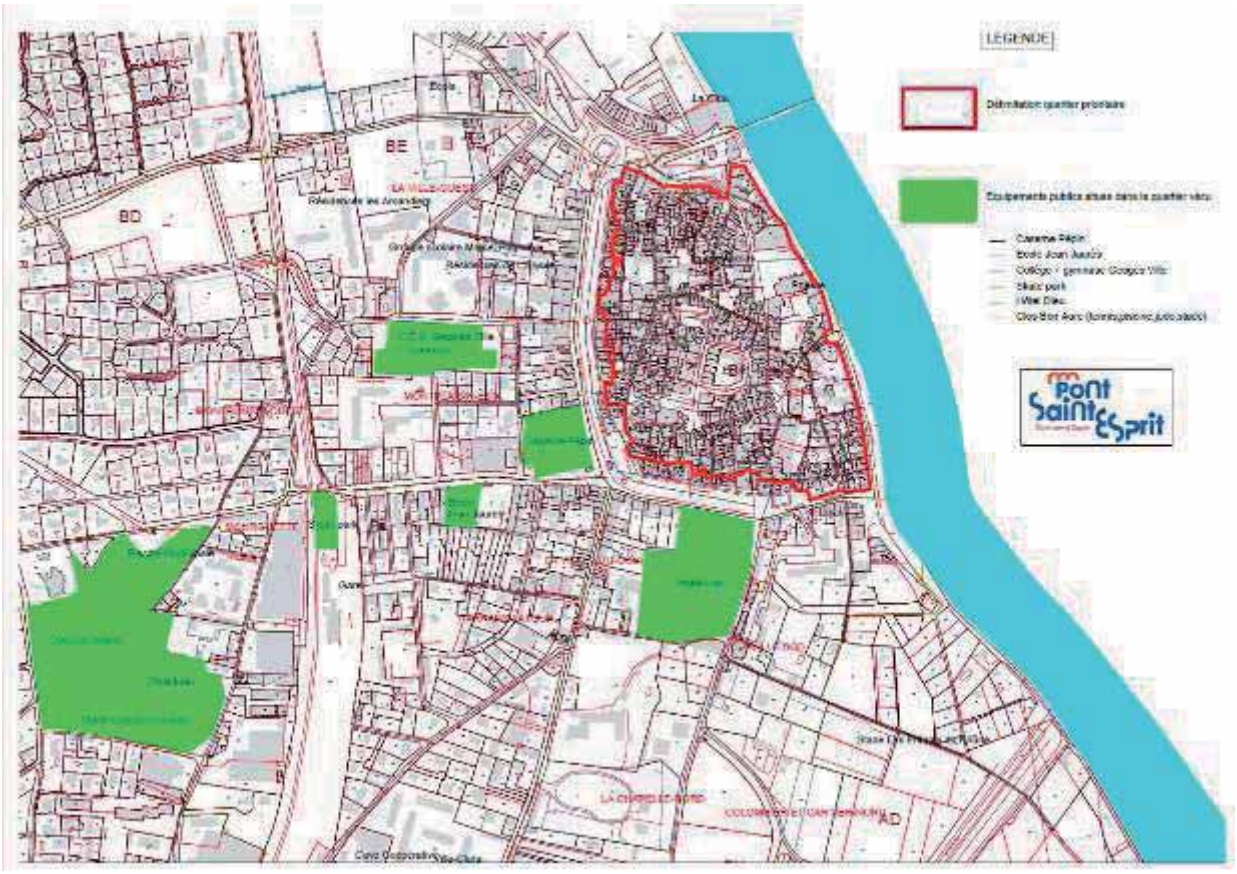
Il a été identifié et officiellement reconnu par décret 2014-1750 du 30 décembre 2014.

A proximité, il existe un ensemble d'équipements publics qui servent aux habitants du quartier prioritaire.

Situés dans le quartier dit « vécu », se trouvent ainsi, 2 équipements scolaires (une école primaire **Jean-Jaurès**, qui accueille les enfants de l'école maternelle **Jules Ferry**, située au cœur du quartier prioritaire, le collège **Georges Ville** et son gymnase).

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015



Un skate Park, proche de la gare ferroviaire qui profite à tous mais en priorité aux jeunes du quartier.

Un complexe sportif municipal **Le Clos Bon Aure**, avec un gymnase, des salles de sports pour la pratique du judo, de la gymnastique, 4 cours de tennis, un stade avec une piste d'athlétisme et une piscine. **Ce complexe, très vieillissant, doit faire l'objet d'importants travaux de mises aux normes. Une réflexion est actuellement à l'étude**.

Situé à proximité du quartier prioritaire, se trouve également, **le Centre Pépin** qui regroupe les services municipaux, de police municipale, du Centre Communal d'Action Sociale, d'un cinéma, du conservatoire de musique (de compétence agglo), d'un centre d'hébergement, d'une bibliothèque et enfin de commerces.
Cet édifice est en cours de travaux **de mises aux normes au titre de la défense incendie et de la mise en accessibilité, avec l'installation** d'un ascenseur extérieur.
La programmation de ces travaux est étalée sur 5 ans (2014-2019).
Il est inscrit **dans le cadre de l'Appel à manifestation d'Intérêt de revitalisation du Centre Bourg.**

Et enfin, au sud de l'écusson délimité en Quartier Politique de la Ville, il y a un site en devenir : **l'Hôtel Dieu**. Ce site de près de deux hectares va faire l'objet d'une restructuration significative avec l'implantation au **cœur de l'édifice inscrit à l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques, un Hôtel de luxe, et sur le reste du foncier, des commerces, du logement (en accession et en location sociale) une maison en partage, des services publics (guichet unique de la municipalité, trésorerie générale, etc.)**

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Ce projet est inscrit dans le projet AMI CENTRE BOURG. Cet aménagement bénéficiera directement aux habitants du quartier en y améliorant la vie de ce centre historique (cf supra OAP Hôtel Dieu).

a) La caractéristique du quartier :

Du fait de cette nouveauté, il n'existe pas de données statistiques fines du quartier. Le centre ancien repose sur 2 IRIS.

Par conséquent les données chiffrées portent sur un territoire **2,6 fois plus grand** que le périmètre quartier Centre-ville. Il représente 6 hectares.

A l'échelle des IRIS, les données les plus récentes viennent du recensement de population 2011 (INSEE), et de la base permanente des équipements 2013 (INSEE).

Au-delà de ces problèmes d'échelle, il existe aussi des données qui sont « frappées » du secret statistique (ce sont les données relatives à la distribution des revenus, la liste des bénéficiaires d'aides sociales, le taux de rotation du logement social et les données établissement) et qui ne peuvent donc être ni extraites, ni exploitées.

Cependant malgré ces éléments peu précis, il existe quelques données fiables importantes.

b) La composition du quartier :

Ce quartier comprend **1510 habitants**, soit **14%** de la population communale et **2%** de la population de l'Agglomération du Gard Rhodanien ;
Il se compose de **1049** logements soit **20%** du parc communal.
Il comprend des logements sociaux et deux bailleurs publics sont présents sur le site (Un Toit Pour Tous et Habitat du Gard), **représentant 8,5% de logements sociaux** de la commune.

Le revenu médian des habitants de ce quartier est de **9 600€ annuel**.

3. <u>L'articulation avec les dispositifs existants et les documents stratégiques :</u>

a) le Contrat Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD).

La réactivation en 2011 du Contrat Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) a fait émerger des problématiques sur le centre ancien, qui ont conduit à la mise en place de diverses actions en lien avec la Politique de la Ville. Ce dernier est composé de 3 groupes de travail :

- Le groupe « indicateurs »,
- Le groupe « civisme », regroupant : l'incivisme, la prédélinquance et la médiation,
- Le groupe « habitat insalubre et violences intrafamiliales ».

Ce CLSPD de Pont-Saint-Esprit s'imbrique parfaitement dans les différents piliers du contrat de ville, dans lequel se retrouvent des préoccupations communes à la Politique de la ville. Ce faisant, la commune s'est de fait préparée à la mise en place d'une politique de cohésion urbaine et de solidarité, et le contrat de ville va être

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

pour elle, une opportunité permettant de donner une nouvelle dimension, et une plus grande efficacité au traitement des problématiques dont souffre son centre ancien.

b) Les documents stratégiques en vigueur et les dispositifs actifs.

Outre les documents supra communaux en cours d'élaboration et pilotés par l'Agglomération, tels que le Schéma de Cohérence territorial (SCOT), le Plan Local de l'Habitat (PLH), Pont-Saint-Esprit a prescrit et élaboré un certain nombre de documents de planification.

Pont-Saint-Esprit a obtenu le **1er juillet 2013**, la délimitation d'un **périmètre de secteur sauvegardé** qui englobe ce quartier prioritaire. L'élaboration du Plan de Sauvegarde est actuellement en cours.

La municipalité a signé le **17 avril 2014** une convention tripartite avec l'Etat, l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat et le Conseil départemental du Gard, une convention **d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH)**, pour une durée de 5 ans (2014-2019), qui recouvre deux périmètres, dont le prioritaire qui correspond au quartier prioritaire de la ville. Cette OPAH fait suite à une étude préalable qui avait révélé un certain nombre de disfonctionnement.

Le **Plan Local d'Urbanisme** (PLU) a été approuvé le **26 février 2015** et vise à limiter l'étalement urbain en favorisant la reconstruction et le réinvestissement du centre-ville. Il fixe, entre autre, des **Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)** qui se situent à la périphérie de ce quartier et qui auront un impact direct sur le centre ancien. **L'OAP du Champ de Mars**, située en limite nord du centre ancien, prévoit l'aménagement d'un grand espace, à ce jour en état de friches, en un vaste vert accessible à tous et permettant une respiration pour ce quartier. **L'OAP de l'Hôtel Dieu**, prévoit le réinvestissement d'une friche urbaine, d'1,8 ha, située au sud du quartier prioritaire qui abritait autrefois, un hôpital local.

En complément de ces documents stratégiques tendant au même objectif : réinvestir ce centre ancien dégradé, la municipalité a conduit et conduit, tout un ensemble d'actions sur son territoire.

La ville de Pont-Saint-Esprit est lauréate **de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) pour la revitalisation des Centres Bourg**, et va pouvoir lancer l'ensemble des actions qu'elle souhaite mettre en œuvre sur la requalification de ses espaces publics, la rénovation de ses monuments historiques.

Par ailleurs, la commune a également décidé, de lancer un **programme pluriannuel de restauration et de sauvegarde de ses monuments historiques** qui sont situés au cœur du quartier prioritaire ou à sa proche périphérie (réfection du lavoir en 3 tranches, Restauration du Prieuré Saint-Pierre en plusieurs tranches).

Elle vient de lancer une **assistance à Maitrise d'Ouvrage(AMO) pour l'Hôtel Dieu** et le projet d'implantation sur le monument historique, d'une résidence hôtelière de luxe, et sur le reste du tènement en friche, un regroupement de services publics (Antenne du Conseil Départemental, des Services de la Trésorerie Générale et des services de

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

la municipalité), des maisons en partage, du commerce, du stationnement et des logements en accession à la propriété.

Ces actions émanant d'un même service, il a été décidé de revoir, en interne l'organisation et le pilotage de ces actions. L'objectif étant de veiller à une bonne coordination des actions, ainsi qu'à l'articulation avec l'entrée de Pont-Saint-Esprit en géographie prioritaire.

II. L'organisation

1. La gouvernance en interne : La création d'un pôle municipal dédié à la politique de la Ville

Pont-Saint-Esprit a très vite pris la mesure des enjeux et s'est organisée en interne, en **créant un nouveau pôle**, celui de la **Politique de la Ville**. Une chef de projet, a été désignée pour diriger ce pôle, Madame Marie-Pierre DALENC. Ce pôle regroupe **4 services** qui ont un lien **direct avec la construction de ces contrats de ville**. Ce pôle assure la transversalité entre les différents services de la ville, ainsi que la coordination avec ceux de l'Agglomération.

2. La mise en place de Comités Techniques et de Groupes de Travail :

La municipalité a donc formalisé des comités techniques, soit en les créant totalement, soit en se servant de groupes de travail déjà existants et résultant du CLSPD, mais en y élargissant leur champ d'intervention ainsi que les participants.
La 1ère étape consistant à faire émerger sur chacun des piliers, depuis les éléments statistiques obtenus au travers de diverses études et/ou données disponibles, les atouts et faiblesses, les enjeux et actions à développer, au sein de ce quartier prioritaire.

La 2ème étape étant le rendu de ces comités techniques et groupes de travail au sein d'un comité de pilotage unique, réunissant les 2 villes et l'Agglomération.

La composition des comités techniques est le reflet du quartier, de ce centre ancien, en réunissant acteurs, promoteurs de celui-ci mais aussi institutionnels, représentants des bailleurs, professionnels qui exercent une activité, etc.

Le pilier cadre de vie et renouvellement urbain :
1 comité technique : COTECH
2 groupes de travail : sur le volet habitat et sur le volet prévention de la délinquance et Insertion.GT

Le pilier cohésion sociale :
1 comité technique : COTECH
2 groupes de travail, sur le volet santé et sur le volet éducation. GT

Le pilier développement économique et emploi
1 comité technique : COTECH (à l'échelle de PSE)
1 groupe de travail à l'échelle de l'Agglomération.GT

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

3. La participation des Habitants : Le conseil Citoyen

Le conseil citoyen
Il est amené à évolué et se compose d'une quarantaine de personnes, 33 volontaires et 7 qui ont été tirés au sort depuis les listes électorales.

Le conseil Citoyen a été constitué grâce à la démarche active de la municipalité. Une réunion **publique s'est tenue le 05 mars 2015 à 18h30 dans le théâtre intercommunal de la Chapelle des Pénitents** (édifice inscrits aux monuments historique et situé au cœur du quartier prioritaire) afin d'expliquer le Conseil Citoyen et inviter les habitants à se mobiliser.

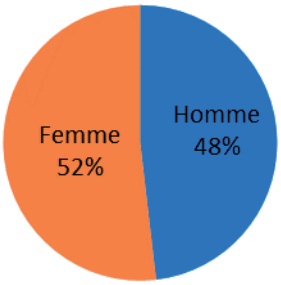
Préalablement les acteurs de terrains avaient fait du porte à porte pour inviter les habitants à venir à cette réunion publique. Un grand nombre d'entre eux, pénétraient pour la 1ere fois dans ce monument. N'ayant jamais eu l'opportunité de voir celui-ci depuis sa restauration et sa mise en service.

Fort de cette présentation, **une trentaine de personnes se sont inscrites.**

Ce conseil citoyen est donc composé d'un collège d'habitants et d'un collège d'acteurs locaux

Le collège d'Habitants :

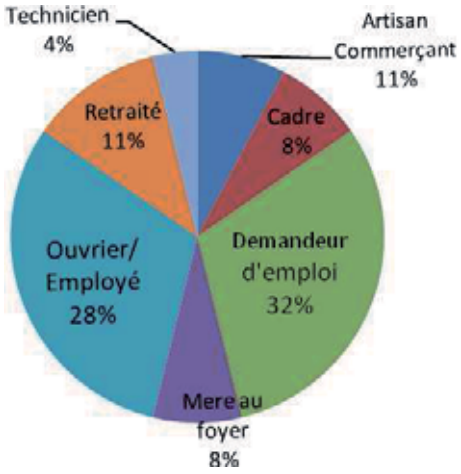
Répartition par sexe		
	NOMBRE	TOTAL
FEMMES	13	
HOMMES	14	**27**



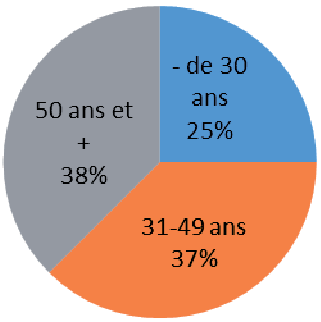
Répartition par catégorie socio-professionnelle	
Artisans-Commerçants	2
Cadre	2
Demandeur d'emplois	9
Femme au foyer	2
Ouvrier/employé	8
Retraité	3
Technicien	1
Total	**27**

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

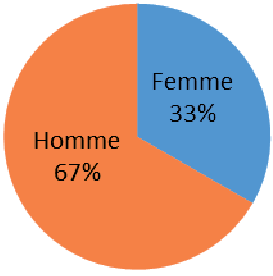


Répartition par tranche d'âges	
- 30 ans	5
31-49 ans	14
50 ans et plus	8
Total	**27**



Le collège d'acteurs locaux :

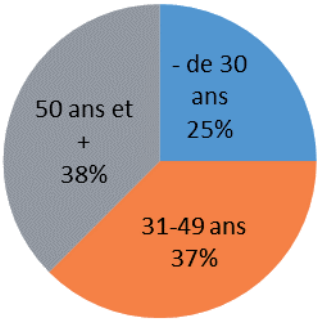
Répartition par sexe		
	NOMBRE	TOTAL
FEMMES	3	
HOMMES	6	**9**



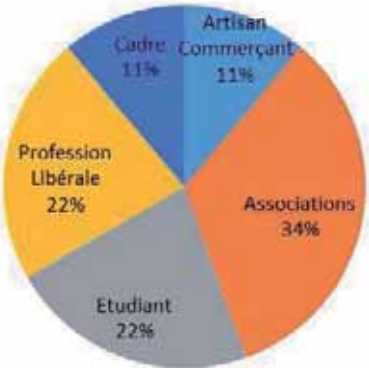
PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Répartition par tranche d'âges	
- 30 ans	2
31-49 ans	4
50 ans et plus	3
Total	**9**



Répartition par catégorie socio-professionnelle	
Artisans-Commerçants	1
Cadre	1
associations	3
Professions libérales	2
étudiants	2
Total	**9**



PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Un tirage au sort complémentaire a dû être réalisé portant à 40 le nombre de personnes composants ce conseil citoyens.
Intéressés, volontaires et mobilisés, nous avons pu animer 3 réunions plénières et les inviter à participer aux groupes de travail.

Constitués en association loi 1901, ils se réunissent pour le moment dans une salle située en quartier vécu, appartenant à la commune et mis à leur disposition.

Un lieu est en cours de recherche actuellement pour leur permettre de disposer d'une salle à eux, au cœur du centre-ville.

- **Les premiers constats :**

Il manque des lieux de rassemblement, extérieurs, ouverts permettant le mieux vivre ensemble.
Ils veulent organiser des manifestations permettant à tous de vivre mieux leur quartier.
Parvenir à faire respecter la propreté au sein du centre-ville.
Retrouver de l'emploi et ramener su commerce.
Faire cesser les trafics en tout genre et ramener de la sécurité publique.

- **Les premières actions** :

Développer le ciné plein air et le décliner sur d'autres lieux.
Nettoyer et éclaircir le centre ancien, les rues sont trop étroites trop sombres.
Faciliter l'accès voiture et améliorer le stationnement.
Lancer un journal permettant l'expression des habitants du quartier.
Créer des spectacles et animer le cœur de ville.
Faire des repas de quartier.
Ramener du commerce et de la vie au centre ancien.
Créer un lieu d'accueil ponctuel parents/enfants de moins de 3 ans géré par une association et les parents pour travailler sur la notion de parentalité, créer du lien social.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

III. La définition du cadre stratégique

Cette définition a pu s'opérer grâce à la réalisation d'un diagnostic participatif, réunissant chacun des acteurs, sur chaque pilier, tel que défini par le cadre règlementaire, et ensuite il a été dégagé sur chacun des piliers des orientations stratégiques.

1. Le diagnostic par pilier :

a) Le pilier cadre de vie et renouvellement urbain :

1 comité technique : **COTECH**
2 groupes de travail : sur le **volet habitat** et sur le **volet prévention de la délinquance et Insertion.GT**

Réuni pour la 1ère fois le 05 mars 2015, ont été convié à s'exprimer :
L'Etat, les Collectivités Territoriales (l'Agglomération du Gard Rhodanien/le Conseil Régional du Languedoc Roussillon/ le Conseil Départemental du Gard), les associations intervenant sur le quartier (du Patrimoine, des commerçants/etc), la Caisse d'Allocations Familiales, les bailleurs sociaux présents sur le quartier.

- **Les éléments présentés** :

Le parc de logements :

- ✓ **Typologie et structuration du bâti**

Un parc de logements anciens qui représente près d'une résidence principale sur 2. Les logements anciens du quartier prioritaire représentent **82% des logements anciens de Pont-Saint-Esprit**.

Un parc composé essentiellement de **logements collectifs** (64,6%).

Les 2/3 des habitants du quartier prioritaire du centre-ville sont des **locataires**.

Un parc à forte **dominante privé** (92% des 1049 logements du quartier) de **petits logements.**

La **taille moyenne des ménages** du quartier est réduite, elle est de **2 personnes**. Elle est inférieure à celle de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien (COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION.) 2,3 et 2,25 pour le département du Gard :

- ✓ **Un parc privé dégradé et vacant :**

La part des **logements vacants** est 2 fois plus importante qu'au niveau de la communauté d'agglomération et la tendance récente est à la hausse de la vacance (+1% en 2014 pour PSE).

70% des logements vacants de Pont-Saint-Esprit sont situés dans le Centre-ville.

PDF Creator Trial

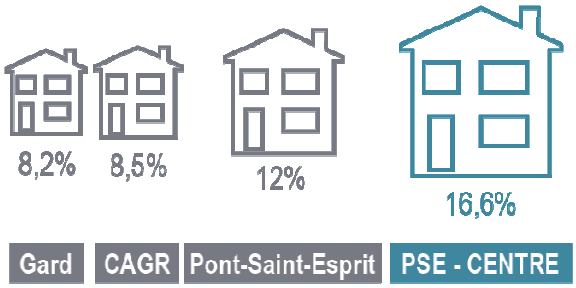
AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

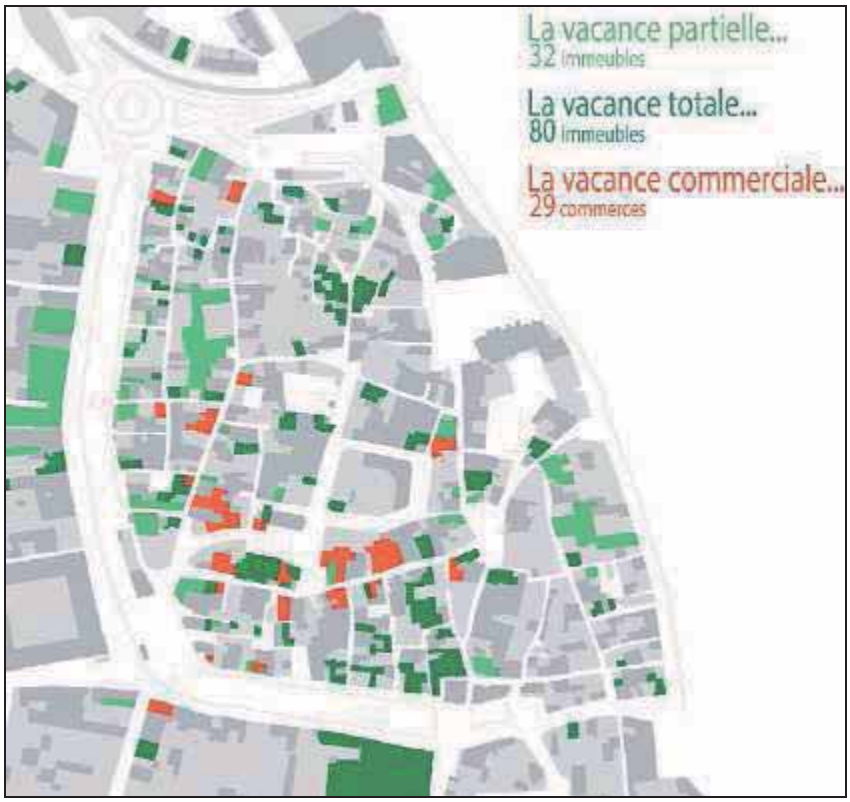
L'habitat indigne du centre ancien résulte principalement d'une **sur division en petits logements locatifs** : 76% du Parc Privé Potentiellement Indigne (PPPi) à destination de ménages en grande précarité.

Avec **plus de 50% de son parc immobilier vacant ou dégradé,** la commune connait une véritable dépréciation de son centre ancien où les phénomènes de vacance et d'indignité s'auto-alimentent.

- ✓ **Eléments graphiques et cartographiques**.

584 logements vacants à Pont-Saint-Esprit en 2014

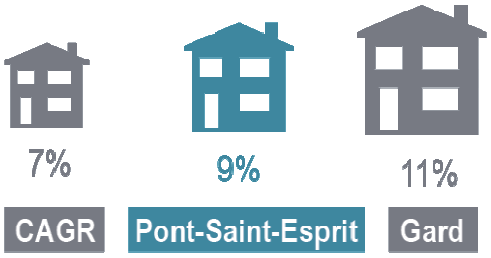


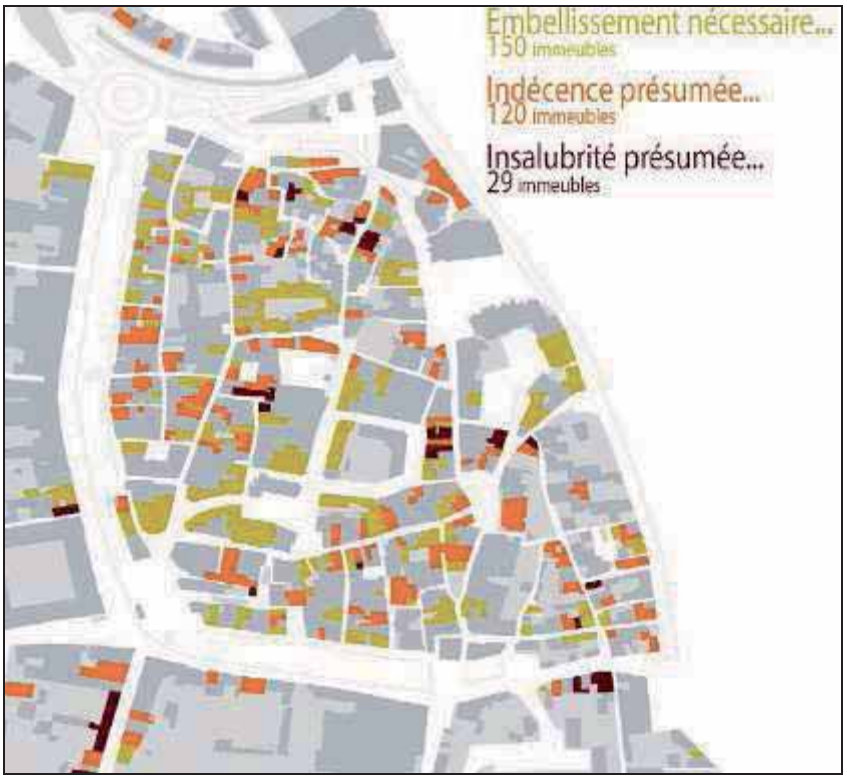


PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

TAUX DES Résidences Principales PRIVÉES **POTENTIELLEMENT INDIGNES** en 2011





PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

✓ **Le parc public** :

Le **taux de logements sociaux** au sens de la Loi SRU est de **16%** à PSE contre 15% pour la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION.

Un parc social sous-dimensionné :
Les **2/3 des ménages sont éligibles** aux logements à loyers modérés (**PLUS**).
Sur le quartier l'offre de logements locatifs sociaux est de 65% de logements en PLUS et 35% de PLAI

Un parc ancien : 44% des logements construits en 1978.

Avec **44% des logements publics construits en 1978**, la **précarité énergétique** est potentiellement importante (35% de logements appartenant à la classe énergétique E)

Une **attractivité moindre** du parc social du quartier avec une forte vacance des logements eu taux de rotation important (63% d'emménagements de – de 4 ans).

Les bailleurs sociaux du quartier :
73% des logements sociaux appartiennent à Habitat du Gard
21% Un Toit pour Tous
6% Vaucluse Logement

✓ **Les éléments cartographiques et graphiques** :

89 logements soit 13% des 669 logements sociaux publics de la commune
Sources : DDTM 30



PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

✓ **Les équipements publics du centre ancien :**

Paradoxalement le centre-ville offre un bon niveau d'équipements et de services publics avec des services municipaux à proximité de ce quartier prioritaire, en frange ouest de celui-ci et qui sont regroupés au sein d'un édifice : le centre pépin. Celui-ci accueille, la police Municipale, le CCAS, le cinéma municipal, le conservatoire intercommunal de musique, le centre d'hébergement, la bibliothèque et des commerces mais qui masque en fait une réalité qui est une **faible offre dans le quartier prioritaire.**

L'accessibilité piétonne est plutôt aisée pour les habitants du quartier prioritaire à l'ensemble des équipements et services étant donné que ceux-ci sont atteignables en moins de 10 minutes. Mais une accessibilité du quartier limitée par des « coupures » pour les modes actifs et des **contraintes** liées au tissu urbain pour le **stationnement riverain** dans le quartier prioritaire.

La voiture est omniprésente et elle occupe le moindre espace public.

À l'image du Prieuré Saint Pierre, le quartier prioritaire possède une **grande densité patrimoniale** (périmètre de secteur sauvegardé et Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur en cours d'élaboration, Musée départemental, Maison des Patrimoines et plusieurs monuments historiques, classés et/ou inscrits) qui est insuffisamment valorisé.

Des espaces publics en état moyen voire dégradé avec peu d'aménités urbaines pour les habitants malgré le panel important d'espaces publics. **L'espace public semble se « rétracter » comme le lien civil semble se déliter** : augmentation des troubles à la tranquillité publique.

Peu d'équipements dans le quartier prioritaire :

- 2 équipements scolaires
- 1 musée
- 1 Théâtre intercommunal la Scène Chapelle (Chapelle des Pénitents)
- 1 lieu culturel en devenir (Prieuré)
- 20 commerces sur les 180



Sources : PLU approuvé de Pont-Saint-Esprit

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Le GT (groupe de travail) sur la prévention de la Délinquance et l'insertion

Il réunissait (le 24 mars 2015) pour la 1ere fois des représentants du Conseil Citoyen, les représentants d'associations caritatives, les associations favorisant l'intégration, des représentants des trois religions présentes au centre ancien, la police municipale, le CCAS, le service municipal de médiation, l'association qui œuvre contre toutes les formes d'addictions, mais aussi la Brigade de Protection de la Jeunesse.

La même présentation leur a été faite et ils ont ainsi pu compléter avec les éléments ci-après.

- ✓ **Les atouts et ressources de ce quartier :**

Concernant le public de ce quartier, il peut avoir accès à de nombreuses actions, mise en place par la Mairie ou par différents partenaires. Certaines sont encore à développer. On retrouve notamment :

- Action Collective: Pont Pour la Citoyenneté (Mairie+CG30)
- Point rencontre-parents (mairie)
- Soupes solidaires organisées par le secours catholique avec l'appui des autres associations caritatives
- Alphabétisation des femmes et aides aux devoirs par l'association
- Repas offert à la mosquée pendant le ramadan le soir
- Chantiers jeunes de l'association Riposte
- Classe des moins de 3 ans en centre ancien (éducation nationale + mairie)
- Permis citoyen+ Renault Mobiliz (mairie)
- Rappel à la loi et rappel à l'ordre

- ✓ **Les faiblesses :**

- Un fort isolement des personnes
- des parents qui sont dépassés voire qui ont peur de leurs enfants
- des difficultés liées aux logements souvent indignes et indécents
- une absence d'aménagement qualitative de l'espace public (manque de bancs)
- des problèmes d'incivilités et un manque de propreté (tags, dépôt sauvage, etc…)
- une délinquance constatée qui vient surtout de l'extérieur de la commune et qui se localise à PSE
- un manque de réactivité et d'intervention des forces de polices et le sentiment d'impunité face à ces actes d'incivilités

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

- **Le GT sur l'Habitat** se réunit toutes les 6 semaines et il examine les dossiers révélés par les services sociaux et/ou par l'équipe en charge de l'animation d'OPAH.

Sont invités à ce groupe de travail l'Agence départementale pour l'information des loyers (ADIL), l'Association pour le Logement dans le Gard (ALG), les services du Conseil Départemental du Gard (UTASI), la Caisse d'Allocations Familiales, le Pôle de Lutte contre l'Habitat Indigne de la DDTM, les services municipaux, de police et de médiation, le CCAS et le service Habitat et Renouvellement Urbain du Pôle de la Politique de la Ville.

Cette rencontre facilite l'échange et la mise en commun d'informations avec les réseaux d'acteurs intervenants sur le même secteur géographique, favorisant la mise en œuvre d'une **action collective, complète et efficace.**

Sont mis en œuvre tous les outils et dispositifs existant de par la loi ou crée par la municipalité qu'ils soient incitatifs (de type OPAH, aide au ravalement) ou coercitifs (déclenchement d'enquête habitat avec une possible mise en œuvre des procédures d'indécence voire d'insalubrité). Mais aussi le PIG « Habiter Mieux », lorsque les faits sont hors périmètre d'OPAH et animation du dispositif SLIME* qui est en fait mis en avant par le Conseil General du Gard et qui vise à proposer une intervention sur la précarité énergétique pour des situations identifiées dans le cadre des aides financière à l'énergie.

*Le SLIME (Service Local d'Intervention sur la Maîtrise des Energies)

b) Le pilier Cohésion sociale :

Le pilier Cohésion Sociale
Un Comité Technique : COTECH
Un Groupe de Travail sur le volet Santé : GT
Un groupe de Travail sur le volet Education : GT

Réuni pour la 1ère fois le **11 mars 2015, ce COTECH** sur la Cohésion sociale est l'émanation du sous-groupe civisme, crée à l'occasion du Contrat Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD), élargi à d'autres acteurs.

Etaient conviés à participer à ce COTECH, l'Etat, le Conseil General et l'Aide Sociale à l'enfance, le Conseil Régional, les responsables d'établissements scolaires, les parents d'élèves, le conciliateur de justice, la Gendarmerie Nationale, la Brigade de Prévention de la Délinquance Juvénile (BPDJ), association de lutte contre les addictions, la DRAC, l'Association œuvrant en faveur du patrimoine, l'Association des commerçants, l'association intervenant dans la lutte contre toute forme d'addictions, les associations œuvrant dans l'aide aux devoirs ou la lutte contre l'illettrisme, l'Agglomération, l'Etat, les services municipaux de médiation, d'insertion et du CCAS, ainsi que le Pole de la Politique de la Ville.

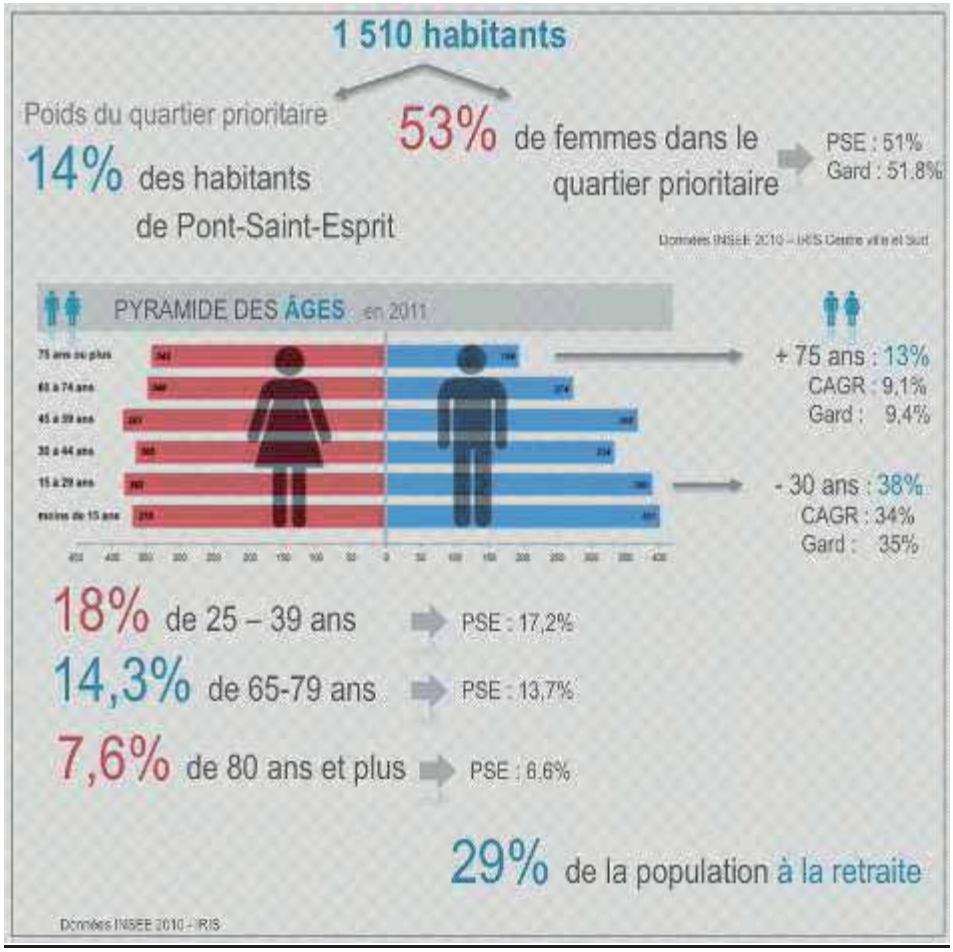
PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

❖ **Les éléments présentés :**

✓ **Peuplement**

Une **part plus importante des femmes** dans le quartier prioritaire que sur la commune : environ 800 femmes pour 700 hommes.
Un **quartier aux multiples facettes** : une part importante de personnes âgées (+75 ans) mais également de jeunes (-30 ans). Plus d'hommes de moins de 30 ans et plus de femmes de plus de 60 ans.
29 % de retraités en 2011 chez les personnes de 15 ans ou plus dans le quartier prioritaire soit la même proportion qu'au niveau du Gard et contre 28% dans la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION.
9% des habitants du quartier prioritaire sont de nationalité étrangère (6% à l'échelle de la commune) et 11,9% de population immigrée : **une population potentiellement exposée aux barrières et aux discriminations** dans l'accès à l'emploi.



✓ **Structure familiale**

Une part très importante de **ménages d'une seule personne : près d'1 ménage sur 2**.
Les personnes seules, à plus fort risque d'isolement social, sont majoritairement des femmes (52%).

La **taille moyenne des ménages** du quartier est réduite, elle est de **2 personnes**.

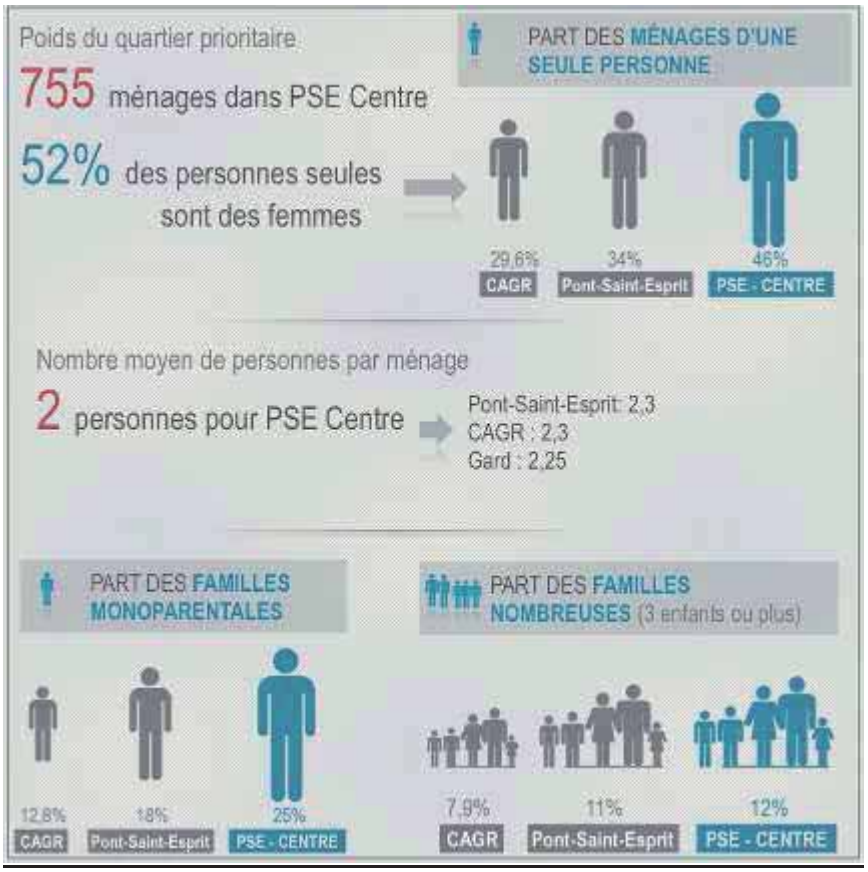
PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Elle est inférieure à celle de la communauté d'agglomération du Gard rhodanien : 2,3 et du Gard : 2,25

Le poids des **familles monoparentales** du quartier prioritaire est sensiblement plus élevé que celui de Pont-Saint-Esprit.

La **part des familles nombreuses** est légèrement supérieure à celle de la commune mais nettement supérieure à celle de la communauté d'agglomération du Gard Rhodanien.



✓ **La mobilisation des aides sociales**

Plusieurs indicateurs de précarité dont la CAF précarité **pointent la situation de la commune** de Pont-Saint-Esprit. Il y a plus de bénéficiaires des aides sociales à Pont-Saint-Esprit qu'à l'échelle du Gard ou de la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION.

✓ **L'éducation et la petite enfance**

6,9% des 15-17 ans non scolarisés
Moyenne France métropolitaine **3,9%**
Moyenne des quartiers du contrat de ville Gard Rhodanien : **8,4%**

Les équipements scolaires présents dans le QUARTIER POLITIQUE DE LA VILLE : 2 écoles :

- Jules Ferry (école maternelle de 132 enfants)

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

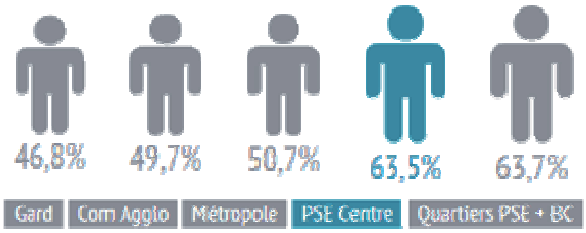
- Notre Dame (école privée accueillant les cycles 1, 2 et 3).

Existence d'une action collective « un pont pour la citoyenneté » en partenariat avec le Conseil départemental (parentalité et développement personnel). Le conseil départemental souhaiterait approfondir les partenariats avec les écoles et développer des actions de prévention.

Le « Point rencontre parents », un atelier sur la parentalité, organisé par la Mairie, et faisant appel à l'école des parents et des éducateurs (EPE) pour l'animation.

✓ **L'accès à l'emploi**

La problématique de la **sous-activité touche essentiellement les femmes**. Elles sont aussi plus fortement frappées par le chômage (28,8%).
La **précarité de l'emploi** touche prioritairement les femmes: 31,9 % d'entre elles sont dans une situation d'emploi à temps partiel.
Un **problème majeur de mobilité et d'accès à l'emploi** (59% des actifs employés de PSE travaillent en dehors de la commune) et un taux d'équipement en véhicule des ménages faibles (27,5% ne disposent d'aucune voiture).
Un taux de chômage des jeunes véritablement problématique, corolaire du faible niveau de qualification.



✓ **La santé et l'accès aux services**

❖ **Les éléments de constat**

Risque de désertification des médecins à Pont-Saint-Esprit car 75% **ont plus de 58 ans.**
Difficultés d'accès aux soins à l'ensemble des ressources (premiers recours, Maison des Adolescents…).

Le **Gard Rhodanien** est une **zone fragile** sur laquelle le panier de service dans le champ de la **prévention** doit être déployé (ARS).

❖ **Les leviers d'actions identifiés par l'ARS :**

Améliorer l'accès aux soins de premier recours
Favoriser le regroupement des professionnels de santé
Favoriser l'activité de nouveaux médecins dans les quartiers prioritaires (sécurisation des 2 premières années).

Développer les initiatives de prévention :
- Rendre accessible les services de prévention et de dépistage
- Renforcer l'accès à la prévention des jeunes et des enfants scolarisés

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

- Renforcer l'accès à la prévention en faveur des femmes
- Promouvoir le recours aux centres examen santé CPAM

Mettre en place un Contrat Local de Santé ou projet local de santé

Les dispositifs mobilisables
Groupe de travail à l'échelle de l'agglomération + **Contrat Local de Santé** mis en place par la communauté d'agglomération du Gard rhodanien
Action en direction des parents (école Jules Ferry – PSE Centre)

- ✓ **Culture, sport et associations**

2 associations de jeunes ont été créées récemment : Street Spirit et Barado.
L'objectif est d'impliquer directement les jeunes en partant de leurs projets.
L'association Street Spirit qui gère le skate park à proximité du quartier prioritaire (gare) recherche un local.
Un Conseil Municipal des Jeunes est actif et travaille en commissions.

Des **équipements à vocation culturelle** dans le quartier prioritaire :
- 1 musée des Arts Sacrés
- Théâtre intercommunal la Scène Chapelle (Chapelle des Pénitents)
- 1 lieu culturel en devenir (Prieuré)

Ses équipements culturels rayonnent au niveau intercommunal et participent pleinement à l'attractivité du quartier prioritaire.

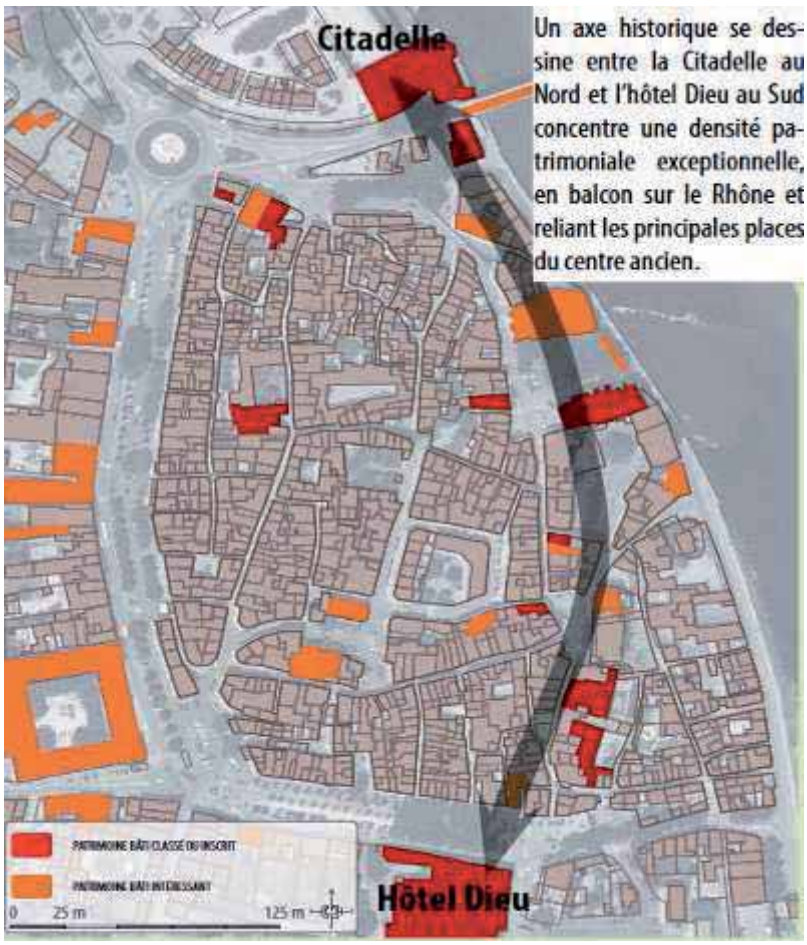
Une **richesse patrimoniale**:
16 monuments historiques sur les 50 de la communauté d'agglomération du Gard rhodanien, seul secteur sauvegardé du Gard Rhodanien.

Un tissu associatif dense:
123 associations dont une trentaine à vocation culturelle et patrimoniale et 37 associations sportives.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

✓ **Les éléments cartographiques**



❖ **<u>Les éléments mis en exergue à l'occasion de ce COTECH</u>**

La permanence du **Centre médico-psycho-pédagogique** est quotidienne, mais beaucoup sont à temps partagé sur plusieurs sites. Il existe un gros problème de délai, avec parfois **300 jours d'attente**.
Le CMPP est limité à l'âge de 6 ans en entrée. Et après 16 ans, il faut aller au CMPEA à Bagnols-sur-Cèze, ce qui pose un problème d'accès majeur. Mauvais retour de la part des familles en contact avec le service médiation sur le CMPP et CMPEA. Pas de retour sur les sollicitations.

Festivités et offre culturelle du quartier prioritaire. Le **Ciné plein air** c'est 4 projections gratuites par an dont une sur la place du couvent. Ces projections rassemblent 200/250 personnes. Il serait intéressant de proposer plus de projections notamment en centre ancien.

Festival du livre a lieu aux portes du quartier prioritaire dans le territoire vécu car il se déroule tous les ans au mois de novembre dans la caserne Pépin. Il est organisé par l'association « Les Amis du Chant de la terre » et propose un programme associant diverses disciplines autour du livre en lien avec le thème choisi (jouer en 2014). Il rayonne au-delà de Pont-Saint-Esprit en y associant les communes de l'Agglomération du Gard Rhodanien et éventuellement proches communes de

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

l'autre rive du Rhône, notamment par des interventions en milieu scolaire et auprès de publics éloignés ou empêchés.

Le **Festival de théâtre amateur « côté cour, côté jardin »** se déroule également dans le cœur de ville au mois de juin : Place George Ville ou dans la cour de la Conservation. Plus de 500 spectateurs chaque année sur 4 jours.

Le **Festival Avignon fait le pont**, Il s'agit d'un festival qui présente des spectacles en avant-première du Festival Off Avignon. Ce festival regroupe des spectacles de théâtre, de musique, de l'art visuel et de l'humour qui seront présentés à Avignon.

Les associations : **L'Association « Livresse »** créée en 2009 et qui a ses locaux dans le quartier prioritaire organise des actions en faveur des habitants du quartier. Elle participe à des manifestations comme le festival du livre.

2 associations à destination des jeunes : **Street spirit** (vocation sportive avec la gestion du skate park) et **Barado** (vocation ludique) sont actives et fonctionnent comme des lieux d'autonomie, le Barado est localisé temporairement dans la conciergerie de l'hôtel Dieu.

L'association renaissance du vieux Pont-Saint-Esprit, dont le but est la connaissance et la défense du patrimoine spiripontain par l'organisation de manifestations et de chantiers pour la sauvegarde des constructions locales, souhaiterait attirer plus de jeunes notamment en les employant lors d'un chantier permanent à vocation patrimoniale.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

❖ **Le GT (groupe de travail) sur le volet santé** :

Il s'est réuni le 13 mars 2015 et il invitait, l'Etat, le Conseil départemental, l'ARS, l'association RIPOSTE (qui intervient dans la lutte contre toute forme d'addiction) les services du CCAS et la médiation.
Ce groupe de travail a permis de présenter le Contrat Local de Santé qui est porté par l'Agglomération et qui devra faire l'objet d'une signature entre l'Etat (l'ARS), le Conseil départemental et l'Agglomération.

Les personnes présentes ont pu exprimer les points suivants :

Il ressort les difficultés d'accès à certains services de santé qui sont éloignés (Bagnols, Nîmes) du territoire.
Des acteurs qui sont nombreux mais des équipes réduites: il y a une nécessité accrue de coordonner les actions.
Un vieillissement alarmant des médecins généralistes avec une vague de départs en retraite d'ici 2 ans ;

Le constat est que sur ce territoire il y a peu d'actions de prévention et d'éducation à la santé.

❖ **Le GT (groupe de travail) sur le volet éducation :**

Il s'est réuni le 26 mars 2015 en présence pour la 1ere fois des représentants conseils citoyens, et complété, des représentants de l'éducation nationale, des directeurs d'école, de représentants de parents d'élèves, du Conseil General, et des services municipaux.

Ont été mis en exergue à l'occasion de ce GT les atouts de ce territoire suivants :

Il existe un module sur la prévention du décrochage scolaire au Collège George Ville, bien que cet établissement ne soit pas intégré au Réseau d'Education Prioritaire (REP) ; le collège public, est extérieur au QUARTIER POLITIQUE DE LA VILLE mais il accueille des enfants issus de ce quartier.

- Permanence du CIO un jour par semaine au Collège George Ville.
- Le conseil écoles-collège où un projet est en cours autour de la médiation scolaire
- Des actions sur la parentalité avec le « point rencontre parents ».
- L'action collective : Un Pont Pour la Citoyenneté

Et les difficultés révélées ont été les suivantes :

Le problème de communication entre les parents, les jeunes et les enseignants.
Le manque de bénévoles au sein de l'association d'aide aux devoirs.
La problématique autour de la notion de « devoirs » cela peut engendrer des conflits familiaux.
Le problème général du « vivre ensemble ».
Par ailleurs il a été présenté le projet Educatif Local, le Projet Educatif du territoire et le Projet de réussite Educative.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

✓ **Prévention de la délinquance : Sécurité/Justice**

2011
Chiffres de la police municipale :
Incendies - 4 véhicules et 12 poubelles
38 atteintes aux personnes

Chiffres gendarmerie :
40 faits pour 1000 (contre107 à Nîmes)

Une tendance à la baisse de la délinquance globale à l'échelle de la commune mais il a été constaté une augmentation dans d'autres secteurs :

- Des actes d'incivisme, de prédélinquance : (185 faits de délinquances mi-2014 contre 153 en 2013).
- Des faits graves dans les établissements scolaires.
- Des **troubles à la tranquillité publique en centre-ville** (vols de plaque d'immatriculation).

Les atouts :

- 2 correspondants sécurité présent à l'école
- Une convention entre la gendarmerie et les professionnels a été signées
- 2 postes d'intervenantes sociales dans le Gard (CIDFF 30)
- Convention multi partenariale destinée à améliorer la prise en charge des victimes de violences conjugales
- Dispositif « alerte enfance Gard »
- 1 brigade de prévention de la délinquance juvénile (BPDJ) à Caissargues
- Dispositif « alerte commerces » mis en place par la CCI
- Policiers formateurs anti-drogue (PFAD)

Les faiblesses :

La commune connait un taux de signalements d'enfants en danger supérieur à la moyenne du département.

Actions en cours à l'échelle de Pont-Saint Esprit

Mise en place de 3 groupes de travail : « civisme », « violences conjugales » et « logement » dans le cadre du CLSPD.
Travail de médiation (service communal) important au service de la population.
Instauration du rappel à l'ordre : mesure préventive.
Projet de mise en place d'hébergement d'urgence pour les femmes victimes de violences en lien avec les dispositifs de la Communauté d'Agglomération.
La maison de justice et du droit de Bagnols-sur-Cèze tient aussi des permanences à Pont-Saint-Esprit.

Le projet d'installation de 5 caméras de vidéosurveillance dans le quartier prioritaire de la ville.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

c) Le pilier développement économique

Le pilier Développement économique et emploi
1 comité technique : COTECH
1 groupe de travail de l'Agglomération : GT

Réuni pour la 1ere fois le 11 mars 2015, ce comité technique conviait l'Etat, l'UT DIRRECTE, le Conseil départemental, le Conseil régional, les associations de commerçants, la Mission locale Jeune, Pole Emploi, les associations en faveur de l'insertion, initiative Gard, la Chambre de commerces et d'Industrie, la Chambre des Métiers et de l'Artisanat, l'Agglomération, les services de médiation.

La compétence économie est une compétence obligatoire de l'agglomération du Gard Rhodanien. Les orientations sont reprises dans le cadre stratégique commun.

2. Les orientations stratégiques et opérationnelles par pilier :

a) Le pilier cadre de vie et renouvellement urbain:

❖ **Les pistes d'actions**

- ✓ La centralité et l'ouverture du quartier sur la ville :
  Le quartier possède une trentaine de locaux d'activités en rez-de-chaussée, l'identification des locaux vacants couplée à l'aide à l'installation en centre-ville semble porter ces fruits.

- ✓ La logique est d'accueillir tous les porteurs de projets même si l'accessibilité du centre ancien tendrait à favoriser des activités artisanales, artistiques et complémentaires du tissu économique des allées.

- ✓ Créer plus de mixité fonctionnelle dans ce centre ancien et éviter l'effet « dortoir » avec plus d'emplois liés aux commerces, à l'artisanat.

- ✓ Poursuivre l'action communale d'aide aux installations des petits commerces et d'activités en centre ancien. Ce qui rejoint le pilier économique

- ✓ Travailler sur les cheminements et la qualité des espaces publics (notamment des accès) pour attirer les touristes dans le centre ; Réfléchir sur une piétonisation du cœur de ville.

- ✓ Mettre en place des liaisons piétonnières sécurisées et avenantes, connectées aux boulevards commerçants.
  Rechercher des solutions pour le stationnement des riverains pourquoi pas en dehors du centre ancien?

- ✓ Rendre accessible le centre ancien à tous (Automobiles/piétons/vélos).
  Aménager un lieu commun (équipements + espaces publics) au cœur du quartier pour retrouver du lien social.
- ✓ Créer un nouvel espace de vie autour d'une place, d'un marché, de festivités ponctuelles…

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

- ✓ Développer des animations autour du Rhône et de ses rives. Créer des micro-évènements permettant de « faire vivre » le quartier par et pour ses habitants en directions aussi des personnes extérieures et inverser le regard et la perception que ce centre ancien véhicule.

- ✓ Poursuivre la politique d'amélioration de l'habitat incitative en mettant l'accent sur le traitement des façades afin de créer une attractivité du patrimoine urbain « ordinaire ».

- ✓ Affiner le repérage des poches de logements insalubres pour mettre en place un outil coercitif et permettre une dédensification.

- ✓ Favoriser la mixité sociale et rajeunir la population.

❖ **Les objectifs opérationnels et leur mise en œuvre**

« L'objectif prioritaire vise à améliorer de façon significative, la vie quotidienne des habitants des quartiers prioritaires, en intégrant l'habitat, la mobilité des habitants et en portant une attention particulière aux jeunes et aux femmes en intégrant la lutte contre les discriminations. » (CGET)

Orientation stratégique 1 : Renouvellement urbain du centre-ville par un projet Habitat / Habitant

> Objectif opérationnel 1.1 : Amélioration de l'habitat et du cadre de vie

Le centre bourg souffre d'une désaffection des logements du parc privé, qui se traduit par un niveau de vacance très élevé (300) et de plus de 200 logements occupés potentiellement indignes. Le contrat de ville doit permettre, en lien avec l'AMI centre Bourg et l'OPAH en cours de réinsuffler une dynamique commerciale, en s'appuyant sur une stratégie intégrée qui associe requalification des espaces publics et soutien aux propriétaires du centre ville.

1. Faire de l'OPAH un outil incitatif de réhabilitation des logements et permettant des parcours résidentiels ascendants
2. Viser la réduction de la facture énergétique pour les habitants
3. Favoriser le maintien dans leur logement de « personnes vieillissantes » au sein du quartier
4. Lancer en parallèle du projet de réhabilitation un projet de renouvellement urbain du quartier par la mise en place d'outils coercitifs sur des îlots concentrant les problématiques d'insalubrité présumée, de tissu urbain dense…
5. Structurer et développer la participation des habitants du quartier au projet de renouvellement urbain
   Mener une politique de diversification de l'habitat, permettant de renforcer les objectifs d'accession sociale à la propriété

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

> Objectif opérationnel 1.2 : Accessibilité et mobilité pour tous

Le projet urbain développé dans le cadre de la dynamique du contrat de ville, de l'AMI Centre bourg et du PLU doit être l'occasion de mettre à plat la problématique d'accès au quartier prioritaire pour tous les modes, la mobilité douce et le stationnement des riverains. Ces enjeux dépassent les limites du quartier prioritaire et doivent être appréhendées au niveau du quartier vécu.

1. Requalifier les espaces publics identifiés comme prioritaires (axe historique) du centre-ville afin de mettre en scène le patrimoine bâti, de créer de nouvelles aménités pour l'ensemble du quartier et ses habitants
2. Favoriser les modes actifs à l'échelle de Pont-Saint-Esprit et du quartier prioritaire
3. S'appuyer sur les nouvelles orientations de la politique de transport en commun de la communauté d'agglomération du Gard rhodanien pour faire sortir les habitants du quartier et leur permettre un meilleur accès à l'emploi
4. Veiller à l'accessibilité de tous les lieux publics du centre-ville
5. Repenser l'offre de stationnement et la circulation automobile du centre-ville

Orientation stratégique 2 : Répondre aux besoins des habitants dans une démarche participative :

Le centre-ville est victime d'une désaffectation par ses habitants. La vacance nombreuse et l'indécence prégnante, ne favorisent pas l'appropriation par les habitants de leur quartier. L'implication des habitants sur chacun des projets urbains est nécessaire.

> Objectifs opérationnels 2-1: Améliorer l'implication des habitants
Au travers du conseil citoyen nouvel espace d'expression.

> Objectifs opérationnels 2-2 : Favoriser la mixité
Veiller à privilégier une mixité entre les habitants et maintenir également une mixité fonctionnelle.

> Objectifs opérationnels 2-3 : Travailler sur la mémoire du patrimoine bâti
Le centre ancien est un vivier de l'histoire. Sa richesse patrimoniale qui s'ouvre grâce aux travaux de réhabilitation doit s'ouvrir à tous et pas uniquement envers les touristes ou les personnes extérieures au quartier.

> Objectifs opérationnels 2-4 : Développer des projets de logements intergénérationnels
Le « mieux vivre ensemble » est nécessaire et ce centre ancien est riche d'occupants d'âges différents.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

b) Le pilier Cohésion sociale :

Les 5 principaux enjeux retenus à l'échelle du quartier prioritaire de Pont-Saint-Esprit

1. Renforcer le lien social et la cohésion entre les partenaires garant de la cohésion sociale
2. Créer de nouveaux liens intergénérations
3. Rendre « perméable » le quartier : donner envie d'y venir pour les spiripontains, donner envie d'en sortir pour les habitants du quartier
4. Mieux identifier les jeunes en difficulté et diminuer la délinquance
5. Améliorer l'accompagnement des jeunes vers l'emploi

❖ **Les Pistes d'actions issues des groupes de travail et comités techniques**

- ✓ Accompagner les projets d'associations qui s'impliquent dans le « vivre ensemble » à l'échelle du territoire vécu du quartier.
- ✓ Implanter un ou des nouveaux lieux regroupant de nouvelles activités culturelles, des associations…
- ✓ Lutter contre l'illettrisme par des parcours éducatifs permettant l'accès facile au patrimoine, musée, médiathèque, cinéma…
- ✓ Améliorer les partenariats entre les services municipaux sociaux, judiciaires, cadre associatif en maintenant la dynamique lancée par le CLSPD et le contrat de ville.
- ✓ Inviter les spiripontains à rentrer dans le centre ancien en le rendant plus vivant, plus attractif grâce à une diversification de l'offre culturelle, un nouveau lieu ou l'ouverture plus fréquente du théâtre intercommunal.
- ✓ Augmenter le nombre d'animations événementielles ou ponctuelles dans le quartier puis dans un second temps mettre en place des actions culturelles et solidaires régulièrement.
- ✓ Faciliter l'accès aux pratiques artistiques et sportives, les échanges entre les habitants grâce à un développement de l'offre culturelle en priorité vers les jeunes.
- ✓ Chantier de graffiti sur PSE, avec PIRATE (grapheur local).
- ✓ Patrouilles quotidiennes de la police municipale – gendarmerie nationale – Educateurs de rue pour aller plus loin dans la politique de prévention des troubles, des vols.
- ✓ Mettre en place une structure pour les élèves décrocheurs en soutenant l'association « Vivre PSE » qui aide des enfants au primaire et quelques collégiens.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

- ✓ Créer un atelier civisme dans le cadre scolaire notamment pour les collégiens
- ✓ Travailler avec les familles des enfants en difficulté pour améliorer la prévention de la délinquance.
- ✓ Formation des jeunes de 16 à 25 ans avec une aide pour les faire « sortir » du quartier et de la commune.
- ✓ Soutien scolaire des plus jeunes à améliorer.
- ✓ Mission locale mobile dans le quartier (se rapprocher des jeunes dans un premier temps puis leur donner envie de sortir de leur enfermement dans un second temps).
- ✓ Profiter de la rénovation urbaine engagée pour lancer de nouvelles actions d'insertion des jeunes par l'intermédiaire des Chantiers Ecole sur du mobilier urbain, de la rénovation d'espace public, du micro-fleurissement…

❖ **Les objectifs opérationnels et leur mise en œuvre**

« L'objectif prioritaire vise à réduire la pauvreté et à favoriser l'égalité des chances pour les habitants des quartiers prioritaires, en portant une attention particulière aux jeunes et aux femmes ainsi qu'en intégrant la lutte contre les discriminations ». CGET

Orientation stratégique 1 : Réussite éducative, lutte contre le décrochage scolaire et accompagnement des jeunes vers l'emploi

> Objectif opérationnel 1.1 : Agir en prévention du décrochage scolaire et proposer des actions de soutien à la parentalité

1. Accompagner des parcours d'éducation artistiques, sportifs ou culturels pour les jeunes du quartier prioritaire de la maternelle au collège
2. Mettre en place une structure pour les élèves décrocheurs en soutenant l'association « Vivre PSE » qui aide des enfants au primaire et quelques collégiens.
3. Poursuivre et promouvoir l'accueil dès 2 ans à l'école Jules Ferry
4. Développer les actions d'accompagnement éducatif à la scolarité et accompagner les établissements lorsqu'ils s'engagent dans des actions pédagogiques innovantes
5. Créer un lieu pour l'accueil temporaire et régulier des enfants de moins de 3 ans sous la responsabilité des parents pour favoriser le lien social notamment en faveur des femmes et échanger sur la parentalité.

> Objectif opérationnel 1.2 : Rendre les jeunes acteurs de leur projet de formation, professionnel ou de leur quartier

1. Renforcer les lieux associatifs pour la jeunesse comme le barado dans le quartier vécu.
2. Lancer un chantier école de rénovation du quartier et de son patrimoine bâti
3. Favoriser la fréquentation des structures petite enfance, dès le plus jeune âge, pour les familles les plus isolées.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

4. Valoriser l'engagement citoyen via le service civique et l'engagement associatif des jeunes.
5. Valoriser les compétences des jeunes acquises hors de l'école (famille, loisirs) en mettant en place un Livret personnel de connaissance et de compétences.
6. Structurer et encourager la participation des jeunes au contrat de ville grâce au conseil citoyen.
7. Faire vivre une veille éducative à l'échelle du centre ville, permettant le lien entre l'école, la famille, équipe médico-sociale et les acteurs associatifs.
8. Etudier la création d'une régie de quartier afin que les habitants et notamment les jeunes soient associés à l'amélioration de leur cadre de vie.

Orientation stratégique 2 : Culture et patrimoine vecteurs de cohésion sociale

> Objectif opérationnel 2.1 : Faire de la culture une dimension à part entière de la dynamique du centre ancien

1. Accompagner des parcours d'éducation artistiques, sportifs ou culturels pour les jeunes du quartier prioritaire de la maternelle au collège.
2. Faciliter l'accès à l'art et à la culture des habitants par des actions de médiation et de sensibilisation portés par des équipes artistiques, des associations ou des établissements culturels.
3. Soutenir les actions qui favorisent la participation des jeunes à la vie associative, culturelle.

> Objectif opérationnel 2.2 : Faire du patrimoine et de l'identité du centre ancien, un vecteur de lien social intergénérationnel

1. Développer des actions valorisant et capitalisant la mémoire des habitants et du centre-ville.
2. Soutenir la création et la diffusion adaptées aux attentes des habitants, d'outils pédagogiques qui contribue à déconstruire les stéréotypes.
3. Augmenter le nombre d'animations événementielles ou ponctuelles dans le quartier puis dans un second temps mettre en place des actions culturelles valorisant le patrimoine bâti.
4. Favoriser la transmission de valeurs grâce à un lieu où serait réuni plusieurs générations autour de la thématique culture / éducation / citoyenneté.

Orientation stratégique 3 : Prévention – santé – tranquillité publique

> Objectif opérationnel 3.1 : Faire de la santé un facteur de bien être pour tous les habitants du quartier

1. Améliorer l'offre de soins par la création d'une maison de santé en centre ville pour attirer de nouveaux médecins et lutter contre le vieillissement des médecins généralistes.
2. Identifier et agir sur les problématiques de santé spécifiques aux femmes.
3. Poursuivre la démarche d'Atelier Santé Ville avec le contrat local de santé dans une logique de coordination entre les acteurs et de développement d'actions de prévention et lutter contre le renoncement aux soins.
4. Améliorer l'accès au Centre médico-psycho-pédagogique et réduire les délais d'attente avant la prise en charge.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

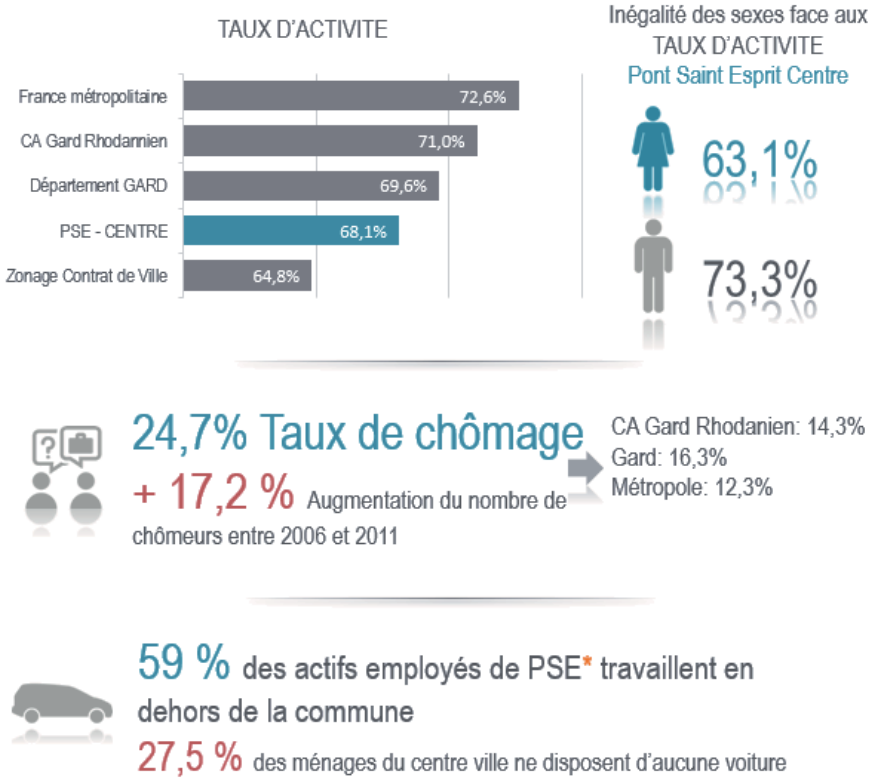
> Objectif opérationnel 3.2 : Prévenir la délinquance juvénile, des jeunes majeurs et des publics en difficultés

1. Favoriser la réinsertion sociale et professionnelle des mineurs et jeunes majeurs.
2. Maintenir la dynamique de travail partenarial lancée par le CLSPD.
3. Développer des actions d'ouverture hors du quartier en privilégiant une démarche de projet (exemple du dispositif Ville Vie Vacances).
4. Poursuivre le recours à la médiation sociale dans le cadre de résolution des tensions et de mise en relation entre les populations du quartier et les institutions.
5. Développer les marches exploratoires des femmes et la prévention situationnelle dans le centre-ville.
6. Accompagner les projets s'inscrivant dans une démarche relevant du pouvoir d'agir des habitants.

c) Pilier du développement économique

Les éléments de diagnostic :

Activité et chômage



Le centre bourg de Pont-Saint-Esprit est confronté à un taux d'activité de la population sensiblement inférieure à la moyenne nationale. La problématique de **la sous-activité touche essentiellement les femmes**. Cette catégorie est aussi plus fortement frappée par le chômage (28,8%). Mais plus fondamentalement, c'est la présence d'un public fortement éloigné de l'emploi.

PDF Creator Trial

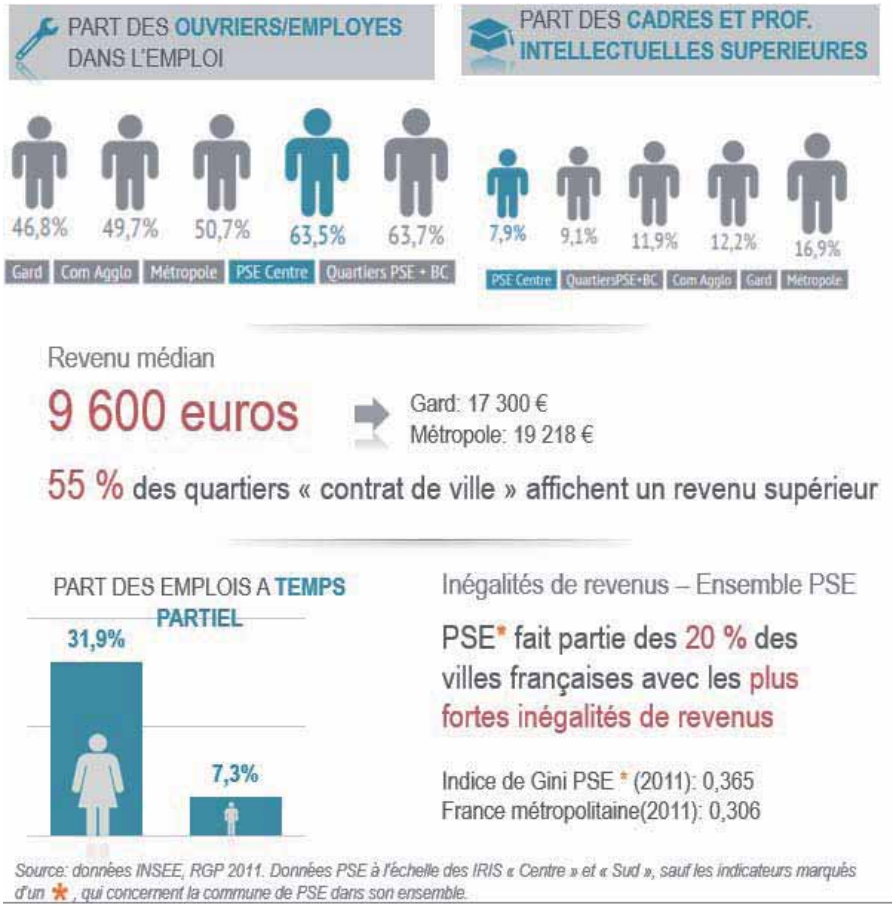
AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Le **taux de chômage** est de 24,7% en 2011, soit deux fois plus que la moyenne métropolitaine. Au-delà de la photographie, c'est son évolution qui est sujet à interrogation. Entre 2006 et 2011, le nombre de chômeurs s'est accru de 11.7%, témoignant des difficultés croissantes du quartier.

La vulnérabilité des publics, s'explique en partie par un problème majeur de **mobilité et d'accès à l'emploi. En l'absence de véritable pôle d'emploi sur le territoire communal,** le faible taux d'équipement en véhicule (27,5% des ménages sans voiture) constitue un handicap majeur dans l'accès à l'emploi.

Aux obstacles matériels, s'ajoutent les barrières informelles. Le quartier est marqué par une surreprésentation des populations immigrées (11,9%) et de nationalité étrangère (9,1%) qui sont plus fréquemment confrontées aux mécanismes de discrimination à l'embauche.

Profil de l'emploi



Au sein de la population active, les emplois **faiblement qualifiés** prédominent, avec 63,5% de CSP ouvriers/employés parmi les salariés. Les phénomènes de **précarité dans le travail** ne sont pas particulièrement surreprésentés dans l'ensemble, mais ils touchent prioritairement les femmes: 31,9 % d'entre elles sont dans une situation d'emploi à temps partiel.

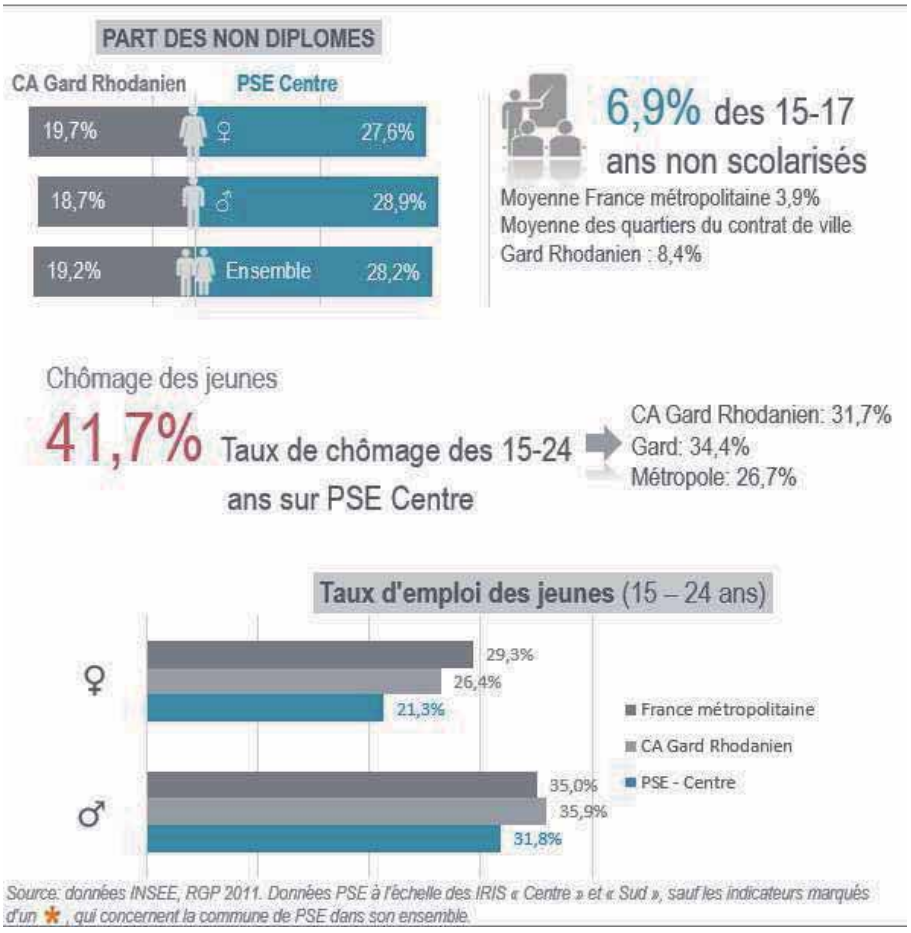
D'une manière générale, les actifs employés du quartier s'inscrivent dans un profil type d'emploi plutôt stable, faiblement qualifié et peu rémunéré. Le **revenu** médian

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

est très faible, y compris en comparaison des autres quartiers politique de la ville : le Centre Bourg de Pont-Saint-Esprit fait partie des 50% des quartiers prioritaires de la ville les plus pauvres, sur la base de l'indicateur de revenu médian.

Jeunesse et formation



Le diagnostic a mis en évidence une difficulté majeure d'accès des jeunes à la qualification et à l'emploi. Si on ne constate pas au plan statistique (2011), de phénomène quantitatif majeur de déscolarisation, on relève en revanche un **taux de sortie sans diplômes de 9 points supérieur à la moyenne de l'agglomération.** Ce phénomène touche plus particulièrement les garçons, près de 30% d'entre eux sortent du système scolaire sans diplômes.

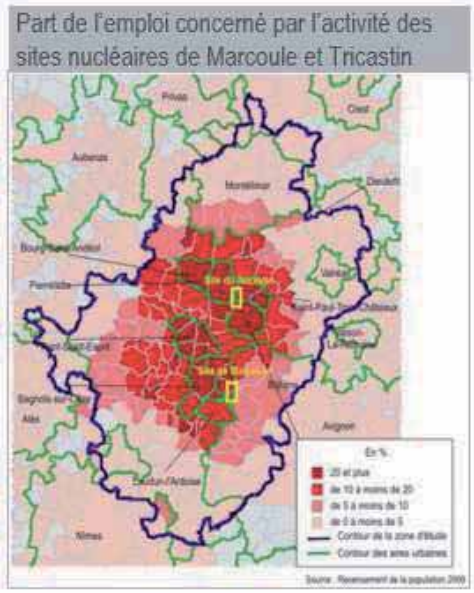
Corolaire du faible niveau de qualification, le **taux de chômage des jeunes (41,7%) apparaît comme un fait saillant, particulièrement problématique** et qui interroge sur le devenir du quartier et de ses habitants.

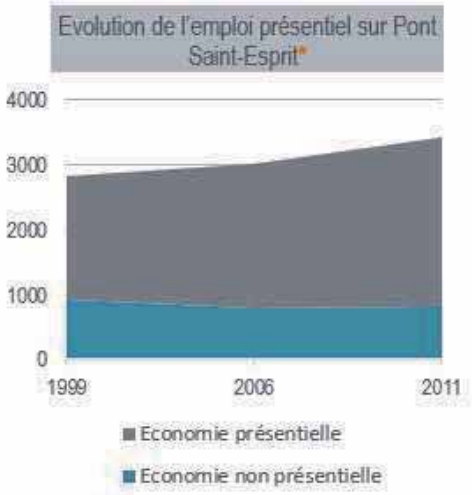
L'accompagnement des jeunes dans l'emploi s'affirme ainsi comme l'un des enjeux prioritaires pour le quartier.

PDF Creator Trial

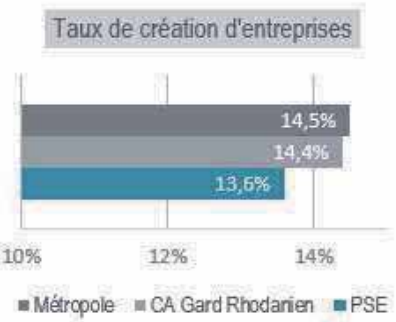
AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Entreprises et commerces









Sources: INSEE CLAP et étude Rapport INSEE - 2013 - Inscription territoriales des sites nucléaires

Le bassin d'emploi local est fortement lié à l'activité des sites de Marcoule et du Tricastin.

Les activités directes et indirectes liées aux sites nucléaires représentent 16%* des emplois sur PSE, et les activités induites 25% de l'emploi à l'échelle de l'aire urbaine.

Sur la commune, les activités non-présentielles tendent à décliner, au profit d'une économie présentielle dynamique, attestant de **l'attractivité démographique et du potentiel touristique communal***.

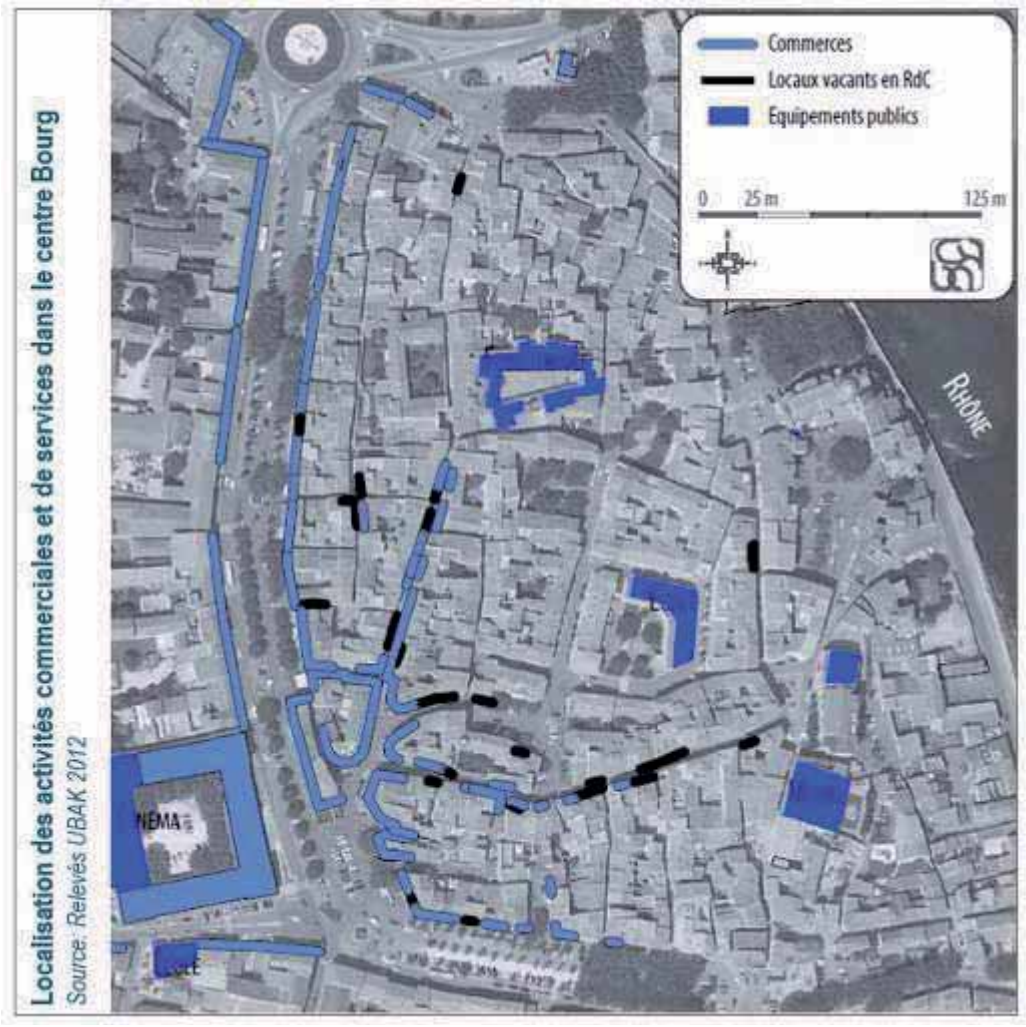
La **dynamique de création d'entreprise* est** en deçà de la moyenne nationale et semble marquée par un repli ces dernières années. Même s'il convient de tenir compte également de des facteurs structurels, avec la retombée de la dynamique de créations d'entreprises après le « boom » de créations lié à l'introduction du dispositif « auto-entreprise » en 2008.

La dynamique économique d'ensemble du territoire ne bénéficie pas au centre bourg. On assiste à un phénomène de dévitalisation économique du quartier centre-ville. Les commerces du centre se sont progressivement déportés vers les

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

allées, qui bénéficient d'une meilleure exposition et d'une plus grande accessibilité. Si bien que de nombreux locaux du centre-ville sont désormais vacants, ce qui contribue grandement à réduire la qualité de services aux habitant et alimente le sentiment d'abandon du quartier.



Pourtant, le centre dispose d'un avantage majeur en termes de développement avec une densité patrimoniale exceptionnelle : 16 monuments historiques sur les 50 de la communauté d'agglomération.

Il offre un panorama attractif, à l'entrée de la commune, et présente un potentiel touristique à exploiter, en lien avec le patrimoine fluvial et la proximité de la grotte Chauvet.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Les dispositifs locaux

Entrées dans les dispositifs de droit commun

	PSE Ensemble	CA Gard Rhodanien	Source
Contrats en alternance dont apprentissage	4 2	35 25	Mission locale
EAV – Emplois d'avenir	17	132	Mission locale
CIVIS dont femmes	37 15	232 121	Mission locale
Formation savoirs de base dont femmes	13 10	85 48	Mission locale
Formation qualifiante dont femmes	15 9	94 53	Mission locale
Parrainage dont femmes	 1	22 9	Mission locale

L'Etat des lieux a permis de mettre en évidence que le territoire n'était pas délaissé en termes d'accès de services aux public. Néanmoins des marges de progrès importantes existent, afin de remédier effectivement aux problèmes concrets du territoire.

La présence physique des services publics de l'emploi sur le territoire apparaît à ce jour perfectible. L'essentiel des lieux d'accueil physique (MDE, pôle emploi) sont situés à Bagnols-sur-Cèze. Il existe une permanence de la Mission locale, sur la commune PSE, mais elle est située sensiblement hors quartier (caserne Pépin). Plus fondamentalement, son ouverture limitée à deux demi-journées par semaine, ne permet pas d'assurer une véritable continuité dans l'accompagnement des jeunes.

En dehors des actions de la mission locale (comme l'action de « Jobdating »), aucune animation ou évènement spécifique sur le quartier n'a été recensé à ce jour.

D'une manière générale on constate que le taux d'accès des jeunes aux dispositifs CUI / CIVIS / EAV est comparable (voir légèrement inférieur) à la moyenne de l'agglomération. L'accès au dispositif de droit commun, apparaît ainsi perfectible, compte tenu du nombre de jeunes potentiellement éligibles à ces dispositifs. Elle soulève la question de leur détection et de leur accompagnement.

Avant son entrée dans le périmètre de la politique de la ville, la Mairie s'est engagée dans une politique volontariste de redynamisation du centre ancien. Elle se traduit par la mise en place du dispositif « hypercentre » (aides aux loyers commerciaux la première année d'installation) qui a accompagné la réinstallation de plusieurs commerces dans le centre historique. L'action de l'animateur et du médiateur auprès des jeunes du quartier ont également permis d'enclencher une dynamique de projet professionnelle et associative avec plusieurs jeunes en difficulté.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Sur le plan commercial, aucune démarche FISAC n'a été engagée sur le territoire dans un passé récent, alors que s'affirme le besoin de modernisation d'une partie des commerces installés à l'intérieur du quartier.

Les éléments mis en exergue à l'occasion de ce groupe de travail :
-Mieux faire connaitre les outils et dispositifs de droit commun, notamment :
-Aides à la création d'entreprises
-Dispositifs d'accompagnement à l'emploi

- **Les objectifs opérationnels et leur mise en œuvre**

« L'objectif prioritaire vise à réduire les écarts de taux d'emplois entre les territoires prioritaires et l'agglomération de référence, en particulier au bénéfice des jeunes et des femmes en intégrant la lutte contre les discriminations ». (CGET)

Orientation stratégique 1 : FAVORISER L'ACCES A L'EMPLOI DES PUBLICS FRAGILISES

> Objectif opérationnel 1.1 : agir sur les obstacles à l'employabilité des publics fragilisés

1. Développer et renforcer les actions français langue étrangère (FLE), notamment en direction du public inactif et féminin.
2. Renforcer les actions individuelles d'accompagnement sur les postures et compétences professionnelles
3. Etudier la création d'une régie de quartier afin que les habitants et notamment les jeunes soient associés à l'amélioration de leur cadre de vie en accédant à un emploi.

> Objectif opérationnel 1.2 : amener les jeunes vers la mobilité

1. Renforcer les chantiers d'insertion et les chantiers école sur le quartier;
2. Renforcer les actions de proximité (médiateur) pour créer le premier lien de confiance;
3. Engager un projet sur la mobilité courte distance (covoiturage organisé)
4. Renforcer l'offre de mobilité de moyen terme (location sociale.)

> Objectif opérationnel 1.3 : développer les parcours individualisés d'accompagnement vers l'emploi

1. Engager des actions en partenariat avec les associations sportives pour détecter les jeunes NEET.
2. Engager des logiques d'accompagnement individualisé dans le cadre de l'IEJ.
3. Renforcer la permanence de la mission locale, et l'intégrer au quartier.
4. Renforcer les actions de mise en relation et de communication sur les opportunités. d'emploi (actions avec les filières économiques, job-datings, présentation des dispositifs d'accompagnement création d'entreprises).

Orientation stratégique 2 : INSUFLER UNE DYNAMIQUE COMMERCIALE NOUVELLE SUR LE CENTRE BOURG

> Objectif opérationnel 2.1 : Soutenir le commerce et la création d'activité

1. Créer des aménités à même de favoriser l'attractivité du centre (stationnement, cheminement, signalétique, aménagements urbains…).
2. Lancer une opération FISAC.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

3. Maintenir et amplifier le soutien à l'installation de commerces (dispositif hyper centre)
4. Développer les actions de promotions de la création d'entreprise.
5. Travailler sur le développement des micros franchises sociales sur le service de l'aide aux personnes.
6. Favoriser l'installation d'entreprises d'ESS (mécanique, développement durable…) sur le territoire ou en lien avec des projets (hôtel Dieu).

> Objectif opérationnel 2.2 : Mettre les projets du renouvellement urbain au service du développement économique et de l'inclusion sociale

1. Généraliser les clauses d'insertion dans les marchés publics de travaux.
2. Impliquer des entreprises d'insertion dans les projets d'aménagements prévus au contrat (renouvellement urbain, maisons de quartier…)
3. Faire un chantier de rénovation sur le patrimoine en SIAE, en impliquant des jeunes du quartier

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

III L'ORGANISATION :

*« Sur le **territoire intercommunal**, l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de politique de la ville est chargé du **diagnostic** du territoire, de la définition des **orientations**, de **l'animation** et de la **coordination** du contrat de ville et, dans le cadre défini par ce dernier, de la **mise en oeuvre** des actions relevant de ses compétences et de celles de portée intercommunale.*

*Sur le territoire de la **commune**, le maire est chargé, dans le cadre de ses compétences, de la **mise en œuvre** du contrat de ville et contribue aux actions des autres signataires selon des modalités définies par le contrat de ville.*

*Une instance de **pilotage** est instituée en vue de **l'élaboration**, de la **mise en oeuvre** et de **l'évaluation** du contrat de ville. Son organisation et son fonctionnement sont précisés par les signataires du contrat de ville.*

*Les objectifs des contrats de ville s'inscrivent dans les **orientations** définies à l'échelle **intercommunale** par l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre **avec les communes** ou, à défaut, par la commune, pour le développement de leur territoire. » Extrait Loi 21 février 2014*

Les signataires :

Etablissement Public de Coopération Intercommunale : Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
Villes : Bagnols-sur-Cèze, Pont-Saint-Esprit
Etat : Préfecture du Gard, Agence Régionale de Santé, Rectorat,
Département
Région
Caisse des Dépôts et Consignations
Bailleurs sociaux
Caisse d'Allocations Familiales

Les partenaires :

Direction Départementale de la Cohésion Sociale,
Direction Départementale des Territoires et de la Mer,
Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi,
Direction Régionale des Affaires Culturelles
Caisse Primaire d'Assurance Maladie
Mutualité Sociale Agricole
Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail
Régime Social des Indépendants
Chambres consulaires
Pôle Emploi

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

La participation des habitants :

« Un conseil citoyen est mis en place dans chaque quartier prioritaire de la politique de la ville, sur la base d'un diagnostic des pratiques et des initiatives participatives.
Le conseil citoyen est composé, d'une part, ***d'habitants tirés au sort*** *dans le respect de la parité entre les femmes et les hommes et, d'autre part, de* ***représentants des associations et acteurs locaux***.

Ces conseils citoyens sont associés à l'élaboration, à la mise en oeuvre et à l'évaluation des contrats de ville.

Des représentants du conseil citoyen participent à toutes les instances de pilotage du contrat de ville, y compris celles relatives aux projets de renouvellement urbain.

Les conseils citoyens exercent leur action en toute indépendance vis-à-vis des pouvoirs publics et inscrivent leur action dans le respect des valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité, de laïcité et de neutralité. » extrait Loi du 21 février 2014

Conseil citoyen du quartier prioritaire de Bagnols-sur-Cèze animé par l'association Mosaïque en Cèze.

Conseil citoyen du quartier prioritaire de Pont-Saint-Esprit en cours de constitution sous la forme associative loi 1901,

Par leur connaissance des réalités territoriales et leur expertise d'usage, les habitants des quartiers prioritaires constituent les partenaires essentiels de la politique de la ville. Le principe de co-construction se concrétise d'abord par la mise en place des conseils citoyens qui reposent sur trois principes essentiels :

- L'autonomie de réunion, de formulation d'avis vis-à-vis des autres acteurs, notamment institutionnels,
- Leur composition intégrant d'une part des associations et des acteurs locaux et d'autre part des habitants tirés au sort,
- La représentation de ces conseils dabs chaque instance de pilotage du contrat de ville, afin qu'ils soient partie prenante de l'ensemble du processus contractuel, depuis l'élaboration du projet jusqu'à sa mise en œuvre et son évaluation, selon des modalités définies dans le contrat.

Les représentants des conseils citoyens seront associés aux travaux des groupes de travail par pilier.

La gouvernance :

- Le **chargé de mission politique de la ville** au sein du pôle Solidarités de la communauté d'agglomération en charge de l'animation du contrat de ville, du suivi des actions et des financements. Il assure la cohérence des dispositifs et des actions en lien avec le projet de territoire en participant aux instances de coordination par site et en animant des groupes de travail par pilier au niveau intercommunal.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

- Un **groupe de travail transversal d'élus communautaires** (cohésion sociale, emploi et développement économique, cadre de vie et renouvellement urbain) pour le suivi du contrat de ville et des actions.

- La **Commission solidarités et politique de la ville intercommunale** (présentation des bilans et du programme d'actions).

- Le **conseil communautaire** et les instances de validation des signataires et partenaires.

- Les **commissions municipales** avec les élus et techniciens référents (validation des bilans d'activité et du programme d'actions).

- Les **dispositifs** et **acteurs** mobilisés: Projet Educatif Territorial/Programme de Réussite Educative de la ville de Bagnols-sur Cèze et service éducation de la ville de Pont-Saint-Esprit, Contrat Local de Santé du Gard rhodanien, Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance de la ville de Bagnols-sur –Cèze et celui de la ville de Pont-Saint-Esprit, Maison De l'Emploi du Gard rhodanien/Mission Locale Jeunes du Gard rhodanien, conseils citoyens.

Les référents :

Coordination intercommunale :

Le Conseiller communautaire délégué à la politique de la ville et santé de la communauté d'agglomération du Gard rhodanien.
La Directrice du Pôle solidarités et Politique de la ville du Gard rhodanien.
Le **chargé de mission politique de la ville** au sein du pôle Solidarités de la communauté d'agglomération du Gard rhodanien.

Coordinations communales :

Le Conseiller municipal délégué à la politique de la ville.
La Coordonnatrice administrative politique de la ville de Bagnols-sur-Cèze.
L'adjointe au Maire en charge de la Politique de la ville de Pont-Saint-Esprit.
La responsable du pôle politique de la ville de Pont-Saint-Esprit.

Conseils citoyens :

Le conseiller municipal référent du conseil citoyen de Bagnols-sur-Cèze.
L'association Mosaïque en Cèze en charge de l'animation du conseil citoyen de Bagnols-sur-Cèze.
L'association gestionnaire du conseil citoyen de Pont-Saint-Esprit
L'adjoint au Maire référent du conseil citoyen de Pont-Saint-Esprit.
L'agent communal référent du conseil citoyen de la ville de Pont-Saint-Esprit.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Pilier cohésion sociale (éducation et maitrise de la langue, présence judiciaire de proximité, culture, sport, accès aux droits, santé)

Direction Départementale de la Cohésion sociale
Education nationale
Agence régionale de Santé
Caisse d'Allocation familiale
Protection Judiciaire de la Jeunesse
Police, Gendarmerie
Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation
Déléguée du droit des femmes
Direction Régionale des Affaires Culturelle
Département du Gard
Région
Adjointe au Maire déléguée à l'éducation et à la laïcité de Bagnols-sur-Cèze
L'adjoint délégué à l'action sociale de Pont-Saint-Esprit
Coordonnatrice Contrat Local de Santé du Gard rhodanien
Responsable Maison de la Justice et du Droit du Gard rhodanien
Coordonnatrice Programme de réussite éducative/ Projet éducatif territorial de Bagnols-sur-Ceze
La Directrice de Mosaïque gestionnaire des centres sociaux de Bagnols sur Cèze
La Directrice de l'éducation, sport et jeunesse de la ville de Bagnols-sur-Cèze
La Coordonnatrice Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance de Bagnols-sur-Cèze
Le responsable du Pôle des services de proximité de Pont-Saint-Esprit
La responsable du Pôle solidarités de Pont-Saint-Esprit
Le chargé de mission prévention et économie de Pont-Saint-Esprit
La responsable du Pôle politique de la ville de Pont-Saint-Esprit
Les représentants des conseils citoyens,

Cadre de vie et renouvellement urbain (tranquillité publique, accès aux services, transports)

Direction Départementale des Territoire et de la Mer
Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat
Agence Nationale pour le Renouvellement Urbain
Agence de l'Environnement et de la Maitrise de l'Energie
La Chambre de Commerce et d'Industrie
La Chambre des Métiers et de l'Artisanat
La Direction régionale des Affaires culturelles
Les Services territoriaux de l'Architecture et du Patrimoine
Conseils d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement du Gard
Caisse des Dépôt et Consignation
Syndicats des transports
Bailleurs sociaux
Région
Département
La conseillère déléguée aux Centres sociaux, au Logement, à la Santé et au Handicap ville de Bagnols-sur-Cèze
L'adjoint délégué à l'urbanisme de Pont-Saint-Esprit
La cheffe de service Urbanisme de Bagnols-sur-Cèze

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

La responsable du Pôle politique de la ville de Pont Saint Esprit
Le chargé de mission Prévention et Economie de Pont-Saint-Esprit
La responsable du Pôle Solidarités de Pont-Saint-Esprit
Le Directeur du Pôle Aménagement et Attractivité du Territoire de la communauté d'agglomération du Gard rhodanien
La Directrice du Pôle Aménagement urbain et Habitat de la communauté d'agglomération du Gard rhodanien
Les commissions communales d'accessibilité
Les représentants des conseils citoyens,

Développement économique et emploi (formation, mobilité, emploi, création d'entreprise)

Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi
Pôle Emploi
Mission Locale
Maison de l'Emploi
Cap Emploi
Caisse des Dépôts et Consignation
Région
Département
Chambres consulaires
Réseaux et Clubs d'entreprises
Boutique de gestion
Guichet unique
Airdie
Initiative Gard
Conseiller délégué au commerce, à l'artisanat et aux services à la population de Bagnols-sur-Cèze
Ajointe au Maire en charge de l'économie, comité de jumelage, agriculture, tourisme, foires et marchés de Pont-Saint-Esprit
Directrice pôle emploi et développement économique du Gard rhodanien
Chef de service emploi et compétences du Gard rhodanien Mission Locale Jeunes/Maison De l'Emploi
Chargé de mission prévention et conseils citoyens de Pont-Saint-Esprit
La responsable du pôle Politique de la Ville de Pont-Saint-Esprit
La responsable du Pôle solidarité de Pont-Saint-Esprit
Les représentants des conseils citoyens,

Le pilotage du contrat de ville

Le pilotage du contrat de ville par la communauté d'agglomération du Gard rhodanien concoure à :

Assurer un pilotage politique fort au niveau intercommunal, gage du respect et de la lisibilité des engagements contractuels par la détermination de priorité d'action, l'arbitrage financier, l'évaluation régulière des objectifs et le réajustement des axes de travail. Il repose sur le **comité de pilotage** composé des représentants des institutions signataires.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Rendre lisible et cohérent l'ensemble des dispositifs, mis en œuvre sur le territoire. La cohérence est assurée par la recherche de solutions communes dans le respect des missions de chacun et les répartitions des enveloppes financières. La lisibilité est une demande tant des institutions que des acteurs locaux de la politique de la ville, particulièrement le secteur associatif. Il repose sur le travail collectif des techniciens au sein du **comité technique** et des **groupes de travail par pilier.**

Assurer l'ingénierie de projet, mise en œuvre par les **équipes de Maitrise d'œuvre Urbaine et Sociale** au niveau de l'agglomération et des communes. Elle repose sur une animation territorialisée susceptible de mobiliser l'ensemble des ressources existantes.

Le comité de pilotage

Le comité de pilotage est composé des membres suivants :

- Le Président de la communauté d'agglomération ou son représentant,
- Le Maire de la commune de Bagnols-sur-Cèze ou son représentant,
- Le Maire de la commune de Pont-Saint-Esprit ou son représentant,
- Le Préfet de département, ou ses représentants,
- Le Directeur de l'Agence Régionale de la Santé, ou son représentant,
- Le Recteur d'Académie, ou son représentant,
- Le Président du Conseil régional, ou son représentant,
- Le Président du Conseil départemental, ou son représentant,
- Le Président du Conseil d'Administration de la Caisse d'Allocations Familiales du Gard, ou son représentant,
- Le Président de l'office public Habitat du Gard, ou son représentant,
- Le Président de Grand Delta, ou son représentant
- Le Président de Un Toit pour Tous, ou son représentant,
- Le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie, ou son représentant,
- Le Directeur de la Mutualité Sociale Agricole, ou son représentant,
- Le Président de la Chambre de Commerce et de l'Industrie, ou son représentant,
- Le Président de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat, ou son représentant,
- Le Président de la Chambre d'Agriculture, ou son représentant,
- Les représentants des conseils citoyens,

Le comité de pilotage assure le pilotage politique et la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble de la démarche. Il a pour missions de :

- Définir les orientations de la politique à mener,
- Discuter et valider le rapport annuel d'évaluation du contrat,
- Repérer les déficits de gestion et de coordination et veiller à les corriger.

L'ensemble des actions développées dans le cadre du Contrat de Ville sont agréés en Comité de pilotage qui, sur avis du comité technique, valide les répartitions financières. Les décisions seront prises sur la règle du consensus. Il se réunit au moins un fois par an.

Les réunions seront préparées par le comité technique, sous l'égide de l'équipe opérationnelle.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Le comité technique

Le comité technique est composé des techniciens des signataires et partenaires :

- Le chargé de mission politique de la ville de la communauté d'agglomération,
- Les équipes opérationnelles des communes,
- Les services de l'Etat de la Direction départementale de la Cohésion sociale, de la Direction départementale des Territoires et de la Mer, de Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi, de l'Agence régionale de santé, de la Direction régionale des Affaires culturelles, de la Caisse des Dépôts et consignation,
- Les services du département de la politique de la ville et de l'Unité Territoriale d'Action Sociale et d'Insertion,
- Les services de la Région,
- Le représentant de la Caisse d'Allocations Familiales, de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie, de la Mutualité Sociale Agricole,
- Les représentants des chambres consulaires,
- les représentants des bailleurs sociaux,
- les coordonnateurs des dispositifs territoriaux : Contrat local de Santé, Programme de réussite éducative, Conseil local de sécurité et de Prévention de la Délinquance,
- les représentants des conseils citoyens.

Le comité technique a pour missions de :

- préparer les réunions du comité de pilotage (programmation et évaluation annuelle),
- suivre de manière régulière le programme d'actions, particulièrement les actions bénéficiant de financements pluriannuels,
- veiller à la cohérence et à l'articulation des dispositifs mis en œuvre.

Il se réunit au moins deux fois par an. Les réunions sont préparées par le chargé de mission politique de la ville.

Les équipes opérationnelles de maitrise d'œuvre urbaine et sociale :

L'équipe opérationnelle de maitrise d'œuvre urbaine et sociale, sous le contrôle de la Directrice du Pôle des Solidarités et de la Politique de la ville de la communauté d'agglomération et du conseiller communautaire délégué à la Politique de la ville et à la santé, repose sur le **chargé de mission politique de la ville** et sur les moyens administratif du pôle. Il travaille en étroite collaboration avec les coordonnateurs des dispositifs au sein des pôles de la communauté d'agglomération et des équipes municipales.

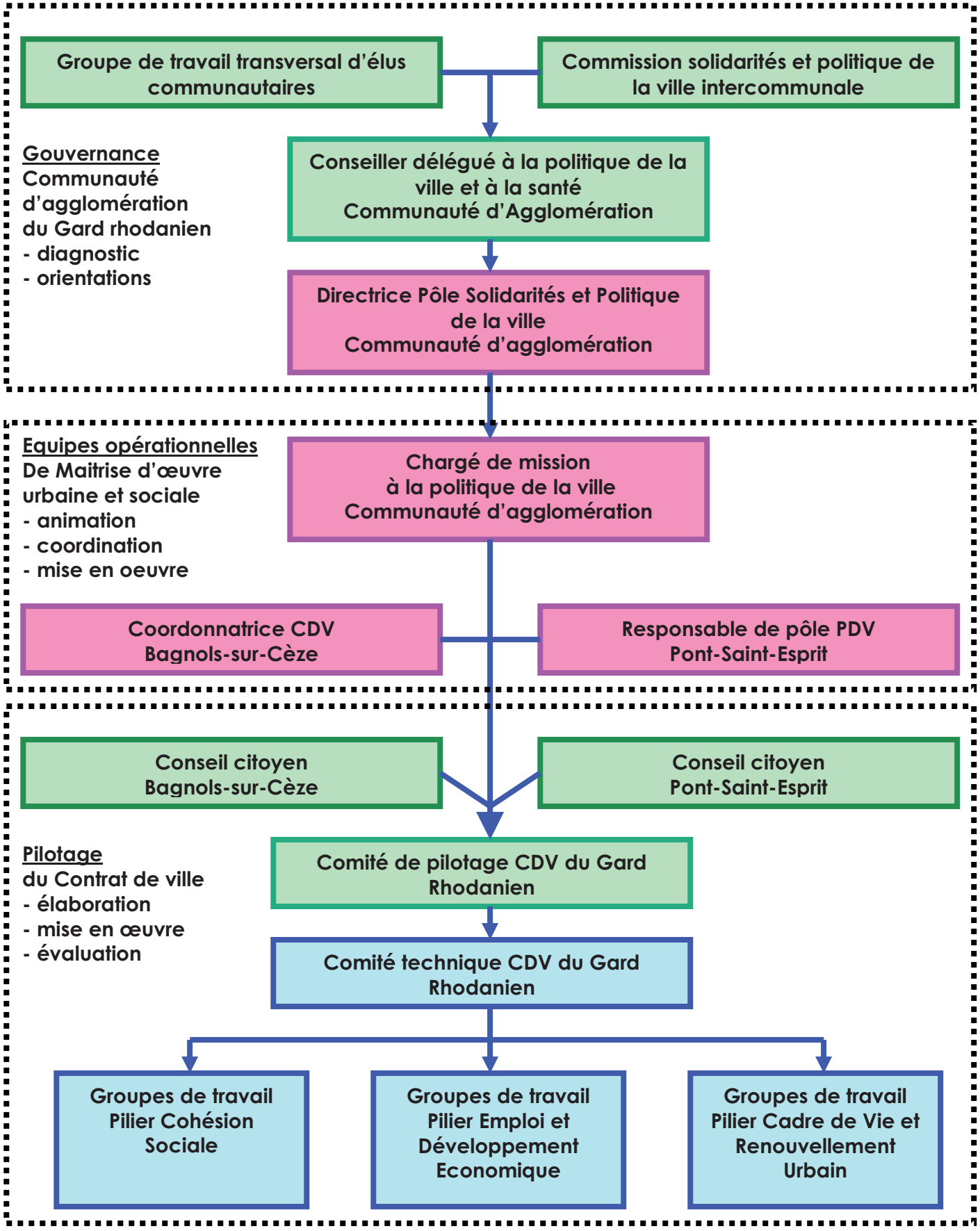
Le chargé de mission de la politique de la ville a pour mission de :

- animer l'ensemble de la démarche, le comité de pilotage, le comité technique, le groupe d'élus communautaire transversal et les groupes de travail par pilier,
- soutenir et coordonner les porteurs de projets,
- favoriser l'émergence de nouveaux projets à l'échelle des territoires prioritaires,
- suivre et évaluer les programmes d'actions et les engagements contractuels.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

SCHEMA D'ORGANISATION GENERALE



PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

IV LE SUIVI ET L'EVALUATION :

La démarche d'évaluation vise à articuler trois logiques :

- une logique de compte-rendu des réalisations financées,
- une logique de suivi de l'action publique menée sur les territoires,
- une logique d'évaluation des effets produits par l'action de la politique menée.

Le bilan annuel des actions :

Chaque action financée dans le cadre du contrat de ville fait l'objet d'un bilan annuel. Ce bilan est **réalisé par le porteur de projet**. Il conditionne l'obtention de subvention pour l'année suivante.

Les indicateurs reposent sur les critères quantitatif du nombre de personnes touchées (âge, sexe, origine géographique…), le nombre de rencontres ou de séances et sur les critères qualitatifs des effets des actions et de la satisfaction du public. Le conseil citoyen contribue aux évaluations.

Le rapport annuel de réalisation

Réalisé par l'équipe opérationnelle, un rapport annuel est présenté au comité de pilotage du Contrat Urbain de Cohésion Sociale.

Ce bilan comporte les éléments suivants :

- des données sur les réalisations (moyens financiers, techniques et humains mobilisés sur chaque quartier au cours de l'année écoulée),
- des éléments actualisés de contexte (évolution observée sur les quartiers),
- le rappel des objectifs et leur degré d'accomplissement.

Le rapport annuel de réalisation permettra de rendre compte de l'état d'avancement dans les engagements contractualisés. Il constitue une base de travail pour déterminer les priorités d'actions pour les années suivantes.

L'évaluation finale

Une évaluation des effets produits par les actions au terme du contrat de ville, synthétise les bilans annuels et les bilans thématiques des piliers et des dispositifs. Elle porte un regard sur les changements opérés dans les quartiers et à l'échelle du territoire du Gard rhodanien en matière de réduction des inégalités sociales et territoriales. Elle évaluera les nouveaux enjeux à l'issue du contrat. Cette évaluation partagée pourra être réalisée en continu sur la durée du contrat par une structure extérieure selon les préconisations du Commissariat général à l'Egalité des Territoires.

Cette évaluation devra permettre de :

- apprécier l'impact global de l'ensemble des dispositifs mis en œuvre sur le territoire au vu des finalités et des principaux enjeux stratégiques définis par le contrat,
- apprécier les modalités de mise en œuvre de l'action publique (transversalité, participation et conduite de projets).

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

ANNEXES

ANNEXE I : L'INTERVENTION DE LA CAISSE DES DEPOTS

La Caisse des Dépôts, acteur historique du logement social et de la politique de la ville et qui conduit des actions en faveur des quartiers prioritaires, apportera son concours financier et son appui technique à la mise en œuvre du contrat de ville de ***du Gard rhodanien***.

Elle interviendra au titre de ses missions d'intérêt général pour le logement social, la **cohésion sociale et la solidarité**, pour le **développement et la compétitivité des territoires** et pour la **transition écologique et l'environnement**.

Dans ce cadre, la Caisse des Dépôts pourra intervenir en mobilisant son expertise et des moyens financiers sur ses fonds propres ainsi que des prêts du Fonds d'Epargne en privilégiant les volets économiques, urbains et logements du contrat de ville.

1/ En ce qui concerne le volet économique du contrat de ville, la mobilisation de la Caisse des Dépôts s'organisera autour de trois axes :

- l'accompagnement du développement économique des quartiers prioritaires,
- le développement des outils de cohésion sociale favorisant l'accès à l'emploi,
- les investissements immobiliers à vocation économique (immobilier commercial, immobilier de bureaux, immobilier d'entreprise…).

2/ En ce qui concerne le volet urbain du contrat de ville, la mobilisation de la Caisse des Dépôts privilégiera :

D'une part, les missions d'ingénierie suivantes, sans que celles-ci soient limitativement listées :

- les études stratégiques (stratégie de développement économique, attractivité du territoire, diversification de l'habitat, stratégies énergétiques…) ;
- les études préalables et pré-opérationnelles (diagnostics économiques, diagnostics de l'habitat privé, diagnostics environnementaux, études de faisabilité, études gestion des ressources…) ;
- les actions d'aide à la maitrise d'ouvrage de la direction de projet (OPCU, AMO financière, AMO développement durable, évaluations...).

D'autre part, les prêts sur fonds d'épargne pour le financement des opérations d'aménagement et d'équipement urbains des quartiers :

- construction, acquisition ou réhabilitation d'équipements publics (notamment bâtiments scolaires, à vocation culturelle, sportive, sociale, administrative…), infrastructures, aménagements et requalification des espaces publics concourant au projet urbain des quartiers ;
- opérations de requalification économique contribuant à la revitalisation économique (commerces, bureaux…).

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

3/ En ce qui concerne le volet logement, l'ensemble des prêts sur fonds d'épargne pour le logement social sera mobilisé afin de financer la démolition/construction, la réhabilitation et la résidentialisation d'immeubles. Sous certaines conditions, la Caisse des Dépôts et Consignation pourra également financer les copropriétés dégradées.

Les modalités d'intervention de la Caisse des Dépôts seront précisées dans des conventions à signer entre la Caisse des Dépôts et les différents intervenants concernés (collectivités territoriales, bailleurs, Etablissements publics…) et ce, sous réserve de l'accord des comités d'engagement compétents.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

ANNEXE II : LETTRE D'ENGAGEMENT HABITAT DU GARD

CONTRIBUTION AU PROJET DE CONTRAT DE VILLE
LETTRE D'ENGAGEMENT

L'engagement d'Habitat du Gard en matière de politique de la ville ne se limite pas à la seule question du renouvellement urbain mais impacte plusieurs dimensions de son action.
Habitat du Gard est engagé depuis de nombreuses années dans les différentes politiques de la Ville et reste toujours fortement impliqué dans d'importantes opérations de rénovation urbaine dans des quartiers ou son patrimoine est concerné.
Dans ces quartiers, l'action de l'Office se concrétise par des programmes d'envergure de démolitions, reconstructions, réhabilitations partielles et complètes, résidentialisations ainsi qu'au quotidien par la prise en compte permanente et simultanée de « l'habitant et de l'habitat ».
En effet, de par son expérience, Habitat du Gard est en mesure de s'engager dans la requalification globale d'un îlot (sociale comme architecturale), par des opérations qui amorce un changement d'image du quartier intégrant à la fois les problématiques techniques et l'enjeu d'un mieux vivre ensemble.
Habitat du Gard est en mesure de démontrer par ces opérations sa capacité à porter des projets inédits et atypiques. L'ambition pour les années à venir serait de développer ces initiatives en travaillant d'une part sur les aspects d'accessibilité, de rénovation énergétique, de restructuration des logements (modification de typologies) pour permettre au mieux la mixité.
Afin d'améliorer les conditions de vie et maîtriser au mieux les charges de ses locataires, Habitat du Gard, mettra son expérience des conventionnements ANRU au service du projet de renouvellement urbain qui sera définit sur le quartier prioritaire.
De plus, l'Office n'a jamais délaissé les autres quartiers en ayant toujours une politique volontariste et interventionniste tant en terme de travaux qu'en terme de cohésion sociale, et ce, dans le but d'améliorer les conditions de vie des locataires et d'assurer la pérennité du patrimoine.

A travers le cadre unique de référence de la politique de la ville qu'est le contrat de ville, Habitat du Gard s'engage sur les objectifs suivants :

- Assurer de manière pérenne l'attractivité de son parc ;
- Participer au renouvellement urbain (NPRU) et à l'amélioration du cadre de vie des habitants (développement d'une gestion urbaine de proximité afin de générer et recréer du vivre ensemble dans les quartiers) ;
- Lutter contre la précarité sociale et la stigmatisation de ces quartiers (améliorer la répartition de l'offre de logement social) ;

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

- Lutter contre la précarité énergétique des populations (réalisation de réhabilitations énergétiques ambitieuses).

Enfin, ces engagements n'ont de sens que s'ils sont conçus et mis en œuvre dans le cadre d'un partenariat fort et efficient avec les structures institutionnelles, les associations et les habitants.
En effet, il s'agit à travers le contrat de ville de définir un projet intégré de territoire qui n'a de sens que s'il est support de projets de vie dans les quartiers.

1- Les moyens et les dispositifs de droit commun mobilisés par Habitat du Gard en faveur des quartiers prioritaires.

Dans le cadre de ses compétences, pendant la durée du contrat de ville, Habitat du Gard poursuivra sa politique d'intervention en faveur de la qualité du cadre de vie des habitants à partir des opérations suivantes :

- Renforcer le plan stratégique du patrimoine : site par site par son intervention sur les bâtiments n'ayant pas nécessairement été impactés par le NPRU pour leur permettre de garder le niveau de qualité nécessaire au bien vivre et en rapport avec les autres bâtiments ;
- Entretenir le partenariat institutionnel en développant des opérations concertées comme cela est déjà le cas actuellement pour la mise en sécurité incendie en partenariat avec le SDIS;
- Œuvrer à la sensibilisation des familles pour répondre notamment au volet sécurité et au déficit de dialogue entre les habitants (sensibilisation de ceux-ci aux bonnes pratiques liées aux usages de leur immeuble autour des ateliers pouvant être engagées dans le cadre du pilier cadre de vie et renouvellement urbain…).

2- Les engagements spécifiques par rapport au contrat de ville.

Dans le cadre du contrat de ville, Habitat du Gard renforcera sa politique d'intervention par un engagement sur les orientations et les objectifs du contrat de ville au travers des éléments suivants :

1 - PILIER COHESION SOCIALE

Afin de favoriser le mieux vivre ensemble et la citoyenneté, Habitat du Gard s'engage à :

- Soutenir les actions de proximité portées par les associations qui visent à conforter le lien social, la participation des habitants, les valeurs de la République, la laïcité, valorisant de fait l'engagement citoyen des jeunes et promouvant l'égalité des chances ;
- Mobiliser son personnel de proximité, en s'engageant à participer aux opérations de médiation, de sensibilisation à la citoyenneté qui lui seront proposées notamment via la Gestion Urbaine de Proximité ;
- Favoriser toutes les réflexions sur le dispositif de gestion des encombrants et ordures ménagères ;

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

- Rédiger une convention d'utilisation de l'abattement de la TFPB cosignée entre Habitat du Gard – l'ETAT – l'EPCI, en établissant un diagnostic, en reprécisant un programme d'actions et en définissant les modalités de suivi de cette convention.

De plus, Habitat du Gard rappelle sa volonté de continuer son soutien et son accompagnement de la vie associative en œuvrant, entre autres, pour le maintien d'une vie associative de qualité dans les quartiers en poursuivant notamment la mise à disposition, à tarif préférentiel, pour les associations de locaux adaptés à leurs activités dans le cadre et sous condition d'une charte d'attribution adaptée et élargie à l'ensemble des partenaires.

2 - PILIER CADRE DE VIE ET RENOUVELLEMENT URBAIN

Cadre de vie

Habitat du Gard entend améliorer la qualité de vie et redonner de l'attractivité aux quartiers avec la participation des habitants.

Pour ce faire, Habitat du Gard s'engage à :

- Favoriser l'inter-organisme (charte de bon voisinage, partage et retour d'expérience sur opérations menées par différents bailleurs, …) ;
- Participer à la définition des espaces publics et voiries en cohérence avec le bâti ;
- Améliorer la coordination de l'intervention publique pour améliorer la gestion quotidienne des quartiers par une participation aux instances Gestion Urbaine de Proximité via l'agence locale ;
- Prévenir les dégradations et pérenniser les investissements qui seront réalisés dans le cadre du renouvellement urbain par des opérations de réparations des travaux engagés dans le NPRU ;
- S'appuyer sur les habitants comme personnes ressources pour la conception, l'appropriation et la valorisation des espaces publics par l'intermédiaire des personnels de proximité. Travailler en profondeur sur l'implication des habitants dans leur environnement, favoriser la concertation ;
- Œuvrer à l'accompagnement des familles dans la gestion de leur logement, en travaillant sur l'accompagnement social des familles, la gestion du logement : déchets, énergies … en lien avec tous les autres partenaires.

Habitat et Renouvellement Urbain

Equilibrer le peuplement et reconfigurer les quartiers en faveur d'un habitat de qualité et une meilleure intégration sociale et urbaine constituent une priorité pour Habitat du Gard ?

qui s'engage à :

- Participer à l'élaboration du protocole de préfiguration (étude de capacité) ;
- Mettre en œuvre un aménagement réfléchi et concerté (avec les locataires, les services de polices) des parties communes et des espaces extérieurs pouvant réduire les actes de vandalisme et la délinquance ;

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

- Mettre en œuvre le projet urbain du quartier des Escanaux d'ici 2025 inscrit dans la convention NPRU en participant activement aux instances techniques et politiques de la gouvernance. Les engagements financiers seront inscrits dans le protocole de préfiguration et la convention NPRU ;
- Diversifier et améliorer l'offre en logements des nouveaux quartiers prioritaires en étant vigilant dans le cadre d'opérations de construction et de restructuration à favoriser la qualité des formes d'habitat et la mixité sociale ;
- Contribuer au rééquilibrage de l'offre de logement social sur l'ensemble des villes de l'agglomération en s'engageant à participer aux réunions intercommunales du logement pilotée par l'agglomération Gard Rhodanien et le Préfet ;

Habitat du Gard pourra également accompagner la ville et l'agglomération sur les engagements des axes « éducation », « santé » et « développement économique et emploi » par la mise à disposition de locaux, la participation à des actions de sensibilisation dans les écoles autour de thématiques (telles que la gestion des déchets…) la réflexion sur le renforcement éventuel de l'insertion économique par le travail ….
La faisabilité des perspectives et leviers d'actions listés ci-dessus sera étudiée et mise en œuvre pendant la durée du contrat de ville.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

ANNEXE III : ENGAGEMENT ET CONTRIBUTION DE LA BRANCHE FAMILLE

Paris le 4 février 2015

Direction des politiques familiale et sociale
Circulaire n° 2015-003

Mesdames et Messieurs les directeurs
et agents comptables des
Caf – Certi – Cnedi
Mesdames et Messieurs les conseillers des systèmes d'information
Centres de ressources

Madame, Monsieur le directeur,
Madame, Monsieur l'agent comptable,

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine fixe les principes de la nouvelle politique de la ville dans laquelle s'insèrent les contrats de ville 2014-2020 que vous êtes appelés à signer.

Politique de cohésion urbaine et de solidarité, tant nationale que locale, au bénéfice des quartiers défavorisés et de leurs habitants, la politique de la ville poursuit des objectifs partagés par la branche Famille dans le cadre des engagements pris dans sa convention d'objectifs et de gestion (Cog) pour la période 2013 à 2017 (mixité sociale, prévention des discriminations, rééquilibrage territorial, etc.).

D'une part, les territoires et publics qu'elle vise recoupent ceux définis comme prioritaires pour les interventions de l'action sociale des Caf.

D'autre part, la mise en oeuvre des contrats de ville s'appuie sur des méthodologies éprouvées et valorisées par les Caf. Tel est notamment le cas des schémas départementaux de services aux familles et des conventions territoriales globales (Ctg), lesquelles permettent d'articuler les politiques publiques sectorielles, en rendant visible l'ensemble des interventions de la Caf sur un territoire donnée, dont celles de la politique de la ville. La Ctg constitue un cadre à même de mobiliser les dispositifs de droit commun de façon complémentaire et adaptée. Les projets innovants peuvent ainsi, le cas échéant, être optimisés et complétés par les fonds locaux.

La présente circulaire a pour objet de porter à votre connaissance l'ensemble de ces éléments et les contours de la nouvelle géographie prioritaire. Elle précise les engagements et les contributions de la branche Famille dans le cadre des contrats de ville pour la période 2014-2020 en soulignant l'importance des complémentarités ainsi que des limites de l'intervention des Caf.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

1. LES CONTRATS DE VILLE VISENT A IMPULSER ET TRAITER DE CONCERT LES ACTIONS EN FAVEUR DES HABITANTS ET LES INTERVENTIONS SUR LE BATI DANS 1 500 QUARTIERS PRIORITAIRES

La loi du 21 février 2014 précitée s'accompagne d'une réforme de la géographie prioritaire1 de la politique de la ville, laquelle remplace les zonages et dispositifs2 mis en place depuis vingt ans.

1 La liste des quartiers prioritaires est portée en annexe. Au total 1 500 quartiers sont définis comme prioritaires (métropole, départements et territoires d'Outre-mer inclus) dont 1 300 en métropole. Dans les départements d'outre-mer, ces quartiers peuvent être caractérisés par des critères sociaux, démographiques, économiques ou relatifs à l'habitat, tenant compte des spécificités de chacun des territoires (2° - art 5 de la loi n° 2014-173 du 212 février 2014).

2 Zones urbaines sensibles, contrats urbains de cohésion sociale, zones de redynamisation urbaine, zones franches urbaines.
Désormais, 1 500 quartiers prioritaires sont identifiés sur la base du critère unique de faiblesse du revenu des habitants (moins de 60% du revenu médian).
Bien que certains avantages à caractère automatique soient attachés à ces quartiers (avantages de nature fiscale, avantages en faveur de l'emploi et de la création d'entreprise), la logique de quartier vécu vise à dépasser les effets de seuil et de frontières en prenant en compte les usages de leurs habitants. Cette notion permet ainsi d'affecter les crédits spécifiques dédiés à la politique de la ville à des services au public, des équipements publics, et des opérateurs associatifs qui ne sont pas dans le périmètre des quartiers prioritaires sous réserve que leur action bénéficie aux habitants de ces quartiers. Dès lors, les équipements et services publics qui doivent être soutenus au-delà du quartier prioritaire doivent être identifiés dans le contrat.

La loi prévoit que les contrats de ville portent sur les trois axes suivants :
- la cohésion sociale, avec pour objectifs de réduire la pauvreté et de renforcer la solidarité entre les générations. Dans ce cadre, les jeunes et les publics fragiles, parmi lesquels les femmes en situation de monoparentalité, constituent des publics cibles. Ils nécessitent une attention particulière pour rendre effectif l'exercice de leur citoyenneté et promouvoir l'égalité réelle en matière d'accès aux droits ;
- le cadre de vie et le renouvellement urbain, avec pour objectif d'améliorer la vie quotidienne des habitants, notamment de ceux qui résident en logement social ;
- le développement de l'activité économique et de l'emploi avec l'objectif de réduire de moitié, sur la durée des contrats de ville, les écarts de taux d'emploi entre les territoires prioritaires et l'agglomération de référence, en particulier au bénéfice des jeunes.

L'ajout d'un quatrième axe a été annoncé le 27 janvier 2015 par la secrétaire d'Etat chargée de la politique de la ville et rejoint les objectifs que j'ai moi-même rappelés avec nos ministres de tutelle et le président du conseil d'administration le 23 janvier 2015 : les valeurs de la République et la citoyenneté.
Son contenu sera précisé lors du comité interministériel consacré à la lutte contre les inégalités et au combat pour l'égalité dans les quartiers qui se tiendra en mars 2015. Il pourra faire l'objet d'un avenant aux contrats de ville.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

La loi prévoit également un observatoire national de la politique de la ville pour mesurer l'évolution des inégalités et des écarts de développement au sein des unités urbaines. Un rapport détaillé sera élaboré chaque année à l'attention du gouvernement.

1.1 Le contrat de ville est un cadre opérationnel pour réunir l'ensemble des acteurs, fixer de manière concertée les axes d'interventions et agir prioritairement sur la mise en oeuvre des dispositifs de droit commun

Le contrat de ville « nouvelle génération » constitue le cadre opérationnel de la politique de la ville.

Il a pour objectif de mobiliser l'ensemble des politiques publiques d'éducation, d'emploi, de justice, de sécurité, de transport, de santé afin de rétablir l'égalité dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

A cet effet, il doit prioritairement intégrer et formaliser la mobilisation des dispositifs de droits commun des collectivités territoriales, de l'État et de l'ensemble de ses signataires. Cette dimension constitue un préalable à l'engagement des crédits d'intervention dédiés à la politique de la ville3.

3 Les crédits ministériels au titre du PLF 2015 (programme budgétaire 147 « politique de la ville » de la mission « égalité des territoires et logement ») s'élèvent à 459 millions d'euros (493 millions d'euros en 2014, 504 en 2013).

4 Dans les départements et collectivités d'outre-mer, les contrats de ville peuvent être conclus à l'échelle communale (III de l'article 6 de la loi n°2014-173 du 21 février 2014).

En outre, il fixe les priorités d'interventions locales dans le domaine social, urbain et économique dont l'articulation et les interactions doit être recherchée en vue de rassembler les acteurs concernés et engager la synergie des actions. Ainsi en est-il en matière d'emploi, de formation ou d'accès à l'autonomie des jeunes (logement, permis de conduire, accueil des jeunes enfants, etc.).

1.2 Pluri partenarial, le contrat de ville mobilise autour du préfet et de la commune/Epci de nombreux signataires, dont les Caf

Du fait de ses finalités, le contrat de ville a vocation à réunir une large communauté d'acteurs tant dans son élaboration que dans sa mise en oeuvre.

Il est conclu à l'échelle intercommunale4 entre le préfet de département et le président de l'établissement public de coopération (Epci) et les maires des communes concernées. Les régions et départements sont également signataires, notamment au titre de leurs attributions et compétences respectives en matière de formation professionnelle, de développement économique, de transport, de mobilisation de fonds européens et d'action sociale et médico-sociale, d'insertion sociale et professionnelle, de prévention spécialisée. Les organismes de sécurité sociale peuvent également être signataires.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Au regard de votre expertise sociale et de notre intervention dans le cadre des objectifs et des moyens prévus dans la Cog, vous veillerez à être signataire des contrats de ville et à participer aux comités de pilotage chargé de leur suivi.
À ce titre, vous contribuerez à éclairer le diagnostic partenarial et territorial réalisé en amont de la définition des projets et, ce faisant, à faire valoir les priorités institutionnelles de la branche Famille dans le respect de ses compétences.

1.3 Le contrat de ville s'articule avec les schémas et contrats préexistants

Compte tenu de son caractère global, il doit être étroitement articulé avec les autres contrats et schémas territoriaux existants (schémas départementaux de services aux familles, conventions territoriales globales, schéma départemental de la vie sociale, etc.), soit en les intégrant parmi l'un des volets thématiques du contrat de ville (projet éducatif territorial (Pedt), contrat éducatif local (Cel), etc.), soit en identifiant de manière spécifique, dans les schémas déjà en place, les quartiers prioritaires ainsi que les actions concourant aux objectifs de la politique de la ville.
À cet effet, les différents dispositifs portés par votre Caf doivent prendre en compte les indicateurs spécifiques et objectifs territoriaux du zonage prioritaire, sans toutefois être réduits à cette seule dimension géographique. D'autres zones prioritaires peuvent ainsi être identifiées au titre des schémas départementaux des services aux familles (zones rurales, péri-urbaines, etc.). L'objectivation des priorités d'implantation des équipements ou des moyens d'intervention doit être recherchée, à l'instar des schémas qui font l'objet d'une diffusion publique, afin de faciliter la compréhension et l'acceptation des logiques institutionnelles par les différents acteurs.

1.4 Co-construit avec les habitants, le contrat de ville met en oeuvre des conseils citoyen

Consacré par l'article 1er de la loi de programmation, le contrat de ville est co-construit avec les habitants des quartiers prioritaires, des associations et des acteurs économiques. Ce principe se concrétise par la mise en place de conseils citoyens. Cette instance dotée de crédits spécifiques, qui permettront de définir un lieu et des moyens dédiés de fonctionnement, a pour objectif d'impulser une nouvelle dynamique participative dans ces quartiers.
La mise en oeuvre du contrat de ville est suspendue à la mise en place effective du ou des conseils citoyens, notamment sur les axes relatifs au renouvellement urbain.
Les équipements d'animation de la vie sociale soutenus par les Caf et notamment les centres sociaux peuvent servir d'appui à la mise en place de ces conseils citoyens. Le lien avec les objectifs de participation des usagers à la définition et à la mise en oeuvre des politiques publiques en faveur des familles doit être recherché, notamment au titre des diagnostics nécessaires pour élaborer les schémas de l'animation de la vie sociale.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

1.5 Le soutien aux associations est essentiel à la mise en oeuvre concrète du contrat de ville

Les associations oeuvrant dans les quartiers prioritaires ou pour les habitants de ces quartiers sont un maillon essentiel à la mise en oeuvre du contrat de ville car elles sont complémentaires et constituent des relais essentiels de la participation, mobilisation et insertion des habitants.

À ce titre, la poursuite du dispositif des adultes relais auprès des associations généralistes qui structurent la vie sociale des quartiers (notamment les centres sociaux) est confirmée. De même, le caractère pluriannuel du soutien financier apporté aux associations les plus engagées en faveur de ces quartiers et de leurs habitants est à privilégier.

A cet effet, vous examinerez avec attention l'action des associations oeuvrant en faveur des habitants des quartiers prioritaires dans le respect des missions et programmes définis dans la Cog ainsi que de vos engagements locaux et partenariats. En prenant appui sur vos évaluations et diagnostics, notamment celles réalisés dans le cadre de l'élaboration des schémas des services aux familles ou de l'animation de la vie sociale, vous apporterez, si besoin et en fonction de vos capacités, votre soutien aux équipements implantés dans ces territoires.

1.6 Le cadre et les objectifs stratégiques devaient être définis avant fin 2014, de sorte que les contrats soient signés au plus tard en juin 2015

Dans cette perspective, l'association de l'ensemble des services et opérateurs de l'Etat et des acteurs impliqués dans le champ de la politique de la ville pouvant concourir au diagnostic et à l'identification des enjeux prioritaires est sollicitée.

2. L'INTERVENTION DES CAF DANS LES CONTRATS DE VILLE DANS LE RESPECT DES ENGAGEMENTS DE LA COG

Dans le champ de la Cog 2013-2017, vous déclinerez les objectifs de vos politiques sectorielles en lien avec la politique de la ville qui constituera ainsi un levier en terme de gouvernance, de méthodologie et de moyens d'intervention, dans un cadre respectueux des prérogatives de chaque partenaire.

2.1 Réduire les inégalités territoriales et sociales en matière d'accueil des jeunes enfants

D'une part, vous disposez de plusieurs leviers d'action pour réduire les disparités territoriales en matière d'offre d'accueil en mobilisant diverses modalités d'accompagnement financier pour réduire la tension entre l'offre et la demande là où elle est la plus forte et en cohérence avec la nouvelle géographie prioritaire de la politique de la ville.

Comme souligné précédemment, les schémas départementaux de services aux familles doivent articuler et mettre en cohérence les différentes géographies prioritaires.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

L'aide à l'investissement constitue un levier décisif pour la création de places d'accueil collectif, sachant que le conseil d'administration de la Cnaf, en sa séance du 4 novembre 2014, a décidé de majorer de 2 000 euros le montant de base de l'aide. Celui-ci passe ainsi de 7 400 à 9 400 euros par place. En ajoutant les bonifications possibles en fonction des caractéristiques du projet et de son lieu d'implantation, l'aide à l'investissement peut atteindre 17 000 euros par place.
Vous disposez également du fonds de rénovation des équipements existants, dont le budget national a été porté de 14 M€ à 19 M€ par an afin d'éviter des suppressions de places.
Dans ces territoires, les établissements créant de nouvelles places d'accueil sont également éligibles à une bonification de l'aide au fonctionnement, financée par le fonds de rééquilibrage territorial. Conformément à la circulaire Cnaf n° 2014-025 du 8 octobre 2014, une fois que vous avez opéré le ciblage selon les trois critères nationaux, vous devez croiser les territoires prioritaires avec ceux retenus dans le cadre de la politique de la ville. Cette opération permet d'affiner l'identification des besoins à un niveau infra communal que les indicateurs nationaux ne peuvent pas atteindre. La concordance devrait être facilitée par la finalité que partagent les deux démarches : approcher la réalité socio-économique des territoires en utilisant les indicateurs de revenu des habitants.
Une égale exigence de qualité doit être portée à l'accueil collectif et à l'accueil individuel. Dans cette perspective, vous veillerez à promouvoir un resserrement significatif du maillage des relais d'assistants maternels. En outre, afin de favoriser l'installation d'assistants maternels dans les zones où leur développement est jugé prioritaire, le prêt à l'amélioration du lieu d'accueil (Pala) et la prime à l'installation des assistants maternels doivent être mobilisés, cette dernière étant majorée en cas d'installation dans les territoires prioritaires.
En matière de lutte contre les inégalités sociales, vous contribuerez à l'atteinte de l'objectif d'accueil de 10% d'enfants issus de familles en situation de pauvreté dans les établissements d'accueil de jeunes enfants.
D'autre part, vous poursuivrez vos engagements dans le domaine de la petite enfance en partenariat étroit avec la nouvelle géographie de la politique de la ville.
Dans ce cadre, le fonds « publics et territoires5 » peut être mobilisé pour des projets conduits en lien avec la politique de la ville.
5 LR n° 2014-014 du 6 avril 2014.
Pour mémoire, ce fonds comporte six axes d'intervention possibles : l'accueil des enfants porteurs de handicap, l'accueil sur des horaires atypiques, les projets en faveur des adolescents, la prise en compte des problématiques territoriales des équipements et services d'accueil, la prise en compte des difficultés structurelles rencontrées par des établissements, l'accompagnement des démarches innovantes.
L'axe 2 de ce fonds a pour objectif de soutenir plus spécifiquement les familles confrontées à des horaires spécifiques, à des problématiques liées à l'employabilité ou à des situations de fragilité (monoparentalité, etc.).

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Les projets soutenus visent :
- un accompagnement attentionné des familles (information individualisée, simulation des coûts restant à leur charge, obtention d'un place d'accueil en lien avec le projet de retour à l'emploi) ;
- l'adaptation de l'offre d'accueil (fonctionnement sur des horaires étendus ou élargis, accueil d'urgence dans le cadre d'une réservation de places ou d'un quota de places dédiées) ;
- des actions de formation en direction des parents dans le champ des métiers de la petite enfance.
Vous veillerez à ce que les indicateurs de suivi retenus dans la convention signée avec le ministère de la ville le 19 avril 2013 figurent parmi les indicateurs de suivi du contrat :
- nombre de places d'accueil collectif nouvelles créées dans les quartiers de la politique de la ville ;
- nombre de places d'accueil collectif rénovées dans ces quartiers ;
- nombre d'actions innovantes d'accueil des jeunes enfants adaptées aux besoins des familles des quartiers politiques de la ville (Quartier Politique de la Ville) ;
- nombre de classes passerelles créées dans les Quartier Politique de la Ville (lorsque ces classes sont expérimentées localement) ;
- nombre de lieux d'accueil enfants-parents (Laep) créés.

2.2 Réduire les inégalités d'accès aux dispositifs de soutien à la parentalité

Les Caf développent une offre territoriale diversifiée de services et actions de soutien à la parentalité : lieux d'écoute et de partage d'expérience, lieux d'accueil enfants-parents, accompagnement à la scolarité, médiation familiale, aide aux vacances des familles, offres de service des travailleurs sociaux (information, orientation, accompagnement social).
Si le développement de ces offres de services s'adresse à toutes les familles, vous porterez une attention particulière au taux de couverture et à la diversité des offres proposées dans les quartiers de la politique de la ville, dont celles du programme de réussite éducative (Pre).
A cet effet, dans les schémas départementaux des services aux familles, vous identifierez spécifiquement les actions développées dans les quartiers prioritaires et, si besoin, veillerez à ce qu'ils contribuent à la réalisation des objectifs définis dans les contrats de ville en matière de couverture territoriale des services aux familles dans ces quartiers.
Comme indiqué dans la lettre au réseau sur la prévention de la radicalisation6, vous vous assurerez que tous les dispositifs de soutien à la parentalité (dont les Reaap cités dans la circulaire du ministère de l'Intérieur d'avril 20147) sont mobilisés afin de
6 Lettre au réseau Cnaf n° 2015-022 du 28 janvier 2015 sur la prévention, les modalités de traitement et de lutte contre la fraude aux conditions de résidence dans les cas de radicalisation.
7 Circulaire INTK1405276C publiée le 19 mai 2014.prévenir toute forme d'intimidation ou d'embrigadement et de lutter contre les discriminations.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

2.3 Structurer une offre enfance jeunesse de qualité, accessible et adaptée aux besoins des familles

Il s'agit d'un axe fort de l'intervention des Caf, notamment dans le cadre de la réforme des rythmes éducatifs. L'organisation des temps de vie de l'enfant est une préoccupation des parents qui doivent pouvoir concilier vie familiale, professionnelle et sociale.

Dans le cadre du diagnostic partagé préalable au contrat « enfance et jeunesse » (Cej), vous veillerez à identifier les besoins des publics fragilisés à l'échelle du département et des territoires et à inscrire dans le cadre du schéma de développement des actions de coordination visant à accompagner ces publics dans l'obtention d'une solution d'accueil.

Vous pourrez également mobiliser des dispositifs diversifiés pour accompagner la prise de responsabilité et l'autonomisation des jeunes et des adolescents (aide au Bafa, fonds publics et territoire dans son axe « soutenir les projets élaborés par des adolescents et favoriser leur autonomie »).

Vous poursuivrez vos engagements dans le domaine de l'enfance et de la jeunesse en partenariat avec la nouvelle géographie de la politique de la ville.

2.4 Accompagner la cohésion familiale par l'aide au départ en vacances

Le départ en vacances est un facteur d'épanouissement personnel et de cohésion familiale. Le fait de pouvoir partir en vacances constitue encore un marqueur social important, spécifiquement dans les quartiers défavorisés. Le soutien au départ en vacances des familles, des enfants et des adolescents vise en particulier :

- le soutien à la fonction parentale et aux relations parents enfants au moyen des différents dispositifs d'aides aux départs en vacances familiales ;
- l'aide à la conciliation des vies professionnelles, familiales et sociales pour les familles, au moyen des différents dispositifs relatif au départ des enfants et des adolescents en vacances collectives (colonies, camps).

L'intervention des Caf s'adresse prioritairement aux familles ne partant pas ou peu en vacances pour des raisons financières ou parce qu'elles se trouvent dans des situations de précarité sociale, professionnelle et/ou relationnelle.

Pour mettre en oeuvre ces missions, vous disposez d'une palette d'interventions diversifiées, relevant soit d'un financement national soit d'un financement local :

- le versement d'aides financières aux familles pour permettre leurs départs en vacances (notamment via le service commun Vacaf) ;
- l'accompagnement des familles par des travailleurs sociaux ;
- la Ps « Alsh » versée aux gestionnaires d'accueils de loisirs sans hébergement (Alsh) qui développent des courts séjours (moins de quatre nuits) ;
- le Cej afin d'aider les collectivités à organiser des séjours pour les enfants et les adolescents issus des familles les plus modestes ;
- le soutien au dispositif « Ville vie vacances » (piloté par la direction de la ville et de la cohésion urbaine et auquel ont contribué une trentaine de Caf en 2013) ;
- le soutien aux structures et aux organisateurs de vacances par le versement d'aides au fonctionnement.

2.5 Renforcer la cohésion sociale par l'animation de la vie sociale

L'inclusion sociale et la socialisation des personnes, mais aussi le renforcement des liens sociaux et de la cohésion sociale constituent, avec le développement de la

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

participation citoyenne de proximité, les finalités du secteur de l'animation de la vie sociale soutenu par les Caf. Ainsi, il apparaît que plus de la moitié des centres sociaux mènent des actions de démocratie de proximité, d'intégration des habitants et se saisissent de la question des discriminations8.

8 Résultats issus de l'enquête observatoire Senacs 2014 (données 2012).

9 Circulaire relative à l'animation de la vie sociale n°2012-013 du 20 juin 2012.
Dans ce cadre, les Caf s'appuient et financent principalement des centres sociaux et espaces de vie sociale. En 2013, 78% des centres sociaux urbains étaient implantées dans un quartier politique de la ville ou accueillaient des habitants vivant sur ces territoires.

Conformément aux engagements de la Cog 2013-2017 et aux règles définies par la Cnaf sur ce secteur, vous poursuivrez votre soutien à ces équipements, tout en veillant à la parfaite mobilisation de ces derniers au service des politiques ainsi définies. Vous renforcerez également vos concertations avec vos partenaires, notamment les fédérations des centres sociaux, et les opérateurs de terrain mobilisés sur les projets porteurs de dynamiques participatives des habitants et d'initiatives citoyennes de proximité.

Vous veillerez au respect de la laïcité. Je vous rappelle qu'au titre de leur neutralité, les structures de l'animation de la vie sociale soutenues par la branche Famille ne peuvent héberger aucune activité politique, syndicale ou confessionnelle. Par ailleurs, les critères d'agrément mentionnent explicitement l'accessibilité à tous et le développement d'actions favorisant la mixité des publics9.

Une réflexion au niveau national, concertée avec les associations et fédérations têtes de réseau, est en cours de structuration visant à objectiver, le cas échéant, via des outils dédiés l'exigence de laïcité.

Dans votre action sur les méthodes d'engagement de participation directe des habitants à l'évolution de leur cadre de vie, vous promouvrez l'intérêt et l'utilité de prendre appui sur les centres sociaux présents sur les territoires de la politique de la ville. Il s'agit ainsi de capitaliser sur leurs infrastructures (locaux et personnel) et leur savoir-faire (maîtrise de ce mode d'intervention fondé sur la participation des habitants dans une démarche d'animation globale) pour la mise en place effective d'un conseil citoyen.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Vous porterez une attention particulière aux démarches engagées de formalisation des schémas départementaux d'animation de la vie sociale, lesquels, en articulation avec les financeurs et opérateurs de ce secteur, ont vocation à contribuer à la définition et à la réalisation des projets des contrats de ville.

2.6 Favoriser l'accès aux droits et l'accompagnement des familles vulnérables

Le déploiement d'une politique de paiement à bon droit doit nécessairement se soucier de l'accès effectif des personnes à leurs droits.
À ce titre, les Caf mettent en place, en fonction des besoins de leur territoire et de leur partenariat, des rendez-vous des droits en direction des allocataires qui en ont le plus besoin pour qu'ils bénéficient d'un accompagnement renforcé dans l'accès à l'ensemble de leurs droits sociaux.
Au titre de l'année 2014, les Caf ont réalisé plus de 141 000 rendez-vous des droits, la Cog fixant un objectif annuel de 100 000.
De plus, et conformément aux engagements des Caf en matière d'offre globale de service, les familles les plus en difficultés (situations de séparation et de monoparentalité, allocataires de minimas sociaux, difficultés de maintien dans le logement) peuvent bénéficier d'un accompagnement social particulier en complément du rendez-vous des droits.
Enfin, dans le cadre du déploiement de sa politique d'accès aux droits, la branche Famille souhaite également accueillir des volontaires du service civique.
Il s'agira essentiellement de missions de sensibilisation, de pédagogie et d'écoute autour de trois thématiques :
- accroître l'accès aux droits par la facilitation numérique (lutter contre la fracture numérique en accompagnant vers l'usage du caf.fr) ;
- permettre l'accès aux droits par la facilitation administrative (aide au remplissage de document pour pallier à l'illettrisme ou au problème d'usage de la langue) ;
- participer à des actions ciblées sur le non recours aux droits de populations empêchées.

A cet effet, vous veillerez, en concertation avec vos partenaires et à partir des diagnostics des besoins sociaux et territoriaux, à contribuer à l'accès aux droits et à la recherche des bénéficiaires potentiels dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

3. LES ORIENTATIONS RELATIVES AU CONTRAT DE VILLE ONT VOCATION A ENRICHIR LE CONTENU DES CONVENTIONS TERRITORIALES GLOBALES

Les Ctg et les contrats de ville se distinguent par leur périmètre de couverture, mais sont conçus selon les mêmes méthodologies et les mêmes finalités :
- élaborer un projet social de territoire ;
- organiser concrètement l'offre de service qui va être proposée ;
- favoriser le développement et l'adaptation des équipements de service aux familles ;
- développer l'accès aux droits ;
- optimiser les interventions des différents acteurs dans une logique de coordination et de complémentarité.

L'étape du diagnostic partagé avec les partenaires est primordiale dans les deux approches pour définir les priorités et les moyens mobilisés pour un plan d'actions adapté. Il a pour objet de clarifier le positionnement et le champ d'intervention de la Caf, de poser les priorités respectives et/ou partagées.

Ce travail doit donc être conduit en cohérence entre les deux démarches, le contrat de ville devant constituer, le cas échéant, un sous-ensemble de la Ctg.

L'approche territoriale et globale mise en oeuvre dans le cadre de la Ctg permet de mieux articuler les interventions sur le territoire. En identifiant les complémentarités entre les différentes politiques sectorielles, elle offre de nouvelles marges de manoeuvre aux Caf et aux différents partenaires. C'est pourquoi, au même titre que les orientations définies dans le cadre des schémas départementaux des services aux familles sur le champ de l'enfance et de la parentalité, celles relatives au contrat de ville ont vocation à enrichir le contenu de la Ctg.

Lorsqu'une Ctg préexiste à l'élaboration d'un contrat de ville sur un territoire, vous veillerez à ce que le contrat de ville soit intégré au sein du projet social pensé pour l'ensemble du territoire couvert par la Ctg, en préservant les orientations initialement définies pour répondre aux besoins des publics.

Je vous remercie de signaler à la Cnaf toutes difficultés d'interprétation ou problématiques locales liées à la mise en oeuvre de ces politiques sur vos territoires.
Face aux enjeux de la politique de la ville, la mobilisation de chacun est indispensable.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Une convention cadre déclinant les objectifs de la Cog sur la politique de la ville dans ces quartiers sera signée entre la Cnaf et le ministère de la ville courant mars 2015.

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur le directeur, Madame, Monsieur l'agent comptable, à l'assurance de ma considération distinguée.

Daniel LENOIR

PJ : Les modalités de mise en oeuvre de la loi sont précisées par voie de circulaires ministérielles adressées aux préfets de région et de département :
- loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- circulaires du Premier ministre n° 5729 du 30 juillet 2014 ;
- circulaire du 15 octobre 2014 du ministère de la ville, de la jeunesse et des sports ;
- liste des quartiers prioritaires.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

ANNEXE IV : REGION LANGUEDOC ROUSSILLON PORTER A CONNAISSANCE POLITIQUE DE LA VILLE

Le 20 février 2015, la Région en qualité de chef de file de l'Aménagement du Territoire et garante de l'équilibre territorial, a affirmé son soutien plein et entier aux territoires en politique de la Ville et a adopté le principe d'intervention régionale dans le cadre des futurs contrats de ville.

La Région intervient depuis de nombreuses années dans les communes et quartiers concernés en matière de politique de la Ville, au travers de ses politiques publiques. Aujourd'hui il est essentiel d'aller encore plus loin en réaffirmant nos principes républicains d'égalité, de fraternité et de solidarité.

En effet, en Languedoc-Roussillon, près de 9% de la population habite dans un quartier en politique de la ville. Agir pour ces territoires est un enjeu capital à double titre :

- capital pour l'égalité des territoires : il faut au plus vite freiner les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et le reste de la région,

- capital pour l'égalité des citoyens : il importe d'améliorer les conditions de vie des habitants qui sont confrontés dans ces quartiers à des situations sociales de plus en plus préoccupantes.

C'est pour agir au plus près des territoires qu'ont ainsi été désignés des élus référents.

A – Le principe d'intervention régionale

L'accompagnement régional sera adapté aux besoins de chaque territoire et examiné au regard des projets portés localement.

Deux leviers principaux d'actions sont mobilisables dans ce cadre :
- les fonds européens dont la Région est désormais autorité de gestion.
- Les politiques régionales de droit commun.

- Les fonds européens

La Région, autorité de gestion des fonds européens depuis 2015, mobilise dans le cadre de l'accord de partenariat entre la France et l'Union européenne, 10 % des fonds structurels FSE et FEDER pour la politique de la ville autour notamment de 3 champs prioritaires d'intervention :

- la rénovation et l'efficacité énergétique des logements et des équipements
- les transports collectifs ou durables
- l'amélioration du cadre de vie.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Dans le cadre de l'Appel à projets ATI (Approche Territoriale Intégrée) lancé en décembre 2014, une enveloppe FEDER de vingt-quatre millions d'euros (24 M€) sera ainsi consacrée aux territoires en Politique de la Ville en tant qu'outil de mise en œuvre d'une démarche territoriale globale.

Par ailleurs, au titre des actions sectorielles ou thématiques, les territoires Politique de la ville pourront solliciter également le Programme opérationnel « Compétitivité et emploi » Languedoc-Roussillon pour les volets FEDER (Fonds Européen de Développement Economique Régional), FSE (Fonds Social Européen) ou IEJ (Initiative pour l'Emploi des Jeunes).

- Les politiques régionales de droit commun

La Région dispose de nombreux dispositifs permettant de répondre aux besoins des territoires en Politique de la Ville : formation professionnelle et apprentissage, santé, culture, jeunesse, lutte contre les discriminations, éducation, action territoriale, habitat…

Dans le cadre des contrats de ville 2015-2020, la Région mobilisera par ailleurs l'ensemble des dispositifs et moyens financiers qui peuvent concourir à améliorer la qualité de vie des habitants des quartiers défavorisés et à assurer une plus forte équité territoriale.

De très nombreux champs d'intervention régionaux sont ainsi au cœur des problématiques de la politique de la ville :

- **Domaine de la formation professionnelle**

La Région assure, dans le cadre de sa compétence de droit commun, le financement des actions de formation professionnelle et elle organise les différents dispositifs dans un souci d'égalité des chances. Pour mémoire, ce sont au total plus de 235 M€ qui sont consacrés à cette politique en Languedoc-Roussillon.

Sur le volet politique de la ville, il paraît essentiel d'encourager les articulations entre les dispositifs et de faciliter l'accès au droit commun. Différents axes de travail peuvent être proposés :

1) Faciliter l'accès à l'information et à l'orientation professionnelle (informer les publics sur les métiers, sur les compétences nécessaires à l'exercice de ces métiers et sur les formations conduisant à ces compétences…) : mise en place d'un véritable Service Public Régional de l'Orientation (SPRO) accessible partout et pour tous (compétence obligatoire confiée aux Régions par la loi du 5 mars 2014). Le SPRO doit être lisible sur tout le territoire régional y compris sur les territoires relevant de la politique de la ville (où s'adresser, dans quels locaux, à quelle heure pour quelles informations…).
Il faut donc mettre en lisibilité les structures relevant de ce service public de l'orientation (travail déjà engagé par la Région) et informer les réseaux déjà implantés et œuvrant sur d'autres thématiques pour que l'information circule le mieux possible (association de quartiers, travailleurs sociaux, soutien scolaire, activités sportives et culturelles, bureau d'aides sociales,…),

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

2) Faciliter l'accès au droit commun : École de la deuxième chance, école de l'apprentissage, Cap métiers, programme qualifiant, lutte contre l'illettrisme… la Région dispose d'une palette d'actions qui répond aux problématiques rencontrées sur ces territoires prioritaires.

3) Intervenir sur le volet « création/reprise d'entreprise » en proposant la mise en place de permanences sur ces territoires, ou appels à projets spécifiques. A noter que la Région finance déjà aujourd'hui les réseaux en charge de l'accompagnement de porteurs de projets de création d'entreprises (business plan, aide juridique, recherche de financement, …).

- **Domaine du développement économique**

La Région accompagne les entreprises à chaque stade de leur développement (ante création, création, développement, pérennisation, transmission) individuellement ou collectivement ainsi que les réseaux de partenaires. Elle met en place des actions d'aide à la création de TPE/PME ou d'aide aux entreprises installées dans les quartiers.

Elle développe un réseau régional de parc d'activités (PRAE).

Elle promeut également l'économie sociale et solidaire en finançant certaines pépinières d'entreprises

Une action nouvelle pourrait être développée dans certains territoires : de type « la Start up est dans le pré ou « la rue de l'entreprise » à destination des porteurs de projets issus des quartiers politique de la ville. Il s'agit d'un concours où des personnes ressources, volontaires, expérimentées ou novices, expertes ou passionnées vont contribuer à accompagner de futurs entrepreneurs issus des quartiers en politique de la Ville, dans la formalisation de projets innovants.

- **Domaine de l'éducation**

Afin d'assurer à tous les lycéens les meilleurs conditions de réussite scolaire, la région intervient :- à travers ses investissements pour la construction, réhabilitation, modernisation des lycées (plus de un milliard d'€ investis depuis 2005 dans les travaux) et des équipements sportifs attenants situés notamment à proximité ou au cœur des quartiers politique de la Ville (11M€ en 2014 consacrés dans ces lycées pour LoRdi, 17 M€ pour les équipements sportifs attenants depuis 2005).

- à travers ses actions d'accompagnement éducatif (en 2014, 200 000€ pour les projets éducatifs des lycées, 1,9M€ pour la gratuité scolaire, 250 000 € pour l'aide à l'orientation ou l'accompagnement scolaire (ENT).

- **Domaine de la santé**

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

En complément de ses compétences en direction des lycéens, des apprentis et des jeunes en insertion, la Région développe une politique d'éducation et de promotion de la santé des jeunes de 15 à 25 ans.

Cette politique de santé vise à lutter contre les inégalités sociales :
- en finançant des actions d'éducation à la santé basée sur le développement de compétences psycho-sociales et plus particulièrement de l'estime de soi des apprentis, des élèves des ERC2, des lycées et en priorité des lycées agricoles et professionnels
- en développant des actions de formation des personnels enseignant (CFA, ER2C, lycées)
- en soutenant des Points d'accueil et d'écoute jeunes (PAEJ) qui sont majoritairement implantés sur les territoires en politique de la ville.

Est par ailleurs étudié actuellement la possibilité de généraliser des actions collectives de formation du personnel enseignant en lien avec le Programme de Développement Affectif et Social (**PRODAS**) à l'échelle régionale dans les lycées professionnels et agricoles accueillant du public issu des quartiers Politique de la Ville.

- **Domaine de la culture et du patrimoine**

La Région agit en faveur de l'accès à la culture pour tous et partout, notamment à travers son soutien financier aux propositions artistiques et actions culturelles des professionnels intervenant dans les quartiers politiques de la ville.

Elle finance également certains équipements culturels à rayonnement régional sur ces quartiers ou à proximité immédiate.

La Région peut soutenir des actions de type « Initiatives Citoyennes » qui auraient vocation :
- à soutenir les projets visant à favoriser l'égal accès à la culture de tous les habitants et notamment de soutenir des initiatives portées par des femmes ou ayant comme cible l'accès à la culture des femmes de ces quartiers ou rendant visibles des œuvres proposées par des femmes et ce dans le droit fil des 10 engagements pris par la Région par délibération du CR de juillet 2014.
- à soutenir et accompagner les projets visant à construire une mémoire commune autour de la construction, de la vie de ces quartiers en y associant les bailleurs sociaux, les habitants de toutes les générations et tous les partenaires œuvrant sur les quartiers, avec la participation de l'équipe de chercheurs de l'inventaire du patrimoine régional, compétence obligatoire de la Région.

- **Domaine du sport**

Afin de favoriser les pratiques sportives au plus proche des citoyens et des territoires et afin d'offrir à tous un égal accès à une pratique sportive de qualité, la Région accompagne la création ou la rénovation d'infrastructures situées sur les secteurs politiques de la ville (6 M€ investis en 2014) et accompagne les clubs de haut niveau situés ou dont les publics sont issus des quartiers politique de la ville (8,2 M€ investis en 2014).

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Domaine de la jeunesse et de la lutte contre les discriminations
La Région soutient les associations en lien avec les CFA, les Lycées ou les écoles de la 2ème chance, œuvrant dans les quartiers au titre de l'égalité Femme/Homme, de la lutte contre les discriminations, en faveur d'actions en direction des personnes handicapées ainsi que les instances régionales intervenant localement en matière d'actions en lien avec l'éducation populaire (565 000 € à l'échelle régionale).
Il est actuellement envisagé d'élargir la composition du Conseil Régional des Jeunes aux associations de quartiers issus des territoires en politique de la ville et présentant une dimension régionale. Les réflexions du CRJ sur le thème de la laïcité et la citoyenneté pourront en outre enrichir d'ici le second semestre les différents contrats de ville.

- **Domaine de l'action territoriale et du logement**

La Région accompagne la réalisation d'aménagements urbains structurants contribuant à l'amélioration du cadre de vie et à l'organisation urbaine du territoire.

En outre, au titre de son action volontariste en matière de développement de l'offre d'habitat, la Région participe activement à la réalisation d'une offre nouvelle de logement social, contribuant aux parcours résidentiels et à une diversification du parc de logements. Une enveloppe de 12 M€ est consacrée en 2015 à cette action emblématique.

La Région est également présente sur les problématiques de logement des jeunes en accompagnement du logement étudiant et des structures d'hébergement de type Habitat Jeunes.

- **Domaine de l'environnement**

Dans le cadre de sa politique en faveur du développement durable, la Région aide également l'éco-contruction et l'éco-rénovation performantes de bâtiments publics tertiaires et de logements sociaux en complément des fonds européens mobilisables sur cette thématique ; l'installation d'équipements collectifs de chauffage au bois énergie, l'installation collective de production d'eau chaude solaire ainsi que des actions de sensibilisation et d'éducation à l'environnement.

La Région mobilisera ainsi tant les fonds européens dont elle a la gestion que ses propres dispositifs de droit commun qui sont nombreux à entrer dans le champ de la Politique de la Ville.

B – Une articulation avec les dispositifs contractuels pré-existants

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

L'Accompagnement par la Région de la politique de la Ville s'inscrit en effet dans une politique territoriale globale qui veille à garantir, équilibre et solidarité des territoires et à assurer une meilleure coordination des politiques publiques conduites par les collectivités locales de proximité.

- Le contrat de Plan Etat-Région

Le contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 intègre dans son volet territorial un chapitre dévolu à la Politique de la Ville qui déterminera sur la durée du CPER, les engagements de l'Etat, de la Région voire d'autres collectivités locales sur ces territoires.

- Les protocoles de coopération 2015-2017

Une dynamique de coopération territoriale enclenchée en 2014 en direction des Communautés d'agglomération et de certains EPCI, sera poursuivie et intégrera notamment un volet politique de la ville dans chacun des protocoles de coopération concerné qui réaffirmera les engagements de la Région en lien avec les contrats de ville.

- Le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU)

Pour le Languedoc-Roussillon, 9 quartiers identifiés comme quartiers d'intérêt national ont été identifiés ainsi que 14 quartiers d'intérêt régional.

Ces différents projets seront intégrés à la maquette financière du CPER lorsque les moyens affectés aux projets de renouvellement urbain seront connus précisément, à l'issue de la phase de préfiguration des projets et au fur et à mesure de leur intégration dans les contrats de ville.

La Région accompagnera le Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) au titre des fonds européens et de son droit commun : Habitat, avec la construction de logements sociaux neufs et réhabilitations lourdes, des aménagements urbains structurants et des opérations de réhabilitation thermique (logements sociaux et équipements).

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

ANNEXE V : CIRCULAIRE 30 JUILLET 2014 PREMIER MINISTRE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 30 juillet 2014

Le Premier Ministre

n° 5729/SG

Le Premier ministre

A

Mesdames et Messieurs les préfets de région
Mesdames et Messieurs les préfets de département

Objet : Élaboration des contrats de ville de nouvelle génération

Réf. : Loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine

Dans les quartiers de la politique de la ville, une famille sur trois vit dans la pauvreté. Le chômage des jeunes y est deux fois plus élevé que sur le reste du territoire et la confiance en l'avenir s'en trouve particulièrement altérée.

Face à ces défis, la politique de la ville ne peut se résumer à une politique limitée aux seuls quartiers. Elle doit devenir une politique de cohésion urbaine qui traite ensemble les actions en faveur des habitants et les interventions sur le bâti, mobilise d'abord les moyens des politiques de droit commun et agit au niveau intercommunal, pour transformer le cadre de vie, arrimer les quartiers prioritaires aux dynamiques des agglomérations et favoriser les mobilités.

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine a fixé les principes de cette nouvelle politique de la ville et les contrats de ville 2014-2020 en sont le cadre d'action.

La ministre en charge de la ville a communiqué la liste des 1300 « quartiers prioritaires de la politique de la ville » de métropole, qui remplaceront au 1er janvier 2015 l'ensemble des autres zonages. La nouvelle géographie prioritaire étant connue, je vous demande d'engager sans délai la préparation des contrats de ville, autour de 3 piliers :

1/ un pilier « *cohésion sociale* », avec pour objectifs prioritaires le soutien aux familles monoparentales et la solidarité entre les générations. Ce pilier assurera un investissement supplémentaire dans les domaines de la petite enfance, de l'éducation, de la prévention de la délinquance, de la santé, de la culture et du développement des activités physiques et sportives. Il organisera une stratégie territoriale d'accès aux droits et aux services, de promotion de la citoyenneté par l'apprentissage du français et de lutte contre les discriminations. Il prévoira les mesures de soutien aux associations de nature à les faire bénéficier du « choc de simplification ».

2/ un pilier « *cadre de vie et renouvellement urbain* », dans l'objectif d'une amélioration tangible de la vie quotidienne des habitants, en particulier de ceux qui résident dans le logement social. Les contrats de ville programmeront les créations d'équipements, la mobilité dans le parc résidentiel et l'installation de nouvelles activités dans le quartier. Ils détailleront les initiatives prises pour l'amélioration des relations entre la police et la population. Dans les territoires éligibles au nouveau programme national de renouvellement urbain, que ce soit au titre des projets d'intérêt national ou au titre des projets d'intérêt local, les contrats détermineront les objectifs de transformation

Hôtel de Matignon - 57, rue de Varenne - 75007 PARIS - Tél. : 01 42 75 80 00

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

du quartier et de mixité sociale, et intégreront les conventions d'application signées ultérieurement avec l'agence nationale pour la rénovation urbaine.

3/ un pilier « *développement de l'activité économique et de l'emploi* », avec pour objectif la réduction de moitié sur la durée du contrat des écarts de taux d'emploi entre les territoires prioritaires et l'agglomération de référence, en particulier au bénéfice des jeunes. Les contrats de ville assureront la présence de Pôle emploi et des missions locales, mobiliseront de manière quantifiée les contrats aidés et les aides à l'emploi pour les jeunes issus des quartiers, et développeront le soutien à l'entreprenariat. Le dispositif des « clubs jeunes ambition », qui obtient des résultats probants sur plusieurs sites pilote, sera étendu. Ce pilier pourra mobiliser les engagements financiers de la Caisse des dépôts et consignations, ceux du programme des investissements d'avenir et l'intervention de l'EPARECA en faveur du développement de l'activité économique et commerciale.

Ces nouveaux contrats devront faire application d'une « clause du territoire le plus favorisé ». Ils veilleront ainsi à assurer un niveau de services publics et de mobilisation des outils de droit commun supérieur à la moyenne. Cette clause obligera les projets de renouvellement urbain contractualisés avec l'ANRU à rechercher également l'excellence environnementale et numérique, essentielles pour réduire la facture énergétique et attirer les entreprises créatrices d'emplois. Une méthodologie spécifique vous sera proposée.

Les habitants sont des acteurs à part entière de l'élaboration des contrats de ville. Vous veillerez à ce que tous les dispositifs d'action sociale et projets de renouvellement urbain soient conçus en les associant. En application de la loi de programmation, des « conseils citoyens » seront ainsi créés dans les quartiers prioritaires afin de garantir la représentation des habitants dans les instances du contrat de ville et de constituer un espace ouvert aux initiatives à partir des besoins des habitants.

Ces objectifs nationaux ont naturellement vocation à être complétés et adaptés dans les contrats de ville pour tenir compte des enjeux propres à chaque territoire. Autour de ces objectifs, la prise de décision sera déconcentrée. Le commissariat général à l'égalité des territoires est mobilisé pour assurer une fonction d'accompagnement et de capitalisation qui permettra aux initiatives locales de ne pas s'arrêter au stade des expérimentations et d'être démultipliées.

Les contrats de ville de nouvelle génération réunissent l'ensemble des actions nécessaires pour transformer les quartiers en pôle de développement social, urbain et économique. Tous les membres du Gouvernement sont mobilisés pour territorialiser les politiques de l'Etat en faveur des quartiers prioritaires. De surcroît, dans le budget triennal 2015-2017, les crédits d'intervention du ministère en charge de la ville sont sanctuarisés, ce qui est la marque des préoccupations de justice sociale et territoriale dans la politique de redressement que le Gouvernement conduit. Je souhaite que vous prêtiez une grande attention à donner dans les territoires de la stabilité aux nombreux acteurs associatifs qui interviennent dans les quartiers et dont la qualité des interventions dépend souvent de leur capacité à se projeter dans la durée. L'engagement pris par l'Etat au niveau global est de nature à vous permettre de renouer le lien de confiance avec les associations, dans un cadre qui sécurise leurs interventions.

Je vous demande de mobiliser les services de l'Etat, les collectivités locales et l'ensemble des services publics, pour fixer avant la fin de l'année 2014 le cadre et les objectifs stratégiques des contrats de ville, qui devront être conclus avec leurs différentes conventions d'application thématiques et territoriales au premier semestre 2015.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Je compte sur votre engagement dans cette phase décisive pour rétablir l'égalité républicaine dans les quartiers prioritaires et améliorer les conditions de vie de leurs habitants. Il y va de la cohésion de notre pays et de la confiance de nos concitoyens envers l'action publique.

Le Premier ministre

3

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

ANNEXE VI : CIRCULAIRE 15 OCTOBRE 2014 MINISTRE DE LA VILLE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTERE DE LA VILLE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Paris, le 15 OCT. 2014

Le ministre de la ville, de la jeunesse et des sports
La secrétaire d'Etat chargée de la politique de la ville

A

Mesdames et Messieurs les préfets de région
Mesdames et Messieurs les préfets de département

Objet : Modalités opérationnelles d'élaboration des contrats de ville

Réf. : Circulaire du Premier ministre n°5729-SG du 30 juillet 2014 relative à l'élaboration des contrats de ville de nouvelle génération

Adoptée à une très large majorité, la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 développe une ambition forte pour les quartiers populaires et renouvelle durablement les outils d'intervention de la politique de la ville, à travers :

- une nouvelle géographie prioritaire simplifiée et mieux ciblée,
- un contrat unique intégrant les dimensions sociale, urbaine et économique,
- une action publique qui se déploie à l'échelle intercommunale et mobilise tous les partenaires concernés,
- la mobilisation prioritaire du droit commun de l'Etat et des collectivités territoriales,
- la participation des habitants à la co-construction des contrats et à leur pilotage.

Les contrats de ville de nouvelle génération sont le cadre d'action de cette nouvelle politique de la ville. La circulaire du Premier ministre citée en référence en a posé les principes et les orientations essentielles. La présente instruction vient en préciser les modalités opérationnelles. Elle précise en premier lieu le cadre et les facteurs essentiels de réussite de cette nouvelle contractualisation (1) puis les éléments de calendrier pour sa mise en œuvre (2).

1

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

1. L'élaboration des contrats de ville est guidée par cinq principes structurants

1.1. Un contrat de ville porté par l'intercommunalité et fédérant l'ensemble des acteurs concernés par la politique de la ville

Comme le prévoit l'article 6 de la loi de programmation, **les nouveaux contrats de ville seront signés à l'échelle intercommunale** entre, d'une part, l'Etat représenté par le préfet de département, et d'autre part, le président de l'Etablissement public de coopération intercommunale (EPCI) et les maires des communes concernées. **La loi prescrit également leur signature par les Régions et les Départements,** à tout le moins au titre de leurs compétences d'attribution et, le cas échéant, au titre d'engagements volontaires sur le renouvellement urbain et la cohésion sociale. Ces collectivités devront ainsi être associées étroitement et le plus en amont possible à l'élaboration et au suivi des contrats de ville, dans le cadre de la mobilisation de leurs compétences, au titre notamment de la formation professionnelle, du développement économique, des transports et de la mobilisation spécifique des fonds européens pour les Régions ; de l'action sociale et médico-sociale, de l'insertion sociale et professionnelle et de la prévention spécialisée notamment pour les Départements.

Les contrats de ville mobiliseront en outre une large communauté d'acteurs, parmi lesquels les procureurs de la République, les recteurs d'académie, les bailleurs sociaux, l'Agence régionale de santé (ARS), la Caisse d'allocations familiales (CAF), la direction territoriale de la Caisse des Dépôts, Pôle Emploi et les missions locales, la chambre de commerce et d'industrie, la chambre des métiers et de l'artisanat, les principaux acteurs économiques, le tissu associatif local et les habitants, les centres de ressources, etc.

Concernant le format du contrat de ville, et selon le niveau d'intégration de l'EPCI, il pourra soit prendre la forme d'un contrat unique et pleinement intégré au niveau intercommunal ; soit être composé d'un contrat cadre intercommunal mettant en cohérence des conventions territorialisées par commune. Dans tous les cas, un contrat intercommunal devra exister là où l'EPCI a la compétence politique de la ville (communauté urbaine et d'agglomération, communautés de communes lorsqu'elles ont pris la compétence). Et dans tous les cas, qu'il en ait la compétence ou non, l'EPCI devra être signataire du contrat de ville.

Vous veillerez à ce que le portage stratégique du contrat par l'EPCI favorise par ailleurs le renforcement de la solidarité financière intercommunale. **Un pacte financier et fiscal de solidarité** devra, à cet effet, être établi par tous les établissements publics de coopération intercommunale signataires d'un contrat de ville, conformément aux dispositions de l'article 12 de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine. Une instruction spécifique vous sera adressée début 2015 sur les modalités d'élaboration de ce pacte.

1.2. Une mobilisation prioritaire du droit commun des collectivités territoriales et de l'État

Vous veillerez à ce que les politiques relevant des différentes collectivités territoriales et de leurs groupements, chacun dans le cadre de leurs compétences, donnent lieu à **des engagements formalisés, pluriannuels chaque fois que ce sera possible.** Il en va de même pour l'implication des autres partenaires du contrat.

S'agissant des politiques portées par l'Etat, les conventions interministérielles d'objectifs en faveur des quartiers prioritaires constituent le levier principal de mobilisation des moyens de droit

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

commun. **Un travail interservices devra nécessairement être conduit, sous votre responsabilité, avec l'ensemble des services et des opérateurs de l'Etat**. Les instruments spécifiques de la politique de la ville, notamment les crédits d'intervention du programme 147 et ceux de l'agence nationale pour la rénovation urbaine, ne pourront être engagés qu'après mobilisation des moyens et outils de droit commun.

La mobilisation des fonds structurels FSE et FEDER à hauteur d'au moins 10% pour la politique de la ville est inscrite dans l'accord de partenariat entre la France et l'Union européenne et traduite dans les programmes opérationnels élaborés par les Régions. Elle doit trouver sa déclinaison opérationnelle en premier lieu dans les contrats de ville. Les préfets de région veilleront au respect de cet engagement en lien avec les Présidents de Région. Au-delà de ces 10%, vous veillerez dans les échanges avec les Régions à une mobilisation des crédits européens sur les quartiers placés en veille active. Ces crédits doivent ainsi constituer un levier de droit commun intéressant pour les quartiers sortants de la politique de la ville.

Les engagements réciproques devront être formalisés autant que faire se peut sur la durée du contrat, et a minima sur trois ans, période au terme de laquelle un bilan et une actualisation du contrat peuvent être entrepris. Leur mise en œuvre sera évaluée annuellement.

1.3. Un processus contractuel ciblé sur la nouvelle géographie prioritaire

Sur la base de la liste des quartiers prioritaires diffusée le 17 juin 2014, le travail de détermination des périmètres précis et définitifs des quartiers est en cours. Il sera clos d'ici à la fin de l'année, par un décret simple fixant l'ensemble des périmètres arrêtés. Concomitamment, il convient d'engager le travail partenarial de détermination de la stratégie d'intervention en faveur de ces quartiers.

Si certains avantages à caractère automatique sont attachés aux quartiers tels que définis dans le décret, **la logique de quartier vécu, prenant en compte les usages des habitants des quartiers, permet de dépasser les effets de seuils et de frontières**. Les crédits spécifiques de la politique de la ville peuvent continuer à soutenir les services au public, les équipements publics, et les opérateurs associatifs qui ne sont pas situés dans le périmètre des quartiers prioritaires dès lors que leur action bénéficie aux habitants de ces quartiers. Il ne s'agit pas de créer un nouveau périmètre mais d'identifier les équipements et services qui doivent être soutenus au-delà du quartier prioritaire pour le bénéfice de ses habitants. Ces services au public doivent être identifiés dans le contrat.

Les territoires « sortants » de la géographie prioritaire pourront faire l'objet d'une « veille active » visant à maintenir une attention soutenue des pouvoirs publics vis-à-vis de ces territoires. Le placement en « veille active » est soumis à votre appréciation et à celle des élus concernés, afin de bénéficier d'un accompagnement via le contrat de ville, l'ingénierie de la politique de la ville, l'implication des politiques de droit commun (intervenant après leur mobilisation préalable sur les quartiers prioritaires) et la mobilisation de la solidarité locale. Sur ces territoires de « veille active », il sera recherché la pérennisation des programmes de réussite éducative et des postes d'adultes relais au sein des associations, dans la définition d'un meilleur co-financement avec les moyens de droit commun.

1.4. Une démarche de projet au service d'un contrat unique et global

Les nouveaux contrats de ville constituent un cadre unique reposant sur trois piliers : social, urbain et économique. Ils s'appuient sur un diagnostic local partagé sur la situation des quartiers

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

prioritaires au sein de leur ville et de leur agglomération, permettant de définir les priorités locales qui structureront le futur contrat, en articulation étroite avec le projet stratégique de territoire élaboré par les élus. Le contrat est au service du projet. A ce titre, les grands objectifs nationaux seront, pour chaque pilier, complétés et adaptés par les acteurs des territoires pour tenir compte des spécificités de chaque quartier. **Une attention particulière sera portée à l'identification de ces priorités, qui doivent être en nombre restreint** afin de ne pas diluer l'action.

La notion de projet intégré nécessite de pouvoir bien penser les articulations entre les trois piliers du contrat (que précise l'annexe jointe à la présente circulaire)**.** Vous veillerez à cet enjeu majeur de cohérence globale du contrat. Le volet urbain notamment, a trop souvent été pensé isolément des deux autres. Or, son articulation avec le volet social est essentielle pour la prise en compte par exemple des clauses d'insertion dans les chantiers, de la gestion urbaine de proximité ou de l'accompagnement des ménages dans leur relogement. De la même manière, l'articulation des volets urbain et économique nécessite un diagnostic partenarial des besoins locaux en vue du maintien et de la création de commerces de proximité ou d'installation d'entreprises sur le territoire. La réflexion sur les interactions entre ces différents volets doit aussi conduire à interroger fortement la correspondance entre l'offre et la demande en matière d'emplois sur le territoire, à identifier les besoins des habitants et notamment des jeunes en matière de formation et d'accès à l'autonomie (logement, permis de conduire, dispositifs de garde d'enfants,…), et à rassembler les acteurs économiques concernés pour une mise en synergie de leurs actions.

Cette cohérence du contrat passe également par une articulation étroite de ce dernier avec les autres contrats, plans, schémas qui peuvent exister sur le territoire, à son échelle ou une échelle supra. C'est l'ambition d'un contrat de ville global et référent. Certains d'entre eux doivent ainsi pouvoir constituer le volet thématique du contrat de ville : par exemple, le projet éducatif territorial (PEDT) et le contrat éducatif local (CEL) pour le volet éducatif, le contrat local de santé (CLS) pour le volet santé, le contrat local de sécurité et de prévention de la délinquance pour le volet sécurité/prévention,…D'autres doivent pouvoir identifier spécifiquement les quartiers prioritaires dans leurs stratégies contractuelles et préciser les actions qui sont consacrées aux enjeux de ces derniers : par exemple, le schéma d'accueil de la petite enfance pour les départements ou le volet territorial des CPER au niveau régional. Lorsque les plans, schémas ou programmes préexistent au contrat de ville, la loi de programmation précise que l'élaboration de ce dernier n'entraîne pas leur modification. C'est au stade de l'élaboration initiale ou de la révision générale ultérieure que devront être pris en considération ces enjeux. **Le Comité de l'Administration Régionale (CAR) sera l'instance de vigilance de cette cohérence.**

De manière générale, l'association large des différents partenaires dans les discussions sur le contrat de ville doit faciliter cette approche intégrée.

1.5. La co-construction du contrat de ville avec les habitants des quartiers prioritaires

Par leur connaissance des réalités territoriales et leur expertise d'usage, les habitants des quartiers prioritaires constituent les partenaires essentiels de la politique de la ville.

Consacré par l'article 1er de la loi de programmation, le principe de co-construction se concrétise d'abord par **la mise en place des conseils citoyens** (article 7 de la loi). Leurs missions, leur organisation et leur fonctionnement ont donné lieu à la diffusion d'un cadre de référence. **Trois principes incontournables les régissent** :

- **l'autonomie** de réunion et de formulation d'avis vis-à-vis des autres acteurs, notamment

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

institutionnels,

- **leur composition**, intégrant d'une part des associations et acteurs locaux et d'autre part des habitants tirés au sort,
- **la représentation de ces conseils dans chaque instance de pilotage** du contrat de ville, afin qu'ils soient parties prenantes de l'ensemble du processus contractuel, depuis l'élaboration du projet jusqu'à sa mise en œuvre et son évaluation, selon des modalités définies dans le contrat.

Comme l'indique la loi, les contrats de ville devront définir « un lieu et des moyens dédiés pour le fonctionnement des conseils ». L'Etat « apporte son concours à leur fonctionnement », à travers notamment les crédits spécifiques de la politique de la ville ; ce concours devra appeler des cofinancements des autres partenaires (collectivités et bailleurs notamment).

Votre vigilance sur ces points doit permettre d'impulser une nouvelle dynamique participative essentielle dans ces quartiers. La mise en place des conseils citoyens n'est pas un enjeu secondaire. Evidemment, elle devra s'inscrire dans une démarche pragmatique, prenant en compte le contexte local dans toute sa diversité : c'est l'objectif du diagnostic préalable des pratiques et des initiatives participatives. Notamment, si des structures de participation préexistent sur le territoire (conseil de quartier, conseil consultatif), elles pourront être considérées comme des conseils citoyens, dès lors que sont bien respectés les trois principes susvisés.

Vous veillerez à ce que cette mise en œuvre soit engagée dans les meilleurs délais. A défaut d'une installation effective des conseils avant la signature des contrats de ville, il vous appartiendra de rechercher, en concertation avec les collectivités locales, les associations de quartier et les différents acteurs locaux, les modalités les plus appropriées d'association des habitants, notamment les jeunes, à l'élaboration des contrats, et de fixer l'échéance de leur création.

Pour les sites concernés par le nouveau programme national de renouvellement urbain, **des maisons du projet** seront nécessairement mises en place pour favoriser la co-construction des projets avec les habitants des quartiers, à travers les conseils citoyens.

Un temps d'échange et d'évaluation est prévu au printemps 2015 pour faire le bilan de l'ensemble des démarches participatives soutenues par le ministère de la ville, de la jeunesse et des sports dans les territoires, et fournir aux acteurs de terrain les outils les plus adaptés.

En tout état de cause, la mise en œuvre du contrat de ville, s'agissant en particulier des nouveaux projets de renouvellement urbain, sera suspendue à la mise en place effective du ou des conseils citoyens.

1.6. Soutien aux associations

Le contrat de ville devra décliner les mesures nationales de soutien aux associations de nature à simplifier leurs démarches et à leur donner davantage de visibilité, de pérennité et d'autonomie dans leurs interventions. D'ores et déjà, deux leviers sont à votre disposition pour conforter les associations dans les quartiers en politique de la ville :

- **le dispositif des adultes relais** dont la vocation essentielle est le soutien aux associations, en même temps qu'il permet aux bénéficiaires de s'insérer dans la vie professionnelle. Vous veillerez à affecter les postes d'adultes relais auprès des associations qui structurent la vie

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

sociale des quartiers, comme les centres sociaux ou toutes associations généralistes au sein des quartiers. Des indications spécifiques vous seront adressées sur la gestion du dispositif des adultes relais.

- **les conventions pluriannuelles d'objectifs de trois ans (CPO),** qui doivent être encouragées avec les associations les plus structurantes pour le quartier prioritaire afin de leur donner les moyens d'une action dans la durée, sur la base d'objectifs précis et dans le respect du cadre juridique en vigueur. Chaque année, la reconduction automatique est subordonnée à la réalisation des objectifs de l'année écoulée. Pour l'année 2015, cette option sera plus difficile à mettre en œuvre, sauf dans les domaines où les objectifs sont d'ores et déjà clairement définis sur la durée. L'évaluation de ces conventions fera l'objet d'un rapport annuel simplifié par l'association signataire.

2. Eléments de méthode et de calendrier

2.1. Organisation de l'administration territoriale de l'Etat

Si ce n'est déjà le cas, nous vous demandons d'organiser au plus tôt, au sein de l'Etat, l'indispensable travail de préparation à la nouvelle contractualisation :

- dans les départements qui ne bénéficient pas de la présence d'un préfet délégué à l'égalité des chances ou d'un sous-préfet chargé de mission pour la politique de la ville, **vous désignerez un sous-préfet** pour assurer auprès de vous la coordination des services de l'Etat dans le domaine de la ville ;
- **vous constituerez une « *task force* »** en charge du pilotage et du suivi des contrats de ville de votre département, qui associera les sous-préfets d'arrondissement, le Directeur départemental des territoires (DDT), le Directeur départemental de la cohésion sociale (DDCS/PP), le Directeur de l'UT-DIRECCTE, les délégués du préfet et la ou le délégué départemental aux droits des femmes et à l'égalité ;
- **vous mettrez en place, au-delà de cette cellule, une mission interministérielle** réunissant l'ensemble des services et opérateurs de l'Etat. Vous veillerez à y associer le procureur de la République.

Cette organisation devra vous permettre très rapidement:

- de rassembler et synthétiser l'ensemble des éléments de diagnostic existants au sein des différents services de l'Etat, et d'engager les collectivités à le faire ;
- de forger le point de vue de l'Etat sur la situation de ces quartiers (identification des enjeux territoriaux prioritaires) et leur prise en compte au sein d'un projet de territoire ;
- d'identifier, en vous appuyant notamment sur les conventions interministérielles d'objectifs, les moyens à mobiliser au regard des enjeux territoriaux et de leur singularité.

Les préfets de région sont garants de la cohérence des différents contrats de ville à l'échelle de chaque région et de leur bonne articulation avec le volet territorial des CPER. En tant que responsables du pilotage des politiques publiques et des budgets opérationnels de programme déconcentrés, ils s'assurent de la mobilisation des politiques de droit commun en faveur des quartiers. En tant que représentants de l'Etat vis-à-vis de la Région, ils veillent à son implication dans les différents volets des contrats de ville. En tant que responsables de la collégialité de l'administration territoriale, ils organisent l'examen des contrats de ville par le comité de

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

l'administration régionale avant leur signature par les préfets de département. Ils sont assistés dans ces missions essentielles par les secrétaires généraux pour les affaires régionales et les directeurs régionaux de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale.

2.2. Mise en place du processus contractuel

L'élaboration du projet intégré de territoire qui sous-tend le contrat de ville doit être engagée conjointement à la délimitation géographique des nouveaux quartiers. Le second ne doit en aucun cas constituer le préalable du premier. En effet, les ajustements que vous conduirez avec les élus ne modifieront pas fondamentalement les situations.

Par ailleurs, **il convient, dès la phase de diagnostic et pour l'élaboration du projet, de solliciter tous les autres partenaires** qui doivent pleinement participer à l'identification des enjeux prioritaires et être, à ce titre, associés au plus tôt (cf. supra). C'est notamment indispensable pour le conseil régional et le conseil général. Lorsqu'ils existent sur le territoire, les centres de ressources, qui disposent d'outils et de diagnostics sectoriels ou transversaux, constituent un relai essentiel à mobiliser pour informer, diffuser et former les partenaires et les professionnels.

2.3. Accompagnement national

Différents éléments méthodologiques, produits notamment dans le cadre de la préfiguration des contrats de ville menée en 2013, sont d'ores et déjà disponibles sur le site www.ville.gouv.fr. **Des sessions de formations** vous seront proposées à l'attention des agents des services de l'Etat, des élus et des fonctionnaires territoriaux, des agents des services publics et des professionnels de la politique de la ville.

Un guide méthodologique est disponible pour vous accompagner dans la construction des contrats de ville au lien suivant : http://www.ville.gouv.fr/?kit-methodologique-des-contrats-de

Comme le Premier ministre vous l'a demandé, le processus de préparation des contrats de ville doit aboutir avant la fin 2014 à la détermination du cadre et des objectifs stratégiques, et **d'ici juin 2015 à la conclusion du contrat** et de ses conventions d'application par l'ensemble des signataires. D'ores et déjà, les appels à projets pour 2015 s'appuieront sur la nouvelle géographie et sur les objectifs stratégiques tels qu'ils ressortiront du diagnostic territorial partagé.

Nous demandons à notre cabinet et aux services du CGET, notamment la direction de la ville et de la cohésion urbaine, de se tenir à votre disposition pour vous apporter tout élément de précision et d'appui dont vous auriez l'utilité dans l'élaboration de ces contrats, décisifs pour organiser la mobilisation de l'ensemble des services publics en direction des quartiers de la politique de la ville.

Patrick KANNER
Ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports

Myriam EL KHOMRI
Secrétaire d'Etat chargée de la politique de la ville

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

ANNEXE RELATIVE AU CONTENU DU CONTRAT DE VILLE

Le pilier « cohésion sociale »

Les actions relevant du pilier « cohésion sociale » visent à réduire la pauvreté, à tisser le lien social et à renforcer la solidarité entre les générations. Elles s'attachent à répondre tout particulièrement aux besoins des familles monoparentales, des jeunes et des personnes âgées, catégories surreprésentées dans la plupart des quartiers en politique de la ville. Elles visent l'exercice de la citoyenneté et l'égalité réelle d'accès aux droits.

Pour ce faire, les contrats de ville devront notamment **prendre appui sur les objectifs et les engagements fixés dans les conventions interministérielles** signées par le ministre de la ville avec les ministres chargés des affaires sociales, de l'éducation nationale, de la justice, de l'intérieur, de la culture, des droits des femmes, de la jeunesse et des sports.

Parmi les priorités et de manière non exhaustive, une attention particulière sera portée à :

- **La réussite éducative des enfants** des quartiers, première condition de l'égalité des chances.

  Elle nécessite une action dès la petite enfance, qui exige de veiller à l'accès de tous à des modes de garde, ainsi que le développement de l'offre d'accueil en cohérence avec les priorités fixées par la convention d'objectifs et de gestion (COG) de la CNAF. Celle-ci prévoit notamment le déploiement des créations de places en établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE), en priorité dans les territoires prioritaires de la politique de la ville.

  Le programme de réussite éducative sera, partout où il est mis en place, un support central du volet éducation des contrats de ville. Il devra continuer à développer des réponses innovantes aux difficultés rencontrées par les enfants vulnérables en lien avec leur(s) parent(s).

  Dans ce cadre, une attention particulière sera accordée à la qualité du travail engagé avec les services du rectorat, ainsi qu'à la mise en œuvre des nouveaux rythmes scolaires.

  Le volet éducation du contrat de ville doit être construit en pleine cohérence et **en étroite articulation avec la mise en œuvre de la refondation de l'éducation prioritaire sur le territoire**. Vous veillerez à la pleine articulation avec les contrats et projets éducatifs locaux et territoriaux, qui doivent pouvoir constituer ce volet éducation. Une instruction conjointe avec le Ministère de l'Education Nationale viendra dans les prochaines semaines détailler ces aspects.

- **La mobilisation du droit commun des politiques sociales** doit permettre de renforcer les actions en direction des publics fragiles des territoires prioritaires, notamment les femmes en situation de monoparentalité, les jeunes et les personnes âgées. Outre les actions précitées en direction de la petite enfance, le contrat de ville garantira l'existence de lieux d'accueil enfant – parent, et une attention toute particulière à l'accompagnement de la parentalité. Enfin, il intégrera des actions dédiées à la lutte contre l'isolement, notamment celui des personnes âgées dans le cadre du programme national MonaLisa.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

- **S'agissant des enjeux de santé,** le contrat de ville s'appuiera sur le diagnostic local et les priorités d'actions définies par le contrat local de santé, qui en constituera le volet santé. L'enjeu de l'accès aux soins des habitants des quartiers interrogera tant l'existence des structures adéquates (maisons ou centres de santé, soutien à l'installation de généralistes ou de spécialistes), que la coordination des acteurs locaux sur le territoire et les modalités de mise en œuvre d'une véritable politique de prévention.

- Pour **lutter contre le développement du non-recours**, particulièrement aigu dans les territoires prioritaires, le contrat de ville devra comporter une stratégie territoriale d'accès aux droits et aux services notamment aux soins et à la prévention. Sur la base d'un diagnostic préalable, cette stratégie associera l'ensemble des collectivités, établissements publics et associations concernés, en particulier les CAF, dans le cadre des « rendez-vous des droits » mis en place en application du plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté.

- **La prévention de la délinquance** dans les quartiers de la politique de la ville s'inscrit dans la stratégie locale de prévention de la délinquance mise en œuvre par les communes ou l'intercommunalité (CLSPD, CISPD), avec les principaux acteurs concernés que sont la PJJ, le Département, les associations de prévention, les éducateurs et médiateurs de rue, etc. Quand elles n'existent pas, vous vous appuierez sur la méthodologie partenariale des zones de sécurité prioritaire. Activités de jour organisées par la protection judiciaire de la jeunesse, travaux d'intérêt général, réparations pénales… sont autant de pistes d'actions normalement intégrées dans les plans locaux de prévention de la délinquance.

- **La présence judiciaire de proximité,** par l'implantation de nouvelles structures d'accès au droit (maisons de la justice et du droit, points d'accès au droit) dans les quartiers prioritaires, devra être développée. Elle mobilisera des outils nouveaux en prenant appui sur les partenariats de l'institution judiciaire et en ciblant particulièrement les permanences des associations d'aide aux victimes et de lutte contre les discriminations dans les structures d'accès au droit et les bureaux d'aide aux victimes.

Le pilier « Cadre de vie et renouvellement urbain »

Les actions relevant du pilier « cadre de vie et renouvellement urbain » visent à améliorer de façon visible et concrète la vie quotidienne des habitants des quartiers prioritaires.

Tous les quartiers de la politique de la ville feront l'objet, dans le cadre du contrat de ville, de réflexions et de la mise en œuvre d'actions relatives au cadre de vie, qu'ils bénéficient ou non d'une intervention de l'agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU). Ce volet pourra prévoir des opérations de réhabilitation de l'habitat, des actions favorisant la mobilité, des actions de nature à progresser vers l'accessibilité universelle pour les personnes handicapées, un meilleur accès aux équipements culturels et sportifs, un dispositif de gestion urbaine de proximité et le maintien et la création de commerces de proximité et d'entreprises sur le territoire. Pour ce faire, l'ANAH, l'ADEME, les syndicats de transports, les équipements culturels et les centres culturels, les fédérations sportives, les bailleurs et les acteurs économiques, devront être associés à l'élaboration de ce volet.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Lorsqu'il y aura des interventions de l'ANRU, elles devront répondre aux objectifs fixés dans le contrat de ville. A ce titre, les futures conventions de renouvellement urbain constitueront des conventions d'application de ce contrat. Au stade de la signature des contrats de ville, des protocoles de préfiguration seront annexés à ces derniers et permettront aux porteurs de projets et aux maîtres d'ouvrage concernés de préparer la convention de renouvellement urbain.

L'accent sera également mis sur l'amélioration du cadre de vie en logement social : le contrat devra conduire à la déclinaison, quartier par quartier, **d'une charte d'engagement réciproque entre l'Etat, les communes et leur groupement et les organismes HLM,** assurant un socle d'engagements de qualité de service. **La reconduction de l'abattement de 30% de la TFPB** pour les logements situés dans les quartiers prioritaires devra dans ce cadre faire l'objet de contreparties de la part des bailleurs, en matière de gestion urbaine de proximité notamment. Les contrats de ville détailleront également les conditions collectives d'habitat (concernant par exemple la propreté des parties communes des bâtiments, la maintenance des ascenseurs, l'insonorisation...), susceptibles de faire l'objet de réclamations.

Enfin, l'élargissement de **la TVA à 5,5% pour l'accession sociale à la propriété** à l'ensemble des quartiers prioritaires (jusqu'à 300 mètres autour de ces quartiers) doit nourrir une réflexion sur la mixité sociale.

Une instruction spécifique vous sera prochainement adressée, de concert avec la ministre en charge du logement, sur la mise en place des conventions intercommunales de gestion des attributions de logements sociaux en vue de favoriser la mixité sociale dans les quartiers prioritaires.

Le pilier « Développement économique et emploi »

L'action publique en faveur de l'emploi et du développement économique vise à réduire de moitié sur la durée du contrat de ville l'écart de taux d'emploi entre les quartiers prioritaires de la politique de la ville et les autres territoires, notamment pour les jeunes.

L'objectif de ce pilier des contrats de ville consiste d'une part à **promouvoir l'offre de travail, par le soutien aux acteurs économiques, la promotion de l'initiative privée et l'attractivité du territoire.** Les actions doivent ainsi permettre de développer un soutien actif à l'entreprenariat, en mobilisant notamment le plan entreprenariat dans les quartiers financé par des fonds de la Caisse des dépôts et consignations et par les fonds du programme d'investissements d'avenir, qui feront l'objet d'instructions spécifiques complémentaires. Par ailleurs, les clauses d'insertion doivent pouvoir être mises en place dans tout projet porté ou subventionné par la puissance publique.

Il consiste d'autre part à **lever les freins d'accès à l'emploi, marchand en priorité, notamment pour les jeunes et les femmes,** par le renforcement de la formation et de l'accompagnement, individuel ou collectif, des demandeurs d'emploi, par un accès facilité aux dispositifs de la politique de l'emploi, notamment les contrats en alternance, les contrats aidés ou les dispositifs dits de « deuxième chance » dont l'Epide, et par la prévention de toutes les discriminations. Les actions permettant la mobilité et le développement des modes de gardes, mieux adaptés en particulier aux contraintes des familles monoparentales et aux horaires de travail décalés, celles permettant un accès facilité au logement ou encore l'obtention du permis de conduire pour les jeunes, doivent être encouragées.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Pour la mettre en œuvre, vous vous appuierez sur **la convention d'objectifs pour les quartiers prioritaires signée le 25 avril 2013 entre les ministres chargés de la ville et de l'emploi**. Cette convention fixe le cadre et les objectifs de la mobilisation des politiques de l'emploi de droit commun en faveur des résidents des quartiers prioritaires. **Une instruction conjointe du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la ville** précisera les orientations et les modalités d'action dans le domaine de l'emploi.

Un diagnostic partagé avec les principaux acteurs économiques locaux constitue un préalable à la définition de priorités en matière de développement économique et de politique de l'emploi. Dès le début et en plus des régions et des départements, il convient sur ce point d'associer en premier lieu Pôle Emploi (sur la base de la convention du 30 avril 2013 conclue entre les ministres en charge de la ville et de l'emploi et Pôle emploi) et les missions locales ainsi que les centres de l'Epide les plus proches, les chambres consulaires et les entreprises les plus engagées et les plus importantes en termes d'emplois sur le territoire.

L'ensemble de ces acteurs devra être signataire des contrats de ville.

Le diagnostic et la définition des orientations de la politique de l'emploi dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville seront articulés avec la Stratégie régionale pour l'emploi élaborée par le service public de l'emploi (SPE), sous la responsabilité des préfets de région conformément aux dispositions de l'instruction du 15 juillet 2014. Suite au diagnostic territorial et au processus de consultation, l'animation de la politique de l'emploi et la coordination des acteurs concernés dans ces quartiers pourront être organisées dans le cadre d'un service public de l'emploi de proximité, sur décision du SPE régional.

Afin que la politique de la ville continue à jouer un rôle essentiel dans la croissance de l'emploi et de l'économie associative, vous veillerez en outre à relayer les opportunités de recrutement, notamment pour les associations, en contrats aidés ou en emplois d'avenir, en lien avec le service public de l'emploi. Par ailleurs, les volontariats en service civique seront encouragés afin d'augmenter d'ici 2015 le nombre de missions proposées au profit des quartiers prioritaires et atteindre l'objectif de 25 % de volontaires issus des quartiers de la politique de la ville.

Les priorités transversales obligatoires du contrat

Trois axes transversaux devront se décliner dans chacun des trois piliers et l'ensemble du contrat : **la jeunesse, l'égalité entre les femmes et les hommes, et la prévention de toutes les discriminations**. Pour ces trois axes, des cadres de référence ont été élaborés pour vous aider à construire le contrat de ville.

S'agissant de la jeunesse, l'ensemble des outils mis à votre disposition devront être prioritairement mobilisés. Les objectifs chiffrés portant sur les emplois d'avenir et les contrats aidés seront dans toute la mesure du possible complétés d'objectifs portant sur d'autres dispositifs tels que les contrats d'apprentissage, les clauses d'insertion ou les bénéficiaires du service civique.

S'agissant de l'égalité entre les femmes et les hommes, des données sexuées devront être identifiées pour tous les axes d'intervention du contrat et des actions mises en œuvre pour corriger les inégalités persistantes pour les femmes : mobilisation des contrats aidés, du Fonds de Garantie pour l'Initiative des Femmes ; introduction d'un critère de mixité dans les critères de sélection des actions soutenues ; développement d'outils spécifiques comme les marches exploratoires.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

S'agissant enfin de la prévention de toutes les discriminations, vous vous appuierez sur les orientations du cadre de référence pour renouveler les outils ; le *testing* pourra notamment être mobilisé.

L'inscription des nouveaux projets de renouvellement urbain dans les contrats de ville

Concernant le NPNRU, le conseil d'administration de l'ANRU proposera, dans les prochaines semaines, la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et qui concentreront la majorité des concours financiers de l'ANRU. Cette liste sera complétée par des projets d'intérêt régional identifiés avec les élus locaux, arrêtée dans le cadre des CPER par le préfet de région qui disposera d'une enveloppe financière déconcentrée représentant environ 15 % des concours financiers du NPNRU. La liste définitive fera l'objet d'un arrêté ministériel début 2015.

La contractualisation des PRU comporte des spécificités compte tenu de la nature des programmes urbains à décliner et de leur échelle de temps de réalisation, de l'ordre de 10 ans. Pour autant, les sites bénéficiaires du programme devront veiller à leur parfaite intégration dans la démarche globale d'élaboration du contrat de ville :

1er temps / Phase contrat de ville

Les contrats de ville fixent « les orientations et le cadre de référence pour la passation des conventions » de renouvellement urbain. Un protocole de préfiguration de la convention pluriannuelle ANRU sera mis en place, préalablement à la contractualisation d'une ou plusieurs conventions d'application.
Les objectifs essentiels du protocole de préfiguration sont :

- d'arrêter un programme urbain dont la faisabilité aura été expertisée ;
- de déterminer les conditions de mise en œuvre du projet opérationnel, notamment sur :
  - les aspects des procédures d'aménagement nécessaires,
  - le besoin de recours à des procédures d'utilité publique,
  - les estimations financières (dépenses et recettes),
  - la soutenabilité financière pour les maîtres d'ouvrages,
  - l'organisation dédiée à la mise en œuvre du programme de travail, phasage, calendrier ;
- d'apporter les moyens nécessaires à la réalisation des études et ingénierie indispensables à l'élaboration de ce programme urbain.

2nd temps / Phase convention d'application

Le programme urbain arrêté à l'issue de la phase « protocole de préfiguration » sera décliné en documents contractuels subséquents : une ou plusieurs conventions d'application de renouvellement urbain seront signées.

Dans la mesure du possible, le protocole de préfiguration est mis au point et signé simultanément au contrat de ville. Il détaille tout ou partie du volet urbain du contrat de ville. À défaut, et a minima, le volet urbain et cadre de vie du contrat de ville recensera les diagnostics existants ou à réaliser sur le ou les quartier(s), détaillera les objectifs stratégiques assignés au PRU, et constituera le cahier des charges du protocole de préfiguration à mettre en place.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Vous pourrez vous référer à l'arrêté du ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports en date du 15 septembre 2014, publié au JO le 23 septembre 2014, relatif au règlement général de l'ANRU, pour la signature des contrats de ville et protocoles de préfiguration, dans le cadre du NPNRU.

Le guide méthodologique pour accompagner la construction des contrats de ville

Un guide méthodologique est également mis à votre disposition et comprend à la fois des documents de cadrage général, des fiches méthodologiques et des fiches ressources visant à offrir un panorama synthétique des processus et outils mobilisables. Il a pour objet, en tant que de besoin et à titre indicatif, de guider les acteurs territoriaux dans l'élaboration des nouveaux contrats de ville. Les préconisations figurant dans les différents documents pourront ainsi faire l'objet de toutes les adaptations nécessaires aux différentes configurations locales.

Le guide méthodologique est disponible au lien suivant : http://www.ville.gouv.fr/?kit-methodologique-des-contrats-de. Les éléments du guide seront actualisés et complétés progressivement. Les premiers documents comprennent:

- une présentation du processus d'élaboration du contrat de ville,
- des orientations méthodologiques relatives à la phase de diagnostic territorial participatif,
- des supports statistiques et cartographiques sur les quartiers prioritaires de la politique de la ville
- des orientations méthodologiques relatives à l'inscription du contrat de ville dans les outils de planification stratégique du territoire,
- le recueil des conventions interministérielles et partenariales.

Quatre cadres de référence sont également mis à disposition afin de répondre aux enjeux constitués par les trois axes transversaux et par le processus de co-construction des contrats avec les habitants :

- le cadre de référence des conseils citoyens,
- le cadre de référence lutte contre les discriminations,
- le cadre de référence égalité entre les femmes et les hommes,
- le cadre de référence jeunesse.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

ANNEXE VII : APPEL A PROJET 2015

CONTRAT DE VILLE

DU GARD RHODANIEN

APPEL A PROJETS 2015

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

La politique de la ville est une politique de cohésion urbaine et de solidarité, nationale et locale, envers les quartiers défavorisés et leurs habitants. Elle est conduite par l'Etat, les collectivités territoriales et leurs groupements dans l'objectif commun d'assurer l'égalité entre les territoires, **de réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines** et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants. Article de 1 de la loi de programmation pour la Ville et la Cohésion Sociale du 21 février 2014.

Conformément à la loi de Programmation pour la Ville et la Cohésion Urbaine du 21 février 2014, le contrat de Ville a pour objectif de devenir le contrat unique de référence de la politique de la ville et de toutes les politiques menées en faveur des quartiers prioritaires, de la part de l'ensemble des futurs signataires : Etat, Villes, Etablissements Publics de Coopération Intercommunale, Département du Gard, Conseil Régional du Languedoc Roussillon, Caisse d'Allocations Familiales, Bailleurs, Caisse des Dépôts et Consignation, etc.

La signature du document cadre Contrat de Ville a été fixée par le ministère de la ville au plus tard à la fin du premier semestre 2015.

Dans l'attente du contrat définitif et de ses orientations, le présent appel à projets a pour finalité de présenter, aux porteurs de projets, **les priorités d'actions attendues pour l'année 2015, par les partenaires de la politique de la ville** : Etat, Département du Gard, villes de Bagnols sur Cèze et de Pont Saint Esprit, Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien.

Les priorités émises dans le présent appel à projets sont issues des travaux de diagnostic menés sur le territoire pour élaborer le futur contrat.
Il est rappelé que **l'appel à projets ne prend en compte qu'une partie des orientations du futur contrat de ville et couvre la période transitoire avant la signature effective du contrat de ville.**

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

1. CHAMP D'INTERVENTION DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

Les projets et les actions déposés dans le cadre du Contrat de Ville doivent contribuer à réduire les inégalités sociales entre les quartiers prioritaires et le reste de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale.

Conformément à la circulaire du 15 octobre 2014, le présent appel à projets 2015 s'appuie sur :

- **La nouvelle géographie prioritaire**

- **Les trois piliers du contrat**
  La cohésion sociale,
  Le cadre de vie et renouvellement urbain,
  Le développement de l'activité économique et de l'emploi.

- **Les 3 axes transversaux:**
  La jeunesse
  La lutte contre les discriminations
  L'égalité entre les femmes et les hommes

- **Les conseils citoyens**

- **La mobilisation des politiques de droit commun**

1.1. Les acteurs concernés

Les porteurs de projets de la Politique de la Ville peuvent être des associations, des bailleurs, des collectivités territoriales ou des établissements publics, dans la mesure où leur action intervient en direction des habitants des quartiers prioritaires.

1.2. Les territoires concernés

Les communes de Bagnols sur Cèze et de Pont Saint Esprit sont concernées pour leurs quartiers prioritaires :

- Bagnols sur Cèze, quartier Escanaux- Coronelle-Citadelle- Vigan Braquet selon le périmètre règlementairement défini

- Pont Saint Esprit, quartier centre ville selon le périmètre règlementairement défini

1.3. Les 3 piliers et les axes transversaux

La préparation du Contrat de Ville s'organise autour de 3 piliers et mobilise l'ensemble des acteurs de droit commun et de la politique de la ville (collectivités, bailleurs, associations, chambres consulaires…).

Le pilier « développement économique et emploi »

L'action publique en faveur de l'emploi et du développement économique vise à réduire de moitié sur la durée du contrat de ville l'écart de taux d'emploi entre les quartiers prioritaires de la politique de la ville et les autres territoires, notamment pour les jeunes.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

L'objectif de ce pilier des contrats de ville consiste à promouvoir l'offre de travail, par le soutien aux acteurs économiques, la promotion de l'initiative privée et l'attractivité du territoire. Les clauses d'insertion doivent pouvoir être mises en place dans tout projet porté ou subventionné par la puissance publique.

Il s'agit d'intervenir afin de lever les freins d'accès à l'emploi, marchand en priorité, notamment pour les jeunes et les femmes, par le renforcement de la formation et de l'accompagnement, individuel ou collectif, des demandeurs d'emploi, par un accès facilité aux dispositifs de la politique de l'emploi, notamment les contrats en alternance, les contrats aidés ou les dispositifs dits de « deuxième chance » et par la prévention de toutes les discriminations.

Le pilier « cadre de vie et renouvellement urbain »

Les actions relevant du pilier « cadre de vie et renouvellement urbain » visent à améliorer de façon visible et concrète la vie quotidienne des habitants des quartiers prioritaires.

Le pilier « cohésion sociale »

Ses actions visent à réduire la pauvreté, à tisser le lien social et à renforcer la solidarité entre les générations. Elles s'attachent à répondre tout particulièrement aux besoins des familles monoparentales, des jeunes et des personnes âgées, catégories surreprésentées dans la plupart des quartiers en politique de la ville. Elles visent l'exercice de la citoyenneté et l'égalité réelle d'accès aux droits.

Parmi les priorités non exhaustive, une attention particulière sera portée à :

- La réussite éducative des enfants des quartiers, première condition de l'égalité des chances.

- La mobilisation du droit commun des politiques sociales doit permettre de renforcer les actions en direction des publics fragiles des territoires prioritaires, notamment les femmes en situation de monoparentalité, les jeunes et les personnes âgées (accompagnement de la parentalité, lutte contre l'isolement…)

- S'agissant des enjeux de santé, le contrat de ville s'appuiera sur le diagnostic local et les priorités d'actions définies par le contrat local de santé, lorsqu'un tel contrat sera prévu, qui en constituera alors le volet santé. Il pourra également s'appuyer sur la dynamique des ateliers santé ville.

- Pour lutter contre le développement du non-recours, particulièrement aigu dans les territoires prioritaires, le contrat de ville devra comporter une stratégie territoriale d'accès aux droits et aux services notamment aux soins et à la prévention.

- La prévention de la délinquance dans les quartiers de la politique de la ville s'inscrit dans la stratégie locale de prévention de la délinquance mis en œuvre par les communes ou l'intercommunalité (Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance), avec les principaux acteurs concernés que sont la Protection

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Judiciaire de la Jeunesse, le Département, les associations de prévention, les éducateurs et médiateurs de rue, etc…

- La présence judiciaire de proximité, par l'implantation de nouvelles structures d'accès au droit (maisons de la justice et du droit, point d'accès au droit) dans les quartiers prioritaires, devra être développée.

2 . PRIORITES DE L'APPEL A PROJETS

Les actions qui seront proposées ne devront pas venir se substituer à des actions de droit commun existantes ni cofinancer celles-ci, sauf à permettre à ces actions de prendre, de manière plus adaptée, en charge le public des quartiers prioritaires.

2.1. Priorités du pilier Cohésion Sociale

Ce pilier couvre l'éducation, la culture, le sport, la santé et la prévention de la délinquance.
C'est également dans ce pilier que se retrouvent les actions conduites en faveur du lien social, de la citoyenneté et de la mobilisation des valeurs de la république.

La thématique éducation, culture et sport concerne toutes les tranches d'âge pour les enfants et les jeunes.
Pour la culture et le sport, elle concerne l'ensemble des habitants des quartiers.

I. Education, culture et sport

1- Le soutien aux parents dans l'éducation de leurs enfants :
Il s'agira en particulier de :
- développer l'information auprès des parents sur le fonctionnement de l'école et l'offre éducative
- soutenir les parents et les accompagner dans leur démarche éducative, en lien avec le Réseau d'Ecoute d'Appui et d'Accompagnement des Parents.

2- Proposer des réponses adaptées et innovantes en faveur des enfants en difficultés scolaires et éducatives.
La ville de Bagnols sur Cèze a mis en place le dispositif du Programme de Réussite Educative, inscrit dans un Projet Educatif Local, ce qui permet d'assurer une prise en charge via un parcours individualisé des enfants les plus en difficulté, bien identifiés. Ce dispositif ne couvre pas cependant les enfants et jeunes ainsi que leur famille lorsque ceux ci rencontrent des difficultés moins lourdes ou plus conjoncturelles.
De plus la ville de Pont Saint Esprit, nouvelle commune en géographie prioritaire de la politique de la ville, ne dispose pas encore de Programme de Réussite Educative.

3- Lutter contre le décrochage scolaire
Il s'agira notamment de soutenir des actions en faveur de jeunes élèves confrontés au risque de décrochage dans le but de les remobiliser ainsi que leur famille.

4-Impliquer et encourager les jeunes par un accompagnement et un soutien à leurs projets portant des valeurs de citoyenneté et d'ouverture culturelle.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

5- Encourager la mise en place d'actions et de pratiques culturelles et sportives en faveur des habitants des quartiers prioritaires, à l'intérieur et à l'extérieur desdits quartiers.

Les associations sportives, pour l'Etat, continueront comme précédemment, concernant leurs interventions généralistes, à solliciter les financements de l'Etat par le Centre National pour le Développement du Sport, qui dispose d'une enveloppe plus spécifiquement fléchée sur les problématiques des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Dans le cadre de l'appel à projet spécifique du contrat de ville, il pourra s'agir d'accompagner le public des quartiers prioritaires, pour qu'il puisse réellement accéder aux pratiques existantes ou mettre en place des actions particulières à travers des offres plus adaptées permettant de lever les freins liées notamment à des représentations (pratiques sportives féminines).

Pour l'ensemble de ces actions, la mixité en genre (fille/garçon) sera recherchée avec des objectifs affichés.

II. Santé

1- Assurer un meilleur accès aux soins :
- par une meilleure information et lisibilité des ressources existantes
- par un accompagnement adapté vers les ressources existantes

2- Renforcer ou mettre en place des actions de prévention (prévention des addictions, et du mal être, nutrition....) spécifiques et adaptées aux habitants des quartiers, notamment les enfants, les jeunes et les femmes.

La ville de Bagnols sur Cèze, pour ses quartiers prioritaires, dispose déjà de la coordination portée par un Atelier Santé Ville. Cet atelier santé ville, porté par la communauté d'agglomération, sera conduit à étendre son intervention au quartier prioritaire de Pont Saint Esprit.

La coordination avec des actions conduites dans le cadre du droit commun sera assurée par la mise en œuvre du Contrat Local de Santé du Gard rhodanien.

III. Prévention de la délinquance

1- Lutter contre les actes d'incivilité

2- Lutter contre les violences faites aux femmes

3- Développer un meilleur accès aux droits

4- Mettre en place des actions adaptées en faveur notamment de jeunes en grande fragilité repérée pouvant basculer dans la délinquance.

5- Développer le recours à la médiation.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Le champ de la prévention de la délinquance sera travaillé en étroite coordination avec le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance de chaque commune.

Pour la politique de la ville, au titre de l'Etat, il est essentiellement financé via le Fonds Interministériel pour la Prévention de la Délinquance.

IV. Mieux vivre ensemble et citoyenneté

Il s'agira en particulier d'apporter un soutien à :

1- Des actions favorisant le mieux vivre ensemble et l'intergénérationnel

2- Encourager la mise en place d'actions prenant en compte et illustrant les valeurs de la république (citoyenneté, laïcité...)

3- Développer des actions de médiations touchant l'ensemble des thématiques et qui pourront se traduire par des projets de médiations dans le cadre de la mobilisation du dispositif adultes relais de la politique de la ville.

4- Soutenir des actions permettant d'assurer une meilleure maîtrise de la langue française et conduisant à une plus grande autonomie ainsi qu'une meilleure insertion sociale du public des quartiers prioritaires

2.2. Priorités du pilier Cadre de Vie

1- Mobilisation des habitants :

Soutenir des actions visant à favoriser l'implication et la rencontre des habitants à travers des moments d'échanges, d'animation et de partage.

Accompagner les actions visant à mieux faire connaître et découvrir les quartiers prioritaires dans l'histoire de la ville.

2- Promouvoir les actions d'information et de formation des habitants relatives au tri sélectif, aux économies d'énergie, à la biodiversité.....

2.3. Priorités du pilier emploi et développement économique

1- Emploi

- Objectif visé : lever les principaux freins à l'emploi
    - Compléter et développer l'offre de formation en savoirs de base, notamment pour les personnes non couvertes par les dispositifs existants
    - Faciliter et développer la mobilité des personnes en proposant des solutions diversifiées (location de véhicules, transport collectif, covoiturage...)
    - Développer les formations « savoir-être » en milieu professionnel, notamment pour préparer les entretiens d'embauche

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

- Objectif visé : amener un maximum de jeunes résidents des quartiers prioritaires vers la Mission Locale Jeunes pour un accès aux dispositifs d'accompagnement intensif existants

    - Mieux faire connaître la Mission Locale Jeunes auprès des jeunes mais également des parents
    - Promouvoir ses actions, notamment en mettant l'accent sur des exemples concrets positifs

- Objectif visé : mettre en adéquation les marchés de l'offre et de la demande d'emploi

    - Promouvoir les filières porteuses d'emplois et faire tomber les représentations négatives des métiers qui y sont associés, notamment dans la filière industrielle
    - Promouvoir l'alternance auprès des employeurs et faciliter les liens entre les résidents des quartiers prioritaires et les entreprises du bassin
    - Développer l'accompagnement et le suivi des personnes en recherche d'emploi (aide au CV, aides aux techniques de recherche d'emploi, etc…)

2- Développement économique

- Objectif visé : développer et accompagner l'entrepreneuriat par les résidents des quartiers prioritaires et/ou à l'intérieur des quartiers prioritaires

    - Favoriser l'émergence de projets de création d'entreprise
    - Orienter pertinemment les publics vers les professionnels de l'accompagnement et du soutien à la création et la reprise et mieux faire connaître les dispositifs existants, notamment de soutien financier
    - Informer sur les possibilités de reprise d'activité dans et hors quartiers prioritaires

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

3 . LES CRITERES DE SELECTION DES PROJETS

Les dossiers déposés devront respecter les critères et les exigences suivants :

1. Mener des actions **en direction des quartiers prioritaires** et de leurs habitants.

2. Inscrire les actions dans l'un des 3 piliers du contrat de ville et dans **les priorités définies au point 2.**

3. Présenter des actions avec une **qualité pédagogique et méthodologique**.

4. Inscrire les actions **en complémentarité avec l'offre de services existante** sur le territoire en précisant la réalité du partenariat lié à l'action.

5. Déposer des budgets prévisionnels d'action faisant apparaître **un co-financement.**

6. Préciser les modalités prévues pour **mobiliser les bénéficiaires** sur l'action.

7. Renseigner dans la partie 3.1 du dossier CERFA « méthode d'évaluation et indicateurs choisis », les indicateurs de suivi et d'évaluation retenus pour l'action. Pour 2015, les financeurs seront attentifs aux caractéristiques du public et au renseignement des **critères suivants : quartier, hommes-femmes, âges**.

8. Respecter **les exigences administratives et financières** relatives au dossier CERFA 12156*03

4 . LES MODALITES DE DEPOT DES DOSSIERS

Date limite de dépôt des dossiers avant le 22 mai 2015, délai de rigueur.

Informations préalables

► La demande de subvention se fait exclusivement à partir du dossier **CERFA 12156*03**

► Transmettre à votre référent contrat de ville de la commune **une copie mail et deux exemplaires papiers signés** et accompagnés des pièces justificatives dont un exemplaire original sera transmis à la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et au Département par le référent Contrat de Ville.

► Les dossiers concernant **le sport** doivent être déposés :
dans le cadre du présent appel à projet 2015
ET
sur le site internet : www.gard.gouv.fr dans le cadre du Centre National pour le Développement du Sport (pour l'Etat)

► Tout dossier **incomplet ou hors délais ne sera pas instruit.**

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

► Les dossiers qui auront reçu un avis favorable de l'Etat devront être saisis obligatoirement sur le site internet de l'Agence nationale pour la Cohésion Sociale et l'Egalité, http://extranet.lacse.fr, afin de pouvoir procéder au versement des financements de l'Etat.
En cas de difficultés de saisie contacter la cellule d'accompagnement de l'Agence nationale pour la Cohésion Sociale et l'Egalité au **09 70 81 86 94**

Vous devez renseigner dans votre dossier

► **Le pilier et la priorité** dans lesquels votre action s'inscrit.

► Un budget prévisionnel d'action présenté **sur l'année civile**

► **Le prorata d'équivalent temps plein et la qualification** précise des intervenants dédiés à l'action dans la partie 3.1. « information complémentaire éventuelle »

5 . LISTE DE CONTACTS

Avant de remplir toute demande de financement prendre l'attache du référent contrat de ville pour être accompagné dans le montage de votre projet et pour vérifier l'éligibilité de votre dossier au présent appel à projets.

Bagnols sur Cèze :
Coordinatrice administrative Contrat de ville
Isabelle GOLIATH : 04 66 39 62 60 et cdv@bagnolsurceze.fr

Pont St Esprit :
Pôle Politique de la Ville,
Chef de Pôle : Mme DALENC Marie-Pierre, marie-pierre.dalenc@mairiepse.fr

Direction Départementale de la Cohésion Sociale, Pôle politique de la ville :
Mme Raymond Nadine : nadine.raymond@gard.gouv.fr
Mr Chevreux Marc: marc.chevreux@gard.gouv.fr

Département du Gard, Direction Aménagement du Territoire et de l'Habitat
Service politiques contractuelles,
3 rue Guillemette, 30044 Nîmes Cedex 9 : 04 66 76 76 76

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°66/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 61
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 12
Nombre de délégués absents : 2

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, , Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Catherine LAVIOS, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Francine JULLIEN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Aziza GRINE à Catherine LAVIOS, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE,

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL66_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

OBJET : Contrat de ville du Gard rhodanien 2015 – 2020

Vu la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine qui prévoit la signature de contrats de ville conclus à l'échelle intercommunale pour la période 2015–2020.

Vu le décret du 30 décembre 2014 qui a défini la géographie prioritaire et identifié le quartier prioritaire des Escanaux-Coronelle-Citadelle-Vigan Braquet pour la commune de Bagnols-sur-Cèze et le quartier prioritaire du centre ancien pour la commune de Pont-Saint-Esprit.

Le Conseil communautaire décide, à la majorité (3 oppositions) :

- d'autoriser Monsieur le Président à signer la convention-cadre du contrat de ville du Gard rhodanien 2015–2020 qui comporte :

  - des éléments de diagnostic du territoire
  - l'organisation de la gouvernance
  - le suivi et l'évaluation
  - les orientations et le cadre stratégique en rappelant :
    - les trois piliers du contrat :
      - la cohésion sociale
      - le cadre de vie et le renouvellement urbain
      - le développement de l'activité économique et de l'emploi
    - les trois axes transversaux :
      - la jeunesse
      - la lutte contre les discriminations
      - l'égalité entre les femmes et les hommes
    - le rôle des conseils citoyens
    - la mobilisation des politiques de droit commun

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL67_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°67/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 61
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 12
Nombre de délégués absents : 2

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, , Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Catherine LAVIOS, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Ghislaine DE VERDUZAN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Aziza GRINE à Catherine LAVIOS, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE,

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL67_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

OBJET : Création d'un groupe de travail « Politique de la Ville »

Vu la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine prévoit la signature de contrats de ville conclus à l'échelle intercommunale pour la période 2015–2020,

Considérant que ce sujet relevant de la compétence de la Commission « Solidarités », le contrat de ville prévoit la création d'un groupe de travail transversal, présidé par Denis RIEU, conseiller communautaire délégué à la Politique de la ville,

Le Conseil communautaire décide, à l'unanimité (8 abstentions) :

- de créer un groupe de travail « Politique de la ville » comme suit :

Groupe de travail Politique de la ville	
Nom	Commune
RIEU Denis	**Bagnols-sur-Cèze**
CASTELLANE Geneviève	Le Garn
CASTOR Gérard	Cornillon
CHANTRY Catherine	Pont-Saint-Esprit
CRÉPIEUX Emmanuelle	Bagnols-sur-Cèze
DAVER Jean-Marie	Pont-Saint-Esprit
JOUVE Olivier	Saint-Geniès de Comolas
LAPEYRONIE Claire	Pont-Saint-Esprit
PAGES Ghislaine	Bagnols-sur-Cèze
POUTIER Vincent	Bagnols-sur-Cèze
ROUSSELOT Vincent	Pont-Saint-Esprit
SERRE Christophe	Saint-Paulet de Caisson
SUAU Jean-Claude	Salazac
AYMERIC Anne-Marie	Bagnols-sur-Cèze
LAVIOS Catherine	Laudun-L'Ardoise

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL68_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°68/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 61
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 12
Nombre de délégués absents : 2

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Catherine LAVIOS, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Francine JULLIEN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Aziza GRINE à Catherine LAVIOS, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE,

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET.

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL68_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

OBJET : Attribution d'une subvention à l'Association Gardoise d'aide aux Victimes d'infractions pénales et de Médiation

Vu la demande de subvention de l'association Gardoise d'Aide aux Victimes d'Infractions pénales et de Médiation,

Considérant que l'association Gardoise d'Aide aux victimes d'infractions pénales et de Médiation (A.G.A.V.I.P-Médiation) est une association agréée par le ministère de la justice, membre de la Fédération Nationale d'Aide aux Victimes et de Médiation (INAVEM),

Considérant qu'elle est aussi partie signataire à la convention constitutive de la Maison de Justice et du Droit du Gard Rhodanien(M.J.D). Conformément a l'article R7-12-12 f du décret n°2001-1009 du 29 octobre 2001 modifiant le Code de l'Organisation Judiciaire qui prévoyait que la convention constitutive devait être signée par une ou plusieurs associations œuvrant dans le domaine de l'aide aux victimes,

Considérant que cette question a été présentée à la commission Solidarités et Politique de la Ville du 11 juin 2015,

Le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- d'octroyer une subvention de fonctionnement de 2 500 € à l'association AGAVIP pour l'exercice 2015.

Ces dépenses seront imputées sur le chapitre 65 article 6574 du budget 2015.

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN (30)

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL69_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°69/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 61
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 12
Nombre de délégués absents : 2

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Catherine LAVIOS, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Francine JULLIEN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Aziza GRINE à Catherine LAVIOS, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE,

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET.

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL69_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

OBJET : Attribution d'une subvention au Conseil Départemental d'Accès au Droit du Gard

Considérant que le Conseil Départemental d'Accès au Droit du Gard (CDAD) est un groupement d'Intérêt Public créé par convention le 3 mai 2011 et régi par les articles 54 et suivants de la loi n°91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique,

Considérant que le CDAD du Gard a pour objet l'aide à l'accès au droit et qu'il est chargé de recenser les besoins, de définir une politique locale, de dresser et de diffuser l'inventaire de l'ensemble de sanctions menées,

Considérant qu'il organise et coordonnes les permanences d'accès aux droits dans le département et que cet engagement se traduit par la signature d'une convention d'adhésion et de participation pluriannuelle entre CDAD et les différents membres associés (les collectivités territoriales, les EPCI, les associations, le barreau, etc.…),

Considérant que cette question a été présentée à la commission Solidarités du 11 juin 2015,

Le conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- d'octroyer une subvention de fonctionnement à hauteur de 2800 € pour l'exercice 2015, répartie comme suit :
  - 500 € pour les permanences à Bagnols-sur-Cèze,
  - 2.300 € pour les permanences à Pont-Saint-Esprit.

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN (30)

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL70_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°70/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 61
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 12
Nombre de délégués absents : 2

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, , Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Catherine LAVIOS, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Ghislaine DE VERDUZAN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Aziza GRINE à Catherine LAVIOS, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE,

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL70_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

OBJET : Attribution d'une subvention à l'association Far Saint-Vincent de Pont-Saint-Esprit et signature d'une convention d'objectifs

Vu la demande de subvention de l'Association du Far Saint Vincent,
Considérant que le FAR Saint-Vincent, structure associative, a pour finalité l'accueil d'urgence d'homme seul, sur du court terme, avec un service de blanchisserie et de mise à disposition de denrées alimentaires,
Considérant qu'il fonctionne avec les organismes sociaux de la région et le dispositif de veille sociale (le 115). Dans ce cadre, il continue de tout mettre en œuvre afin d'optimiser l'aide apportée aux usagers,
Considérant que cette structure participe au plan grand froid mis en œuvre par l'Etat et accueille de ce fait des personnes de Bagnols-sur-Cèze et sa région, de Bollène, de Montélimar, etc…,
Considérant que le FAR Saint-Vincent est le principal Centre d'Hébergement d'Urgence du Gard Rhodanien,
Considérant que cette question a été présentée à la commission Solidarités et Politique de la Ville du 11 juin 2015,

Le conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- d'octroyer une subvention de fonctionnement à hauteur de 15 500 € pour l'année 2015,
- d'autoriser Monsieur le Président à signer la convention d'objectifs jointe en annexe.

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL70_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

CONVENTION D'OBJECTIFS

Entre les soussignés :

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien, domaine de Paniscoule – route d'Avignon – 30200 Bagnols-sur-Cèze, représenté par son Président, Jean Christian REY,

Et

Le FAR Saint-Vincent, association loi 1901, dont le siège social est fixé 30, avenue Général de Gaulle, représenté par son Président, Jean-Louis CHARVET,

Préambule

Le FAR Saint-Vincent, structure associative, a pour finalité l'accueil d'urgence d'hommes seuls, sur du court terme, avec un service de blanchisserie et de mise à disposition de denrées alimentaires.

De plus, pour faciliter l'accueil des usagers qui souhaitent s'inscrire dans un processus de réinsertion sociale, cette structure dispose de 6 chambres pour l'hébergement sur une durée plus longue.

Le FAR Saint-Vincent fonctionne avec les organismes sociaux de la région et le dispositif de veille sociale (le 115). Dans ce cadre, il continue de tout mettre en œuvre afin d'optimiser l'aide apportée aux usagers. Une meilleure coordination des acteurs sociaux a pu être constatée au cours de l'année.

Le FAR Saint-Vincent participe au plan grand froid mis en œuvre par l'Etat et accueille de ce fait des personnes de Bagnols-sur-Cèze et de sa région, de Bollène, de Montélimar, etc.

D'une capacité de 12 lits, le FAR Saint-Vincent est le principal Centre d'Hébergement d'Urgence du Gard rhodanien (CHU).

L'association ne dispose d'aucun salarié, mais travaille avec des bénévoles, membres de la congrégation religieuse de Saint-Vincent qui assurent les prestations d'accueil et la gestion du centre.

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de l'intervention financière de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien en faveur du FAR Saint-Vincent pour le fonctionnement du dispositif « Centre d'Hébergement d'Urgence ».

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL70_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Article 2 – Durée

La présente convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2015, la prise d'effet se faisant à compter de la notification qui intervient après transmission au contrôle de l'égalité.

Afin de prendre en considération les prévisions en termes budgétaires des deux parties, dans les 4 mois, celles-ci envisageront la rédaction ou non d'une nouvelle convention pour l'exercice 2016. Il appartiendra au FAR Saint-Vincent de produire une nouvelle demande.

Article 3 – Conditions de détermination du coût du dispositif

3.1 Le coût total estimé éligible du dispositif sur la durée de la convention est évalué à 82 928€, conformément au budget prévisionnel.

3.2 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du dispositif conformément au dossier de demande de subvention présenté par l'association.

Ils comprennent notamment :

- Tous les coûts directement liés à la mise en œuvre de l'action, qui : sont liés à l'objet du dispositif; sont nécessaires à la réalisation du dispositif; sont raisonnables selon le principe de bonne gestion; sont engendrés pendant le temps de la réalisation du dispositif; sont dépensés par le FAR Saint-Vincent; sont identifiables et contrôlables.

3.3 Lors de la mise en œuvre du dispositif, le FAR Saint-Vincent peut procéder à une adaptation de son budget prévisionnel par des transferts entre natures de charges éligibles telles que les achats, les locations, les dépenses de publications, les charges de personnel, les frais de déplacement. Cette adaptation des dépenses, réalisée dans le respect du montant total des coûts éligibles mentionné au point 3.1, ne doit pas affecter la réalisation du dispositif et ne doit pas être substantielle.

Lors de la mise en œuvre du dispositif, le FAR Saint-Vincent peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du dispositif et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible visé à l'article 3.1

Le FAR Saint-Vincent notifie ces modifications à la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Article 4 – Conditions de détermination de la contribution financière

4.1 La Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien contribue financièrement pour un montant de 15 500 €, équivalent à. 18,69% du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL70_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

4.2 La contribution financière de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien mentionnée au paragraphe 4.1 n'est applicable que sous réserve des 3 conditions suivantes :

- La prise d'une délibération du conseil communautaire;
- Le respect par le Far Saint Vincent des obligations mentionnées aux articles 1er, 6 ,7 et 8 sans préjudice de l'application de l'article 12;
- La vérification par la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien que le montant de la contribution n'excède pas le coût de l'action, conformément à l'article 10.

Article 5 - Modalités de versement de la contribution financière

La Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien verse 15 500 € à la notification de la convention.

La subvention est imputée sur le chapitre 65 article 6574 du budget de la communauté d'agglomération.

La contribution financière sera créditée uniquement sur le compte du Far Saint-Vincent selon les procédures comptables en vigueur.

L'ordonnateur de la dépense est la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien. Le comptable assignataire est le Trésor Public.

Article 6 – Justificatifs

Le Far Saint-Vincent s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de chaque exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

  Ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du dispositif comprenant :

  - Fréquentation et situation sociale des hébergés,
  - Fréquentation du lieu d'accueil,
  - Recueil des appréciations qualitatives des hébergés.

Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL70_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel.

- Le rapport d'activité.

Article 7 – Autres engagements

Le Far Saint-Vincent, soit, communique sans délai à l'administration la copie des déclarations mentionnées aux articles 3, 6 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association, soit, informe de toute nouvelle déclaration enregistrée dans le RNA et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

Le Far Saint-Vincent s'engage à :

- Valoriser le soutien de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien, en faisant apparaître son logo sur l'ensemble des documents et supports de communication traitant de l'action,

- Participer au groupe de travail mis en place par la commission Solidarités pour un suivi de l'action,

- Participer à la commission Solidarités à la demande du Vice-président pour une information auprès des membres,

Le Far Saint-Vincent exerce ses activités sous sa responsabilité exclusive. Elle s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité afin que la responsabilité de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien ne puisse être recherchée.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par le Far Saint-Vincent, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 8 - Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par le Far Saint-Vincent sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par le Far Saint Vincent et avoir préalablement entendu ses représentants. La Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien en informe le Far Saint-Vincent par lettre recommandée avec accusé de réception.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL70_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Article 9 - Evaluation

Le Far Saint-Vincent s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du dispositif dans les conditions précisées à l'article 6 de la présente convention.

La Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien procède, conjointement avec le Far Saint-Vincent, à l'évaluation des conditions de réalisation du dispositif auquel elle a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1, sur l'impact du dispositif au regard de l'intérêt intercommunal conformément aux articles L. 2121-29, L. 3211-1 et L. 4221-1 du code général des collectivités territoriales.

Article 10 –Contrôle de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien

La Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du service.

La Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien peut exiger le remboursement de la quote-part équivalente de la contribution financière.

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par les services de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien, dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 9 ou dans le cadre du contrôle financier annuel. Le Far Saint-Vincent s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Article 11 – Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 9 et au contrôle de l'article 10.

Article 12 – Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien t le Far Saint-Vincent. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL70_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Article 13 – Clause résolutoire

La présente convention peut faire l'objet d'une résiliation de la part de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien, par lettre recommandée avec accusé de réception et après mise en demeure restée infructueuse à l'expiration d'un délai de deux mois à compter de sa notification, en cas de manquements graves du Far Saint-Vincent aux présentes dispositions.

Les effets de la présente convention seront caducs en cas de non réalisation du dispositif. Le Far Saint-Vincent devra rembourser la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien la subvention prévu à l'article 5 de ladite convention.

Article 14- Clause compromissoire et de compétence juridictionnelle

Tout litige né de l'interprétation ou de l'application des présentes clauses sera soumis à la compétence juridictionnelle du tribunal administratif de Nîmes.

Préalablement à la saisine de cette juridiction, les parties mettront en œuvre une procédure de règlement amiable de leur différend. Celle-ci consistera en l'échange d'au moins deux correspondances entre les parties. En cas d'échec dûment constaté par les parties, la partie la plus diligente procèdera à la saisine du tribunal administratif de Nîmes. Elle en informera préalablement l'autre partie dans un délai de quinze jours.

Article 15 : Dettes, impôts et taxes

Le Far Saint-Vincent se conformera aux prescriptions réglementaires relatives à l'exercice de son objet statutaire. En outre, elle fera son affaire personnelle de tous les impôts, taxes, cotisations et redevances, présents ou futurs, constituant ses obligations sociales et fiscales, de telle sorte que la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien ne puisse être inquiété ou sa responsabilité recherchée, en aucune façon à ce sujet. Il en est de même pour toute autre dette ou engagement pouvant avoir des conséquences financières que le FAR Saint-Vincent aurait contractées dans le cadre de son activité.

Fait à Bagnols-sur-Cèze, en 2 exemplaires originaux, le

Le Président de la Communauté	**Le Président de l'Association**
d'Agglomération du Gard rhodanien	**le Far Saint Vincent**
Jean Christian REY	**Jean-Louis CHARVET**

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150917-DEL71_2015-CC
Reçu le 17/09/2015

CONVENTION D'OBJECTIFS

Entre les soussignés :

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien, domaine de Paniscoule – route d'Avignon – 30200 Bagnols-sur-Cèze, représenté par son Président, Jean Christian REY,

Et

RIPOSTE, association loi 1901 dont le siège social est fixé 2, rue Juiverie 30200 Bagnols-sur-Cèze, représenté par son Président, Dominique PAGES,

Préambule

L'association RIPOSTE, fondée en 1995, par des professionnels de santé à Bagnols-sur-Cèze, vise à agir, dans le cadre de la prévention primaire, secondaire et tertiaire, auprès d'un public en risque ou exposé à une consommation de substances légales ou illégales, de leur entourage ainsi qu'auprès des personnes en difficulté qui n'ont pas nécessairement des problèmes d'addiction.

A l'origine, simple outil de soutien pour les usagers de drogues, l'association a élargi peu à peu ses champs et ses méthodes d'intervention.

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de l'intervention financière de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien en faveur de l'association RIPOSTE.

Article 2 – Durée

La présente convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2015, la prise d'effet se faisant à compter de la notification qui intervient après transmission au contrôle de l'égalité.

Afin de prendre en considération les prévisions en termes budgétaires des deux parties, dans les 4 mois, celles-ci envisageront la rédaction ou non d'une nouvelle convention pour l'exercice 2016. Il appartiendra à l'association RIPOSTE de produire une nouvelle demande.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150917-DEL71_2015-CC
Reçu le 17/09/2015

Article 3 – Conditions de détermination du coût du dispositif

3.1 Le coût total estimé éligible pour la mise en place du projet sur la durée de la convention est évalué à 24 000 € sur un budget global de l'association de 631 665 €, conformément au budget prévisionnel.

3.2 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du dispositif global conformément au dossier de demande de subvention présenté par l'association.

Ils comprennent notamment :

- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre de l'action, qui sont liés à l'objet, nécessaires à la réalisation du projet; raisonnables selon le principe de bonne gestion; engendrés pendant le temps de la réalisation du dispositif; dépensés par l'association RIPOSTE; identifiables et contrôlables;

3.3 Lors de la mise en œuvre du dispositif, l'association RIPOSTE peut procéder à une adaptation de son budget prévisionnel par des transferts entre natures de charges éligibles telles que les achats, les locations, les dépenses de publications, les charges de personnel, les frais de déplacement... Cette adaptation des dépenses, réalisée dans le respect du montant total des coûts éligibles mentionné au point 3.1, ne doit pas affecter la réalisation des conditions du dispositif et ne doit pas être substantielle.

Lors de la mise en œuvre du dispositif, l'association RIPOSTE peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du dispositif et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible visé à l'article 3.1

L'association RIPOSTE notifie ces modifications à la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Article 4 – Conditions de détermination de la contribution financière

4.1 La Communauté d'agglomération du Gard Rhodanien contribue financièrement pour un montant de 30 000 €, équivalent à 3,8 % du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2 La contribution financière de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien mentionnée au paragraphe 4.1 n'est applicable que sous réserve des 3 conditions suivantes :

- La prise d'une délibération de l'EPCI;
- Le respect par l'association RIPOSTE des obligations mentionnées aux articles 1er, 6 ,7 et 8 sans préjudice de l'application de l'article 12;
- La vérification par la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien que le montant de la contribution n'excède pas le coût de l'action,

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150917-DEL71_2015-CC
Reçu le 17/09/2015

conformément à l'article 10.

Article 5 - Modalités de versement de la contribution financière

La Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien verse 30 000 € à la notification de la convention.

La subvention est imputée sur le chapitre 65 article 6574 du budget de l'EPCI.

La contribution financière sera créditée uniquement sur le compte de l'association RIPOSTE selon les procédures comptables en vigueur.

L'ordonnateur de la dépense est la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien. Le comptable assignataire est le Trésor Public.

Article 6 – Justificatifs

L'association RIPOSTE s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de chaque exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

  Ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention. Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du label.

  Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.
- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel.
- Le rapport d'activité.

Article 7 – Autres engagements

L'association RIPOSTE, soit, communique sans délai à l'administration la copie des déclarations mentionnées aux articles 3, 6 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association, soit, informe de toute nouvelle déclaration enregistrée dans le RNA et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En contrepartie de l'obtention de la subvention allouée par RCL, l'association RIPOSTE s'engage à :

A. Les obligations liées au label de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien :
   - Valoriser et promouvoir l'image de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien, en faisant apparaître son logo sur l'ensemble des documents et supports de communication,

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150917-DEL71_2015-CC
Reçu le 17/09/2015

- Participer à la commission Solidarités, à la demande du Vice-président, pour une information auprès des membres,
- A faire figurer dans les annexes comptables fournies à la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien les éléments permettant d'identifier l'origine, le montant total et la nature (fonctionnement ou équipement) de l'ensemble des subventions publiques reçues, toutes provenances confondues,
- A s'interdire la distribution (assimilable à une subvention, c'est à dire sans contrepartie véritable et conforme à son objet statutaire) de fonds publics à d'autres associations, collectivités privées ou œuvres, ainsi que tout prêt ou avance à des personnes physiques ou morales,

L'association RIPOSTE exerce ses activités sous sa responsabilité exclusive. Il s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité afin que la responsabilité de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien ne puisse être recherchée.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par L'association RIPOSTE, pour une raison quelconque, celui-ci doit en informer la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 8 - Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'association RIPOSTE sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'association RIPOSTE et avoir préalablement entendu ses représentants. La Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien en informe l'association RIPOSTE par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 - Evaluation

L'association RIPOSTE s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, du dispositif dans les conditions précisées à l'article 6 de la présente convention.

La Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien procède, conjointement avec l'association RIPOSTE, à l'évaluation des conditions de réalisation auquel elle a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1, sur l'impact du dispositif au regard de l'intérêt intercommunal conformément aux articles L. 2121-29, L. 3211-1 et L. 4221-1 du code général des collectivités territoriales.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150917-DEL71_2015-CC
Reçu le 17/09/2015

Article 10 –Contrôle de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien

La Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du service.

La Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien peut exiger le remboursement de la quote-part équivalente de la contribution financière.

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par les services de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien, dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 9 ou dans le cadre du contrôle financier annuel. L'association RIPOSTE s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Article 11 – Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 9 et au contrôle de l'article 10.

Article 12 – Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien et l'association RIPOSTE. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 13 – Clause résolutoire

La présente convention peut faire l'objet d'une résiliation de la part de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien, par lettre recommandée avec accusé de réception et après mise en demeure restée infructueuse à l'expiration d'un délai de deux mois à compter de sa notification, en cas de manquements graves de l'association RIPOSTE aux présentes dispositions.

Les effets de la présente convention seront caducs en cas de non réalisation du dispositif. L'association RIPOSTE devra rembourser la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien de la subvention prévue à l'article 5 de ladite convention.

Article 14- Clause compromissoire et de compétence juridictionnelle

Tout litige né de l'interprétation ou de l'application des présentes clauses sera soumis à la compétence juridictionnelle du tribunal administratif de Nîmes.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150917-DEL71_2015-CC
Reçu le 17/09/2015

Préalablement à la saisine de cette juridiction, les parties mettront en œuvre une procédure de règlement amiable de leur différend. Celle-ci consistera en l'échange d'au moins deux correspondances entre les parties. En cas d'échec dûment constaté par les parties, la partie la plus diligente procèdera à la saisine du tribunal administratif de Nîmes. Elle en informera préalablement l'autre partie dans un délai de quinze jours.

Article 15 : Dettes, impôts et taxes

L'association RIPOSTE se conformera aux prescriptions réglementaires relatives à l'exercice de son objet statutaire. En outre, elle fera son affaire personnelle de tous les impôts, taxes, cotisations et redevances, présents ou futurs, constituant ses obligations sociales et fiscales, de telle sorte que la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien ne puisse être inquiété ou sa responsabilité recherchée, en aucune façon à ce sujet. Il en est de même pour toute autre dette ou engagement pouvant avoir des conséquences financières que l'association RIPOSTE aurait contractées dans le cadre de son activité.

Fait à Bagnols-sur-Cèze, en 2 exemplaires originaux, le

Le Président de la Communauté	Le Président de l'Association
d'Agglomération du Gard rhodanien	RIPOSTE
Jean Christian REY	Dominique PAGES

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL71_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°71/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 61
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 12
Nombre de délégués absents : 2

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Catherine LAVIOS, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Francine JULLIEN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Aziza GRINE à Catherine LAVIOS, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE,

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL71_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

OBJET : Attribution d'une subvention à l'association RIPOSTE et signature d'une convention d'objectifs

Vu la demande de subvention de l'Association RIPOSTE,

Considérant que l'association RIPOSTE, fondée en 1995, par des professionnels de santé à Bagnols-sur-Cèze, vise à agir, dans le cadre de la prévention primaire, secondaire et tertiaire, auprès d'un public à risque ou exposé à une consommation de substances légales ou illégales, ainsi qu'auprès des personnes en difficultés qui n'ont pas nécessairement de problèmes d'addiction,

Considérant que cette association accomplit :

- une mission d'accueil polyvalent sur Bagnols-Sur-Cèze et Pont-Saint-Esprit avec un lieu d'écoute, un point d'hygiène et un accompagnement médico-social,
- une mission d'hébergement et de logement des personnes défavorisées (hébergement d'urgence et Maison Relais),
- des actions de prévention (accompagnement à la réduction des risques auprès des usagers de drogues),

Considérant que cette question a été présentée à la commission Solidarités et Politique de la Ville du 11 juin 2015,

Le Conseil communautaire décide, à l'unanimité (3 abstentions) :

- d'octroyer une subvention de fonctionnement à hauteur de 30 000 € à l'association RIPOSTE pour l'exercice 2015,
- d'autoriser Monsieur le Président à signer la convention d'objectifs jointe en annexe.

Ces dépenses seront imputées sur le chapitre 65 article 6574 du budget 2015.

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL72_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°72/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 61
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 12
Nombre de délégués absents : 2

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, , Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Catherine LAVIOS, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Ghislaine DE VERDUZAN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Aziza GRINE à Catherine LAVIOS, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE,

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL72_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Objet : Subvention à l'Association de Conseil En Gestion Aux Associations (ACEGAA).

Considérant que l'association de conseil en gestion aux associations (ACEGAA) porte le dispositif local d'accompagnement du Gard qui permet de créer et de pérenniser des emplois dans le secteur de l'économie sociale et solidaire,

Considérant que cette question a été présentée à la Commission développement économique du 10 juin 2015.

Le Conseil communautaire décide, à l'unanimité (3 abstentions) :

- d'attribuer une subvention pour l'année 2015 fixée à 3 000 €
- d'autoriser le président à prélever cette subvention sur le budget 2015 (compte 6574)

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL73_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

CONVENTION 2015

Entre

La Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien, domiciliée Domaine de Paniscoule, 30200 BAGNOLS-SUR-CEZE , représentée par **son Président, Monsieur Jean-Christian REY,** d'une part,

Et

l'Association **MISSION LOCALE JEUNES DU GARD RHODANIEN**, domiciliée 5, rue des Jardins du Souvenir – BP 21040 30201 BAGNOLS-SUR-CEZE Cedex et représentée par **sa Présidente Madame Geneviève CASTELLANE,** d'autre part,

Il est convenu :

ARTICLE 1 : FONCTION DE LA MISSION LOCALE SUR LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION

La Mission Locale Jeunes du Gard Rhodanien remplit une mission de service public pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes, mission confiée par chaque niveau de collectivité dans son domaine de compétences.

Elle a une double fonction :

- **Aider les jeunes de 16 à 25 ans révolus à résoudre l'ensemble des problèmes que pose leur insertion professionnelle et sociale en assurant des fonctions d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement.**

A cet égard, la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale institue un droit à l'accompagnement pour les jeunes de 16 à 25 ans révolus. En outre, les jeunes les plus éloignés de l'emploi bénéficient d'un accompagnement renforcé et personnalisé. L'Etat confie la mise en œuvre de cette mission de service public que constitue cet accompagnement, aux missions locales. A ce titre, elles participent aux maisons de l'emploi ou aux maisons de l'emploi et de la formation lorsqu'elles existent.

En outre, les missions locales sont mobilisées par les collectivités territoriales pour la mise en œuvre des actions qu'elles développent en vue de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, dans le cadre de compétences étendues qui leur ont été assignées par la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales.

- **Favoriser la concertation entre les différents partenaires en vue de renforcer ou compléter les actions qu'ils conduisent.**

A ce titre, les missions locales contribuent à l'élaboration et à la mise en œuvre, dans leur zone de compétence, d'une politique locale concertée d'insertion professionnelle et sociale des jeunes, à partir de leur travail d'analyse de la demande et des besoins des jeunes ainsi que de leur fonction d'accompagnement individualisé des parcours.

Dans le cadre de la convention, la Mission Locale Jeunes du Gard Rhodanien mobilisera ses moyens en vue d'assurer cette double fonction au plus près des jeunes du territoire de la Communauté d'Agglomération.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL73_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

ARTICLE 2 : ROLE ET CONTRIBUTION DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION

La Communauté d'Agglomération désigne 10 représentants à l'Assemblée Générale de la MLJ.

La **Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien** verse, pour l'année civile **2015**, une contribution directe au budget de la Mission Locale du Gard Rhodanien calculée sur la base de **1,35 €uros** par habitant, soit :

69 121 habitants x 1,35 €uros = 93 313,35 €uros.

Le nombre d'habitants est celui fixé par arrêté du Ministère de l'Intérieur ; le montant de la cotisation annuelle a été voté par le Conseil d'Administration réuni le 23 Avril 2015.

ARTICLE 3 : DUREE

La présente convention prend effet du **1er janvier 2015 au 31 décembre 2015.**

Pour la Mission Locale du Gard Rhodanien,
Le 21 Mai 2015

Geneviève CASTELLANE, Présidente
Vice-présidente du Pôle Emploi / Compétences
De la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien

Pour la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien,

Le _____

Jean-Christian REY,
Président

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL73_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°73/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 61
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 12
Nombre de délégués absents : 2

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, , Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Catherine LAVIOS, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Ghislaine DE VERDUZAN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Aziza GRINE à Catherine LAVIOS, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE,

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL73_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Objet : Attribution d'une subvention à l'association Mission Locale Jeunes du Gard Rhodanien

Considérant qu'il est nécessaire de conclure une convention entre la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien et l'association Mission Locale Jeunes du Gard rhodanien pour définir les modalités d'intervention de la Mission Locale Jeunes,

Vu l'avis favorable de la commission développement économique du 10 juin 2015.

Le Conseil communautaire décide, à l'unanimité ;

- de signer la convention avec l'association Mission Locale Jeunes du Gard rhodanien pour l'année 2015,
- d'autoriser le président à signer tous les actes s'y rapportant,
- d'attribuer le montant de la cotisation pour l'année 2015 fixé à 93 313.35 € (69 121 x 1,35 €uros) qui sera imputée sur le budget 2015 (compte 6281).

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN (30)

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL74_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT 2015

ENTRE

La Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, domiciliée Domaine de Paniscoule, 30200 Bagnols-sur-Cèze, représentée par **son Président**, **Monsieur Jean-Christian REY,**

d'une part,

ET

L'Association **Maison de l'Emploi du Gard Rhodanien**, domiciliée Rue Fernand JARRIE – Maison de l'Entreprise, 30200 Bagnols-sur-Cèze, représentée par **sa Présidente**, **Madame Geneviève CASTELLANE**,

d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : INTERVENTION DE LA MAISON DE L'EMPLOI DU GARD RHODANIEN

L'intervention de la Maison de l'Emploi du Gard Rhodanien se fera autour de 2 axes :

1.1 - Axe 1 : Participer au développement de l'anticipation des mutations économiques.

Sur la base d'un diagnostic territorial partagé, lié à la mise en œuvre d'une action de GPEC territoriale, les maisons de l'emploi mènent des actions de coordination et d'informations spécialisées à destination des acteurs locaux, institutionnels et économiques, afin de leur permettre de mieux anticiper les mutations économiques sur le territoire concerné.
En particulier, les maisons de l'emploi peuvent assurer l'animation, la coordination et la mise en œuvre des actions en matière de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences territoriales. Elles favorisent également, en coordination avec les autres opérateurs du service public de l'emploi, le travail en commun avec les branches professionnelles sur leur ressort territorial. L'ensemble de ces actions font l'objet d'échanges approfondis avec la DIRECCTE et l'ensemble des partenaires territoriaux concernés.
Enfin, pour les bassins d'emploi non outillés, en accord avec l'ensemble des acteurs territoriaux impliqués, les maisons de l'emploi peuvent développer le rôle de pilotage et d'animation d'une plate-forme de reconversion.

1.2 - Axe 2 : Contribuer au développement local de l'emploi.

Dans le cadre de la stratégie définie, les maisons de l'emploi ont vocation à contribuer au développement local. Elles doivent de ce fait coordonner et fluidifier la transmission

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL74_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

d'informations et les relations entre les acteurs sur le territoire, et non créer une nouvelle offre de services propre.
Cette action de coordination et de mise en œuvre, dans le respect des compétences de chacun des acteurs, peut intervenir dans des champs extrêmement divers en matière de développement local : aide à la création et reprise d'entreprises, appui à la création de commerces et de services de proximité, responsabilité sociale des entreprises, promotion et facilitation de la clause sociale.

ARTICLE 2 : ROLE ET CONTRIBUTION DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU GARD RHODANIEN

La Communauté d'agglomération du Gard rhodanien désigne 8 représentants au Conseil d'Administration de la Maison de l'Emploi.

La Communauté d'agglomération du Gard rhodanien verse, pour l'année **2015**, une contribution directe au budget de la **Maison de l'Emploi du Gard Rhodanien** calculée sur la base d'une stratification par habitant soit :

Catégories	Strates / Nombre d'habitants	Montant de la cotisation MDE
Catégorie 1	< 2 500	1 530 €
Catégorie 2	< 5 000	3 315 €
Catégorie 3	< 7 500	6 120 €
Catégorie 4	< 10 000	8 925 €
Catégorie 5	< 20 000	16 830 €
Catégorie 6	< 40 000	30 600 €
Catégorie 7	< 60 000	56 100 €
Catégorie 8	< 80 000	65 000 €

69 121 habitants, soit Catégorie 8 : 65 000,00 €uros

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL74_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

ARTICLE 3 : DUREE

La présente Convention prend effet au **1er janvier jusqu'au 31 décembre 2015**.

Fait à Bagnols-sur-Cèze, en 4 exemplaires

Pour la Maison de l'Emploi du Gard Rhodanien,
Le

Pour la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien,
Le

Geneviève CASTELLANE,
Présidente de la Maison de l'Emploi du Gard Rhodanien

Jean-Christian REY,
Président de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL74_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

maison de l'emploi du Gard Rhodanien

Doit :

Communauté d'Agglomération
du Gard rhodanien

30200 Bagnols-sur-Cèze

DEMANDE DE VERSEMENT

CONVENTION 2015

Participation de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien au fonctionnement de la Maison de l'Emploi du Gard Rhodanien pour l'année civile 2015 :

65 000,00 €

Fait à Bagnols-sur-Cèze, le 16 Juin 2015

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL74_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°74/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 61
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 12
Nombre de délégués absents : 2

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, , Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Catherine LAVIOS, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Ghislaine DE VERDUZAN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Aziza GRINE à Catherine LAVIOS, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE,

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL74_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Objet : Attribution d'une subvention à l'association Maison de l'emploi du Gard Rhodanien

Considérant que la Maison de l'emploi du Gard est cofinancée par l'État (via la direccte) et la Communauté d'Agglomération et que ses axes de travail pour l'année 2015 sont le développement de l'anticipation des mutations économiques et la contribution au développement local de l'emploi,

Considérant qu'il est nécessaire de conclure une convention entre la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien et l'association maison de l'emploi du Gard rhodanien pour définir les modalités d'intervention de la maison de l'emploi,

Vu l'avis favorable de la commission développement économique du 10 juin 2015.

Le Conseil communautaire décide, à l'unanimité ;

- d'autoriser le Président à signer la convention avec l'association maison de l'emploi du Gard rhodanien pour l'année 2015, et tous les actes s'y rapportant,
- d'attribuer le montant de la cotisation pour l'année 2015 fixé à 65 000 €, qui sera imputée sur le budget 2015 (compte 6281)

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL75_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°75/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 60
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 11
Nombre de délégués absents : 4

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, , Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, ,Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Ghislaine DE VERDUZAN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET, Catherine LAVIOS, Aziza GRINE

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL75_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

<u>Objet</u> : Signature d'une convention avec des guides conférenciers pour la visite de La Scène-Chapelle des pénitents à Pont-Saint-Esprit

Considérant que dans le cadre de sa politique culturelle et patrimoniale, la Communauté d'Agglomération du Gard rhodanien travaille en direction de la mise en valeur du patrimoine par l'action d'évènements tel que des expositions d'art contemporain et des visites guidées de celui-ci dans le cadre de manifestations nationales mais aussi de façon ponctuelle dans l'année par la venue de groupes accompagnés d'un guide conférencier agréé,
Considérant que la ville de Pont-Saint-Esprit confie déjà depuis plusieurs années les clés de ses monuments aux guides conférenciers locaux le temps d'une visite de groupe,
Considérant que le théâtre La Scène-Chapelle des Pénitents étant géré par la Communauté d'Agglomération et le bâtiment se trouvant sur la commune de Pont-Saint-Esprit, les guides conférenciers ont émis le souhait de pouvoir le faire visiter au même titre que les autres monuments de la ville,
Considérant que cette question a été présentée à la commission culture/patrimoine du 28 mai 2015

Le Conseil communautaire, décide à l'unanimité :

- d'autoriser le Président à signer une convention avec des guides conférenciers pour la visite de La Scène-Chapelle des pénitents à Pont-Saint-Esprit,
- de signer tous les documents inhérents au projet.

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
<u>Jean Christian REY</u>

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL75_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Visite guidée
La Scène-Chapelle des Pénitents
PONT-SAINT-ESPRIT

Convention de partenariat

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL75_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Entre les soussignés

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
Domaine de Paniscoule
Route d'Avignon
30200 Bagnols-sur-Cèze
Tél.: 04 66 79 01 02
N° Siret : 200 034 692 00018
Représentée par son Président, Jean-Christian Rey
Ci-après désigné : **l'administrateur**

Et

Guide conférencier agréé : (national, ir et vpah)
Nom Prénom
Adresse

Tél :
Courriel :
N° Siret :
N° d'agrément :
Ci-après désigné : **l'organisateur**

Préambule :

La Communauté d'Agglomération du Gard rhodanien est gestionnaire du Théâtre La Scène-Chapelle des Pénitents. Celle-ci s'occupe de l'entretien du bâtiment ainsi que de la programmation culturelle et patrimoniale.

Le bâtiment se situant sur la commune de Pont-Saint-Esprit, celle-ci est favorable à la visite du monument, valeur ajoutée de son centre ancien.

Les groupes visitant le centre ancien interpellent régulièrement les guides conférenciers afin de pouvoir visiter l'intérieur du bâtiment. Ces derniers ont émis le souhait de pouvoir le faire visiter au même titre que les autres monuments de la ville.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 – OBJET

Cette convention a pour objet de définir les modalités :

- d'ouverture du Théâtre La Scène-Chapelle des Pénitents en dehors de la programmation culturelle et patrimoniale et en l'absence du personnel de l'agglomération.
- de mise à disposition de la clé du bâtiment.
- de sécurité au sein du bâtiment.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL75_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Le bâtiment offre deux intérêts de visite :

- le monument historique dont la façade est classé et le corps de la chapelle inscrit au titre des Monuments Historiques
- la restauration en Théâtre, équipement culturel proposant une programmation

Article 2 - OBLIGATIONS DE l'ADMINISTRATEUR

La Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien, en tant qu'administrateur du bâtiment, s'engage à :

- mettre à disposition le bâtiment le temps d'une visite guidée sous les conditions suivantes
  - le guide doit faire une demande écrite aux services culture et patrimoine de l'agglomération au moins 1 mois avant la date de la visite précisant le nom du groupe et le nombre de personnes (Communauté d'agglomération du Gard rhodanien - **Pôle Aménagement et Attractivité du Territoire** – Espace Paul Ulmann- 188 Avenue Vigan Braquet – 30200 Bagnols-sur-Cèze, ou r.sautel@gardrhodanien.com et c.dominguez@gardrhodanien.com)
  - les services de l'agglomération donneront un avis en fonction de la programmation culturelle et patrimoniale en cours. Pour des consignes de sécurités il est impossible de faire visiter le bâtiment lors de la préparation d'un spectacle.
  - L'agglomération avertira la commune de Pont-Saint-Esprit de la programmation d'une visite et lui confiera la tâche de mettre la clé à disposition du guide ainsi que sa récupération après la visite.
  - Le bâtiment étant sous alarme, un code spécifique sera également confié au guide par les services culture et patrimoine de l'agglomération.
  - Le nombre maximum de personnes dans le bâtiment est de 150.
  - Le périmètre visitable est la salle et le bacon. L'accès à la scène et aux coulisses est interdit du fait de stockage de matériels et donc potentiellement dangereux.

Article 3 – OBLIGATIONS DU GUIDE

Le guide s'engage à :

- à contacter le service municipal concerné pour convenir d'un rendez-vous pour la récupération de la clé
- récupérer la clé du bâtiment avant la visite auprès du service municipal concerné et à la lui remettre après la visite
- respecter les procédures mises en place, le bâtiment et ses consignes de sécurités

Article 4 - OBLIGATIONS DE LA COMMUNE

La Commune de Pont-Saint-Esprit s'engage à :

- Désigner un service ou personne qui fera le lien avec l'agglomération et responsable de la clé
- Mettre à disposition la clé de La Scène-Chapelle des Pénitents sous les conditions suivantes :
  - Après vérification de l'inscription de la visite sur le calendrier

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL75_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

- Uniquement aux guides conventionnés munis de l'accord de l'agglomération et inscrit sur le carnet de bord,
- Donner des consignes spécifiques au jour de la visite et les conditions de retour de la clé
- D'avertir les services culture et patrimoine de l'agglomération en cas de divergence d'interprétation

Article 5 – CALENDRIER

Un calendrier sera mis en place par l'agglomération et transmis au service Vie associative" de la commune de Pont-Saint-Esprit.

Article 6 – ASSURANCES

Chaque partie assumera les responsabilités lui incombant en cas d'incident.

Article 7 – ANNULATION DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie pour 2 ans renouvelables tacitement 1 fois.

Elle pourra par ailleurs être résiliée de plein droit :

- Par le gestionnaire à tout moment en cas de force majeure, de motifs sérieux tenant à l'ordre public ou au bon fonctionnement du service pour utilisation non conforme aux obligations contractées par les parties, par lettre recommandée adressée à l'organisateur.
- Par l'organisateur, à tout moment, par lettre recommandée adressée au Président un mois avant la date du départ de la mise à disposition.
- La présente convention se trouverait suspendue ou annulée de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure par la loi et la jurisprudence.

Article 8 – REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige pouvant intervenir entre les parties portant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et pour lesquels aucune solution amiable n'aura pu être trouvée sera porté à l'appréciation du tribunal territorialement compétent, le Tribunal Administratif (TA) de Nîmes.

Fait à Pont-Saint-Esprit, le
En **2** exemplaires originaux.

Pour la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien
Le Président, **Jean-Christian Rey**
Gestionnaire :

Pour le Guide
Organisateur :

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL76_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°76/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 60
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 11
Nombre de délégués absents : 4

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, , Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, ,Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Ghislaine DE VERDUZAN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET, Catherine LAVIOS, Aziza GRINE

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL76_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Objet : Art contemporain - Signature d'une convention avec la mairie de Pont-Saint-Esprit.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29,
Vu que dans le cadre de sa politique culturelle et patrimoniale, la Communauté d'Agglomération du Gard rhodanien travaille en direction de l'art contemporain et favorise la création artistique et la présence des artistes sur le territoire,
Vu l'avis favorable de la commission culture/patrimoine du 28 mai 2015,

Considérant que le choix de lieux emblématiques, à fort caractère historique et architectural pour présenter des œuvres contemporaines spécifiquement créées pour ces lieux, résulte de la volonté de valoriser le patrimoine bâti historique et d'encourager la création,
Considérant qu'afin de proposer des actions de qualité et d'envergure, avec le soutien du Département du Gard, de la Région Languedoc-Roussillon et de la DRAC (Direction Régionale des Affaires Culturelles) Languedoc-Roussillon, la ville de Pont-Saint-Esprit s'associe à cette démarche par le biais d'une convention de mise à disposition du lieu (Prieuré Saint-Pierre), l'implication de ses services dans la réalisation du projet et d'une participation financière de 2 500 €,
Considérant que l'exposition d'art contemporain proposée cette année est « NUMEN » du 17 juillet au 9 octobre 2015, une création In situ du Collectif d'artistes WECOMEINPEACE, au Prieuré Saint-Pierre de Pont-Saint-Esprit.
Considérant que la durée de cette exposition permettra de toucher un large public, les locaux, les touristes, les passionnés d'Art, ainsi que les scolaires pour la rentrée 2015-2016, des journées pédagogiques sont prévues en classe et sur les lieux de l'exposition,

Le Conseil communautaire, décide à l'unanimité :

- D'autoriser le Président à signer la convention de partenariat avec la mairie de Pont-Saint-Esprit pour la mise à disposition du lieu de l'exposition d'art contemporain 2015 et sa participation financière,
- A signer tous les documents inhérents au projet.

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL76_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Exposition d'art contemporain PRIEURE SAINT-PIERRE PONT-SAINT-ESPRIT

Convention de partenariat

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL76_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Entre les soussignés

Commune de Pont-Saint-Esprit
Avenue J.F. Kennedy
BP 11061
30134 Pont-Saint-Esprit
Tél : 04 66 90 58 40
N° Siret : 213 002 025 00012
Représentée par son Maire, Roger Castillon
Ci-après désigné : ***le partenaire***

Et

Communauté d'agglomération du Gard rhodanien
Domaine de Paniscoule
Route d'Avignon
30200 Bagnols-sur-Cèze
Tél.: 04 66 79 01 02
N° Siret : 200 034 692 00018
Représentée par son Président, Jean-Christian Rey
Ci-après désigné : ***l'organisateur***

Préambule :

La Communauté d'agglomération du GARD RHODANIEN dans le cadre de sa politique culturelle et de valorisation de son territoire organise une Exposition d'Art Contemporain du vendredi 17 juillet au vendredi 9 octobre 2015 à l'intérieur du PRIEURE SAINT-PIERRE.

Le PRIEURE SAINT-PIERRE sera à disposition des artistes pour la réalisation des œuvres du lundi 22 juin au jeudi 16 juillet 2015 (créations In Situ jusqu'au 3 juillet + montage de l'exposition).

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 – OBJET

Cette convention a pour objet de définir les modalités :

- *D'organisation d'un partenariat.*
- *De la mise en œuvre du projet.*
- *L'aspect financier du projet.*

La commune de Pont-Saint-Esprit a souhaité mettre à disposition gratuitement le PRIEURE SAINT-PIERRE comme espace d'accueil de l'exposition «NUMEN» du Collectif d'artistes WECOMEINPEACE. A ce titre la Commune de PONT-SAINT-ESPRIT est le propriétaire.

La Communauté d'Agglomération du GARD RHODANIEN a décidé d'accueillir l'exposition «NUMEN» sur son territoire. A ce titre, elle est l'organisateur.

Article 2 - OBLIGATIONS DE l'ORGANISATEUR

La Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien, en tant qu'organisateur, s'engage à :

- *Prendre en charge :*
  - *Le cachet du Collectif d'artistes ainsi que le coût de production, de*

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL76_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

transport des œuvres et la taxe (AGESSA, MDA,…)

- *Les frais d'assurance de l'exposition,*
- *Le vernissage et la conférence de presse,*
- *La communication,*
- *Le transport, l'hébergement et la restauration des artistes et de leurs assistants éventuels.*

Article 3 - OBLIGATIONS DU PARTENAIRE

La Commune de Pont-Saint-Esprit, en tant que partenaire, s'engage à :

- *Mettre à disposition :*
  - *Le Prieuré Saint-Pierre gratuitement,*
  - *Le personnel technique nécessaire pour la mise en place de l'exposition, assistance pendant la durée de la convention ainsi que pour le démontage de l'exposition (accrochage en hauteur : besoin d'un matériel adapté). Dans le cadre d'une demande préalable auprès des services de la Commune de PONT-SAINT-ESPRIT et de l'élaboration d'un calendrier prévisionnel de mise à disposition des moyens humains sollicités par l'organisateur trois semaines avant l'évènement.*
  - *Le matériel nécessaire au bon déroulement de la manifestation. Dans le cadre d'une demande préalable auprès des services de la Commune de PONT-SAINT-ESPRIT et de l'élaboration d'un calendrier prévisionnel de mise à disposition des matériels sollicités par l'organisateur trois semaines avant l'évènement.*
  - *Le personnel d'accueil pour les permanences selon un calendrier établi.*
- *Annoncer la manifestation sur son propre réseau de communication*
- *Participer financièrement.*

Article 4 – DISPOSITION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERES.

Pour mener à bien ce projet, la commune de Pont-Saint-Esprit s'engage à apporter une participation financière fixée à 2 500 euros à la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien.

Le titre de recettes sera envoyé auprès de la Commune dès l'émission des mandats administratifs pour le règlement des bourses artistiques ou des frais inhérents à l'organisation.

Article 5 – CALENDRIER

- *Journées préparatoires :* ***du 22 juin au 16 juillet 2015*** *(créations In Situ + montage de l'exposition)*
- *Inauguration à Pont-Saint-Esprit :* ***jeudi 16 juillet 2015 à partir de 18h***
- *Ouverture de l'exposition :* ***vendredi 17 juillet 2015***
- *Fermeture de l'exposition :* ***vendredi 9 octobre 2015***
- *Horaires hebdomadaires d'ouverture au public :*

Du mercredi au vendredi	*10h30–13h et 16h–19h30*
Samedi et dimanche	*10h- 12h et 15h-19h*
Samedi 19 et dimanche 20 septembre Européennes du Patrimoine)	*10h–12h et 14h–18h (Journées*

- *Démontage de l'exposition :* ***du samedi 10 au vendredi 16 octobre 2015 inclus***

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL76_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Article 6 – SECURITE

En raison de travaux de restauration de la toiture et façade Sud du PRIEURE SAINT-PIERRE, les espaces et accès publics sont définis comme suit :

- *La partie avant du chantier comprenant le parvis et l'intérieur jusqu'aux grandes alcôves inclus est réservée aux entreprises. La seconde partie, après des grandes alcôves avec l'accès côté Place George Ville est réservée aux artistes et entrée public.*
- *L'accessibilité PMR (Personnes à Mobilité Réduite) pourra être autorisée côté chantier après accord du chef de chantier*
- *Une signalétique et visuels de l'exposition seront mis en place autour du chantier (Affiches et fléchages sur le domaine public et palissade du chantier)*
- *Un panneau expliquant les consignes et contraintes de sécurités sera affiché à l'entrée du bâtiment.*
- *L'espace dédié à l'exposition peut accueillir simultanément 19 personnes au maximum.*

Article 7 – ASSURANCES

L'organisateur prendra en charge l'assurance des œuvres exposées contre les dommages « tous risques exposition ». Pour cela les artistes devront fournir la valeur de l'exposition, ainsi que les titres des œuvres, accompagnés de leurs photos.

L'organisateur ne pourra être tenu pour responsable de tous les dommages causés par l'artiste au cours de leur séjour, tant à eux-mêmes, qu'aux biens et aux personnes.

Une attestation d'assurance doit être fournie par l'artiste à la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien avant l'installation des œuvres.

La Communauté d'agglomération du Gard rhodanien ne saurait être responsable de faits relevant du programme de restauration engagé par la municipalité qui a pris toutes les mesures nécessaire d'accueil du public pendant la durée des travaux.

Article 8 – ANNULATION DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie pour la période du 22 juin au 16 octobre 2015. Elle pourra par ailleurs être résiliée de plein droit :

- Par le propriétaire à tout moment en cas de force majeure, de motifs sérieux tenant à l'ordre public ou au bon fonctionnement du service pour utilisation non conforme aux obligations contractées par les parties, par lettre recommandée adressée à l'organisateur.

- Par l'organisateur, à tout moment, par lettre recommandée adressée au Maire un mois avant la date du départ de la mise à disposition.

La présente convention se trouverait suspendue ou annulée de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure par la loi et la jurisprudence.

Article 9 – REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige pouvant intervenir entre les parties portant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et pour lesquels aucune solution amiable n'aura pu être trouvée sera porté à l'appréciation du tribunal territorialement compétent, le Tribunal Administratif (TA) de Nîmes.

Fait à Pont-Saint-Esprit, le
*En **2** exemplaires originaux.*

Pour la commune de Pont-Saint-Esprit,
*Le Maire, **Roger Castillon***
Partenaire :

Pour la Communauté d'agglomération
du Gard rhodanien
*Le Président, **Jean-Christian Rey***
Organisateur :

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL77_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°77/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 60
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 11
Nombre de délégués absents : 4

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, , Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Ghislaine DE VERDUZAN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET, Catherine LAVIOS, Aziza GRINE

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL77_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Objet : Adhésion des 42 communes de l'Agglomération à l'artothèque BABART.

Considérant que BABART est une association située à Argiliers dans le Gard. Elle propose les services d'une artothèque, bibliothèque d'œuvres d'art, principalement des Arts Bruts et Singuliers,
Considérant qu'en adhérant à l'artothèque de BABART, les abonnés peuvent emprunter peintures et sculptures et renouveler leur(s) choix tous les deux mois pour 9 € par mois,
Considérant que la Communauté d'Agglomération se propose d'adhérer à cette association pour le compte de l'ensemble de ses communes membres pour un montant de 420 € par an.
Considérant que du fait de cette adhésion, les communes pourront ensuite décider de louer les œuvres d'art de leur choix afin de les disposer dans les emplacements publics municipaux (mairie, bibliothèque ou autre),

Considérant que cette question a été présentée à la commission culture et patrimoine du 28 mai 2015,

Le Conseil Communautaire décide à l'unanimité :

- d'adhérer à l'artothèque BABART pour le compte de l'ensemble de ses communes membres pour la somme de 420 € par an.

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL78_2015_BIS-DE
Reçu le 21/08/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°78/2015
du Conseil communautaire
Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 60
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 11
Nombre de délégués absents : 4

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, , Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Ghislaine DE VERDUZAN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET, Catherine LAVIOS, Aziza GRINE

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL78_2015_BIS-DE
Reçu le 21/08/2015

Objet : Subventions aux associations porteuses de projets culturels

Vu les demandes de subvention présentées par les Présidents des associations concernées,
Considérant que cette question a été présentée à la commission culture et patrimoine du 9 avril et du 28 mai 2015,

Le Conseil Communautaire, décide à l'unanimité (1 abstention) l'attribution de subvention aux projets suivants :

- Association Les Amis du Château de Montclus pour « Festival Jeux d'adresse », subvention de 300 € ;
- Association ARECOS Bagnols-sur-Cèze pour leur Spectacle « Les Seventies », subvention de 500 € ;
- Association ARECOS Pont-Saint-Esprit pour leur Battements de chœur 2015, subvention de 500 € ;
- Association Amis du chant de la terre pour leur 3ème festival du livre de Pont-Saint-Esprit et du Gard rhodanien, subvention de 1 000 € ;
- Association Collectif Boulega pour leur Zion d'Hiver #3, subvention de 400 € ;
- Association Est-Vie'Danse pour un soutien au groupe South Hope Crew, subvention de 1000 € ;
- Association Label Mektoub pour leur Festival Les Goûts d'Arts Gais, subvention de 500 € ;
- Association La Castellerie pour leur Festival de Tresques, subvention de 800 €
- Association Photo-Club Bagnols Marcoule pour leur French Digital Tour, subvention de 300 € ;
- Association Spirit Bridge Riders pour leur 4ème American Bike, subvention de 400 €
- Association Urgent Crier pour leur Rencontres André Benedetto 2015, subvention de 300 € ;
- Association Vestigia Imago Atavorum (VIA) pour leur Prospection archéologique en basse vallée de la Cèze 2015, subvention de 1000 €.

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN (30)

Acte rendu exécutoire après dépôt électronique
en Préfecture et publié le 21 Août 2015

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL78_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°78/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 60
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 11
Nombre de délégués absents : 4

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, , Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Ghislaine DE VERDUZAN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET, Catherine LAVIOS, Aziza GRINE

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL78_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Objet : Subventions aux associations porteuses de projets culturels

Vu les demandes de subvention présentées par les Présidents des associations concernées,
Considérant que cette question a été présentée à la commission culture et patrimoine du 9 avril et du 28 mai 2015,

Le Conseil Communautaire, décide à l'unanimité (1 abstention) l'attribution de subvention aux projets suivants :

- Association ARECOS Bagnols-sur-Cèze pour leur Spectacle « Les Seventies », subvention de 500 € ;
- Association ARECOS Pont-Saint-Esprit pour leur Battements de chœur 2015, subvention de 500 € ;
- Association Amis du chant de la terre pour leur 3ème festival du livre de Pont-Saint-Esprit et du Gard rhodanien, subvention de 1 000 € ;
- Association Collectif Boulega pour leur Zion d'Hiver #3, subvention de 400 € ;
- Association Label Mektoub pour leur Festival Les Goûts d'Arts Gais, subvention de 500€ ;
- Association La Castellerie pour leur Festival de Tresques, subvention de 800 € ;
- Association Photo-Club Bagnols Marcoule pour leur French Digital Tour, subvention de 300 € ;
- Association Spirit Bridge Riders pour leur 4ème American Bike, subvention de 400 € ;
- Association Urgent Crier pour leur Rencontres André Benedetto 2015, subvention de 300 € ;
- Association Vestigia Imago Atavorum (VIA) pour leur Prospection archéologique en basse vallée de la Cèze 2015, subvention de 1000 €.

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL79_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°79/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 60
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 11
Nombre de délégués absents : 4

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, , Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Ghislaine DE VERDUZAN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET, Catherine LAVIOS, Aziza GRINE

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL79_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Objet : Tarification des Arts de la Voix et de la saison culturelle d'automne 2015.

Considérant que cette question a été présentée à la commission culture et patrimoine réunie le 28 mai 2015,

Le Conseil Communautaire, décide à l'unanimité :

- De valider les tarifs, ci-après, pour les Arts de la Voix et la saison culturelle de l'automne 2015 :

DATES	SPECTACLES	TARIFS PLEIN	TARIF REDUIT
2/10/15	METAMORPHOSES	10€	8€
23/10/15	LES REGLES DU SAVOIR-VIVRE DANS LA SOCIETE MODERNE	10€	8€
30/10/15	JE VEUX VOIR MON CHAT	10€	8€
13/11/15	L'ELOGE DE LA PIFOMETRIE	10€	8€
27/11/15	(SPECTACLE ENCORE A DETERMINER)	10€	8€
4/12/15	TOUT UN MONDE	10€	8€
18 et 19/12/15	THE MELTING POT POURRI	GRATUIT	
17/07/15	YURI BUENAVENTURA	20€	16€
21/07/15	CIE RASSEGNA	14 €	11 €
23/07/15	ENSEMBLE VOCAL PERSPECTIVES	14 €	11 €
28/07/15	ERIC LEGNINI	14 €	11 €
30/07/15	MAWARAN & ERRANSA	14 €	11 €

- d'appliquer le tarif réduit aux personnes en situation de handicap, aux bénéficiaires des minimas sociaux et étudiants de moins de 26 ans sur présentations des justificatifs,
- d'appliquer la gratuité à l'ensemble des spectacles pour les moins de 12 ans,
- de rembourser en cas d'annulation d'un spectacle la valeur du prix facial du billet payé par le spectateur, sur demande de l'intéressé, présentée dans un délai maximum de trois mois à compter de la date du spectacle et sur présentation du billet complet.

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
GARD
www.tourismegard.com
PDF Creator Trial

« EN MAI, FAIS CE QU'IL TE PLAÎT »

EDITION 2015

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre

L'Agence Développement et de Réservation Touristiques du Gard, représentée par son Président, Monsieur Laurent PONS, nommée ci-après ADRT,

et l'organisateur

La Communauté d'Agglomération du Gard rhodanien, représentée par son Président, Monsieur Jean Christian REY, nommée ci-après CA Gard rhodanien

Il a été convenu et arrêté ce qui suit.

Préambule

Dans la continuité des projets instaurés par les collectivités du territoire depuis 2009, la Communauté d'Agglomération du Gard rhodanien et l'Agence Développement et de Réservation Touristiques du Gard poursuivent leur collaboration autour de trois objectifs :

- Animer les territoires
- Augmenter la notoriété
- Capter de nouvelles clientèles

Ce dernier enjeu s'est concrétisé depuis 2010 par la mise en place d'une manifestation intitulée « En Mai, fais ce qu'il te plaît ». L'édition 2015 de la manifestation « En Mai, fais ce qu'il te plaît » se déroulera sur le territoire de la CA Gard rhodanien, du 1er au 31 mai.

Article 1 : CONTENU

Le Schéma Départemental de l'Economie du Tourisme et des Loisirs (2015-2017) prévoit le soutien de l'ADRT aux évènements locaux identitaires des territoires accompagnant les actions prioritaires définies.
Une doctrine de soutien a été élaborée en 2011 afin de définir les critères d'accompagnement de l'ADRT à ces manifestations. Les critères majeurs sont des

AR PREFECTURE
030-200034683-20150630-DEL20152015-DE
Reçu le 21/07/2015
PDF Creator Trial

critères relatifs à : la territorialité, la saisonnalité, les thématiques identitaires et emblématiques du territoire et à l'impact touristique généré par cette action.

Selon les axes prioritaires des Objectifs 1 et 2 du Schéma Départemental de l'Economie du Tourisme et des Loisirs, à savoir Objectif 1 « favoriser l'émergence de conventions de destination » et Objectif 2 « accompagner les thématiques structurantes portées par les réseaux d'acteurs », la manifestation locale « En Mai, fais ce qu'il te plaît » bénéficie de l'accompagnement de l'ADRT.

Article 2 : MODALITES DU PARTENARIAT

2.1 : Principe :
La CA Gard Rhodanien est l'organisatrice de la manifestation.
L'ADRT lui apporte son concours financier, technique et en ingénierie (accompagnement dans la conception de l'événement, communication, relations presse et publique, promotion, web …).

2.2 : Contenu de la manifestation :
Le programme des initiatives est arrêté conjointement par les deux partenaires.

2.3 : Programme, dépliants
Les supports et leurs contenus seront actés conjointement de même que le choix de l'agence de graphisme.

2.4 : Mentions obligatoires
L'ensemble des supports devra comporté l'affichage des deux structures partenaires (affiches, programmes, outils de communication divers, dossiers de presse…).

Article 3 : INAUGURATION DE LA MANIFESTATION

Le lancement de la manifestation sera organisée fin avril 2015 en présence des organisateurs et de l'ADRT.

Le listing des invitations sera arrêté conjointement. Celles-ci seront rédigées sur un support commun faisant apparaitre le partenariat des deux organismes.

Article 4 : PRODUITS TOURISTIQUES

L'ADRT, dans son Schéma Départemental de l'Economie du Tourisme et des Loisirs, favorise la création de produits packagés ou Idées Week-ends. En 2015, quatre produits packagés seront commercialisés par la centrale de réservation de l'ADRT : Gard Réservation.

Les prestataires adhérents à la démarche auront une visibilité accrue et bénéficieront de l'ingénierie des services Promotion, Communication et Gard Réservation.

AR PREFECTURE
030-200034693-20150529-CDMMUNIQUE
Reçu le 21/07/2015

PDF Creator Trial

Article 5 : COMMUNICATION

L'ADRT garantira la bonne communication de l'événement à travers ses relations presse tant régionales que nationales voire internationales et ses outils de communication print.

L'événement bénéficie d'une valorisation sur le site internet dans la rubrique : « calendrier des manifestations phares » ainsi que sur les news letter (près de 170 000 adresses).

L'ADRT s'engage à communiquer, dès validation des deux cosignataires, le dossier de presse de la manifestation auprès des relais supports institutionnels du Conseil général (presse/sites), Conseil régional et autres partenaires institutionnels.

Pour ce faire, l'organisateur soumettra à l'ADRT un mois avant le début de la manifestation les outils de communication définis conjointement (dossiers de presse, flyers, affiches, programme…).

Article 6 : FINANCEMENT

L'ADRT s'engage à participer à 50% des dépenses engagées par l'édition 2015 de la manifestation « En Mai, Fais ce qu'il te plait », dans la limite de 500 €.

Le paiement s'effectuera sur présentation de factures par le prestataire directement, dans les limites définies ci-dessus.

L'ADRT s'engage à participer à 50% des dépenses engagées aux frais de lancement de la manifestation « En Mai, Fais ce qu'il te plait », dans la limite de 150€.

Article 7 : SUIVI – EVALUATION

Un comité de pilotage regroupant l'ADRT, la CA Gard rhodanien, le Pôle Touristique du Gard rhodanien sera instauré et se réunira autant que de besoins. Il sera chargé notamment de définir le contenu de la manifestation en amont et d'en évaluer les retombées.

Article 8 : DUREE

La durée de cette convention est prévue pour l'année 2015.

Fait à NIMES,
Le 7 Avril 2015

Le Président
de la Communauté d'agglomération
du Gard rhodanien

Jean Christian REY

Le Président de l'ADRT du Gard

Laurent PONS

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL80_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°80/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 60
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 11
Nombre de délégués absents : 4

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, , Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Ghislaine DE VERDUZAN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET, Catherine LAVIOS, Aziza GRINE

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL80_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Objet : convention de partenariat avec l'ADRT pour la manifestation « En mai fais ce qu'il te plait ».

Considérant que dans le cadre de sa compétence tourisme, la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien organise et coordonne la manifestation « En mai fais ce qu'il te plait »,
Considérant que pour sa 8e édition, plus de 65 événements culturels, sportifs, festifs ou gourmands ont été organisés du 1er au 31 mai, par le tissu associatif, les professionnels du tourisme et les collectivités locales sur le territoire,

Considérant que la manifestation répond aux axes prioritaires du Schéma Départemental de l'Economie du Tourisme et des Loisirs. Elle permet en effet de développer une offre touristique sur les ailes de saison, autour d'événements valorisant l'identité et la culture locale,
Considérant que l'Agence de Développement et de Réservation Touristique du Gard s'associe à la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien et apporte son concours à hauteur de 650 € et son soutien technique tant sur le plan de la communication que de l'organisation en amont,

Le Conseil communautaire, décide à l'unanimité :

d'autoriser le Président à signer la convention de partenariat qui définit les modalités de participation de chacune des parties.

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL81_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

CONVENTION DE PARTENARIAT ACCOMPAGNEMENT DES POLITIQUES TOURISTIQUES TERRITORIALES

Entre :
La Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien, représentée par son Président, Monsieur Jean Christian REY. Ci-après désignée CAGR.

Et :

L'Agence de Développement et de Réservation Touristiques du Gard, représentée par son Président, Monsieur Philippe PECOUT. Ci-après désignée ADRT.

Article 1

Contexte

La réforme des collectivités territoriales instituée par la loi du 16 Décembre 2010, a incité les élus du territoire du Gard rhodanien à se rassembler au sein d'une Communauté d'agglomération.
L'existence de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien est effective, juridiquement et financièrement depuis le 1er Janvier 2013.
La compétence tourisme n'est pas formellement identifiée dans les compétences obligatoires des établissements publics de coopération intercommunale.
Cependant, considérant l'impact de ce secteur pour le développement de son territoire, la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien a pris la compétence tourisme dans sa globalité au titre du développement économique.
Elle est donc chargée :

-de l'accueil, de l'information et de la promotion touristique aux travers des Offices de Tourisme de son territoire.
- des aménagements et de la gestion d'équipements à caractère touristique

De son côté, conformément à la loi de 92, l'ADRT du Gard propose et assure l'application de la politique touristique du Conseil général au travers de la définition et du pilotage d'un Schéma Départemental de l'Economie du Tourisme et des Loisirs.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL81_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Le schéma 2015-2017 a été voté en commission permanente par les élus du Conseil Général, le 18 décembre 2014.

Ce Schéma s'organise autour de l'ensemble de la filière et notamment :

- L'appui au développement territorial
- L'accompagnement des thématiques structurantes portées par des réseaux d'acteurs.

Considérant l'intérêt commun des deux parties en matière de valorisation touristique du département du Gard en général et de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien en particulier,

Considérant que l'économie touristique est un des facteurs essentiels de développement du territoire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien,

Considérant la volonté du Conseil Général et de l'ADRT de s'appuyer sur un partenariat territorial fort et notamment avec les intercommunalités,

Considérant que c'est à partir de ces territoires que le Conseil Général et l'ADRT proposent d'engager une véritable politique contractuelle, qui permettra d'élaborer et d'accompagner au niveau de chaque territoire un projet de développement local précisant les objectifs, les actions ainsi que les cofinancements mobilisables.

Article 2 :

Cadre du Partenariat

L'ADRT du Gard accompagne la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dans la gestion et l'animation des projets suivants :

- Oenotourisme : suivi administratif du dossier « Vignobles et Découvertes » au niveau local et national, animation et formation du réseau des prestataires du monde touristique et viticole et contrôle du cahier des charges.
- Cyclotourisme : suivi de l'étude de faisabilité des boucles cyclodécouvertes en lien avec le Pays Uzège-Pont du Gard et le Pays Garrigues et Costières de Nîmes. Animation des réunions de prestataires et partenaires.
- Accompagnement des manifestations et évènements identitaires ayant un intérêt touristique départemental.
- Mobilisation des acteurs sur le développement des activités pleines nature et promotion de la filière.
- Soutien et accompagnement à la montée en gamme et à la requalification des professionnels du tourisme.
- Accompagnement à la mise en tourisme du tourisme fluvial, via la faisabilité de produits touristiques.
- Développement de la qualité numérique du territoire par le biais d'un diagnostic numérique de territoire.
- Appui à la qualification des Offices de Tourisme et au développement du Système d'Informations Touristiques du Gard en lien avec la FDOTSI du Gard.
- Accompagnement de l'Observation et de l'économie touristique (ODET)

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL81_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Et tout autre projet structurant qui participera à la valorisation de la politique touristique de Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, en lien avec le schéma départemental de l'économie du tourisme et des loisirs.

Article 3 :

Contenu du partenariat :

Action 1 : Appui à l'animation du volet tourisme de la CAGR

- Pour accompagner les projets partagés, l'ADRT affecte un agent à temps complet -35h, à la CAGR. Il sera rattaché au Pôle Attractivité et Aménagement du Territoire de la CAGR, sis Avenue Vigan Braquet 30 200 BAGNOLS SUR CEZE
- Madame Lynda MESLOUB exercera ses missions au Pôle Attractivité et Aménagement du Territoire, en collaboration avec le directeur.
- Elle restera sous la responsabilité de la direction de l'ADRT du Gard.
- La chargée de mission bénéficiera des moyens techniques des agents de la CAGR : bureau, ordinateur, téléphonie/internet, voiture de service.

Coût de l'action :
L'ADRT prend à sa charge toutes les dépenses liées au poste de la chargé de mission : salaire + charges, fonctionnement : 40 000 € pour 2015.
En contrepartie, la CAGR participera au fonctionnement du poste à hauteur de 8 500 €.
Cette contrepartie sera reversée à l'ADRT de la façon suivante : 50% à la signature de la convention et le solde à la suite de l'évaluation de fin d'année de la mission.

Action 2 : Appui aux Offices de Tourisme : qualification / missions / structuration
Les missions de la FDOTSI sont assurées par l'ADRT.
Les démarches qualifiantes, classement et marque, sont accompagnées dès lors par l'animatrice du réseau départemental des Offices de Tourisme.
La chargée de mission en sera le relais local et pourra assurer le suivi de ces démarches.
Elle coordonnera la qualification -à titre transitoire- entre les Offices de Tourisme et les services de l'ADRT.
Elle sera en charge, avec les services de l'ADRT, de la sensibilisation et de l'animation des Offices de Tourisme à la base de données Constellation.

Coût de l'action :
Temps de travail inclus dans les missions

Action 3 : Animateur Numérique de Territoire
Une nouvelle fonction a été mise en place au sein des organismes de la branche tourisme pour accompagner les professionnels du tourisme dans le champ du numérique : l'**Animation Numérique de Territoire.**

L'objectif est de réaliser le **diagnostic numérique de son territoire** en 2015, d'animer des **ateliers de sensibilisation**, aider les prestataires locaux dans la réalisation de site Internet ou de blog, leur permettre d'être présents sur les réseaux sociaux comme Facebook et Twitter, surveiller les avis de consommateurs publiés sur le web et qui concernent les établissements du secteur.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL81_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

L'ANT doit être une passerelle entre le portail numérique issu du Pôle d'Excellence Rurale numérique et les prestataires.

Coût de l'action :

Temps de travail inclus dans les missions

Action 4 : Accompagnement et promotion du label Vignobles & Découvertes

La Communauté d'Agglomération du Gard rhodanien souhaite construire une véritable destination oenotouristique sur son territoire, à partir du label Vignobles & Découvertes obtenu en 2014.

En 2015, seront poursuivies les actions suivantes :

- Animation du réseau : Organisation de rencontres –Petits déjeuners de l'Oenotourisme, visites de bonnes pratiques et journées de formation.
- Structuration de l'offre et commercialisation : Mise en place d'une stratégie de webmarketing, en lien avec ADRT
- Promotion et communication : Création d'outils de communication dédiés à l'oenotourisme.
- Accueils de professionnels : Rayonnement du réseau et de notre territoire. Exemple : partenariat avec Villeneuve lez Avignon.

Coût de l'action :

Coût ADRT : 3 000 euros

Coût CAGR : 3 000 euros

Coût CRT : 2 000 euros

Action 5 : Observation des clientèles

1. Suivi de la conjoncture en lien avec les Offices de Tourisme du territoire.
2. Mise en place de l'étude flux vision tourisme (en lien avec le réseau Orange) : 6 zones départementales, dont la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien.

Coût de l'action :

Temps de travail inclus dans les missions

Action 6 : Patrimoine et villages classés :

Suivi de la mise en tourisme des villages classés : « Village de Caractère » & « Plus Beau Village de France »

Appui à l'animation des villages classés.

Soutien à la manifestation « Journées des Métiers d'Art » les 27 et 28 mars 2015 à Aiguèze.

Réalisation d'outils de communication.

Coût de l'action :

Temps de travail dans le cadre des missions

Edition d'outils de communication : 500 euros ADRT et 500 euros CAGR. Autofinancements des communes concernées.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL81_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Action 7 : Appui à la valorisation des activités de pleine nature.
Suivi de la promotion des activités de pleine nature :
Réédition du cartoguide Entre Cèze et Ardèche, avec ajouts de nouveaux sentiers, iconographie...
Organisation par la chargée de mission de la participation au Salon du randonneur en mars 2015

Coût de l'action
Temps de travail dans le cadre des missions
Cartoguide cofinancé à 50%/50% :
Coût ADRT : 4764, 63 euros
Coût CAGR : 4764, 63 euros

Salon du randonneur (via signature d'une convention)
Coût ADRT : 15 000 €
Coût CAGR : forfait à 500 €

Cyclotourisme :
Définition des boucles, travail auprès des élus, formations prestataires...
Avec un appui sur la Viarhôna
Accompagnement à l'édition d'un outil de promotion.
Temps de travail dans le cadre des missions

Tourisme fluvial :
Etude préalable à la faisabilité d'un produit touristique en lien avec la grotte Chauvet – Caverne du Pont d'Arc.
Réalisation d'un produit test.
Repérage des acteurs locaux

Action 8 : Relais des initiatives portées par le Conseil Général
En complément de ces actions prioritaires, la chargée de mission accompagnera les actions initiées par le Conseil général en matière de développement touristique et notamment :

- La signalétique touristique départementale
- La création d'aire de camping car

Coût de l'action
Temps de travail dans le cadre des missions

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL81_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Article 4 :

Cadre de référence

Pour rendre sa mission plus efficace, la chargée de mission participera à l'ensemble des réunions organisées régulièrement avec les territoires de projet par l'ADRT.
En complément de la participation de la chargée de mission, des membres de l'équipe technique de l'ADRT pourront être invités, à titre d'expertise, aux réunions thématiques mises en place par la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien.

Une réunion de coordination sera organisée deux fois par an entre l'ADRT et la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien afin d'assurer le suivi, la coordination et l'évaluation des actions menées par la chargée de mission.
Trois mois avant l'échéance, les deux parties se retrouveront pour évaluer la mission et l'intérêt de reconduire le partenariat.

Article 5 :

La présente convention prendra effet au 1er janvier 2015 et sera renouvelable chaque année par tacite reconduction jusqu'en 2017.
Toute action nouvelle définie en commun pourra faire l'objet d'un avenant.

Fait à Bagnols sur Cèze,
Le
(en 2 exemplaires)

Le Président de l'Agglomération du Gard rhodanien	Le Président de l'Agence de Développement et de Réservation Touristiques
M. Jean Christian REY	**Philippe PECOUT**

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL81_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°81/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 60
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 11
Nombre de délégués absents : 4

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, , Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Ghislaine DE VERDUZAN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET, Catherine LAVIOS, Aziza GRINE

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL81_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Objet : Convention de partenariat avec l'ADRT pour l'accompagnement touristique du territoire.

Considérant le travail en étroite collaboration avec l'Agence de Développement et de Réservation Touristiques du Gard (ADRT) au travers le pôle touristique du Gard rhodanien. Pôle pour développer un partenariat fort entre le Conseil général, son CDT (devenu ADRT) et les collectivités locales n constituant un support technique aux actions de développement touristique menées sur le territoire,

Considérant qu'il est utile de mutualiser les moyens, d'optimiser le suivi des projets et de favoriser la lisibilité des actions touristiques menées sur le territoire, il apparaît opportun de redéployer les moyens humains et financiers accordés par l'ADRT et la Communauté d'agglomération au sein même du service tourisme de cette dernière ;

Le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- d'autoriser le Président à signer une convention qui fixe les modalités de partenariat, entre l'ADRT et la Communauté d'agglomération en faveur du développement touristique du territoire.

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN (30)

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL82_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°82/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 60
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 11
Nombre de délégués absents : 4

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, , Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Ghislaine DE VERDUZAN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET, Catherine LAVIOS, Aziza GRINE

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL82_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

<u>Objet</u> : Subventions aux associations porteuses de projets touristiques.

Vu les demandes de subvention présentées par les Présidents des associations concernées,

Considérant que cette question a été présentée à la commission tourisme du 3 juin 2015,

Le Conseil Communautaire, décide à l'unanimité, l'attribution de subvention aux associations suivantes :

- Association Compagnie Côte du Rhône Gardoise Sabran pour leur Opération « Millésime de la compagnie de la côte du Rhône », subvention de 500 €.
- Association Syndicat Appellation Tavel pour leur Opération « Couleur Tavel », subvention 1000€.
- Association Syndicat des vins de Laudun pour leur Opération « Échappée vigneronne », subvention 500€.
- Association Syndicat des vignerons de Chusclan pour leur Opération « Fête des Vendanges de l'Histoire », subvention 1000€.
- Association Des Offices de Tourisme du Gard rhodanien pour leur Opération « la promotion et l'animation touristique du territoire », subvention 10 000€.

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
<u>Jean Christian REY</u>

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL83_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

CONVENTION DE PARTENARIAT

Communauté d'agglomération du Gard rhodanien
&
Football-Club Bagnols-Pont

Appel à projet « Horizon Bleu 2016 » Fédération Française de Football

Entre les soussignés :
La Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, domaine de Paniscoule - route d'Avignon - 30200 Bagnols-sur-Cèze, représenté par son Président, Monsieur Jean Christian REY,
d'une part ;

Et

Le Football-Club Bagnols-Pont, association loi 1901 (désignée ci-après par « FCBP ») dont le siège social est fixé Stade du clos Bon Aure - 30130 PONT-SAINT-ESPRIT, représenté par ses co-Présidents, Messieurs Bernard COCHET et Younès BOUCHOUCHI,
d'autre part ;

Il a été convenu ce qui suit :

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL83_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Préambule

Un des axes de la politique sportive de la Communauté d'Agglomération du Gard rhodanien est le soutien aux associations sportives.

Le Football-Club Bagnols-Pont (FCBP) nous a sollicité après avoir répondu à l'appel à projet « Horizon Bleu 2016 » de la Fédération Française de Football en vue de l'organisation de l'Euro 2016 en France. Cet appel à projet a pour but d'accompagner le développement du football amateur par une contribution financière destinée au financement de projets structurants dans des domaines tels que les équipements, l'emploi associatif et le transport.

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de définir les engagements du FCBP et de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien dans le cadre de l'appel à projet « Horizon Bleu 2016 », de définir le projet, de définir les modalités financières de l'Agglomération du Gard rhodanien mais également les engagements du FCBP en matière de communication de l'image de l'Agglomération du Gard rhodanien notamment sur sa politique sportive en faveur des clubs et du développement du sport sur le territoire.

Article 2 – Description du projet d'investissement « Horizon Bleu 2016 »

Dans le cadre de l'Euro 2016 de football qui doit se tenir en France, la Fédération Française de Football a mis en place plusieurs actions pour aider les clubs amateurs. Une de ses actions concerne une partie du financement de l'achat de minibus en partenariat également avec leur partenaire officiel le constructeur automobile Volkswagen. Le club du FCBP souhaite donc répondre à cet appel à projet pour le financement de deux minibus. Ces véhicules seront destinés au transport de 300 jeunes du club et de l'équipe DH dans les déplacements en Languedoc-Roussillon. Ces deux minibus pourront également être utilisés par d'autres associations, dans le cadre d'un accord sous l'égide de l'Agglomération du Gard rhodanien.

Article 3 – Durée

La présente convention est conclue pour une durée de deux ans sur les exercices budgétaires 2015 et 2016, la prise d'effet se faisant à compter de la notification qui intervient après transmission au contrôle de l'égalité.

Article 4 – Détermination de la contribution financière.

Le coût total de l'action d'investissement du FCBP, dans le cadre de l'appel à projet sur la durée de la convention est évalué à 80 294€, conformément au budget prévisionnel de l'action proposé dans leur dossier de demande de subvention.

Dans le cadre de l'appel à projet, la Fédération Française de Football participe à hauteur de 50% du coût de l'investissement plafonné à 25 000€.

Le partenaire officiel de la Fédération Française de Football, Volkswagen, propose différentes remises suivant le choix du véhicule. Le concessionnaire Volkswagen Paulus de Bagnols-sur-Cèze propose une remise d'environ 24% sur le coût global, soit 19 980€.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL83_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

L'Agglomération du Gard rhodanien contribue financièrement pour un montant de 20 000€, équivalent à 25% du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

Le FCBP aura à sa charge le solde pour un montant de 15 404€.

Article 5 - Modalités de versement de la contribution financière

L'Agglomération du Gard rhodanien versera la subvention de 20 000€ en deux fois

- 15 000€ en 2015, après avoir reçu le bon de commande des véhicules
- 5 000€ en 2016, après réception des justificatifs financiers de l'opération établissant la conformité de la réalisation par rapport au projet initial (factures ou tout autre attestation de paiement).

La subvention est imputée sur le chapitre 65 article 6574 du budget de l'EPCI.
La contribution financière sera créditée uniquement sur le compte du FCBP selon les procédures comptables en vigueur.
L'ordonnateur de la dépense est la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien. Le comptable assignataire est le Trésor Public.

Article 6 – Engagements du club FCBP liés à la communication de la Collectivité.

Le FCBP s'engage à associer l'Agglomération du Gard rhodanien dans la conception des visuels des minibus, en relation avec les autres financeurs.
Le logo de l'Agglomération du Gard rhodanien devra apparaître clairement sur les véhicules. Une remise officielle devra être prévue en présence des différentes parties prenantes du projet.

Le club du FCBP s'engage également à communiquer et véhiculer l'image de l'Agglomération du Gard rhodanien pendant les deux années de partenariat, notamment en affichant le logo sur ses supports de communications, ses équipements sportifs, ses différentes actions sportives et tout événement relatif à l'appel à projet « Horizon Bleu 2016 ».

Le Club du FCBP se doit de véhiculer les valeurs du sport que l'Agglomération du Gard rhodanien porte à travers sa politique sportives, à savoir le développement et l'accès à la pratique sportive pour tous.

Article 7 - Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par le FCBP sans l'accord écrit de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, celui-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par le FCBP et avoir préalablement entendu ses représentants. La Communauté d'agglomération du Gard rhodanien en informe le FCBP par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 8 – Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien et le FCBP. Les avenants

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL83_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 – Clause résolutoire

La présente convention peut faire l'objet d'une résiliation de la part de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, par lettre recommandée avec accusé de réception et après mise en demeure restée infructueuse à l'expiration d'un délai de deux mois à compter de sa notification, en cas de manquements graves du FCBP aux présentes dispositions.
Les effets de la présente convention seront caducs en cas de non réalisation du dispositif. Le FCBP devra rembourser la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien la subvention prévu à l'article 4 de ladite convention.

Article 10- Clause compromissoire et de compétence juridictionnelle

Tout litige né de l'interprétation ou de l'application des présentes clauses sera soumis à la compétence juridictionnelle du tribunal administratif de Nîmes.
Préalablement à la saisie de cette juridiction, les parties mettront en œuvre une procédure de règlement amiable de leur différend. Celle-ci consistera en l'échange d'au moins deux correspondances entre les parties. En cas d'échec dûment constaté par les parties, la partie la plus diligente procèdera à la saisine du tribunal administratif de Nîmes. Elle en informera préalablement l'autre partie dans un délai de quinze jours.

Article 11 : Dettes, impôts et taxes

Le FCBP se conformera aux prescriptions réglementaires relatives à l'exercice de son objet statutaire. En outre, elle fera son affaire personnelle de tous les impôts, taxes, cotisations et redevances, présents ou futurs, constituant ses obligations sociales et fiscales, de telle sorte que la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien ne puisse être inquiété ou sa responsabilité recherchée, en aucune façon à ce sujet. Il en est de même pour toute autre dette ou engagement pouvant avoir des conséquences financières que le FCBP aurait contractées dans le cadre de son activité.

Fait à Bagnols-sur-Cèze, en 2 exemplaires originaux, le ……/……/……

Le Président de la Communauté d'Agglomération du Gard rhodanien,	Les Présidents du Football-Club Bagnols-Pont
Jean Christian REY	Bernard COCHET et Younès BOUCHOUCHI

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL83_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°83/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 60
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 11
Nombre de délégués absents : 4

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, , Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, ,Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Ghislaine DE VERDUZAN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET, Catherine LAVIOS, Aziza GRINE

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL83_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Objet : Partenariat Football-Club-Bagnols-Pont
Appel à projet Fédération Française de Football : « Horizon Bleu 2016 »

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29,
Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi précitée et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Considérant que le Football-Club Bagnols-Pont a répondu à l'appel à projet « Horizon Bleu 2016 » de la Fédération Française de Football en vue de l'organisation de l'Euro 2016 en France,

Considérant que cet appel à projet a pour but d'accompagner le développement du football amateur par une contribution financière destinée au financement de projets structurants dans des domaines tels que les équipements, l'emploi associatif et le transport,

Considérant que cette question a été présentée à la commission Sport du 16 avril 2015,

Le Conseil communautaire, décide à la majorité (2 oppositions, 1 abstention) :

- d'autoriser Monsieur le Président à signer la convention de partenariat,
- d'attribuer une subvention de 20.000€ sur 2 ans, 15.000 € en 2015 et 5.000 € en 2016.

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL84_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°84/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 60
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 11
Nombre de délégués absents : 4

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, , Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Ghislaine DE VERDUZAN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET, Catherine LAVIOS, Aziza GRINE

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL84_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Objet : Plan de Financement du Projet Nautisme Handicap, base nautique de L'Ardoise.

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi précitée et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu la délibération n°15/2004 du 24 février 2014 autorisant le président à s'engager dans la mise en place du projet de nautisme handicap et de travailler à la mise en place d'une convention tripartite,

Considérant que le coût lié à la mise en place de ce projet représente 10 000 € (coût de faucardage et d'aménagement d'une rampe d'accès handicapé),

Considérant que cette question a été présentée à la commission Sport du 16 avril 2015,

Le Conseil communautaire, décide à l'unanimité :

- de valider le plan de financement pour le projet de Nautisme Handicap

Aménagement Port LAudun-L'Ardoise	10 000 €	2 000 €	Région 20%
		2 000 €	CNDS 20%
		6 000 €	autofinancement

- d'autoriser le président à solliciter le soutien du Conseil Régional et le CNDS (Centre National de Développement du Sport) selon la présentation ci-avant, et à signer toutes pièces afférentes à ce dossier.

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL85_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°85/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 60
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 11
Nombre de délégués absents : 4

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, , Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Ghislaine DE VERDUZAN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET, Catherine LAVIOS, Aziza GRINE

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL85_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Objet : subventions aux associations sportives

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29,
Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi précitée et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Considérant que cette question a été présentée à la commission Sport du 16 avril 2015,

Le Conseil communautaire décide, à l'unanimité,

- d'attribuer les subventions conformément à la liste d'associations ci-après,

    - 2 000€ à l'Union Bouliste Bagnolaise,
    - 2 000€ à Laudun L'Ardoise Aquatique Club,
    - 1 500€ au Rugby Club Bagnols Marcoule,
    - 2 500€ à l'Association de Sport Automobile Rhône Cèze,
    - 1 200€ au Moto Club Bagnolais,
    - 2 000€ au Comité Départemental Handisport du Gard.
    - 250€ à Frontales et Boussoles,
    - 300€ à l'AS Bagnols-Marcoule Cyclo,
    - 300€ à la Crapahute,
    - 400€ à l'Endurance Club de Laudun L'Ardoise,
    - 300€ au Comité des Fêtes de Codolet,
    - 250€ au Sport Olympique Bagnols Marcoule Natation,
    - 200€ au Comité des Fêtes de Saint-Michel-d'Euzet.

Ces sommes seront imputées sur le budget 2015, sur le compte 6574.

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL86_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°86/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 60
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 11
Nombre de délégués absents : 4

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, , Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Ghislaine DE VERDUZAN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET, Catherine LAVIOS, Aziza GRINE

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL86_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Objet : Subventions aux associations de musique

Vu les demandes de subvention des associations La Quègne, Association Musique Ensemble à Pont-Saint-Esprit et Association des Parents d'élèves et amis de l'Ecole de musique de Pont-Saint-Esprit,

Considérant que ces demandes de subventions ont été examinées par la Commission Jeunesse et Enseignements Artistiques le 11 juin 2015.

Le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- D'attribuer les subventions suivantes :
    - Association La Quègne : 1 000 €
    - Association Musique Ensemble à Pont-Saint-Esprit : 800 €
    - Association des Parents d'élèves et amis de l'Ecole de musique de Pont-Saint-Esprit : 3 200 €

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL87_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°87/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 60
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 11
Nombre de délégués absents : 4

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, , Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Ghislaine DE VERDUZAN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE,

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET, Catherine LAVIOS, Aziza GRINE

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL87_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

<u>Objet</u> : Attribution d'une subvention à l'association Einstein 3D dans le cadre de l'opération Lycée 21.

Considérant que le lycée Albert Einstein de Bagnols-sur-Cèze s'est engagé dans une démarche Lycée 21 portée par l'association Einstein 3D, depuis maintenant 3 ans,

Considérant que l'objectif est de sensibiliser les élèves, les enseignants et l'ensemble de la communauté éducative aux différentes thématiques du développement durable,

Considérant la demande de l'association Einstein 3D qui sollicite financièrement la Communauté d'Agglomération du Gard rhodanien à hauteur de 300 € dans le cadre des actions liées à la semaine du développement durable,

Considérant que cette question a été présentée à la commission Environnement réunie le 5 mai,

Le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- d'attribuer une subvention de 300 € à l'association Einstein 3D dans le cadre de la démarche Lycée21, somme qui sera imputée sur le compte 6574 du budget en cours.

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
<u>Jean Christian REY</u>

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL88_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°88/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 60
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 11
Nombre de délégués absents : 4

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, , Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Ghislaine DE VERDUZAN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET, Catherine LAVIOS, Aziza GRINE

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL88_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Objet : Attribution d'une subvention à l'association les Arts'Musants pour le festival Art Recup'.

Vu la 6ème édition du festival Art'Récup' qui a eu lieu le 16 et 17 mai 2015 à Donnat, commune de Sabran,

Considérant que le festival Art' Récup est une manifestation organisée autour du développement durable et plus particulièrement sur la récupération et la valorisation de déchets,

Considérant que l'objectif étant de créer des matériaux de récupération en objets décoratifs et artistiques,

Le Conseil communautaire décide à l'unanimité,

- d'attribuer une subvention de 800 € à l'association Arts'Musants, somme qui sera imputée sur le compte 6574 du budget en cours.

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL89_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°89/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 60
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 11
Nombre de délégués absents : 4

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, , Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, , Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Ghislaine DE VERDUZAN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET, Catherine LAVIOS, Aziza GRINE

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL89_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Objet : Plan de financement Natura 2000 « Forêt de Valbonne» pour 2015

Vu la délibération n°06-066 du 09 novembre 2006, validant le pilotage du site Natura 2000,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°109/2014 du 02 juillet 2014,

Considérant que la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien a été désignée structure porteuse en charge de l'animation du document d'objectifs (DOCOB) sur le site NATURA 2000 « Forêt de Valbonne » FR 9101398, et qu'à ce titre, la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien peut bénéficier d'une aide de l'Etat et de l'Union Européenne (Fonds européen agricole pour le développement rural – FEADER- mobilisé dans le cadre du dispositif 323A du Programme de Développement Rural Hexagonal),

Considérant que les missions prévues ont été présentées et validées par les membres du Comité de pilotage le 18 février 2014 ainsi qu'au Conseil communautaire du 30 juin 2014 qui a validé le plan de financement présenté,

Considérant que suite à une restructuration des services au sein de l'ONF, l'étude portant sur la réalisation du diagnostic global et l'élaboration du plan d'objectifs et d'entretien pour chaque cours d'eau n'a pu être réalisé dans sa globalité notamment du fait du respect de la période de réalisation de la campagne de terrain (printemps),

Considérant pour finaliser cette étude, il est nécessaire de valider le plan d'action pour 2015 :

- 2ème phase de l'étude portant sur la réalisation d'un diagnostic global et l'élaboration d'un plan d'objectifs et d'entretien pour chaque cours d'eau,
-

Considérant le programme d'actions pour 2015 comme suit :

- Réalisation d'un diagnostic global et élaborer un plan d'objectifs et d'entretien pour chaque cours d'eau,
- Organisation d'un Comité de Pilotage pour le rendu de l'étude et proposer un programme d'actions pour 2015,
- Appuis à projets dans le cadre des évaluations d'incidence,
- Missions administratives liées à Natura 2000,

Le Conseil communautaire décide à l'unanimité,

- de valider le plan de financement proposé ci-dessus,

Synthèse montant prévisionnel du projet :

Dépenses	*Montant HT en €*
Prestations de service	6 250,00 €
Frais de personnel (animation, veille, suivi)	5 000,00 €
TOTAL HT	**11 250,00 €**

Plan de financement prévisionnel du projet :

Financeurs sollicités	*Montant en €*
Etat (40%)	4 500,00 €
UE (40%)	4 500,00 €
Sous-total financeurs publics	9 000,00 €
Autofinancement	2 250,00 €
TOTAL général = coût du projet	**11 250,00 €**

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL89_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

- d'autoriser le Président à signer tous les actes et pièces relatifs à ce dossier.

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL90_2015-DE
Reçu le 22/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°90/2015
du Conseil communautaire
Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 60
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 11
Nombre de délégués absents : 4

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, , Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, Monique GRAZIANO-BAYLE, Vincent POUTIER, , Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Ghislaine DE VERDUZAN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET, Catherine LAVIOS, Aziza GRINE

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL90_2015-DE
Reçu le 22/07/2015

Objet : Adhésion de la commune de Pont Saint Esprit et de Bagnols-sur-Cèze au Syndicat Mixte Départemental d'aménagement et de gestion des cours d'eau et milieux aquatiques du Gard

Vu la demande des communes de Pont-Saint-Esprit et Bagnols-sur-Cèze,

Considérant que la Communauté de communes du Gard rhodanien exerce la compétence « gestion des cours d'eau » au sein du comité syndical Mixte des Eaux et Milieux Aquatiques du Gard pour ses communes membres,

Considérant que les statuts du Syndicat Mixte Départemental d'aménagement et de gestion des cours d'eau et milieux aquatiques du Gard prévoient que l'adhésion de nouveaux membres est possible à tout moment. Actuellement, une dizaine d'autres communes a également sollicité son adhésion au syndicat et est en instance d'intégration,

Considérant que la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien a délibéré à l'unanimité lors de la séance du 29 avril 2014 pour de se substituer au sein du comité syndical du SM des eaux et milieux aquatiques du Gard, aux 19 communes de :

- Cavillargues
- Connaux
- Cornillon
- Gaujac
- Goudargues
- La Roque sur Cèze
- Le Pin
- Lirac
- Montlcus
- Sabran
- Saint André de Roquepertuis
- Saint Génies de Comolas
- Saint Paul les Fonts
- Saint Pons la Calm
- Saint Marcel de Careiret
- Saint Michel d'Euzet
- Tavel
- Tresques
- Verfeuil

Le Conseil communautaire décide à l'unanimité,

- D'autoriser le Président à solliciter l'intégration dès que possible des communes de Pont Saint Esprit et Bagnols-sur-Cèze au sein dudit syndicat.

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200067638-20150629-DEL91_2015-DE
Reçu le 2[illegible]/2015

Appel à projets Ecofolio 2015
Présentation du projet
de la Communauté d'Agglomération du Gard rhodanien

1- Présentation de la situation actuelle de la Communauté d'Agglomération du Gard rhodanien

La collecte des papiers graphiques sur le territoire concerné par l'appel à projets correspond au périmètre de la Communauté d'Agglomération du Gard rhodanien, à savoir 42 communes et 70 288 (population INSEE 2015). La part des logements individuels représente environ 70 % contre 30 % de logements de type habitat collectif. La typologie de l'habitat est mixte à dominante rurale (SINOE).

La collecte est de la compétence de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien. De façon générale, chaque commune informe ses administrés à travers les bulletins municipaux et affichages publics des modalités de collecte. Cette communication sur la collecte du papier est renforcée par le SITDOM du Gard rhodanien, EPCI à compétence traitement et signataire de la convention Eco Folio (n° EF 030085). Ce dernier sensibilise les administrés par différents vecteurs de communication :

- autocollants sur les colonnes papiers ;
- distribution d'un mémo tri (réglette de tri) ;
- site internet www.sitdom30.fr

217 colonnes aériennes de 3 à 4m³ sont implantées sur le territoire du Gard rhodanien, soit 1 colonne pour 324 habitants. La répartition par commune est la suivante :

Commune	Nbre de colonnes	Commune	Nbre de colonnes	Commune	Nbre de colonnes
AIGUEZE	4	LE GARN	2	SAINT-GERVAIS	2
BAGNOLS-SUR-CEZE	54	LE PIN	1	SAINT-JULIEN DE PEYROLAS	3
CARSAN	2	LIRAC	2	SAINT-LAURENT DE CARNOLS	2

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200067635-20150629-DEL91_2015-DE
Reçu le 2/07/2015

CAVILLARGUES	2	MONTCLUS	3	SAINT-MARCEL DE CAREIRET	3
CHUSCLAN	3	ORSAN	2	SAINT-MICHEL D'EUZET	5
CODOLET	2	PONT-SAINT-ESPRIT	22	ST NAZAIRE	5
CONNAUX	5	SABRAN	10	SAINT-PAUL LES FONTS	3
CORNILLON	1	SALAZAC	2	SAINT-PAULET DE CAISSON	5
GAUJAC	2	SAINT-ALEXANDRE	4	SAINT-PONS LA CALM	1
GOUDARGUES	9	ST ANDRE DE ROQUEPERTUIS	3	ST VICTOR LA COSTE	3
ISSIRAC	2	SAINT-ANDRE D'OLERARGUES	3	TAVEL	3
LA ROQUE SUR CEZE	3	SAINT-CHRISTOL DE RODIERES	2	TRESQUES	6
LAUDUN-L'ARDOISE	15	SAINT-ETIENNE DES SORTS	3	VENEJAN	3
LAVAL SAINT ROMAN	2	SAINT-GENIES DE COMOLAS	5	VERFEUIL	3

Ce mode de collecte séparant les papiers des emballages a été décidé au démarrage de la collecte sélective en 2002, suite aux préconisations du SITDOM. Il permet d'avoir un faible taux de refus (1,4 % en 2014) et d'éviter de souiller le gisement des fibreux. Il existe également quelques bacs de 660 litres notamment à Bagnols sur Cèze, qui ne captent qu'une faible partie du gisement issu des administrations et/ou écoles.

La CAGR a confié à la société PAPREC la collecte des colonnes sur les 42 communes. Ce marché de prestation d'une durée de 4 ans a démarré au 1er janvier 2014. Le gisement ainsi collecté est envoyé sur le centre de PAPREC Méditerranée à Pujaut (Gard), où il est conditionné et expédié vers les unités de recyclage. Cette prestation de tri et de recylage est à la charge du SITDOM, dans le cadre d'un marché de prestation d'une durée de 4 ans, avec un démarrage au 1er janvier 2015.

En 2014, les performances de collecte des papiers graphiques (sorte 1.11) sont réparties de la façon suivante :

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200067635-20150629-DEL91_2015-DE
Reçu le 2107/2015

	Tonnage	Ratio kg/hab.an (Pop : 69 919)
Papiers issus de la collecte des PAV	898	12,8 kg/hab.an
Papiers issus du centre de tri	73	1 kg/hab.an
Total	971	13,8 kg/hab.an

Ce résultat est en dessous de la performance nationale des papiers graphiques, qui est de 16,4 kg/hab.an. En outre, le tonnage collecté par l'intermédiaire des colonnes aériennes est en baisse de près de 2 % par rapport à 2013. Il faut également ajouter à ce bilan les conclusions du MODECOM réalisé en 2009 par le Conseil Général du Gard démontrant que 19,4 % des ordures ménagères résiduelles contiennent du papier, soit 3 436 tonnes par an. Ainsi le taux de captage des papiers graphiques sur le territoire du Gard rhodanien n'est que de 22 % en 2014.
Le coût de gestion des papiers graphiques se répartit de la façon suivante :

	Prix unitaire
Collecte	41 € HT / tonne
Conditionnement et Tri	16 € HT / tonne
Reprise 1.11 (mars 2015)	76 € HT / tonne
Soutien Eco Folio (base 2013)	37,2 € HT / tonne
Coût de gestion total	- 56,2 € HT / tonne

NB : dans le cadre du marché de tri entre le SITDOM et PAPREC, un prix plancher a été fixé à 67 HT / tonne.

Compte tenu du bilan de collecte mitigé, la CAGR souhaite faciliter le tri et améliorer le service proposé aux administrés afin de capter un gisement plus important de papiers graphiques. L'agglomération veut mettre en place la collecte des papiers de bureaux auprès des administrations publiques (mairies, écoles...) afin d'extraire le maximum de produit partant vers les OMR. En parallèle de cette action, la collectivité continuera :

- à renforcer la communication auprès des habitants en partenariat avec le SITDOM ;
- à optimiser le parc de colonnes car la plupart des équipements a été implantée au démarrage du tri sélectif en 2002.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200067639-20150629-DEL91_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

L'objectif de cette action est de :

- faciliter les gestes de tri et la collecte par l'équipement des bureaux en matériel de pré-collecte et la proximité des installations de collecte ;
- améliorer la valorisation et le taux de recyclage sur le territoire ;
- accompagner les collectivités et établissements scolaires par de la formation au tri : 42 mairies seront concernées ainsi que 67 établissements scolaires ;
- faire évoluer les comportements des usagers par l'exemplarité des collectivités et par la sensibilisation auprès des scolaires ;

2- Description détaillée du projet

2-1 Description globale du projet

Le projet consiste à collecter les papiers de bureaux dans les administrations publiques comme les mairies et les écoles. Le périmètre concerné par ce projet est le territoire de la Communauté d'Agglomération du Gard rhodanien, soit 42 communes.

La prestation de collecte fera l'objet d'un marché porté par l'agglomération auprès d'une entreprise privée ou d'une entité issue de l'économie sociale et solidaire.

L'organisation proposée est la suivante :

- Distribution dans les 42 mairies et les 67 écoles de corbeilles recyclables ;
- Mise en place de collecteurs à proximité des bâtiments administratifs et des écoles :
  - Bacs 660 litres (ou 340 litres) pour les écoles ;
  - Colonnes de 5 m³ pour les mairies ;
- Collecte des contenants par :
  - Camion ampliroll avec grue pour les colonnes ;
  - Camion benne ou camion avec hayon élévateur pour les bacs de 340 et 660 litres.
- Transfert au centre de tri pour tri et conditionnement par mise en balles ;

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200067635-20150629-DEL91_2015-DE
Reçu le 2/07/2015

L'intérêt de cette organisation est multiple :

- Consigne de tri simple pour un meilleur captage du gisement ;
- Adaptabilité des modes de collecte en fonction des contraintes et des besoins des administrations publiques ;
- Traçabilité et contrôle tout au long de la prestation.

En parallèle à cette nouvelle organisation de collecte, un accompagnement est prévu auprès des services municipaux et scolaires pour sensibiliser et former les agents aux règles du tri, mais aussi les scolaires. Un outil méthodologique et pédagogique mis en place par le SITDOM du Gard rhodanien (« Guide du moins »), servira de support pour sensibiliser les utilisateurs des corbeilles à papier. Un partenariat est ainsi envisagé avec le SITDOM du Gard rhodanien pour ces actions de communication.

Afin d'optimiser la collecte des papiers des ménages, l'agglomération du Gard rhodanien mettra également en place une politique de renouvellement des colonnes aériennes, dont la plupart ont été mises en place en 2002. Ainsi, 7 % du parc sera renouvelé chaque année et ce pendant 4 ans.

Dans le cadre de cette nouvelle organisation, il sera demandé au Prestataire dans le cadre du marché de tri avec le SITDOM, de proposer une reprise sur les sortes 2.05 (papiers de bureau triés) et 2.06 (archives couleurs triées). Pour exemple, la tonne de 2.06 est reprise à 120 € en mars 2015.

Afin de garantir la réussite d'un tel projet, des adaptations seront nécessaires au lancement du projet. Les étapes préalables de mise en œuvre seront donc :

- un état des lieux/diagnostic de l'état actuel des équipements si existants : localisation, capacité, praticité…
- des propositions d'amélioration, détermination des sites d'implantation des équipements, des capacités des contenants en fonction des quantités de papiers jetés, en concertation les mairies et établissements scolaires. Des réunions seront programmées à cette occasion ;
- une Information du projet auprès des usagers à travers les médias locaux, les bulletins municipaux, les sites internet de la CAGR et du SITDOM ;
- l'accompagnement des collectivités et établissements scolaires : temps de sensibilisation, formation au tri, animation en milieu scolaire ;
- Préparation du dossier de consultation et/ou appel d'offres.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200067639-20150629-DEL91_2015-DE
Reçu le 2/07/2015

Pour la mise en œuvre de ce projet, l'équipe projet fait intervenir en interne des agents aux compétences complémentaires de la CAGR et du SITDOM du Gard rhodanien :

Agents	Poste	Structures	Compétences
Marc ANGELI	Vice – Président à l'environnement	CAGR	Compétence techniques sur la gestion des déchets Connaissances des acteurs
Stéphane DUMESNIL	Responsable service collecte	SITDOM / CAGR	Gestion de projet Compétence techniques sur la gestion des déchets Connaissances des acteurs
Daniel RABASA	Chef d'équipe – service collecte	CAGR	Compétence techniques sur la gestion des déchets Connaissances des acteurs et du territoire
Aurélie DORILLE	Responsable service Finances	CAGR	Compétence en matière de gestion financière
Zakaria HOURI	Responsable service marchés publics	CAGR	Compétence en matière de marchés publics
Jérôme BUIGUES	Responsable service communication	SITDOM	Connaissances des acteurs
Lidwine MIONE - QUEYRANE	Animatrice environnement	SITDOM	Animation en milieu scolaire Montage de projets pédagogiques sur la valorisation et le tri du papier avec les écoles du territoire dans le cadre de partenariats Formation des agents de mairie et sensibilisation au tri et à la valorisation

Un comité de pilotage sera créé pour assurer le suivi et la bonne réalisation du projet.

L'Agglomération peut également bénéficier des outils d'information et de communication dont disposent Le SITDOM : Le journal du tri sélectif, des jeux pour les animations, des panneaux d'information sur le tri et la valorisation du papier…

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200067638-20150629-DEL91_2015-DE
Reçu le 2107/2015

Ce projet est un enjeu fort de valorisation et de recyclage du papier pour les deux collectivités dans le cadre de la mutualisation des services, formalisée par convention au 1er mars 2015.

Pour la collecte, les équipements et le matériel des bureaux, l'Agglomération du Gard rhodanien fera appel à un prestataire qu'il soit du domaine privé ou du secteur de l'économie sociale et solidaire. Localement des acteurs sociaux, comme les ESAT, peuvent réaliser de telles prestations.

2.2 Estimation et mesure des performances

Sur la base des données de 2014, le constat est le suivant sur le territoire du Gard rhodanien :

	tonnage papier issue des OMR*	Tonnage sélectif	Remarques
2014	3 436	971	
Dont papiers issus des mairies et écoles (2015)	160		Environs 2000 agents utilisant 80 kg/an/agent de papier (donnée issue ratio ADEME)

*D'après le MODECOM de 2009, 19.3% du papier se retrouve dans les ordures ménagères résiduelles

Ce bilan est complété par une enquête réalisée en interne par le SITDOM auprès des collectivités et des établissements scolaires. Elle a montré notamment les contraintes techniques et humaines comme :

- une très grande quantité de papier qui ne suit pas la filière dédiée à ce flux mais va directement aux OMR ;
- l'inadaptation des équipements : conteneur ou PAV trop loin, difficilement accessible, personnels peu sensibilisés.

Ce projet se veut cohérent et réfléchit globalement depuis l'utilisation du papier par les agents jusqu'à la collecte et à la valorisation du produit.

En terme de perspectives, les objectifs quantitatifs et les performances attendues jusqu'en 2019 sont les suivants :

	Année référence 2015		2016		2017		2018		2019	
Gisement de papier issue de :	OMR	sélectif	OMR	sélectif	OMR	sélectif	OMR	sélectif	OMR	sélectif
tonnages	3436	971	3367	990	3230	1029	3024	1088	2611	1204
Objectif			-2%	2%	-6%	6%	-12%	12%	-24%	24%
Répartition	78%	22%	77%	23%	76%	24%	74%	26%	68%	32%

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200067639-20150629-DEL91_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Coût prévisionnel	95516 € net de taxe	95516 € net de taxe	95516 € net de taxe	95516 € net de taxe	95516 € net de taxe

2-3- Indicateurs de suivi

Les indicateurs définis pour le projet sont les suivants :

- indicateurs de suivi d'avancement, permettant de suivre la bonne avancée du projet compte tenu du planning prévisionnel présenté au paragraphe 2-4. (Réalisation des COPILS, des interventions en milieu scolaire…) ;
- Indicateurs technico - économiques avec :
  - Les tonnages collectés en OMR, en papiers via les PAV et le centre de tri, ainsi qu'en papiers de bureau ;
  - Le ratio de papiers en kg/hab.an, ainsi que le taux de captage et la répartition du papier présents dans les OMR et le tri sélectif ;
  - Les montants en investissement et en fonctionnement engagés et dépensés, la consommation par rapport au budget prévisionnel ;
- Indicateur de suivi de réussite du projet correspondant aux objectifs fixés sur 4 ans au paragraphe 2-2.

Ces indicateurs permettront d'assurer pleinement le suivi du projet et d'apporter les ajustements nécessaires pour une meilleure performance de tri et de recyclage.

2-4- Planning prévisionnel détaillé

Le planning détaillé pour les 5 prochains trimestres est le suivant :

	T4 2015	T1 2016	T2 2016	T3 2016	T4 2016
Phase de préparation					
Réunion de concertation et mise en place du comité de pilotage : SITDOM + mairies + Inspection Académique					
Diagnostic : analyse de l'existant (conteneur, implantation, capacité) et perspectives					

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200067638-20150629-DEL91_2015-DE
Reçu le 2/07/2015

d'amélioration, collecte					
COPIL n°1 (démarrage)					
Phase de lancement					
Campagne de communication					
Elaboration cahier des charges + analyse + choix prestataire(s) pour équipements et collecte					
Avenant au contrat pour reprise du papier (2.05 et/ou 2.06)					
Phase de réalisation					
Mise en place des conteneurs					
Intervention dans les écoles et dans les mairies pour sensibiliser et former au tri					
COPIL n° 2					
Phase d'évaluation					
Bilan en amont sur les gestes de tri					
Bilan quantitatif					
Ajustement du système si nécessaire pour l'année suivante					
Réunion de présentation du bilan en COPIL n° 3					

2-5 Budget prévisionnel du projet

Le budget prévisionnel du projet proposé par la Communauté d'Agglomération est présenté dans l'annexe 3 du présent dossier.

Le montant de l'aide demandée auprès d'Ecofolio s'élève à 71 637 € HT, soit 75 % du montant éligible du projet. Cette enveloppe budgétaire s'avère essentielle pour la collectivité afin de mener sur le territoire des actions pertinentes en dotations d'équipements, en prestations et en sensibilisation, afin d'atteindre les objectifs ambitieux qui ont été fixés dans le projet. Ces actions ne peuvent également se faire sans un partenariat efficace et proche du terrain entre la CAGR et l'Eco-organisme pour répondre aux besoins des administrés et augmenter ainsi les taux de captage et de recyclage.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL91_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°91/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 59
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 12
Nombre de délégués absents : 4

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, , Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, , Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Ghislaine DE VERDUZAN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE, Monique GRAZIANO-BAYLE à Maxime COUSTON.

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET, Catherine LAVIOS, Aziza GRINE

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL91_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Objet : Appel à projets Ecofolio

Considérant que depuis le démarrage de la collecte sélective, la Communauté d'Agglomération du Gard rhodanien en partenariat avec le SITDOM, a déployé un parc de colonnes aériennes sur les 42 communes de la collectivité.

Considérant qu'en 2014, 898 tonnes de 1.11 ont été collectées dans les PAV, soit 12,8 kg/hab.an et que selon le MODECOM réalisé par le Conseil Général du Gard en 2009, plus de 3400 tonnes de papiers sont encore présentes dans les ordures ménagères résiduelles

Considérant que seulement 22 % du gisement est donc capté à ce jour,

Considérant qu'afin d'améliorer ce taux de captage, la Communauté d'agglomération envisage de mettre en place une collecte des papiers de bureaux auprès des administrations du secteur public (mairies, écoles...) sur l'ensemble du territoire, tout en continuant à optimiser le parc de colonnes aériennes (7 % du parc / an), en répondant à l'appel à projets proposé par l'éco organisme Ecofolio,

Considérant que cette question a été présentée à la Commission Environnement du 29 avril 2015,

Le Conseil Communautaire décide, à l'unanimité (3 abstentions),

- d'autoriser la mise en œuvre de ce nouveau projet, joint en annexe,
- d'autoriser le Président à demander un soutien d'un montant de 71 637 € HT auprès d'Ecofolio sur un budget prévisionnel annuel de 95 516 € TTC,
- d'autoriser le Président ou son représentant à signer tout document relatif à ce projet.

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN (30)

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL92_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

REGLEMENT DE COLLECTE DES ORDURES MENAGERES ET ASSIMILES

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, dont notamment les articles L 2122.1 à L 2122.34 ; L 2211.1 et suivants ; L 2224.13 à L 2224.29 et L 5211.9,
Vu le Code de l'Environnement, dont notamment le titre IV du livre V,
Vu le Code de la Santé Publique,
Vu le Code pénal, notamment les articles L 311.1, R 610.5, R 632.1 et R 635.8,
Vu le Code de la Route,
Vu la loi n° 75.633 du 15 juillet 1975, modifiée et complétée par la loi du 13 juillet 1992,
Vu la loi n° 95.101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'Environnement,
Vu le décret n° 2002.540 du 18 avril 2002, relatif à la classification des déchets,
Vu l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2012, portant sur la création de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien (CAGR),
Vu les recommandations R437 du 13 mai 2008 de la CNAMTS,
Vu l'avis de la Commission des déchets du 29/04/2015,

PREAMBULE

L'objet du présent règlement de collecte est de :

- Définir les conditions et modalités d'exploitation du service de collecte des déchets ménagers et assimilés sur le territoire communautaire
- Garantir un service public de qualité
- Contribuer à améliorer la propreté urbaine
- Assurer la sécurité et le respect des conditions de travail des personnes en charge de la collecte et du traitement des déchets
- Sensibiliser les citoyens à la nécessité de réduire leur production de déchets et à valoriser au maximum les déchets produits
- Informer les citoyens sur les différents équipements mis à leur disposition
- Rappeler les obligations de chacun en matière d'élimination des déchets et disposer d'un dispositif de sanctions des abus et infractions.

La Communauté d'Agglomération se réserve le droit de modification du contenu de ce présent règlement en fonction des besoins et des évolutions à venir.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL92_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

SOMMAIRE

CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES ET DEROULEMENT DE LA COLLECTE DES ORDURES MENAGERES ET DU TRI SELECTIF 4

1 . DISPOSITIONS GENERALES. 4

2 . LES CONSIGNES DE TRI. 4

2.1 Sont compris dans la dénomination des déchets ménagers pour l'application du présent règlement 4

2.2 Ne sont pas compris dans la dénomination de déchets ménagers pour l'application du présent règlement 5

2.3 Sont compris dans la dénomination « TRI SELECTIF » (information sitdom30). 5

2.4 Ne sont pas compris dans la dénomination « TRI SELECTIF » (information sitdom30) 6

3 . ORGANISATION DES COLLECTES DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES. 6

3.1 Les jours et heures de collecte 6

3.2 Présentation des bacs et des sacs liés à la collecte. 7

3.3 Sécurité et facilitation de la collecte. 8

3.3.1 Prévention des risques liés à la collecte 8

3.3.2 Facilitation de la circulation des véhicules de collecte et accessibilité des points de collecte. 8

3.3.2.1 Stationnement et entretien des voies 8

3.3.2.2 Caractéristiques des voies en impasse 9

3.3.2.3 Accès des véhicules de collecte aux voies privées 10

4 . CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES AIRES DE STOCKAGE DES BACS. 11

5 . PROPRETE DES POINTS DE COLLECTE. 11

6 . INTERDICTION DES DEPOTS. 11

7 . ARRETE MUNICIPAL D'APPLICATION DU PRESENT REGLEMENT. 11

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
Domaine de Paniscoule route d'Avignon
30200 Bagnols sur Cèze
Tel : 04 66 79 01 02 Fax : 04 66 79 33 50

PDF Creator Trial

projet ne pas diffuser

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL92_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

CHAPITRE II - LES RECIPIENTS DE COLLECTE. 12

1 . LES BACS DE COLLECTE. 12

1.1 Emploi des bacs. 12

1.2 Propriété et responsabilité du matériel des collectes. 13

2 . CARACTERISTIQUES DES BACS ET SACS. 13

3 . DOTATION, REMPLACEMENT ET REPARATION DES BACS DE COLLECTE 13

4 . DOTATION DES BACS DE COLLECTE AUX PROFESSIONNELS. 15

5 . LES SACS JAUNES. 15

6 . LES COLONNES A VERRE ET A PAPIER. 15

CHAPITRE III - DEMANDE DE MAINTENANCE DES RECIPIENTS DE COLLECTE. 15

CHAPITRE IV - DEROULEMENT DU LAVAGE DES RECIPIENTS DE COLLECTE. 16

1 . LES BACS INDIVIDUELS 12

2 . LES BACS COLLECTIFS. 12

3 . LES COLONNES 12

CHAPITRE V - LES DECHETTERIES 16

1 . LES DECHETS ACCEPTES EN DECHETTERIE. 16

ANNEXE 1 . JOURS ET FREQUENCES DE COLLECTE 18

ANNEXE 2 . MODELE POUR LA MISE A DISPOSITION DE BACS INDIVIDUELS 23

ANNEXE 3 . HORAIRES ET REGLEMENT INTERIEUR DES DECHETTERIES 25

projet ne pas diffuser

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
Domaine de Paniscoule route d'Avignon
30200 Bagnols sur Cèze
Tel : 04 66 79 01 02 Fax : 04 66 79 33 50

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL92_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES ET DEROULEMENT DE LA COLLECTE DES ORDURES MENAGERES ET DU TRI SELECTIF

1 . DISPOSITIONS GENERALES

La collecte des « déchets ménagers et assimilés », la collecte sélective des déchets recyclables ou valorisables (emballages, verre et papier) sont organisées, sur l'ensemble du territoire de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien (CAGR dans le reste du document) selon des modalités prenant en compte les contraintes de chaque commune.
Les prescriptions du règlement sont applicables à toutes les personnes physiques ou morales, qu'elles soient propriétaires ou locataires ainsi qu'aux personnes itinérantes, séjournant sur le territoire de la Communauté d'Agglomération.
Toutes les constructions collectives ou pavillonnaires, bureaux, commerces, ateliers et entreprises produisant des « déchets ménagers et assimilés », sont astreints au respect des normes et des règles définies par le présent règlement ainsi que par les lois, directives, décrets et arrêtés en vigueur sur le territoire national.

2 . LES CONSIGNES DE TRI

La classification, en différentes catégories, des « déchets ménagers et assimilés » répond à plusieurs objectifs :

- Collecter le maximum de « déchets ménagers et assimilés » en favorisant leur valorisation pour diminuer les volumes portés au centre d'enfouissement,
- Assurer la qualité du tri de manière optimale et la valorisation des déchets recyclables, en développant l'outil pédagogique et en recherchant les meilleures filières,
- Optimiser les coûts de collectes, de tri, de valorisation en améliorant l'organisation des collectes,
- Préciser le cadre des prestations rendues à la population, par CAGR.

Une telle classification demeure subordonnée à celle définie par les lois, directives et décrets en vigueur.

2.1 Sont compris dans la dénomination des déchets ménagers pour l'application du présent règlement

1) Les déchets ordinaires provenant de la préparation des aliments et du nettoiement normal des habitations, cendres froides, chiffons, balayures et résidus divers, déposés aux heures de la collecte, dans les bacs prévus à cet effet, devant les immeubles ou à l'entrée des voies inaccessibles aux camions,

2) Les produits du nettoiement et détritus des halles, marchés, lieux de fêtes publiques ou privées rassemblés en vue de leur évacuation, déposés dans les mêmes conditions que les déchets des habitations et bureaux,

projet ne pas diffuser

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
Domaine de Paniscoule route d'Avignon
30200 Bagnols sur Cèze
Tel : 04 66 79 01 02 Fax : 04 66 79 33 50

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL92_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

3) Les produits du nettoiement des voies publiques, squares, parcs, cimetières (à l'exception des produits végétaux) et de leurs dépendances, rassemblés en vue de leur évacuation, déposés dans les mêmes conditions que les déchets des habitations et bureaux,

4) Les produits et déchets provenant des écoles, casernes, hospices non médicalisés, prisons et de tous les établissements publics déposés dans les mêmes conditions que les déchets des habitations et bureaux,

5) Cette énumération n'est pas limitative et des matières non dénommées pourront être assimilées par CAGR aux catégories spécifiées ci-dessus.

Ces déchets sont à déposer dans le récipient de collecte prévu pour les ordures ménagères.

2.2 Ne sont pas compris dans la dénomination de déchets ménagers pour l'application du présent règlement

1) Les déblais, gravats, et débris provenant des travaux, de toute nature, publics et particuliers,

2) Les déchets provenant de la production ou de la distribution des établissements artisanaux, industriels et commerciaux, ainsi que ceux provenant de l'entretien des espaces verts aménagés (jardins, parkings, etc....) des immeubles collectifs,

3) Les déchets d'activités de soins à risques infectieux provenant des hôpitaux et cliniques, maisons de retraite médicalisées ou des professionnels intervenant chez les patients, les déchets issus des abattoirs ne peuvent pas être éliminés par les mêmes voies que les déchets ménagers sans risques pour les personnes et l'environnement,

4) Les déchets spéciaux (DDS) qui, en raison de leur inflammabilité, de leur toxicité, de leur pouvoir corrosif, de leur caractère explosif ou de leur radioactivité ne peuvent pas être éliminés par les mêmes voies que les déchets ménagers sans risques pour les personnes et l'environnement,

5) Tous les déchets, qui, par leurs dimensions, leur poids ou leur nature particulière, ne pourraient être déposés dans les bacs ou les sacs et être chargés normalement dans les véhicules (encombrants),

6) Les déchets verts (tontes, élagage, feuilles, terreau...) des ménages,

7) Les bouteilles et bonbonnes de gaz même vides,

8) Les déchets d'équipement électriques et électroniques (D3E),

9) Les déchets pneumatiques,

projet ne pas diffuser

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
Domaine de Paniscoule route d'Avignon
30200 Bagnols sur Cèze
Tel : 04 66 79 01 02 Fax : 04 66 79 33 50

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL92_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

10) Les carburants, liquide de refroidissement et climatisation,

11) Les déchets issus de l'activité de garage automobile,

12) Les déchets d'activité de boucherie/charcuterie,

13) Les déchets issus des activités de balayage mécanique ou manuel.

2.3 Sont compris dans la dénomination « TRI SELECTIF »
On distingue 4 familles d'emballages à trier (hors verre) :

- le métal : acier et aluminium,
- les briques alimentaires,
- les cartonnettes,
- les bouteilles et flacons plastiques.

Cette liste est susceptible d'être élargie dans le cadre de la future extension de consignes de tri sur les plastiques, mise en place par l'Eco organisme.

Ces déchets recyclables sont à déposer dans les bacs de collecte à couvercle jaune ou dans les sacs jaunes translucides.

Concernant le verre et le papier graphique, ces collectes sont organisées en point d'apport volontaire par l'intermédiaire de colonnes (colonnes vertes pour le verre et colonnes bleues pour le papier graphique).

2.4 Ne sont pas compris dans la dénomination « TRI SELECTIF »

- Les récipients, même rincés, ayant contenu des produits toxiques ou inflammables tels que peinture, solvants, produits phytosanitaire, acides, bases, ... (à déposer en déchetterie),
- Pots de type : yaourt, fromage blanc, rillettes et pâtés, crèmes glacées,
- Barquettes de viande, de poisson, de beurre, de jambon, en plastique ou en polystyrène,
- Vaisselle jetable (gobelets, assiettes, couverts, plateaux),
- Essuie-tout et papier sanitaire,
- Papiers salis ou gras,
- Films plastiques étirables : suremballages en plastique : eau, lait..., sacs de caisse et de boutiques, sacs de jardinerie : terreau, écorces de pin...,
- Films plastiques non étirables : de type cassant (paquet de pâtes ou de bonbons...), de type alimentaire souillé (sachets de produits surgelés, sacs de croquettes pour animaux...), ou enveloppant les revues,
- Les emballages polystyrène,
- Les emballages en verre,
- Cartons salis de pizzas,
- Sacs de caisse,
- Les Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux (DASRI),

projet ne pas diffuser

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
Domaine de Paniscoule route d'Avignon
30200 Bagnols sur Cèze
Tel : 04 66 79 01 02 Fax : 04 66 79 33 50

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL92_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Et de manière plus générale, ne sont donc pas admis à la collecte :

- Tous les déchets susceptibles de blesser les préposés à la collecte ou présentant un caractère inflammable, toxique, corrosif, explosif et contaminant,
- Tous les déchets liquides tels qu'huiles, solvants, acides, nettoyants... .

3 - ORGANISATION DES COLLECTES DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES

3.1 Les jours et fréquences de collecte

La collecte des déchets ménagers et du tri sélectif a lieu : Voir ANNEXE 1.
Les collectes s'effectuent à l'intérieur du périmètre de CAGR, dans des bacs roulants hermétiques en matière plastique pour les ordures ménagères et la collecte sélective (ou dans les sacs jaunes pour le tri sélectif). Les collectes mises en œuvre se répartissent entre la collecte des déchets ménagers appelés communément « ordures ménagères », les collectes sélectives en porte-à-porte et en point d'apport volontaire (papier graphique, verre, emballages ménagers recyclables). CAGR assure les collectes sur les voies publiques. CAGR se réserve le droit, selon les nécessités, d'instaurer et de modifier les itinéraires, horaires et fréquences de ramassage, après concertation préalable des élus communautaires.

3.2 Présentation des bacs et des sacs liés à la collecte

Les bacs ou les sacs jaunes dédiés aux collectes devront être sortis la veille au soir pour toutes les collectes effectuées le matin. De plus, ils devront être disposés sur le domaine public, de manière à ne pas entraver la circulation des piétons et véhicules automobiles. Les bacs devront être rentrés dans les propriétés privées, aussitôt, après le passage du véhicule de collecte.

En aucun cas, les bacs ou les sacs jaunes dédiés aux collectes ne peuvent persister plus de 24 heures en correspondance avec les indications de sorties inscrites au paragraphe ci-dessus.

Chaque maire, en concertation avec CAGR, à travers l'arrêté municipal, devra appliquer ce règlement. Pour se faire, il lui appartiendra de renforcer, de moduler les prescriptions ci-dessus, en fonction du type d'habitat, de la fluidité de circulation influant sur le délai de collecte, et des critères liés aux comportements des usagers. Les dispositions prises devront permettre de libérer au plus tôt les circulations piétonnes et d'éviter la dégradation du domaine public par dispersion des déchets ou des bacs. En cas d'impossibilités techniques ou de configuration difficile des lieux pour le libre accès des véhicules de collecte, la commune instaurera à la demande de CAGR un point de regroupement doté de bacs. Lorsque l'exécution de travaux interdit la libre circulation du véhicule de collecte sur une voie publique, le maître d'ouvrage des travaux doit exiger de(s) l'entreprise(s), qui intervient (nent) pour son compte, qu'elle(s) transporte(nt) aux extrémités de cette voie les bacs ou sacs dédiés aux collectes des immeubles riverains et ramène(nt) les bacs devant les propriétés correspondantes après le passage de la collecte. Pour les travaux de courte durée, une semaine au plus, le maire pourra demander à ses administrés de

Projet ne pas utiliser

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
Domaine de Paniscoule route d'Avignon
30200 Bagnols sur Cèze
Tel : 04 66 79 01 02 Fax : 04 66 79 33 50

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL92_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

porter et de reprendre les bacs, ou, de déposer les sacs au point le plus proche d'un circuit de collecte.

L'entreprise chargée des collectes, ne ramasse que des bacs ou des sacs jaunes dédiés aux collectes dont le contenu en volume, poids et nature permet le vidage normal et adapté pour le matériel de collecte utilisé, dans les conditions définies ci-après :

- Tous les récipients autres que les bacs normés, ainsi que les dépôts de quelque nature qu'ils soient, seront systématiquement laissés sur place et devront être retirés immédiatement de la voie publique par les services de la commune assurance cette collecte,

- Tous les sacs ou bacs jaunes dédiés aux collectes sélectives dont le contenu partiellement ou en totalité ne correspondent pas aux critères de tri, seront identifiés par un autocollant «erreur de tri» mis en place par l'équipe de collecte, et ne pourront pas être collectés par la benne à ordure ménagères dédiée au sélective,

- Aucun dépôt de quelque nature n'est autorisé aux abords des points d'apport volontaire afin d'assurer une meilleure gestion et hygiène des sites et de mieux lutter contre les dépôts sauvages.

CAGR et l'entreprise en charge du service de collecte n'ont pas d'obligation à avertir la personne indélicate sur le contenu inapproprié de ses déchets. Celle-ci se doit de représenter ses déchets triés correctement.
En cas de persistance, un contrôle pourra être effectué par les agents de la commune ou de CAGR qui pourront soit sensibiliser l'usager « mauvais trieur », soit saisir le Maire ou les services de police.
La gendarmerie ou le police municipale pourront délivrer des amendes de voirie pour non-respect de l'arrêté municipal intégrant le présent règlement et l'interdiction dans le règlement sanitaire départemental de dépôts sauvages ou de présentation incorrecte aux collectes. De plus la commune pourra exiger le remboursement des frais de nettoiement ou d'évacuation par ses services en décharge autorisée.

3.3 Sécurité et facilitation de la collecte

3.3.1 Prévention des risques liés à la collecte

Les déchets seront déposés dans des contenants fournis ou agréés par CAGR. Il est impératif de déposer le conteneur en point de regroupement s'il y a lieu. Ces points ont en effet été mis en place du fait de risques de sécurité lié à l'accès aux emplacements en porte à porte usuelle (ex : nécessité de marche arrière, de manœuvre dangereuse ou circulation dans une voie privée).

projet ne pas diffuser

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
Domaine de Paniscoule route d'Avignon
30200 Bagnols sur Cèze
Tel : 04 66 79 01 02 Fax : 04 66 79 33 50

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL92_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

3.3.2 Facilitation de la circulation des véhicules de collecte et accessibilité des points de collecte

3.3.2.1 Stationnement et entretien des voies

Le ramassage des déchets doit pouvoir se faire sans gêne particulière et les points de collecte doivent toujours rester accessibles aux camions de collecte.

- Les riverains des voies desservies en porte-à-porte ont l'obligation de respecter les conditions de stationnement des véhicules sur ces voies et d'entretenir l'ensemble de leurs biens (arbres, haies...) afin qu'ils ne constituent en aucun cas une entrave à la collecte ou un risque pour le personnel de collecte. En cas de stationnement gênant pour le service de collecte ou non autorisé d'un véhicule sur la voie publique, CAGR fera appel aux autorités en charge de l'application du Code de la route qui prendront toutes les mesures nécessaires pour permettre le passage du véhicule de collecte (mise en fourrière),
- Afin de réaliser la collecte le long des voies de circulation, les arbres et haies appartenant aux riverains doivent être correctement élagués par ceux-ci de manière à permettre le passage du véhicule de collecte et la collecte mécanisée, soit une hauteur supérieure ou égale à quatre mètres vingt (4,20 m),

Conformément à l'article L2212-2-2 du CGCT, dans l'hypothèse où, après mise en demeure sans résultat, le maire procèderait à l'exécution forcée des travaux d'élagage destinés à mettre fin à l'avance des plantations privées sur l'emprise des voies communales afin de garantir la sûreté et la commodité du passage, les frais afférents aux opérations sont mis à la charge des propriétaires négligents. Les enseignes, les stores, les avancées de toit, les terrasses de café et parasols (même emplacements ponctuels durant l'été), les étalages ne devront pas gêner la pose des bacs roulants au point de collecte ainsi que le passage du véhicule de ramassage. Les courbures de la chaussée devront être compatibles avec le porte à faux important des véhicules de collecte.

- En cas de travaux, rendant l'accès aux voies ou points de regroupement impossible ou dangereux aux véhicules et au personnel de collecte, l'entreprise effectuant les travaux sera tenue de laisser, dans la mesure du possible, un ou plusieurs accès permettant au personnel de collecte d'approcher les récipients autorisés au point de regroupement provisoire. Préalablement au démarrage des travaux, le maître d'ouvrage informera le service de CAGR de la date d'ouverture du chantier et de ses conditions d'exécution. Ces accès devront être définis préalablement au commencement des travaux en concertation avec les communes et CAGR. Les conditions d'accès du véhicule de collecte et de ramassage des déchets pendant des travaux seront fixées par arrêté du maire après accord du service Collecte de CAGR. La commune informera les usagers des modalités de la continuité du service de collecte. S'il n'est pas possible de permettre un accès aux véhicules de collecte durant les travaux, les bacs seront menés en un point de regroupement défini par CAGR,

projet ne pas diffuser

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
Domaine de Paniscoule route d'Avignon
30200 Bagnols sur Cèze
Tel : 04 66 79 01 02 Fax : 04 66 79 33 50

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL92_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

- En cas d'intempéries :
  - Chutes de neige : les accès aux bacs roulants seront déneigés par les communes ou les usagers (bailleurs, syndics, activités professionnelles) pour que la collecte soit rendue possible,
  - Inondations : S'il y a impossibilité de pouvoir accéder aux bacs de collecte, celle-ci sera rattrapée aussi tôt l'accès libéré.

Dans tous les cas, l'organisation de la collecte s'effectuera au cas par cas, en fonction de l'impossibilité d'effectuer la collecte et/ou des quais de transfert de pouvoir assurer leur ouverture.

3.3.2.2 Caractéristiques des voies en impasse

Les voies en impasse doivent se terminer par une aire de retournement libre de stationnement et sur une voie publique de façon à ce que le véhicule de collecte puisse effectuer un demi-tour sans manœuvre spécifique.
Cette aire devra être dimensionnée selon les données suivantes :

- Rayon de braquage supérieur ou égal à 10.50 m,
- Rayon de giration 16 mètres.

Si aucune manœuvre n'est possible dans l'impasse, une aire de regroupement des bacs doit être aménagée à l'entrée de l'impasse pour éviter aux véhicules de collecte d'y circuler.

En raison des risques présentés pour les agents et selon la recommandation R437 du 13 mai 2008 de la CNAMTS, CAGR pourra refuser la collecte en porte-à-porte des impasses non pourvues de zones de retournement, dans les voiries en cours de travaux ou dont l'état n'est manifestement pas apte à supporter le passage de poids lourds ainsi que dans les rues où le stationnement des véhicules rend dangereux le passage d'un véhicule de collecte.
CAGR pourra donc modifier ses circuits de collecte en porte à porte pour des raisons de sécurité. Dans ce cas, les usagers devront présenter leurs conteneurs à la collecte en bout d'impasse.

3.3.2.3 Accès des véhicules de collecte aux voies privées

CAGR peut assurer l'enlèvement des déchets ménagers et assimilés dans les voies privées sous la double condition de l'accord écrit du ou des propriétaire(s) formalisé sous forme de convention (et dégageant ainsi la responsabilité de la collectivité) et de la possibilité d'accès et de retournement des véhicules de collecte dans les voies en impasse :

a) Signature d'une autorisation de passage dans la voie privée déchargeant le service de collecte de toute responsabilité en cas de difficultés (bruits, dégradations…)

b) et une voie répondant aux exigences suivantes :

- L'entrée n'est fermée par aucun obstacle (portail, barrière, bornes…),
- Le véhicule de collecte peut circuler suivant les règles du code de la route, collecter en marche avant et respecter les sens interdits,

projet ne pas diffuser

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
Domaine de Paniscoule route d'Avignon
30200 Bagnols sur Cèze
Tel : 04 66 79 01 02 Fax : 04 66 79 33 50

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL92_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

- Sa largeur est au minimum de 5 mètres hors obstacles dans le cas d'une circulation à double sens et de 3 mètres en sens unique (trottoirs, bacs à fleurs, poteaux indicateurs, places de parking….),
- La structure de la chaussée est adaptée au passage d'un véhicule poids lourds de 26 tonnes de PTAC,
- La chaussée ne présente pas de fortes ruptures de pentes ou d'escaliers,
- La chaussée n'est pas entravée de dispositifs type « gendarmes couché »,
- La chaussée n'est pas glissante ou encombrée par tout type d'objet ou de dépôt,
- Les obstacles aériens sont placés hors gabarit routier, soit une hauteur supérieure ou égale à 4.20 m,
- La chaussée ne présente pas de virages trop prononcés ne permettant pas au véhicule de collecte de tourner. Le rayon externe des virages ne sera pas inférieur à 12,50 m,
- Les pentes longitudinales des chaussées sont inférieures à 12% dans les tronçons où le véhicule de collecte ne doit pas s'arrêter pour collecter et à 10% lorsqu'il est susceptible de s'arrêter,
- La circulation sur cette voie n'est pas entravée par le stationnement gênant des véhicules ou par des travaux,
- Les arbres et haies appartenant au riverain doivent être élagués comme précisés dans le présent document,
- La chaussée est toujours maintenue en bon état d'entretien (sans nid de poule ni déformations,
- Les impasses comportent obligatoirement à leur extrémité une aire de retournement permettant un demi-tour complet sans manœuvre.

Un essai de collecte dans les conditions réelles (type de camion, horaires etc.) devra également avoir lieu au préalable en présence du propriétaire ou de ses représentants. Du résultat de ce test dépendra le reste de la procédure.
Pour les voies ne remplissant pas les conditions fixées ci-dessus, les récipients autorisés sont présentés en bordure de la voie publique desservie la plus proche.

CAGR pourra suspendre la collecte sur la totalité ou sur une partie de toutes voies :

- Ne respectant les règles fixées ci-dessus,
- Ne permettant pas l'accès à cause de travaux, ou à cause de la période hivernale,
- Ne permettant pas l'accès consécutivement à des stationnements des véhicules empêchant la circulation des véhicules de collecte.

4 - CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES AIRES DE STOCKAGE DES BACS

Les contenants autorisés doivent être entreposés sur une aire aménagée et spécialement réservée à leur stockage. La limite de l'aire doit être matérialisée à minima par un marquage au sol. Le sol devra être stabilisé goudronné ou cimenté. Idéalement un sol bétonné permet un entretien plus facile. Les lotissements privés où les véhicules de collecte ne rentrent pas, doivent être équipés d'une aire de

projet ne pas diffuser

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
Domaine de Paniscoule route d'Avignon
30200 Bagnols sur Cèze
Tel : 04 66 79 01 02 Fax : 04 66 79 33 50

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL92_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

stockage permettant l'entrepôt de récipients autorisés. Elle est située en bordure de voie et accessible depuis cette voie.
L'aire de stockage doit être nettoyée et désinfectée aussi souvent que nécessaire par le gestionnaire de l'espace. Aucun animal ne doit séjourner sur les espaces réservées aux récipients autorisés. La manutention d'un bac roulant doit pouvoir se faire sans déplacement des autres bacs roulants. Les aires de stockage devront être conformes aux conditions décrites dans tout document d'urbanisme.

CAGR n'est pas compétent pour la construction de ces aires de stockage ou dispositif permettant de dissimuler les bacs. Lorsqu'ils sont sur la voie publique, ces équipements sont du mobilier urbain de compétence communale.

5 - PROPRETE DES POINTS DE COLLECTE

Après le passage de la collecte, le collecteur doit s'assurer que l'espace public soit exempt de déchets ménagers et assimilés, objet de la collecte, dans un périmètre de 1 m autour du récipient de contention. Au-delà il s'agira de la « propreté urbaine », qui devra être assurée par la commune concernée.

6 - INTERDICTION DES DEPOTS

Il est interdit de déposer sur la voie publique et sur les Points d'Apport Volontaire, des ordures ménagères et déchets recyclables en dehors des bacs ou sacs jaunes fournis par CAGR.
Les contraventions à ces dispositions seront reprises dans les arrêtés du maire en application de ses pouvoirs de police, en rappelant la possibilité de recouvrir l'amende correspondante à la classe de l'infraction.

7 - ARRETE MUNICIPAL D'APPLICATION DU PRESENT REGLEMENT

Le présent règlement fera l'objet d'une transmission à chaque maire des communes membres de la CAGR, à qui il appartiendra d'en fonder, d'en prolonger ou d'en parfaire, par arrêté municipal en vertu de ses pouvoirs de police, l'application dans sa commune. Chaque arrêté municipal original ou modifié devra faire, après contrôle de légalité, l'objet d'une ampliation à CAGR pour permettre l'application effective de ce règlement.

CHAPITRE II : LES RECIPIENTS DE COLLECTE.

1 - LES BACS DE COLLECTE

1.1 Emploi des bacs

Les bacs avec couvercle de couleur verte ou couleur lie de vin doivent être exclusivement utilisés pour les collectes des ordures ménagères. Les bacs à couvercle jaune et les sacs jaunes translucides sont destinés exclusivement à la collecte sélective des emballages. Il est interdit de verser dans les bacs des cendres

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
Domaine de Paniscoule route d'Avignon
30200 Bagnols sur Cèze
Tel : 04 66 79 01 02 Fax : 04 66 79 33 50

PDF Creator Trial

projet ne pas diffuser

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL92_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

chaudes, liquides, solvants, huiles, tout produit de nature à salir ou à endommager le domaine public ou tout objet susceptible d'exploser ou de provoquer un danger pour les agents de collectes. Le contenu des bacs ne doit pas être tassé par pression, damage ou mouillage afin d'assurer les manœuvres de vidage en toute sécurité. Il est interdit d'affecter ou de déplacer un bac à une autre adresse (ou emplacement) que celle pour laquelle il est prévu. En dehors du temps de collecte, les bacs doivent être obligatoirement remisés à l'intérieur des propriétés privées et pour les immeubles d'habitat collectif déposés dans leurs locaux techniques prévus à cet effet.
Ces bacs sont destinés à la collecte des déchets ménagers définie au chapitre I - article 2 et suivants. Pour tout autre déchet le producteur doit en assurer leur enlèvement par ses propres moyens.

1.2 Propriété et responsabilité du matériel des collectes
CAGR assure la fourniture de bacs destinés à la collecte des ordures ménagères et du tri sélectif. L'ensemble du parc de bacs sur le territoire de l'agglomération est la propriété de CAGR.
Cependant la manutention des bacs dit « collectif » relèvent du collecteur qui doit, après le passage des véhicules de collecte s'assurer que les bacs soient remisés au lieu initial de présentation (sans que le positionnement du bac ou conteneur ne présente de gêne), refermés et bloqués (lorsqu'ils sont pourvus d'un couvercle et d'un frein).
Pour les bacs dit « individuels » l'utilisateur du bac est responsable de sa gestion et donc de toute gêne et dégradation que ce dernier pourrait entrainer. L'utilisateur doit faire en sorte que son bac n'occasionne aucune gêne sur la voie publique : il doit donc le sortir la veille du jour de collecte et le rentrer après le passage du camion de collecte.

En cas de problème rencontrés avec les bacs (accrochage avec un véhicule, détérioration d'un bien privé ou administration suite à un incendie,...) CAGR ne pourra en être tenu responsable.

2 - CARACTERISTIQUES DES BACS ET SACS

Les bacs destinés à recevoir les déchets ménagers répondent aux normes en vigueur (normes européennes NF.EN.840/1).
Les sacs jaunes translucides utilisés pour la collecte des emballages respectent la norme NF EN 13592.

3 - DOTATION, REMPLACEMENT ET REPARATION DES BACS DE COLLECTE

L'ensemble des bacs roulants décrit ci-dessous est mis à disposition des usagers à titre individuel ou sur les points de regroupements par CAGR. Chaque bac est attribué à un propriétaire et référencé à une adresse. Toute modification d'emplacement d'un conteneur ou d'un point de collecte devra faire l'objet d'une concertation entre CAGR, la commune et le collecteur.
Pour la collecte individuelle, les propriétaires ou leurs mandataires dûment qualifiés doivent assurer la réception des bacs dédiés aux collectes à la date qui est indiquée par chaque commune.

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
Domaine de Paniscoule route d'Avignon
30200 Bagnols sur Cèze
Tel : 04 66 79 01 02 Fax : 04 66 79 33 50

PDF Creator Trial

Projet ne pas diffuser

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL92_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

CAGR dispose d'une grille de dotation de conteneurs basée sur les besoins des usagers. Le volume global attribué par foyer est fonction de la fréquence de collecte.

Toute demande de nouvelle dotation, de remplacement et de réparation doit s'effectuer auprès des services de CAGR.
Toute correspondance devra être transmise à l'adresse suivante :

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
Domaine de Paniscoule
Route d'Avignon
30200 Bagnols-sur-Cèze
Tél : 04 66 90 55 44 Fax : 04 66 82 98 35

Pour les bacs dits «individuel» : tout nouvel usager qui ne disposerait pas de bacs en fera la demande écrite à la mairie de sa commune qui validera la motivation « nouvel usager ». Une fois la demande reçue, CAGR effectuera la commande sur l'année en cours en fonction des engagements déjà réalisés. Il est précisé que les bacs dits « individuel » seront mis à disposition par CAGR étant entendu qu'une collecte dite « individuelle » est bien réalisée dans le secteur où la demande est effectuée.
Voir annexe 2 : Modèle pour la mise à disposition de bacs individuels.

Prise en compte de la collecte des déchets dans les projets d'urbanisme
Il est rappelé que pour tout groupe d'habitations et immeubles collectifs, les promoteurs et architectes doivent, lors de l'établissement des projets de constructions, consulter les services municipaux concernés et CAGR afin de prévoir toutes les dispositions et conceptions nécessaires en vue d'un stockage intérieur et d'un enlèvement simplifié des déchets. La première dotation sera à la charge du promoteur, avec transfert de propriété des équipements au bénéfice de CAGR. Le modèle de contenants sera imposé par CAGR.
Entre la 1ère dotation et une nouvelle demande de dotation :

- Pour les bacs collectifs une période de 5 ans devra être écoulée : C'est le temps de vie pour lequel les bacs sont prévus.
- Pour les bacs individuels une période de 8 ans devra être écoulée : C'est le temps de vie pour lequel les bacs sont prévus.
- Si dans l'intervalle l'usager fait la demande d'un bac de collecte, il devra se le fournir par ces propres moyens étant entendu. CAGR pourra faire bénéficier de ces tarifs préférentiel auprès de son distributeur si l'usager en fait la demande.

Il est rappelé que : toutes les personnes physiques ou morales, qu'elles soient propriétaires ou locataires, sont responsables de toute détérioration ou perte des bacs. Pour les bacs incendiés ou volés, sur présentation du récépissé d'un dépôt de plainte auprès des autorités de gendarmerie ou de police, rendant manifeste le respect du présent règlement par l'usager, le bac pourra être remplacé gratuitement. Les bacs usagés ou les pièces détachables détériorées par un long emploi, dans des conditions normales d'utilisation, seront remplacés par CAGR sans

PDF Creator Trial

Ne pas diffuser

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL92_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

frais pour l'usager. En cas de détérioration ou de destruction en tout ou partie d'un bac effectué par un engin de collecte et dûment constatée par un agent de CAGR ou un usager, CAGR se réserve le droit d'exiger réparation matérielle auprès de l'entreprise assurant ces collectes.

4 - DOTATION DES BACS DE COLLECTE AUX PROFESSIONNELS

Nous rappelons que les récipients de collecte sont destinés aux déchets mentionnés dans la 1ère partie du règlement de collecte. Pour des déchets spécifiques, le producteur devra s'assurer par ses soins de leurs valorisation et éliminations.
Aucune dotation de récipients n'est prévue pour les professionnels exonérés de la TEOM ou de la redevance.

5 - LES SACS JAUNES

Les sacs jaunes sont mise à disposition pour les usagers ne pouvant bénéficier de bacs de collecte ou individuel suite à l'implantation du lieu d'habitation (centre historique, rue étroite,...). Une dotation de deux rouleaux de vingt-cinq sacs sera remise par an et par foyer. Ce quota dépassé, les foyers devront se fournir eux-mêmes en sacs jaunes translucides.
Ses sacs seront à disposition des usagers auprès de leur mairie.

6 - LES COLONNES A VERRE ET A PAPIER

Les colonnes destinées aux collectes sélectives du papier et du verre sont fournis par CAGR. Toute modification d'emplacement ou mise en place d'un nouveau point d'apport volontaire devra faire l'objet d'une concertation entre CAGR, la commune et le collecteur.

CHAPITRE III - DEMANDE DE MAINTENANCE DES RECIPIENTS DE COLLECTE

La maintenance comprend les notions de bac : cassé, volé ou brulé pour un volume supérieur ou égal à 340L (les bacs dit individuels ne sont pas compris dans la maintenance).
La maintenance ne concerne pas les colonnes.
Toute demande de maintenance devra être faite à :

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
Domaine de Paniscoule
Route d'Avignon
30200 Bagnols-sur-Cèze
Tél : 04 66 90 55 44 Fax : 04 66 82 98 35

projet ne pas diffuser

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL92_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

CHAPITRE IV - DEROULEMENT DU LAVAGE DES RECIPIENTS DE COLLECTE

1 - LES BACS INDIVIDUELS

La désinfection et le lavage éventuel des bacs devront être effectués par l'usager autant que nécessaire. Les produits utilisés pour les opérations d'entretien doivent être respectueux de l'environnement. Ces opérations ne doivent pas avoir lieu sur la voie publique.
Le lavage des bacs individuels doit être assuré par les utilisateurs (volume inférieur à 340 litres).

2 - LES BACS COLLECTIFS

Le lavage des conteneurs mis à disposition pour la collecte traditionnelle est assuré au moins 2 fois par an, après information préalable des communes, et ce pour un volume de bacs supérieur ou égal à 340 litres.

3 - LES COLONNES

Les colonnes qui permettent de réceptionner le verre et le papier ne sont pas concernées par le lavage.
Les titulaires des marchés de collecte du verre et du papier graphique devront procéder au nettoyage des colonnes en cas de fuite de la grue de collecte.

CHAPITRE V - LES DECHETTERIES

L'ensemble des déchetteries du territoire sont gérées par le SITDOM du Gard rhodanien dont les coordonnées sont :

1005 Route de Vénéjan
30200 Saint-Nazaire
Tél : 04 66 90 58 00 - Fax : 04 66 82 98 35

1 - LES DECHETS ACCEPTES EN DECHETTERIE

Il existe une catégorie de « déchets ménagers et assimilés », résultant de l'activité domestique occasionnelle des ménages, qui, en raison de leur volume ou leur poids, (ou leur nature), ne peut pas être prise en compte par la collecte usuelle des ordures ménagères et nécessite un mode de gestion particulier.

La Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien (CAGR), à travers son adhésion au SITDOM du Gard rhodanien, bénéficie d'un réseau de déchetteries.
De manière non exhaustive celles-ci sont équipées de bennes destinées :

- Aux encombrants : matelas, mobiliers usagés, électroménager, etc,
- A la ferraille,
- Aux gravats,
- Aux végétaux,
- Aux grands cartons,

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
Domaine de Paniscoule route d'Avignon
30200 Bagnols sur Cèze
Tel : 04 66 79 01 02 Fax : 04 66 79 33 50

Projet ne pas diffuser
PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL92_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

- Aux bois,
- Déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E),
- Déchets d'éléments d'ameublement (DEA),
- Déchets diffus spécifiques (DDS),
- De colonnes pour les papiers graphique, le verre, les emballages ménagers recyclables.

Un règlement propre à chaque déchetterie définit précisément les matériaux valorisables autorisés.
Sont interdits de manière non-exhaustive les ordures ménagères résiduelles :

- Les Déchets Industriels Spéciaux (laitiers, bains d'atelier de traitement de surface, PCB...),
- Les résidus d'amiante, les boues et matières de vidange,
- Les cadavres d'animaux,
- Les Déchets des Activités de Soins (médicaux et paramédicaux),
- Les produits phytosanitaires des professionnels,
- Les invendus des marchés (légumes, fruits),
- Les déchets non manipulables, déchets liquides,
- Les déchets résultant de l'incinération (mâchefer, cendre, REFIOM),
- Les déchets présentant l'une des caractéristiques suivantes : explosif, inflammable, radioactif, corrosif, pulvérulent, contaminé.

Annexe 3 : règlement intérieur des déchetteries

Règlement de collecte validé en commission environnement du : 29 avril 2015.

Nombre d'élu(s) présent(s) :
Nombre d'élu(s) absent(s) :

A Bagnols-sur-Cèze le :

Marc ANGELI

Vice-Président de la
commission environnement

projet ne pas diffuser

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
Domaine de Paniscoule route d'Avignon
30200 Bagnols sur Cèze
Tel : 04 66 79 01 02 Fax : 04 66 79 33 50

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL92_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

PDF Creator Trial

ANNEXE 1 : JOURS ET FREQUENCES DE COLLECTE

COMMUNE	PRESTATAIRE	FREQUENCE DE COLLECTE	JOURS DE COLLECTE OMR	FREQUENCE DE COLLECTE	JOURS DE COLLECTE TRI SELECTIF	QUAI DE TRANSFERT
AIGUEZE	Nicollin	C2	Mardi - Vendredi	C1	Jeudi	Saint-Nazaire
BAGNOLS-SUR-CEZE	Nicollin	C7	Bagnols centre-ville : du lundi au samedi (dont en soirée de 17h à 24h le samedi)	C1	Centre-ville et grands axes : Jeudi Extérieurs : Mardi	Saint-Nazaire
		C3	Bagnols extérieurs : Lundi - Mercredi - Vendredi			
		C2	Collecte des cartons des commerçants du centre-ville	Jeudi - Samedi	av : Léon Blum, Pau Langevin, du Général de Gaulle, Charrier et de l'Europe. Rue : st Victor, Fernand Crémieux, de la République. Chemin : des Dames, place Mallet et bd Lacombe	Saint-Nazaire
CARSAN	Nicollin	C2	Lundi - Vendredi	C1	Mercredi	Saint-Nazaire
CAVILLARGUES	Nicollin (sous-traitant Véolia)	C2	Mardi - Samedi	C1	Jeudi	Saint-Nazaire
CHUSCLAN	Nicollin	C2	Mardi - Samedi	C1	Jeudi	Saint-Nazaire
CODOLET	Nicollin	C2	Mardi - Samedi	C1	Jeudi	Saint-Nazaire
CONNAUX	Nicollin (sous-traitant Véolia)	C2	Mardi - Samedi	C1	Jeudi	Saint-Nazaire

Projet à diffuser

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
Domaine de Paniscoule route d'Avignon
30200 Bagnols sur Cèze
Tel : 04 66 79 01 02 Fax : 04 66 79 33 50

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL92_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

PDF Creator Trial

CORNILLON	Nicollin	C2	Mercredi - Samedi	C1	Jeudi	Saint-Nazaire
GAUJAC	Nicollin (sous-traitant Véolia)	C2	Mardi - Samedi	C1	Jeudi	Saint-Nazaire
GOUDARGUES	Nicollin (sous-traitant Véolia)	C2	Lundi - Vendredi	C1	Mercredi	Saint-Nazaire
		C3 (été)	Lundi - Mercredi - Vendredi du 01/06 au 30/09 + collecte gros producteurs le Samedi du 10/07 au 19/08			
ISSIRAC	Nicollin	C2	Mardi - Vendredi	C1	Jeudi	Saint-Nazaire
LA ROQUE SUR CEZE	Nicollin (sous-traitant Véolia)	C1	lundi	C1	Mercredi	Saint-Nazaire
		C2 (été)	lundi - vendredi du 01/06 ou 30/09			
LAUDUN-L'ARDOISE	Sita Sud	C2	Lundi - Vendredi	C1	Jeudi	Roquemaure OM et Pujaut Tri
LAVAL SAINT-ROMAN	Nicollin	C2	Mardi - Vendredi	C1	Jeudi	Saint-Nazaire
LE GARN	Nicollin	C2	Mardi - Vendredi	C1	Jeudi	Saint-Nazaire
LE PIN	Nicollin (sous-traitant Véolia)	C2	Mardi - Samedi	C1	Jeudi	Saint-Nazaire
LIRAC	Sita Sud	C2	Mardi - Vendredi	C1	Mercredi	Roquemaure OM et Pujaut Tri
MONTCLUS	Nicollin (sous-traitant Véolia)	C1	vendredi	C1	mercredi tous les 15 jours pairs	Saint-Nazaire
		C2 (été)	Lundi - vendredi du 01/06 ou 30/09			

projet non

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
Domaine de Paniscoule route d'Avignon
30200 Bagnols sur Cèze
Tel : 04 66 79 01 02 Fax : 04 66 79 33 50

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL92_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

PDF Creator Trial

ORSAN	Nicollin	C2	Mardi - Samedi	C1	Jeudi	Saint-Nazaire
PONT-SAINT-ESPRIT	Nicollin	C2	Ext Nord : Lundi - Jeudi et Ext sud : Mercredi et Vendredi	C1	Mardi	Saint-Nazaire
		C3	péripherie1 : Lundi - Mercredi - Vendredi périphérie 2 : Lundi - Jeudi - Samedi			
		C5	Centre-ville : Lundi - Mardi - Jeudi - Vendredi - Samedi			
SABRAN	Nicollin	C2	Lundi - Vendredi	C1	Jeudi	Saint-Nazaire
SAINT-ALEXANDRE	Nicollin	C1	Mardi	C1	Mercredi	Saint-Nazaire
		C2 (été)	Mardi - Samedi du 01/06 ou 30/09			
SAINT-ANDRE DE ROQUEPERTUIS	Nicollin	C2	Mardi - Vendredi	C1	Jeudi tous les 15 jours	Saint-Nazaire
		C3 (été)	Lundi - Mercredi - Vendredi du 01/06 ou 30/09			Saint -Nazaire
SAINT-ANDRE D'OLERARGUES	Nicollin	C2	Mardi - Vendredi	C1	Mercredi	Saint-Nazaire
SAINT-CHRISTOL DE RODIERES	Nicollin	C2	Lundi - jeudi	C1	Mercredi	Saint-Nazaire
SAINT-ETIENNE DES SORTS	Nicollin	C2	Lundi - Vendredi	C1	Mercredi	Saint-Nazaire
SAINT-GENIES DE COMOLAS	Sita Sud	C1	Lundi	C1	Mercredi	Roquemaure OM et Pujaut Tri
		C2 (été)	Lundi - Jeudi du 01/06 au 30/09			
SAINT-GERVAIS	Nicollin (sous-traitant Véolia)	C2	Lundi - Vendredi	C1	Mercredi	Roquemaure

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
Domaine de Paniscoule route d'Avignon
30200 Bagnols sur Cèze
Tel : 04 66 79 01 02 Fax : 04 66 79 33 50

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL92_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

PDF Creator Trial

SAINT-JULIEN DE PEYROLAS		C2	Lundi - jeudi	C1	Mercredi	Saint-Nazaire
SAINT-LAURENT DE CARNOLS	Nicollin	C1	Mercredi	C1	Jeudi tous les 15 jours	Saint-Nazaire
		C2 (été)	Mercredi - Samedi du 01/06 ou 30/09			
SAINT-MARCEL DE CAREIRET	Nicollin	C2	Mardi - Vendredi	C1	Mercredi	Saint-Nazaire
SAINT-MICHEL D'EUZET	Nicollin (sous-traitant Véolia)	C2	Lundi - Vendredi	C1	Mercredi	Saint-Nazaire
SAINT-NAZAIRE	Nicollin	C3	Lundi - Mercredi - Samedi	C1	Mardi	Saint-Nazaire
SAINT-PAUL LES FONTS	Nicollin (sous-traitant Véolia)	C2	Mardi - Samedi	C1	Jeudi	Saint-Nazaire
SAINT-PAULET DE CAISSON	Nicollin	C2	Lundi 1er partie Mardi 2ème partie	C1	Mercredi 1ere partie - sud	Saint-Nazaire
			Vendredi toute la commune		jeudi 2ème partie - nord	Saint-Nazaire
SAINT-PONS LA CALM	Nicollin (sous-traitant Véolia)	C2	Mardi - Samedi	C1	Jeudi	Saint-Nazaire
SAINT-VICTOR LA COSTE	Nicollin	C2	Lundi - Vendredi	C1	Mercredi	Saint-Nazaire
SALAZAC	Nicollin	C2	Lundi - jeudi	C1	Mercredi	Saint-Nazaire
TAVEL	Sita Sud	C2	Mardi - Vendredi	C1	Jeudi	Roquemaure OM et Pujaut Tri

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
Domaine de Paniscoule route d'Avignon
30200 Bagnols sur Cèze
Tel : 04 66 79 01 02 Fax : 04 66 79 33 50

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL92_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

PDF Creator Trial

TRESQUES	Véolia	C2	Mardi - Samedi	C1	Jeudi	Saint-Nazaire
VENEJAN	Nicollin	C1	Mardi	C1	Jeudi	Saint-Nazaire
		C2 (été)	Mardi - Samedi du 01/06 au 30/09			
VERFEUIL	Nicollin	C2	Mardi - Vendredi	C1	Mercredi	Saint-Nazaire

C1, C2, C3 correspond au cycle de collecte sur la commune :

- C1 : un passage par semaine,
- C2 : deux passages par semaine,
- C0.5 : un passage tous les 15 jours,

projet ne pas diffuser

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
Domaine de Paniscoule route d'Avignon
30200 Bagnols sur Cèze
Tel : 04 66 79 01 02 Fax : 04 66 79 33 50

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL92_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

ANNEXE 2 : DOTATION EN BAC INDIVIDUEL A ORDURES MENAGERES

La Communauté d'Agglomération assure la mise à disposition -sur son territoire - des bacs destinés aux ordures ménagères.

Les propriétaires ou leurs mandataires dûment qualifiés doivent assurer la réception des bacs à déchets ménagers à la date qui est indiquée par chaque commune.

Chaque bac est attribué à un propriétaire et référencé à une adresse.

projet ne pas diffuser

Emploi, remplacement et réparation des bacs

- ✓ Les bacs doivent être exclusivement utilisés pour les collectes des ordures ménagères à l'exclusion des sacs jaunes.
- ✓ Il est interdit de verser dans les bacs des cendres chaudes, liquides, solvants, huiles, tout produit de nature à salir ou à endommager le domaine public ou tout objet susceptible d'exploser ou de provoquer un danger pour les agents de collectes.
- ✓ Le contenu des bacs ne doit pas être tassé afin d'assurer les manœuvres de vidage en toute sécurité.
- ✓ Il est interdit d'affecter ou de déplacer un bac à une autre adresse (ou emplacement) que celle pour laquelle il est prévu.
- ✓ En dehors du temps de collecte, les bacs doivent être obligatoirement remis à l'intérieur des propriétés privées et pour les immeubles d'habitat collectif déposés dans leurs locaux techniques prévus à cet effet.
- ✓ La désinfection et le lavage éventuel des bacs devront être effectués par l'usager autant que nécessaire.
- ✓ Toutes les personnes physiques ou morales, qu'elles soient propriétaires ou locataires, sont responsables de toute détérioration ou perte des bacs.
- ✓ Pour une nouvelle dotation ou un remplacement de bac (cassé/volé/brulé), l'usager s'adresse à la mairie de sa commune qui transmettre les doléances à l'agglomération.

Remarque :

Pour les bacs incendiés ou volés, le remplacement se fera sur présentation du récépissé d'un dépôt de plainte auprès des autorités de gendarmerie ou de police, rendant manifeste le respect du présent règlement par l'usager.

Les bacs usagés ou les pièces détachables détériorées par un long emploi, dans des conditions normales d'utilisation, seront remplacés par l'agglomération.

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
Domaine de Paniscoule route d'Avignon
30200 Bagnols sur Cèze
Tel : 04 66 79 01 02 Fax : 04 66 79 33 50

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL92_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Organisation des collectes

- ✓ Les bacs dédiés aux déchets ménagers devront être sortis la veille au soir pour toutes les collectes des ordures effectuées le matin. Ils devront être disposés sur le Domaine Public, de manière à ne pas entraver la circulation des piétons et véhicules.
- ✓ Les bacs devront être rentrés dans les propriétés privées, aussitôt, après le passage du véhicule de collecte. En aucun cas ils ne peuvent persister plus de 24 heures.
- ✓ Il est interdit de déposer sur la voie publique des « déchets ménagers et assimilés », en dehors des bacs fournis par la Communauté d'Agglomération.

Seuls les récipients mis à disposition par la collectivité sont autorisés pour la collecte des déchets ménagers ou assimilés. L'utilisation d'autres contenants est interdite.

ENGAGEMENT

Je soussigné, (nom, prénom) .....

Domicilié (adresse) .....

.....

Déclare avoir retiré un bac individuel à ordures ménagères n° .....,

Certifie avoir pris connaissance du règlement ci-dessus et m'engage à respecter et à faire respecter à mes locataires toutes les recommandations sous peine de poursuite.

Le .....

A. ..... .

Signature

projet ne pas diffuser

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
Domaine de Paniscoule route d'Avignon
30200 Bagnols sur Cèze
Tel : 04 66 79 01 02 Fax : 04 66 79 33 50

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL92_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

ANNEXE 3 : HORAIRES ET REGLEMENT INTERIEUR DES DECHETTERIES DU SITDOM DU GARD RHODANIEN

		lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
Connaux	matin	8h - 12h	8h - 12h	8h - 12h	8h - 12h	8h - 12h	8h - 12h	
	après midi	14h - 17h	14h - 17h	14h - 17h	14h - 17h	14h - 17h	14h - 17h	
Cornillon	matin	8h - 12h		8h - 12h		8h - 12h	8h - 12h	
	après midi	14h - 17h		14h - 17h		14h - 17h	14h - 17h	
Saint Nazaire	matin	8h - 12h	8h - 12h	8h - 12h	8h - 12h	8h - 12h	8h - 12h	
	après midi	14h - 17h	14h - 17h	14h - 17h	14h - 17h	14h - 17h	14h - 17h	
Saint Julien	matin	8h - 12h	8h - 12h	8h - 12h		8h - 12h	8h - 12h	
	après midi	14h - 17h	14h - 17h	14h - 17h		14h - 17h	14h - 17h	
Pont Saint Esprit	matin	8h - 12h	8h - 12h	8h - 12h	8h - 12h	8h - 12h	8h - 12h	
	après midi	14h - 17h	14h - 17h	14h - 17h	14h - 17h	14h - 17h	14h - 17h	
Sabran	matin			8h - 12h			8h - 12h	
	après midi			14h - 17h			14h - 17h	
Chusclan	matin	8h - 12h		8h - 12h		8h - 12h	8h - 12h	
	après midi	14h - 17h		14h - 17h		14h - 17h	14h - 17h	
St Marcel de Careiret	matin	8h - 12h	8h - 12h		8h - 12h	8h - 12h	8h - 12h	
	après midi	14h - 17h	14h - 17h		14h - 17h	14h - 17h	14h - 17h	
Lirac	matin	8h - 12h	8h - 12h		8h - 12h	8h - 12h	8h - 12h	
	après midi	14h - 17h	14h - 17h		14h - 17h	14h - 17h	14h - 17h	
Laudun	matin	8h - 12h	8h - 12h	8h - 12h	8h - 12h		8h - 12h	
	après midi	14h - 17h	14h - 17h	14h - 17h	14h - 17h		14h - 17h	
St Géniès	matin		8h - 12h	8h - 12h	8h - 12h	8h - 12h	8h - 12h	
	après midi		14h - 17h	14h - 17h	14h - 17h	14h - 17h	14h - 17h	

projet ne pas diffuser

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
Domaine de Paniscoule route d'Avignon
30200 Bagnols sur Cèze
Tel : 04 66 79 01 02 Fax : 04 66 79 33 50

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL92_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°92/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 59
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 12
Nombre de délégués absents : 4

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, , Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, , Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Ghislaine DE VERDUZAN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE, Monique GRAZIANO-BAYLE à Maxime COUSTON.

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET, Catherine LAVIOS, Aziza GRINE

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL92_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Objet : Règlement de collecte des ordures ménagères

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, dont notamment les articles L.2122.1 à L 2122.34 ; L 2211.1 et suivants ; L 2224.13 à L 2224.29 et L 5211.9,
Vu le Code de l'Environnement, dont notamment le titre IV du livre V,
Vu le Code de la Santé Publique,
Vu le Code pénal, notamment les articles L 311.1, R 610.5, R 632.1 et R 635.8,
Vu le Code de la Route,
Vu la loi n° 75.633 du 15 juillet 1975, modifiée et complétée par la loi du 13 juillet 1992,
Vu la loi n° 95.101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'Environnement,
Vu le décret n° 2002.540 du 18 avril 2002, relatif à la classification des déchets,
Vu les recommandations R437 du 13 mai 2008 de la CNAMTS,

Considérant qu'afin de définir les conditions d'application du service public de collecte des déchets ménagers et assimilés, il est proposé un règlement de collecte qui a pour objectifs de :

- définir et délimiter le service public de collecte pour les habitants et autres usagers ;
- présenter les modalités du service (consignes de tri pour les Ordures Ménagères et Assimilés, organisation des collectes, contenants, lieux et horaires de présentation…) ;
- définir les règles d'utilisation du service public (présentation des bacs, maintenance, lavage des contenants) ;
- rappeler les obligations de chacun en matière de gestion des déchets ménagers et disposer d'un dispositif de sanctions,

Considérant que cette question a été présentée à la Commission Environnement du 29 avril 2015,

Le Conseil Communautaire décide, à l'unanimité,

- d'approuver le règlement de collecte des ordures ménagères joint en annexe.

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL93_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°93/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 59
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 12
Nombre de délégués absents : 4

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, , Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, , Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Ghislaine DE VERDUZAN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE, Monique GRAZIANO-BAYLE à Maxime COUSTON.

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET, Catherine LAVIOS, Aziza GRINE

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL93_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Objet : Délibération autorisation le recrutement d'un agent contractuel (Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes – En application de l'article 3.3.1 de la loi n°84-53 du 26/01/1984)

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;
Vu la loi n°84-83 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 3.3.1 ;
Considérant le décret 88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,
Considérant qu'il y a lieu de créer un emploi permanent de catégorie A qui dans le cadre de la mise en œuvre des nouveaux contrats de ville 2015-2020, conclus à l'échelle intercommunale, chargé de l'animation et de la coordination des contrats de ville signés à Bagnols-sur-Cèze et Pont-Saint-Esprit,
Considérant qu'en l'absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes, cet emploi sera occupé par un agent recruté par voie de contrat à durée déterminée,

Le Conseil Communautaire décide, à la majorité (3 oppositions),

- De créer un emploi permanent de chargé de mission Politique de la ville (Catégorie A) à temps complet à compter du 1er juillet 2015 pour exercer les missions suivantes :
  - animation du projet dans le cadre des thématiques et des objectifs du contrat de ville du Gard rhodanien,
  - accompagnement des plans de rénovation urbaine et recherche de financements,
  - coordination des dispositifs de la politique de la ville dans les quartiers prioritaires de Bagnols-sur-Cèze et de Pont-Saint-Esprit,
  - animation du réseau de partenaires et participation aux réunions partenariales avec l'ensemble des acteurs concernés par les dispositifs de la politique de la ville : Contrat Local de Santé, Programme de Réussite Éducative, Projets Éducatifs, Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance,…
  - suivi des actions du Contrat de ville du Gard rhodanien : financements, bilans, évaluations et actualisation des diagnostics,
  - accompagnement des porteurs de projets du contrat de ville du Gard rhodanien,
  - animation et suivi des démarches de participation des habitants.

  Cet emploi sera occupé par un agent recruté par voie de contrat à durée déterminée de 3 ans en application de l'article 3.3.1 et ce, en l'absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.

  Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l'agent sera reconduit pour une durée indéterminée.

  L'agent devra justifier d'une expérience professionnelle significative sur un poste similaire, d'une connaissance des politiques publiques et des acteurs et dispositifs de la Politique de la ville, d'une maîtrise des méthodes de conduite de projet et des techniques d'animation de réunion.

  Sa rémunération sera calculée, compte tenu de la nature des fonctions à exercer à un emploi de catégorie A, en référence à la grille indiciaire des attachés territoriaux.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL93_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

- d'autoriser le Président ou son représentant à signer tout document relatif à ce recrutement.

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL94_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°94/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 59
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 12
Nombre de délégués absents : 4

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, , Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, , Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Ghislaine DE VERDUZAN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE, Monique GRAZIANO-BAYLE à Maxime COUSTON.

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET, Catherine LAVIOS, Aziza GRINE

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL94_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Objet : Modification du Tableau des effectifs

Considérant que compte tenu de l'évolution des effectifs de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien, il est nécessaire de revoir la composition du tableau des effectifs pour l'année 2015, en tenant compte:

- des changements de grade pour l'année 2015 au tableau d'avancement et à la promotion interne concernant la catégorie C,
- de la nomination d'un agent intercommunal au grade d'assistant d'enseignement principal 1ère classe à temps non complet à raison de 5h30 hebdomadaires,
- des emplois réservés au titre du plan de résorption de l'emploi précaire,
- du départ d'un agent non titulaire ayant fait l'objet d'un transfert de compétence en avril 2014,

Considérant que cette question a été présentée à la Commission des moyens généraux du 23 juin 2015 et au Comité technique du 16 juin 2015,

Le Conseil Communautaire décide, à l'unanimité (3 abstentions) :

- de créer les postes suivants :

Pour les titulaires :

- 3 postes d'Adjoint Technique de 1ère Classe à Temps complet,
- 1 poste d'Adjoint Technique principal de 2ème Classe à Temps complet,
- 5 postes d'adjoint administratif principal de 2ème Classe à Temps Complet,
- 2 postes de postes d'adjoint administratif principal de 1ère Classe à Temps Complet,
- 1 poste d'Auxiliaire de Puériculture principal de 1ère Classe à Temps Complet,
- 2 postes d'Auxiliaire de Puériculture principal de 2ème Classe à Temps Complet,
- 2 postes d'Adjoint Technique de 2ème Classe à Temps Complet,
- 1 poste d'agent de maitrise à temps complet,
- 1 poste d'assistant d'enseignement artistique principal 1ère classe à temps non complet à raison de 5h30 hebdomadaires,
- 1 poste de technicien pour l'emploi de responsable du service SCOT et urbanisme.

- de supprimer les postes suivants :

Pour les titulaires :

- 3 postes d'Adjoint Technique de 2ème Classe à Temps complet,
- 1 poste d'Adjoint Technique de 1ère Classe à Temps complet,
- 5 postes d'adjoint administratif de 1ère Classe à Temps Complet,
- 2 postes de postes d'adjoint administratif principal de 2ème Classe à Temps Complet,
- 1 poste d'Auxiliaire de Puériculture principal de 2ème Classe à Temps Complet,
- 2 postes d'Auxiliaire de Puériculture de 1ère Classe à Temps Complet.

Pour les non titulaires :

- 1 poste d'attaché, chargé de mission SCOT à temps complet créé sur la base d'un contrat de 3 ans renouvelable par reconduction expresse ayant fait l'objet du transfert de compétence au 1er avril 2014.

Les crédits afférents à ces postes sont inscrits au chapitre du budget en cours.

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL95_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°95/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 59
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 12
Nombre de délégués absents : 4

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, , Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, , Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Ghislaine DE VERDUZAN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE, Monique GRAZIANO-BAYLE à Maxime COUSTON.

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET, Catherine LAVIOS, Aziza GRINE

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL95_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Objet : Plan de résorption de l'emploi précaire

Vu l'article 17 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012, relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique,
Vu le décret 2012-1293 du 22 novembre 2012, pris pour l'application du chapitre II du titre Ier de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique,
Vu le recensement des contractuels, éligibles au dispositif « d'accès à l'emploi titulaire », présenté dans un rapport présenté au Comité Technique du 28 avril 2015,

Le Conseil Communautaire décide, à l'unanimité :

- d'adopter le programme pluriannuel « accès à l'emploi titulaire » de la collectivité ci-après :

AGENTS AYANT 4 ANS D'ANCIENNETE AU 31 MARS 2011 (OU CDI)

N°	Cat	H ou F	Cadre d'emplois	Fonctions	Date 1er contrat	Inscription au plan pluriannuel OUI/NON	Ancienneté acquise au 31/03/2011	Si OUI : mode d'accès envisagé et année de recrutement sur l'emploi titulaire jusqu'au 12/03/2016	
								Sélection professionnelle	Recrutement réservé
1	B	H	Assistant Enseignement Artistique	Professeur de Musique	13/09/2004	OUI	2 ans 9 m au 31/03/2011 7 ans 8 m 3 j au 31/12/2014	2015	-
2	B	F	Assistant Enseignement Artistique	Professeur de Musique	01/09/2005	OUI	2 ans 11 m 13 j au 31/03/2011 5 ans 5 m 7 j au 31/12/2014	2015	
3	B	H	Assistant Enseignement Artistique	Professeur de Musique	01/09/1997	OUI	10 ans 11 m 5 j au 31/03/2011 12 ans 11 m 10 j au 31/12/2014	2015	
4	B	H	Assistant Enseignement Artistique	Professeur de Musique	01/09/1990	OUI	17 ans 9 m 7 j	2015	-
5	B	F	Assistant Enseignement Artistique	Professeur de Danse	01/10/2006	OUI	4 ans 3 m	2015	-
6	B	F	Assistant Enseignement Artistique	Professeur de Musique	01/10/2008	OUI	2 ans 6 m (au 31/03/2011) 6 ans et 3 m (au 31/12/2014)	2015	-
7	B	F	Assistant Enseignement Artistique	Professeur de Musique	01/10/2006	OUI	4 ans et 6 m	2015	-
8	B	H	Assistant Enseignement Artistique	Professeur de Musique	01/10/1999	OUI	7 ans 1 m)	2015	-
9	B	H	Assistant Enseignement Artistique	Professeur de Musique	10/09/2007	OUI	2 ans 11 m 10 j Avec 5 ans 3 m 12 j au 31/12/2014	2015	-
10	B	F	Assistant Enseignement Artistique	Professeur de Musique	10/09/2008	OUI	2 ans 3 m Avec 5 ans 4 m au 31/12/2014	2015	-
11	C	F	Adjoint Technique	Agent d'Entretien	05/11/2002	OUI	7 ans 21 j	-	2015

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL95_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

AGENTS AYANT ACCOMPLIS AU MOINS 2 ANS ENTRE LE 31 MARS 2007 ET LE 31 MARS 2011

N°	Cat	H ou F	Cadre d'emplois	Fonctions	Date 1er contrat	Inscription au plan pluriannuel OUI/NON	Ancienneté acquise au 31/03/2011	Si OUI : mode d'accès envisagé et année de recrutement sur l'emploi titulaire jusqu'au 12/03/2016	
								Sélection professionnelle	Recrutement réservé *1
1	*A*	*F*	*Infirmier Cadre de Santé Territorial*	*Infirmière cadre de santé*	*23/08/2004 (Associatif) 01/01/2009 (Communes Valcézard)*	*OUI*	*6 ans 6 m 11 j (avec Associatif)*	*2015*	
2	*A*	*F*	*Infirmier Cadre de Santé Territorial*	*Infirmière cadre de santé*	*01/05/2007 (Associatif) 01/01/2012 (Communes Valcézard)*	*OUI*	*3 ans 3 m 12 j (Avec Associatif)*	*2015*	
3	*B*	*F*	*Educateur de Jeunes Enfants*	*Educateur de Jeunes Enfants*	*01/04/1999 (associatif) 06/04/2012 (RCL)*	*OUI*	*11 ans 4 mois (avec associatif)*	*2015*	-
4	*C*	*F*	*Auxiliaire de Puériculture*	*Auxiliaire de Puériculture*	*11/06/2007 (Associatif) 01/01/2009 (Communes Valcézard)*	*OUI*	*2 ans 8 m 18 j (Avec Associatif)*	*2015*	-
5	*C*	*F*	*ASEM*	*ASEM*	*17/04/2004 (Associatif) 01/01/2009 (Communes Valcézard)*	*OUI*	*6 ans 11 m 14 j (avec associatif)*	*2015*	-
6	*C*	*F*	*ASEM*	*ASEM*	*01/09/2007 (Associatif) 01/01/2012 (Communes Valcézard)*	*OUI*	*3 ans 26 j (avec Associatif)*	*2015*	-
7	*C*	*F*	*ASEM*	*ASEM*	*24/10/2004 (Associatif) 01/09/2009 (Commuauté Valcézard)*	*OUI*	*6 ans 4 m 18j (Avec associatif)*	*2015*	
8	*C*	*F*	*Adjoint Technique*	*Adjoint technique*	*23/10/2007 (Associatif) 01/01/2009 (Communes Valcézard)*	*OUI*	*2 ans 9 m 5 j (avec Associatif)*	-	*2015*

Les recrutements réservés tiendront compte des acquis de l'expérience professionnelle correspondant au cadre d'emploi.

- D'organiser en interne la sélection professionnelle,
- D'inscrire au budget les crédits correspondants.

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL96_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°96/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 59
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 12
Nombre de délégués absents : 4

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, , Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, , Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Ghislaine DE VERDUZAN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE, Monique GRAZIANO-BAYLE à Maxime COUSTON.

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET, Catherine LAVIOS, Aziza GRINE

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL96_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Objet : Contrat d'apprentissage rentrée 2015

Considérant que l'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 25 ans (sans limite d'âge supérieure d'entrée en formation concernant les travailleurs handicapés) d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une administration, et que cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre,

Considérant que ce dispositif présente un intérêt tant pour les jeunes accueillis que pour les services accueillants, compte tenu des diplômes préparés par les postulants et des qualifications requises par lui,

Considérant la création de nouveau contrats d'apprentissage pour la rentrée scolaire 2015, rendant nécessaire la création des postes suivants :

Service	Nombre de postes	Diplôme préparé	Durée de la formation
Petite Enfance	3	CAP Petite Enfance	24 mois
Petite Enfance	1	DE d'éducateur de jeunes enfants	36 mois
Petite Enfance	3	DE d'auxiliaire de puériculture	24 mois
Tourisme	1	BTS Tourisme	24 mois

Considérant que cette question a été présentée au Comité technique du 16 juin 2015 et à la commission des moyens généraux du 23 juin 2015,

Le Conseil Communautaire décide, à l'unanimité,

- d'approuver la création des contrats d'apprentissage proposés ci-dessus,
- d'autoriser le Président ou son représentant à signer tout document relatif à ce dispositif et notamment les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec les Centre de Formation des Apprentis.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget en cours, au chapitre 012, article 6417.

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL97_2015-DE
Reçu le 27/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°97/2015
du Conseil communautaire
Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 59
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 12
Nombre de délégués absents : 4

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, , Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, , Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Ghislaine DE VERDUZAN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE, Monique GRAZIANO-BAYLE à Maxime COUSTON.

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET, Catherine LAVIOS, Aziza GRINE

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL97_2015-DE
Reçu le 27/07/2015

Objet : Prime de fin d'année.

Considérant que certains EPCI fusionnés dans le cadre de la création de l'Agglomération avaient maintenu et étendu les dispositifs de prime de fin d'année à leurs agents, sous des formes différentes (Prime de fin d'année, IEMP, IAT, ...) payable en 1 ou plusieurs fois, avec des montants différents, créant ainsi des différences de traitement entre les agents de l'Agglomération,

Considérant que cette différence de traitement représente une discrimination qui ne peut se justifier au regard des exigences de responsabilité sociale,

Dans le respect du principe fondamental d'égalité de traitement affirmé par :

- la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne,
- la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales,
- la déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789,

Vu l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et l'article 64 de la loi 99-586 du 12 juillet 1999 portant renforcement de la simplification intercommunales au titre des avantages acquis,

Considérant que cette question a été présentée au Comité technique du 16 juin 2015 et à la Commission des moyens généraux du 23 juin 2015,

Le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- De garantir à tous les agents communautaires placés dans une même situation le respect du principe fondamental d'égalité de traitement en fixant la prime de fin d'année de la façon suivante :

  Critères d'attribution :
  - Période de référence : du 1er septembre de l'année n-1 au 31 août de l'année n.
  - Bénéficiaires :
    - ✓ titulaires et stagiaires, ayant moins de 9 mois d'absence sur la période de référence,
    - ✓ agents non titulaires de droit public ayant travaillé au moins 6 mois sur la période de référence et dont le total d'heures travaillées sur la période de référence est supérieur à 50% d'un temps complet (pour les agents ayant des contrats dans plusieurs communes de l'Agglomération, il convient de cumuler les temps de travail pour vérifier cette condition de plancher).
  - Montant :
    - ✓ montant forfaitaire de 1.550 €, identique quel que soit le grade ou la rémunération de l'agent,
    - ✓ proratisé en fonction du nombre de mois de présence sur la période de référence,
    - ✓ proratisé en fonction de la durée de travail de la période de référence :
      - entre 80% et 100% d'un temps complet : 100% de la prime,
      - en dessous de 80% : au prorata du temps de travail annuel,
    - ✓ payable en 1 fois en novembre.

Ces dispositions annulent et remplacent les différents dispositifs antérieurs d'attribution de prime de fin d'année ou assimilée.

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL97_2015-DE
Reçu le 27/07/2015

Les crédits nécessaires ont été inscrits au budget primitif de l'année en cours.

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL98_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien
DEPARTEMENT DU GARD - Arrondissement de Nîmes

Délibération n°98/2015 du Conseil communautaire Séance du 29 juin 2015

*****

Date d'envoi de la convocation = 23 juin 2015
Nombre de délégués en exercice : 75
Nombre de délégués présents : 59
Nombre de délégués absents ayant donné procuration : 12
Nombre de délégués absents : 4

******

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, dûment convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Saint Alexandre, sous la présidence de M. Jean Christian REY, Président de la Communauté d'agglomération.

Présents : Alain CHENIVESSE, Jean Christian REY, , Jean-Yves CHAPELET, Emmanuelle CREPIEUX, Maxime COUSTON, Ghislaine COURBEY-TASTEVIN, , Vincent POUTIER, Rémy SALGUES, Denis RIEU, Ghislaine PAGES, Anne-Marie AYMERIC-TULIPANI, Claudine PRAT, Christian ROUX, Brigitte VANDEMEULEBROUCKE, Laurent NADAL, Louis CHINIEU, Jean-Claude TICHADOU, Gérard CASTOR, Maria SEUBE, José RIEU, Edmond JOUVENEL, Bernard PASQUALE, Yves CAZORLA, Muriel ROY-CROS, Geneviève CASTELLANE, Raphaël CHEVALARD, Benoit TRICHOT, Bernard DUCROS, Roger CASTILLON, Claire LAPEYRONIE, Daniel MOUCHETANT, Catherine CHANTRY, Jean-Marie DAVER, Vincent ROUSSELOT, Ghislaine DE VERDUZAN, Luc SCHRIVE, Christiane GONDARD, Sylvie NICOLLE, Jacques BERTOLINI, Michel COULLOMB, Lionel CHEVALIER, Jacques CABIAC, Didier BONNEAUD, Olivier JOUVE, Didier DELPI, René FABREGUE, Guy AUBANEL, Dominique ASTORI, Elian PETITJEAN, Gérald MISSOUR, Christophe SERRE, Marc ANGELI, Pierre BAUME, Robert PIZARD-DESCHAMPS, Jean-Claude SUAU, Bernard JULIER, Alexandre PISSAS, Bruno TUFFERY, Joëlle CHAMPETIER.

Absents ayant donné procuration : Catherine EYSSERIC à Denis RIEU, Michel CEGIELSKI à Jean-Yves CHAPELET, Karine GARDY à Emmanuelle CREPIEUX, Stéphane PEREZ à Christiane GONDARD, Serge ROUQUAIROL à Claudine PRAT, Laurence VOIGNIER à Rémy SALGUES, Sébastien BAYART à Bernard DUCROS, Fred MAHLER à Michel COULLOMB, Serge VERDIER à Bernard PASQUALE, Stéphane CARDENES à Didier BONNEAUD, Josiane PAUTY à Claire LAPEYRONIE, Monique GRAZIANO-BAYLE à Maxime COUSTON.

Absents : Patrice PRAT, Gilbert BAUMET, Catherine LAVIOS, Aziza GRINE

Secrétaire de Séance : Claire LAPEYRONIE

*****

PDF Creator Trial

AR PREFECTURE
030-200034692-20150629-DEL98_2015-DE
Reçu le 21/07/2015

Objet : Motion de soutien à la dynamique « FRENCH TECH CULTURE »

Initiative lancée par le gouvernement, la « French Tech » doit aider au développement d'un écosystème créateur d'opportunités pour l'économie numérique et culturelle dans son bassin de vie, favorisant notamment l'accueil et à l'accompagnement structuré et organisé des startups et des entrepreneurs du numérique.

L'agglomération du Gard rhodanien a compris toute l'utilité de cette démarche et s'est associée à la candidature pour la labellisation French Culture Tech d'un territoire commun (Avignon, Arles et le Gard rhodanien).

Désireuse de contribuer au succès de cette initiative et de valoriser ce territoire commun, la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien s'engage pleinement à soutenir l'association French Tech Culture, à participer et soutenir la candidature à la labellisation French Tech.

L'agglomération entrera donc au comité de pilotage ainsi qu'au conseil d'administration de l'association, au même niveau que toutes les autres collectivités (Grand Avignon, COVE, Lourmarin portes du Luberon, Vaison, Arles, Monteux, Apt, Nîmes métropole, ainsi que les deux régions, PACA et Languedoc Roussillon).

Les grands axes de cette collaboration avec l'association French Tech Culture porteront sur :

- les startups :

L'expertise des services de la collectivité permettra d'identifier les entreprises et les porteurs de projet intéressés par la French Tech afin de le diriger vers les réseaux de l'association, de même que les présenter pour entrer dans l'accélérateur de startups (co-piloté avec Orange, Microsoft et le Crédit Agricole)

- l'événementiel culturel numérique :

La démarche serait d'accueillir des startups du territoire commun mais aussi d'ailleurs pour tester, démontrer et exposer leurs innovations dans les festivals ou événements culturels du Gard rhodanien, ou encore sur les lieux patrimoniaux et historiques.

- la conception du lieu « Centre d'Excellence Numérique »

La réflexion sur la conception du lieu prévu par l'agglomération du Gard rhodanien sera menée conjointement afin de créer une complémentarité avec les autres lieux du territoire commun.

Le Conseil communautaire décide, à la majorité (15 oppositions) :

- de soutenir l'Association French Tech Culture et collaborer avec elle sur les points cités précédemment ;
- de participer et soutenir la candidature à la labellisation « French Tech » du territoire commun Avignon-Arles-Gard rhodanien.

Fait et délibéré à Saint-Alexandre le 29 juin 2015.

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2015

Le président,
Jean Christian REY

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN (30)

PDF Creator Trial